

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°395

FEVRIER 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA : L'INVASION TURQUE D'AFRÎN CONTINUE, ATROCITÉS ET NOMBREUSES VICTIMES CIVILES**
- **TURQUIE: L'INVASION D'AFRÎN, OUTIL DE PROPAGANDE ET DE RÉPRESSION INTÉRIEURES**
- **KURDISTAN IRAKIEN: LES AÉROPORTS DEMEURENT FERMÉS, LE DÉSACCORD AVEC BAGDAD SUR LE BUDGET PERSISTE**
- **EXPOSITION: LE KURDISTAN À L'HONNEUR AU JEU DE PAUME À PARIS**

ROJAVA : L'INVASION TURQUE D'AFRÎN CONTINUE, ATROCITÉS ET NOMBREUSES VICTIMES CIVILES

La Turquie a poursuivi en février son invasion du canton kurde d'Afrîn, dont les déclarations sur *Daily Sabah* le 31 janvier d'Elnur Çevik, un conseiller du Président turc, ont révélé l'objectif réel: la Turquie ne rendra pas la région à Damas, mais «à ses propriétaires légitimes, les Arabes, les Turkmènes et les Kurdes». En fait de protéger les frontières turques, il s'agit de conquête territoriale à long terme et de nettoyage ethnique. Quand aux auxiliaires syriens

qui soutiennent l'armée turque, un ancien djihadiste a déclaré le 12 dans *The Independant* que la Turquie ne faisait qu'utiliser le nom de l'Armée syrienne libre, maintenant quasiment défunte, pour dissimuler son recrutement d'anciens membres de Daech...

M. Erdoğan a annoncé le 1^{er} février que près de 800 «terroristes» avaient été tués depuis le début de l'offensive et l'agence gouvernementale *Anatolie* a rapporté la prise d'un 3^e village au nord de l'enclave, dans le district

de Bulbul, soit 20 villages et 27 zones maintenant sous contrôle turc, des avancées territoriales pour le moins modestes pour la deuxième armée de l'OTAN combattant une milice quasiment sans armes lourdes... Le 2, les supplétifs islamistes de la Turquie ont montré leur vraie valeur militaire en diffusant sur les réseaux sociaux la vidéo ignoble d'un corps ensanglanté et mutilé présenté comme celui d'une combattante kurde, de son nom de guerre Barîn Kobanê, qui avait participé aux combats

contre Daech à Kobanê, apparemment tuée lors de combats autour du village de Qarnah près de Bulbul.

Le lendemain, 2 soldats turcs ont été tués, l'un côté turc dans une attaque près de Kilis, l'autre côté Rojava, portant les pertes turques à 9, puis à 14 lorsque les combattantes YPJ ont détruit un blindé près du village d'Hihtar, dans la zone même où était tombée leur camarade d'armes Barîn Kobanê. L'agence de presse des YPG a annoncé la destruction de 3 tanks et véhicules blindés turcs dans les villages d'Heftar, Mamela et Shaltari, grâce à des missiles guidés antichar. Le lendemain, M. Erdoğan, a déclaré connaître l'origine de ces missiles, mais qu'il était trop tôt pour révéler le nom du pays qui les avait fournis aux combattants kurdes. Les médias aux ordres, fidèles à la rhétorique simultanément ultra-nationaliste et islamiste qui accompagne l'invasion, avaient déjà accusé les États-Unis... Le 6, le Président turc a accusé ceux-ci d'avoir fait parvenir aux YPG par avion et camion des milliers de chargements d'armes, incluant des armes lourdes... Un convoi de renforts serait en effet arrivé à Afrîn, mais en fait d'armes américaines, c'est une colonne des YPG venue depuis l'Est du Rojava en traversant les zones tenues par le gouvernement syrien. Celui-ci a probablement décidé d'autoriser ce passage après le 3, quand les rebelles d'Idlib soutenus par la Turquie ont abattu un appareil russe... Au sud, l'armée turque utilise justement cette prétendue «zone de désescalade» (où l'armée syrienne et la Russie ont lancé une vaste offensive...) pour compléter l'encerclement d'Afrîn, et où, toujours le 6, l'armée turque a annoncé que des tirs de roquettes et de mortiers avaient fait 1 mort et 6 blessés la veille

lors de la mise en place d'un 4^e poste d'observation.

De fait, les frappes aériennes turques sur Afrîn se sont interrompues après la chute du chasseur russe – peut-être en raison de l'installation à Alep par le régime d'un système de défense antiaérien, qui protégeait Afrîn? – pour ne reprendre que le 9, après une conversation téléphonique entre Poutine et Erdoğan, alors que la Turquie ouvrait un nouveau front au Sud-Ouest à partir du Hatay vers la ville de Jandaris. Les autorités d'Afrîn ont dénoncé les frappes les plus violentes depuis le début de l'attaque, visant des cibles civiles, stations de pompage d'eau, écoles, barrages ou dispensaires, y compris en centre-ville. Le 10, 2 militaires turcs sont morts quand un hélicoptère a été abattu dans le Hatay, et l'armée a annoncé ensuite 3 autres morts et 5 blessés dans une attaque séparée. Ces 11 soldats tués ce jour constituent le plus lourd bilan depuis le début de l'offensive, pour un total selon l'armée turque de 31 morts et 143 blessés, alors qu'Erdoğan annonçait 1.141 «terroristes» neutralisés. Dans un bilan publié le 12, les FDS ont annoncé la mort de 98 de leurs combattants et de 862 combattants djihadistes et turcs, annonçant aussi avoir abattu 2 hélicoptères et 1 drone. Par ailleurs, les 668 frappes aériennes turques sur la région ont fait 180 morts et 413 blessés civils, alors que la Turquie nie toujours, contre toute vraisemblance, toute victime civile...

Le 13, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), de nouveaux bombardements turcs ont fait au moins 1 mort civil près du principal hôpital d'Afrîn et 1 responsable militaire kurde, et le 16, l'OSDH a corroboré le témoignage du directeur de cet hôpital, Jiwan

Mohammad, qui a rapporté que 6 hommes d'un village de l'ouest de la ville, Sheikh Hadid, étaient arrivés aux urgences avec des pupilles dilatées, «des difficultés pour respirer, toussant et avec des brûlures sur tout le corps» après un bombardement des Turcs ou de leurs alliés. Aucune enquête internationale sur cet éventuel usage d'armes chimiques n'a encore été menée.

Le 18, les FDS ont revendiqué pour la première fois une attaque la nuit précédente sur le sol turc contre un lieu de concentration militaire du Hatay. Les médias turcs ont rapporté que 2 soldats et 5 combattants syriens avaient été blessés par un tir de mortier visant un poste de police dans le district de Kirikhan. Le même jour, la co-présidente du Conseil exécutif d'Afrîn, Heve Moustafa, a annoncé que des discussions étaient en cours avec Damas pour le déploiement de troupes dans les zones frontalières afin d'empêcher l'avance turque. Le 12, le commandant des YPG à Afrîn, Sipan Hamo, avait déclaré à l'AFP qu'une arrivée de troupes syriennes ne lui posait «aucun problème», et le 25 janvier, l'administration du Rojava avait demandé ce déploiement, d'ailleurs sans résultat: le régime a dénoncé l'«agression turque», mais entend pour prix d'une intervention militaire redéployer ses institutions au Rojava. Le 19, l'agence syrienne *Sana* a annoncé que des «forces populaires» pro-gouvernementales pourraient entrer «dans les prochaines heures» dans la région assiégée «pour soutenir ses habitants contre l'attaque du régime turc». Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a répondu que, à Afrîn, Manbij ou à l'Est de l'Euphrate (visant par là les Américains), personne ne pourrait arrêter l'attaque contre les YPG... Le 20 dans l'après-midi, selon l'OSDH, des «cen-

taines de combattants» pro-régime ont été déployés dans la zone sous attaque turque, immédiatement visées par des tirs d'artillerie (*Sana*), l'agence *Anatolie*, annonçant que «les groupes terroristes pro-régime [...] ont reculé à environ 10 km de la ville après des tirs de sommation». Ce même jour, alors que selon l'OSDH les attaquants étaient toujours cantonnés dans 49 localités près de la frontière, M. Erdoğan a annoncé devant les députés AKP le siège prochain du centre-ville d'Afrîn.

Le 22, toujours suite à un accord entre les YPG et Damas, des forces gouvernementales sont entrées dans 8 quartiers d'Alep-Est contrôlés par les YPG, pour un contrôle conjoint. Le 26, la Turquie a annoncé avoir déployé dans les zones qu'elle contrôle des Forces spéciales de police en prévision de la bataille urbaine dans Afrîn, le porte-parole du gouvernement Bekir Bozdağ indiquant qu'elles avaient acquis l'«expérience des combats anti-terroristes en zone urbaine» en 2015 dans les villes kurdes de Turquie...

L'invasion turque a suscité de nombreuses manifestations de solidarité dénonçant la dictature et le silence de la communauté internationale. Le 3, 500 personnes ont défilé à Nantes, 2.000 Kurdes et alévis à Strasbourg près du Conseil de l'Europe, 2.100 à Paris, un millier à Bordeaux. A Rouen, une centaine de Kurdes s'est rassemblée devant le palais de justice. A Lyon, la police a empêché une soixantaine de pro-Erdogan d'approcher la manifestation pro-kurde. A Bonn, une manifestation kurde a pris place le 4, et à Beyrouth le 5. Ce même jour, le Pape François, recevant Erdoğan au Vatican, lui a demandé d'arrêter l'opération militaire, lui remettant un médaillon repré-

sentant «*l'ange de la Paix qui étrangle le démon de la guerre, [...] symbole d'un monde basé sur la paix et la justice*»... Plusieurs dizaines de manifestants kurdes ont été contenus par la police dans un jardin proche, où deux ont été arrêtés après quelques échauffourées.

Le 6, des centaines de manifestants venus du reste du Rojava, Qamichlo, Kobanê ou Hassaké, ont défilé à Afrîn même des rameaux d'olivier à la main au son de musique kurde. Le 10, de nouvelles manifestations ont eu lieu à Albi, Lyon (cette fois sans interférence pro-AKP), mais à Brest la manifestation a été attaquée par des nervis pro-Erdogan qui ont blessé 5 Kurdes, dont 2 sérieusement. Le lendemain, une manifestation pro-kurde spontanée a rassemblé 130 personnes venues de toute la Bretagne. En Suisse, 1.200 marcheurs comprenant 17 nationalités différentes, mais surtout des Kurdes résidant dans le pays, partis de Lausanne le 12, sont arrivés le 16 à Genève où ils ont tenu un rassemblement devant le Palais des Nations. En Turquie, le HDP a appelé le 22 à l'arrêt de l'attaque et dénoncé les «mensonges» d'Ankara sur l'absence de victimes civiles. Au Kurdistan irakien, une délégation du parlement d'Erbil, comprenant des députés du PDK, de *Goran*, de l'UPK, du Parti communiste du Kurdistan et de l'Union islamique (*Yekgirtû*), est partie vers Afrîn pour exprimer sa solidarité et apporter de l'aide médicale.

La communauté internationale n'a guère réagi à l'agression turque: silence, condamnation de principe, appel à la retenue, voire approbation. Le président français, qui avait mis en garde fin janvier la Turquie contre toute velléité d'invasion de la Syrie, s'est déclaré «rassuré» le 1^{er} par les explications d'Ankara.

Le Secrétaire à la défense américain James Mattis a déclaré le 3 «soutenir à 100%» la Turquie, «seul allié dans l'OTAN confronté à une insurrection active à l'intérieur de ses frontières». Au Parlement allemand, l'invasion a été condamnée le 1^{er} par tous les partis, et un député de la CDU (parti d'Angela Merkel) a proposé une discussion à l'OTAN à ce propos, se félicitant de la décision du 25 janvier de suspendre la fourniture à Ankara de tanks, après leur utilisation contre Afrîn. Le 7, suite à une demande de ses députés, qui ont marqué une minute de silence mardi pour les morts civils d'Afrîn, la Suède a demandé l'arrêt de l'opération, menaçant du retrait de son ambassadeur. La ministre des Affaires étrangères a retardé sa visite en Turquie *sine die*. Le 19, le représentant du Rojava en France, Khaled Issa, a appelé en conférence de presse le Président français à «faire plus», suggérant l'envoi sur place d'observateurs français ou internationaux et appelant la France à demander «l'arrêt total de l'agression et le retrait des Turcs» – simple réitération des appels répétés du Rojava depuis le début de l'attaque...

Concernant les victimes civiles, l'ONU, estimant la population de la zone assiégée à 323.000 habitants, dont 192.000 en besoin d'aide humanitaire et 125.000 déplacés intérieurs syriens, s'est inquiétée le 5 de «conséquences humanitaires graves». Le 8, les autorités d'Afrîn ont estimé que les bombardements turcs avaient privé plus de 40.000 élèves d'éducation en obligeant à fermer 300 établissements. La Turquie a rejeté toutes les inquiétudes comme «infondées» et répété n'avoir fait aucune victime civile. Le 23, pourtant, l'organisation de défense des Droits de l'Homme *Human Rights Watch* (HRW) l'a accusée ne pas avoir

pris de mesures suffisantes pour protéger les civils, déclarant que l'offensive avait causé la mort de 26 civils, dont 17 enfants. D'autres estimations font état de 120 victimes civiles. Le 24, après que le Conseil de sécurité de l'ONU ait adopté à l'unanimité une résolution réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat d'un mois en Syrie, la Turquie a refusé de l'appliquer à son opération, visant selon elle des terroristes. L'appel le 26 du président français a appliquer la trêve humanitaire à Afrîn n'y a rien changé... Le 28, *Amnesty International*, parlant de «témoignages effrayants», a fait état d'«attaques indiscriminées» et de «bombardements aveugles» de l'armée turque sur Afrîn, et dans une moindre mesure des combattants kurdes sur Azaz. Les habitants de Jenderes, Rajo et Maabatli notamment, ont témoigné de pilonnages aveugles pour des heures, alors que l'armée turque avait promis de garantir leur protection: «Je n'ai jamais vu un tel déluge, les bombes nous pleuvaient dessus», a déclaré une habitante.

Prêt à aller encore plus loin, Erdoğan n'a cessé de répéter que l'offensive turque s'étendrait «jusqu'à la frontière irakienne», et notamment à Manbij, où sont stationnés des militaires américains. Il a redemandé leur retrait le 6, menaçant sinon de les

prendre pour cibles... La polémique turco-américaine a enflé lorsque le lieutenant-général Paul Funk a répondu le 13 que ceux-ci réagiraient s'ils étaient attaqués. Devant le Parlement turc, Erdoğan a alors menacé les Américains d'une «claque ottomane», avant de se calmer pour recevoir le 15 le secrétaire d'État américain Rex Tillerson. La réunion, quasi-secrète puisque tenue sans interprète officiel, avec seulement le ministre turc des affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu, a accouché d'un «groupe de travail» turco-américain qui examinera notamment la question de Manbij, dont les Turcs espèrent obtenir des Américains le contrôle conjoint après l'éviction des Kurdes...

Ces grandes manœuvres diplomatiques arrivent sur fond de tensions renouvelées entre Washington et Damas, une semaine après que des frappes de la coalition anti-Daech aient tué dans la nuit du 7 au 8 près de Deir-Ezzor plus de 100 combattants pro-régime d'une colonne avançant des positions des FDS où se trouvaient aussi des soldats des Forces spéciales américaines, et alors que Washington accuse Damas d'avoir utilisé des armes chimiques à Idlib et dans la Ghouta orientale de Damas où 211 civils, dont 53 enfants ont péri en quatre jours, selon l'OSDH...

C'est que sur la rive Est de l'Euphrate, dernier refuge de Daech, alors même qu'Afrîn est assiégée par les Turcs, les FDS poursuivent la lutte contre les djihadistes. Dans le bourg fortifié d'Al-Bahra, disputé depuis des semaines, un double attentat-suicide a fait des dizaines de morts le 10, et un autre 4 victimes à Qamishlo le 18.

Pourchassant aussi les responsables du PYD à l'étranger, la Turquie a annoncé le 12 février une prime de 1 million de dollars pour l'arrestation de Salih Muslim, son ancien co-président, contre lequel elle a émis un mandat Interpol comme «responsable d'un groupe terroriste». Le 24, Muslim a été arrêté à Prague où il participait à une conférence sur la Syrie soutenue par les Américains, et Ankara a demandé officiellement son extradition le 25. Mais le tribunal a décidé le 27 de le libérer, à condition qu'il s'engage à demeurer dans l'Union européenne et à se présenter à toute convocation. Cette décision «inacceptable» a provoqué la fureur d'Ankara, qui l'a qualifiée de «soutien très clair au terrorisme». Le ministère tchèque des Affaires étrangères a répondu que n'ayant pas interrompu la procédure d'extradition, elle n'avait violé aucun engagement juridique international...

TURQUIE: L'INVASION D'AFRÎN, OUTIL DE PROPAGANDE ET DE RÉPRESSION INTÉRIEURES

Depuis son lancement le 20 janvier, l'invasion d'Afrîn a apporté sur le plan intérieur de gros bénéfices politiques à M. Erdoğan et à l'AKP. D'abord, une véritable «lune de miel» avec l'extrême-droite nationaliste du MHP, qui soutiendra Erdoğan et l'AKP pour les élections de 2019,

locales, législatives et présidentielles. Avec en outre un président disposant du pouvoir de dissoudre le parlement, déclarer l'état d'urgence, promulguer des décrets ayant force de loi et former un cabinet ou nommer des hauts fonctionnaires de la justice ou de l'armée sans approbation parlementaire, la Turquie

deviendrait la «démocratie» dont rêve son président.

Ensuite, l'opération sert de prétexte à l'élargissement d'une répression pourtant déjà féroce. Le 2, 13 nouvelles personnes ont été interpellées pour avoir soutenu sur les réseaux sociaux un texte publié la semaine précé-

dente par l'Union des médecins de Turquie (TTB) qui osait évoquer à propos d'Afrîn un «problème de santé publique» et se terminait par l'appel «Non à la guerre, la paix maintenant et partout». L'AKP a fait d'une pierre deux coups: parmi les personnes arrêtées figure Ali Erol, cofondateur de *Kaos GL*, l'une des principales organisations turques de défense des droits des LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes). L'idéologie islamiste de l'AKP est clairement mise en avant contre les «déviant», ainsi le 10, Mevlut Çavuşoğlu, le ministre des Affaires étrangères, parlant devant des étudiants, a accusé ceux qui critiquent l'opération d'Afrîn à cause des victimes civiles de «partager l'idéologie marxiste, communiste et athée» des YPG... Quand aux 11 membres du Bureau du TTB arrêtées le 30 janvier, ils ont été accusés entre autres de «légitimer les actions d'une organisation terroriste» et de «faire l'éloge de crimes et de criminels» (contre des gens ayant appelé à la paix, le motif le plus grotesque demeure cependant l'«incitation à la haine»).

Selon le ministère turc de l'Intérieur, dans un communiqué du 12 février, depuis le lancement de l'opération, 666 personnes s'y opposant ont été arrêtées, dont 474 pour «propagande terroriste sur les réseaux sociaux» et 192 pour avoir rejoint des manifestations. Le 19, une semaine plus tard, ce sont 2.100 mises en garde à vue et 713 arrestations supplémentaires qui ont été annoncées. Selon le HDP, depuis juillet 2015, 3.300 de ses membres ont été incarcérés, et plus de 350 supplémentaires après le 20 janvier pour leur opposition à l'invasion d'Afrîn.

La répression visant le parti «pro-kurde» HDP s'est aussi

poursuivie, les autorités cherchant particulièrement à l'empêcher de tenir le 11 son 3^e congrès en arrêtant le plus grand nombre possible de ses membres au dernier moment. Le 6, le député HDP de Şırnak, Ferhat Encü, détenu comme Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ depuis le 4 novembre 2016, a été déchu de son mandat après avoir été condamné à une peine de prison de 4 ans et 7 mois en octobre 2017 pour «propagande terroriste» en faveur du PKK. Il avait entre autres eu le tort d'assister les familles des victimes du massacre de Roboskî (où il a lui-même perdu son frère et 9 proches) pour saisir en août 2016 la Cour européenne des Droits de l'homme... Dans la justice inversée qui a cours en Turquie, il a été inculpé en même temps que 31 personnes dont les proches des victimes pour tentative de meurtre sur le gouverneur du district, venu après le massacre au lieu de condoléances et dont la visite avait été considérée comme une provocation. Il a été libéré le 15 sous contrôle judiciaire.

Le 7 à l'aube, la police a arrêté à Istanbul 31 personnalités politiques kurdes accusées de préparer un attentat pour le PKK, dont plusieurs responsables du HDP ou de partis liés, comme Can Memiş, membre de son Comité central. Le 9, au moins 29 délégués du HDP ont été arrêtés à Istanbul, Izmir et Diyarbakir, dont le porte-parole du Congrès démocratique populaire (HDK), Onur Hamzaoğlu, les coprésidents du Parti de la gauche verte Naci Sonmez et Eylem Tuncaeli et le vice-coprésident du DBP (composante kurde du HDP), Hacer Ozdemir, dont le co-président, Mehmet Arslan, avait déjà été arrêté quelques jours plus tôt pour avoir critiqué l'attaque sur Afrîn. La délégation HDP de Kocaeli a été arrêtée en entier.

Le HDP a malgré tout tenu son congrès le 11 à Ankara, avec quelque 800 délégués, qui ont élu comme co-présidents Sezai Temelli et Pervin Buldan, vice-présidente du groupe HDP au parlement. Dès le 12, le parquet d'Ankara a ouvert une enquête contre celle-ci, ainsi que contre le député et cinéaste Sirri Süreyya Önder, pour notamment «propagande terroriste», et «incitation à la haine», leur reprochant des propos contre l'invasion d'Afrîn et la présence au congrès de portraits du leader du PKK, Abdullah Öcalan. Le 13, l'ancienne co-présidente du HDP, Serpil Kemalbay, a été arrêtée pour avoir critiqué l'invasion d'Afrîn. Incarcérée une semaine, elle a été placée le 20 en liberté sous contrôle judiciaire avec interdiction de sortir du territoire (AFP). Le 14, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis novembre 2016, a comparu pour la première fois pour présenter sa défense à son principal procès pour «activités terroristes». Les journalistes et diplomates étrangers venus assister à l'audience, organisée dans un complexe pénitentiaire, ont été pour la plupart refoulés. L'accusé a dénoncé l'usage contre lui de photos officielles prises durant les négociations avec le PKK, où il jouait le rôle de médiateur, et que le gouvernement a ensuite distribuées aux médias «pour incriminer d'autres membres du HDP et moi-même». Le 16, sa demande de mise en liberté a été rejetée, et le 20, le tribunal a décidé de son arrestation. La prochaine audience devrait se tenir le 11 avril.

Le 27, deux nouveaux députés HDP ont été privés de leur mandat suite à des condamnations judiciaires, portant leur nombre à 9: Ahmet Yildirim, vice-président du groupe parlementaire (condamné pour «insulte au président» après avoir traité celui-ci de «caricature de sultan»), et

Ibrahim Ayhan (condamné pour «propagande en faveur d'une organisation terroriste» pour avoir salué la mémoire d'un combattant kurde). Le même jour, deux autres membres du HDP, Olcay Öztürk et Halef Keklik ont été arrêtés à Ağrı aux côtés de Vural Kaya, directeur de l'Association des droits de l'homme, et Mehmet Emin İlhan, ancien député HDP d'Ağrı, a été arrêté à Van dans le cadre de la même enquête. A Şenoba, près de la frontière irakienne, trois membres du DBP, dont l'un des maires de la ville, ont aussi été arrêtés.

Journalistes, universitaires et représentants de la société civile sont aussi visés par la justice. Le 1^{er}, Taner Kilic, président d'*Amnesty International* Turquie a été replacé en garde à vue seulement quelques heures après sa remise en liberté conditionnelle. Ses avocats, qui n'avaient pas été informés, ont ensuite découvert que le procureur avait fait appel de la décision du tribunal auprès d'une autre cour! A Hatay le 13, la police a perquisitionné à 6 h du matin chez le responsable local de l'Association des Droits de l'Homme (İHD), Mithat Can, (73 ans) avant de l'incarcérer: il avait lu le 22 janvier un communiqué critiquant l'invasion d'Afrîn. D'autres militants de l'İHD, des responsables locaux du HDP et de plusieurs syndicats dont le DİSK et des avocats, ont été arrêtés à Hatay le même jour. Le 16, 6 personnes incarcérées depuis 2016 ont été condamnées à la perpétuité en lien avec la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, dont 3 journalistes: Ahmet Altan, ancien rédacteur en chef du quotidien *Taraf*, Mehmet Altan et Nazlı İlicak. Par contre, le correspondant de *Die Welt*, Deniz Yücel, a été remis en liberté après intervention d'Angela Merkel.

Le 23, ce sont 3 enseignants de

l'Université d'Istanbul qui ont été condamnés à 15 mois de prison avec sursis pour «propagande terroriste» pour avoir signé la lettre ouverte de janvier 2016 intitulée «Nous ne participerons pas à ce crime!» qui dénonçait le massacre de civils kurdes par les forces de sécurité et appelait à la fin de cette violence d'État. Ils sont les premiers condamnés parmi les 148 premiers poursuivis de plus de 2.000 signataires.

Le 28, le gouverneur de la province de Diyarbakir a refusé une demande d'autorisation pour célébrer la Journée internationale de la femme déposée par la Plate-forme des femmes de Diyarbakir, la Chambre locale des médecins, des travailleurs de l'éducation et des sciences et la Confédération KESK des syndicats des employés de la fonction publique (*Kurdistan* 24). Invoquant l'état d'urgence, le gouverneur a interdit toute réunion publique, rassemblement, défilé et même déclaration à la presse...

La répression de la culture kurde se poursuit également. Le 15, la police a confisqué illégalement 3.000 livres et 3 ordinateurs chez l'éditeur *Aram* à Diyarbakir (la loi autorise la saisie dans une librairie, mais pas chez l'éditeur). La plupart des livres confisqués avaient été interdits dans un jugement d'août 2017. Le 17, deux chanteurs de mariage, İhsan Acet et Inayet Sarkic, ont été arrêtés pour «propagande pour une organisation terroriste»: ils avaient chanté durant une soirée des chansons kurdes sur les civils tués à Afrîn. Le père du marié a également été inculpé.

Par ailleurs, le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Nils Melzer, a exprimé le 28 des inquiétudes quant à l'usage de la torture

dans les prisons turques pour obtenir des aveux: plusieurs détenus ont dénoncé l'usage de sévices tels que tabassages, décharges électriques, privation de sommeil, insultes et agressions sexuelles. L'ONU reproche au gouvernement de n'avoir pris aucune mesure contre ces pratiques; les procureurs rejettent toutes les plaintes en appliquant un décret présidentiel qui exempte les agents publics de responsabilité pénale pour les actes commis dans le cadre de l'état d'urgence post-coup d'État.

Indépendamment de l'invasion d'Afrîn, violences et opérations militaires se sont poursuivies dans les régions kurdes et au Kurdistan d'Irak, où le 1^{er} février, selon l'armée turque, 2 soldats ont été tués et 2 autres blessés dans une attaque attribuée au PKK. Les violences continuent aussi à toucher les morts: le 3, le HDP a annoncé que depuis la mi-2015, au moins 13 cimetières où des combattants kurdes étaient enterrés ont été détruits. Le PKK n'est d'ailleurs pas le seul visé, puisqu'en septembre 2017 à Bingöl, la tombe d'un volontaire pechmerga, Sait Curukkaya, tué dans la lutte contre Daech à Mossoul, avait aussi été détruite. Répondant aux protestations contre la destruction il y a deux mois, d'un cimetière entier de Bitlis contenant les tombes de 267 membres du PKK, Erdoğan a approuvé celle-ci, citant même un verset du Coran pour indiquer que ces «mécéants» iraient en enfer... Le 13, le PKK a annoncé la mort de plusieurs soldats turcs près de Zaxho au Kurdistan d'Irak dans une attaque qu'il n'a pas revendiquée, parlant d'«auteurs inconnus». Le 14, le gouverneur de Diyarbakir a annoncé l'imposition d'un couvre-feu «jusqu'à nouvel ordre» sur 176 villages

et hameaux des districts de Silvan, Kulp, Lice et Hazro pour permettre des opérations anti-PKK. Le 21, selon l'armée turque, l'explosion d'une bombe artisanale dans la province de Hakkari a tué 2 soldats et blessé un troisième.

A l'étranger, après l'appel au *dji-*

had à Afrîn lancé le 16 à Hatay par Ali Erbaş, le responsable du *Diyaret*, l'autorité sunnite turque suprême, dans son prêche du vendredi, le gouvernement néerlandais a ordonné dès le lendemain l'ouverture d'une enquête. L'appel a en effet été repris dans des milliers de mosquées turques, mais aussi en Europe, y

compris aux Pays-Bas, et son influence possible sur des jeunes d'origine turque a été pris très au sérieux. Le même jour, des dizaines de milliers de Kurdes ont défilé à Strasbourg pour réclamer comme chaque année la libération d'Öcalan, mais aussi protester contre l'invasion d'Afrîn (*L'Alsace*).

KURDISTAN IRAKIEN: LES AÉROPORTS DEMEURENT FERMÉS, LE DÉSACCORD AVEC BAGDAD SUR LE BUDGET PERSISTE

Durant le mois de février, les discussions enfin entamées le mois précédent entre le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et le gouvernement central de Bagdad n'ont permis ni la réouverture des aéroports du Kurdistan, fermés depuis le 29 septembre, ni un accord sur le budget du pays: en fin de mois, Bagdad n'avait toujours pas accepté la réouverture des aéroports du Kurdistan et maintenait son projet inconstitutionnel de budget, qui réduit la part du Kurdistan de 17 à 12,6 % du budget total du pays.

Après que l'Irak ait saisi le prétexte du référendum d'indépendance du 25 septembre 2017 pour lancer une offensive militaire contre les territoires disputés, s'emparant en particulier de la région de Kirkouk et privant ainsi le Kurdistan de la moitié de ses revenus pétroliers, le GRK a privilégié la discussion et la diplomatie par rapport à la confrontation militaire. Face à un Premier ministre irakien qui estimait que le temps jouait en sa faveur et lançait sanctions sur sanctions contre la Région du Kurdistan, le Premier ministre kurde Nechirvan Barzani a choisi d'utiliser une méthode de diplomatie indirecte, profitant de plusieurs forums internationaux pour rencontrer des dirigeants étrangers et les inciter à faire pression sur Bagdad. Ceux-ci,

qui avaient pris une position négative à l'égard du référendum kurde du 25 septembre, ont de manière générale appuyé les demandes des Kurdes pour un règlement conforme à la constitution irakienne de 2005, dont il est apparu de plus en plus clairement que Bagdad avait violé l'esprit comme la lettre...

Ainsi lors de la Conférence internationale sur la reconstruction de l'Irak, qui s'est tenue au Koweït du 12 au 14 février, et où était présente une délégation du Kurdistan, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a insisté sur le fait que «Les efforts de reconstruction ne [devraient] laisser de côté aucune région ni aucune communauté [...]», ajoutant: «Je pense en particulier au Kurdistan qui a pris plus que sa part du fardeau et ses sacrifices appellent la solidarité». Le 14, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, également présent à la Conférence de Koweït, a aussi appelé le gouvernement irakien et le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) à résoudre tous leurs différends. M. Le Drian, après la Conférence et une visite à Bagdad pour rencontrer son homologue irakien, s'est ensuite rendu à Erbil, ville depuis laquelle il a réitéré sa position que les pourparlers entre GRK et gouvernement central devaient

être basés sur la constitution. Sa visite était la première d'une délégation politique de haut niveau depuis le référendum du 25 septembre, et Nechirvan Barzani l'a remercié d'avoir brisé l'embargo politique et diplomatique du Kurdistan. D'autres dirigeants ont tenté d'appuyer les demandes kurdes, comme le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui dans un appel téléphonique au Premier ministre irakien Haider al-Abadi, a fait part à celui-ci de son espoir d'une levée rapide de l'embargo international sur les vols dans les deux aéroports de la région du Kurdistan. Autre forum international qui s'est déroulé en février, la 54^e Conférence de Munich sur la sécurité, qui se tenait du 16 au 18, et où une délégation du GRK était aussi présente. A cette occasion, son Premier ministre Nechirvan Barzani a tenu une réunion avec le Premier ministre irakien Haider Al Abadi pour aborder leurs différends et les moyens de les dépasser – la 3^e depuis le 25 septembre. La délégation du GRK a également tenu durant la conférence des réunions avec des représentants de nombreux pays.

Malgré ces discussions, un haut responsable de l'aéroport international d'Erbil a annoncé le 26 à l'AFP que le gouvernement central avait prolongé de 3 mois, jus-

qu'au 31 mai, l'interdiction des liaisons aériennes directes entre le Kurdistan et l'étranger, qui devait expirer le 28. Le porte-parole du bureau du Premier ministre irakien a confirmé cette décision. Le lendemain, le président du Conseil de sécurité du Kurdistan, Masrour Barzani, a commenté cette nouvelle depuis Washington, où il s'était rendu pour rencontrer son homologue américain H. R. McMaster et des responsables du Département d'État. Qualifiant cette prolongation de «décision politique», il a déclaré que Bagdad et Erbil étaient bien «parvenus à un accord sur l'ouverture des aéroports», ajoutant que les Irakiens trouvaient «chaque jour une nouvelle excuse». M. Abadi a déclaré que les aéroports ne seraient rouverts que lorsque les Kurdes auraient accepté d'en transférer le contrôle à l'Autorité de l'aviation civile irakienne, une condition à propos de laquelle les responsables kurdes des aéroports d'Erbil et de Sulaimani ont déclaré à plusieurs reprises qu'elle avait déjà été acceptée par la Région du Kurdistan...

Concernant le budget de l'État, les députés kurdes de Bagdad ont confirmé le 13 leur décision de boycotter les sessions parlementaires sur celui-ci. Ahmed Haji Rashid, le responsable de la Commission des finances du Parlement irakien, a qualifié la deuxième version du Projet de loi budgétaire renvoyée au parlement par le gouvernement d'«illégal et inconstitutionnelle», déclarant: «Il est possible que nous déposions un recours juridique devant la Cour fédérale». Pour ce qui est du paiement des fonctionnaires du GRK, après que le 12 de nouvelles manifestations d'enseignants aient eu lieu à Sulaimaniyeh, en protestation contre le retard de paiement des

salaires, le vice-premier ministre du GRK, Qubad Talabani, a annoncé le début de l'audit des listes de fonctionnaires par le gouvernement central à partir du système biométrique du GRK, ajoutant qu'il espérait que cela faciliterait le processus.

Depuis la reprise de contrôle par Bagdad des territoires disputés et le retrait concomitant des pechmergas kurdes, on a assisté dans ces régions à la réapparition de l'insécurité, au développement des violences inter-communautaires et du banditisme, ainsi qu'à la réémergence de l'organisation djihadiste Daech. La province de Kirkouk, malgré les déclarations de son gouverneur intérimaire sur sa sécurité et sa stabilité, a connu depuis octobre une véritable vague de vols et d'assassinats. Un communiqué militaire irakien a même annoncé une opération de l'armée irakienne et des milices *Hashd al-Shaabi* contre Daech à l'est de Touz Khourmatou en coordination avec les pechmergas kurdes, ce qui a été démenti le 4 par le ministère GRK des pechmergas (*Rûdaw*). En milieu de mois, les *Hashd* en opérations anti-Daech près de Hawija ont eu plus de 27 morts le 18 dans une embuscade nocturne des djihadistes, qu'ils ont fini par défaire. Dans la ville même de Kirkouk, des gangs organisés ont volé la semaine du 19 dans les quartiers sud pas moins de 49 transformateurs d'énergie avec des câbles, d'où de nouvelles coupures d'électricité, et le 27, un terroriste a été abattu alors qu'il tentait de se faire exploser devant le siège d'une milice pro-iranienne. À Daquq, un engin explosif improvisé (EEI) a blessé le 20 plusieurs civils.

Dans ce contexte, une polémique a éclaté à propos du traitement des djihadistes par le GRK. Le 6, celui-ci a annoncé détenir quelque 2.500 prisonniers de Daech. Selon un res-

pensable des relations internationales du GRK, Dindar Zêbarî, il s'agit notamment de militants djihadistes de Hawija qui avaient choisi en octobre dernier de se rendre aux pechmergas plutôt que de tomber entre les mains des forces irakiennes. Zêbarî a aussi précisé que 350 individus arrêtés dans les régions de Debes et Kirkouk, et qui avaient avoué leur appartenance à Daech avaient été transférés dans des prisons des *Asayîsh* (Sécurité kurde) après l'entrée des forces irakiennes à Kirkouk. Selon Zêbarî, le CICR et l'ONU ont reçu les listes de noms de ces détenus, mais n'ont pas informé leurs familles. L'organisation de défense des droits de l'Homme *Human Rights Watch* (HRW) s'était inquiétée du sort de ces 350 personnes «disparues» depuis la reprise de Kirkouk par les forces irakiennes. Le 9, HRW a accusé les *Asayîsh* kurdes d'avoir procédé entre le 28 août et le 3 septembre à des «exécutions massives» de leurs prisonniers, suite à des témoignages affirmant que de nombreux corps ont été retrouvés tués d'une balle dans la tête, ce qui ne serait pas conforme à des morts au combat. Lama Fakih, directrice adjointe pour le Moyen-Orient de HRW a demandé dans un communiqué «une enquête urgente et transparente» des «autorités irakiennes et kurdes» pour permettre éventuellement d'en poursuivre les auteurs.

Des exactions anti-kurdes ont aussi continué dans les territoires disputés. Le 8, un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur des jeunes Kurdes devant un magasin de la ville de Khanaqîn, dans la province de Diyala, en tuant 7 et en blessant 4 autres. Le 20, un officier des *Asayîsh* a été assassiné à Kirkouk devant son domicile, au quartier de Hourriya.

EXPOSITION: LE KURDISTAN À L'HONNEUR AU JEU DE PAUME À PARIS

Une exposition proposant une rétrospective très complète de l'œuvre de la photographe américaine Susan Meiselas, la plus importante jamais proposée en France, vient d'ouvrir au Musée du Jeu de Paume à Paris, jusqu'au 20 mai.

Nos lectrices et lecteurs qui connaissent Susan Meiselas essentiellement en raison de *Kurdistan, In the Shadow of History*, le magnifique livre qu'elle a consacré à l'histoire du Kurdistan en collaboration avec le kurdologue Martin van Bruinessen, pourront aussi y découvrir son travail au Nicaragua, celui pour lequel elle avait d'abord été connue, alors qu'elle commençait à travailler pour l'Agence *Magnum*. Meiselas a reçu en 1978, pour sa couverture dans ce pays de la révolution sandiniste qui avait chassé le régime du dictateur Somoza la médaille d'or Robert Capa pour «courage et reportage exceptionnels». Mais, ne se contentant jamais d'une interaction unique, elle est retournée au Nicaragua 25 ans plus tard pour montrer sur place des agrandissements de ses photos de 1978, un projet caractéristique de son investissement sur le temps long avec ses sujets d'enquête, jamais considérés comme des objets de photographie, toujours des êtres vivants avec lesquels elle entre en relation.

Son livre sur l'histoire du Kurdistan est ainsi né de son investissement, en 1991, auprès des victimes kurdes des opérations *Anfal* de l'armée de Saddam Hussein au Kurdistan d'Irak. Elle suit les médecins légistes qui exhument les victimes des fosses communes, photographie celles-ci et entre en contact avec les familles toujours à la recherche de leurs proches, auxquelles les photos trouvées dans les poches des vêtements permettront parfois de les identifier et de commencer enfin leur deuil. Afin d'aider les familles à la recherche d'informations, Susan Meiselas commence alors à placer sur un site web des reproductions de photos non identifiées. Cela deviendra le site «aka Kurdistan», qui se trouve toujours en ligne (<http://www.akakurdistan.com/>), en relation avec *Kurdistan, In the Shadow of History*. D'abord publié en 1997, cet ouvrage connaîtra une seconde édition en 2008, incluant des traductions en kurde soranî et en turc et doté d'une nouvelle postface rédigée par van Bruinessen. Tout comme pour le Nicaragua, Susan Meiselas était ensuite retournée au Kurdistan irakien pour y exposer ses photos, qui ont aussi fait l'objet d'une exposition à l'Hôtel de Ville de Paris en 2004, et dans de nombreuses capitales européennes.

Pour rendre compte de la rétrospective qui vient d'ouvrir, le Jeu de Paume a publié avec la *Fondatió Antonio Tapiés* et Damiani un recueil d'articles commentant ses

photos, *Susan Meiselas, Médiations*, dans lequel ce sont cette fois d'autres artistes qui explorent et commentent son œuvre. En extrait de la 4^e de couverture: «Couvrant un grand nombre de thèmes et de pays – de la guerre aux problèmes des droits humains, de l'identité culturelle à l'industrie du sexe, [Susan Meiselas] utilise la photographie, le cinéma, la vidéo, et, souvent, des documents d'archives pour explorer et construire sans relâche des récits sans lesquels elle implique ses sujets».

Enfin, signalons la parution toute récente aux éditions Xavier Barral de l'ouvrage *En première ligne*, dans lequel sont présentées des photos issues des différentes périodes de Susan Meiselas – incluant certaines de celles sur le Kurdistan, mais qui couvrent au-delà depuis ses tout premiers travaux comme *44 Irving Street* en 1971 (quand elle était encore étudiante et photographiait ses colocataires), jusqu'à son travail sur les rapports de police témoignant des violences faites aux femmes à San Francisco en 1992... Meiselas prend la parole dans le premier chapitre de *Médiations*, intitulé, de manière caractéristique, «L'échange». «Dès le départ, [nous dit-elle] mon travail s'est fondé sur l'idée que le récit devait déborder du cadre de la seule image». Et plus loin, elle précise: «Le sujet doit accepter ma présence pour que je me sente légitime». Cette volonté d'un échange fondé sur l'acceptation et le respect est réellement sensible tout au long de son œuvre.

Entamée il y a plus de dix jours, l'offensive turque sur le canton d'Afrin, au Kurdistan syrien, a fait au moins 65 morts parmi les civils.

Elle laisse peser une menace sur cette région kurde autonome de facto dans un contexte déjà défavorable pour les Kurdes, qui voient s'effondrer le Kurdistan d'Irak.

Simple passe critique ou fin des espoirs kurdes? « La Croix » a fait réagir trois intellectuels.

Le rêve toujours brisé des Kurdes

Ces quatre derniers mois, les Kurdes ont vu se lézarder, sinon s'effondrer, deux projets leur faisant toucher du doigt leur rêve séculaire d'émancipation. La menace la plus immédiate pèse en ce moment sur le Rojava, cette région du nord de la Syrie, frontalière de la Turquie, où, à la faveur de leur combat efficace contre Daech, les Kurdes ont réalisé une expérience imparfaite mais singulière d'auto-administration, avec leurs propres tribunaux, forces de sécurité, représentants... Une autonomie de facto mise en péril depuis le 20 janvier par l'offensive turque contre le canton d'Afrin, dans l'ouest du Rojava, qui a fait au moins 65 morts parmi les civils et ne devrait pas cesser « avant l'élimination de la menace terroriste ». Les mots sont du président turc, qui redoute qu'un territoire kurde à ses frontières ne fasse des émules chez lui.

Il n'a pas échappé aux Kurdes, de Syrie, de Turquie, d'Irak ou d'Iran, que les voix sont timides dans la critique de cette opération militaire, et notamment celle des États-Unis, qui ont appuyé les Kurdes de Syrie afin qu'ils luttent contre Daech. L'autre édifice kurde qui se craquelle franchement se situe en Irak. Depuis le référendum d'indépendance, le 25 septembre dernier, la région autonome du Kurdistan y a vu se dérober les fondements sur lesquels elle avait bâti une émancipation telle que seul, ou presque, lui manquait le nom d'État. Des divisions internes ont leur part.

Et là encore, face à Bagdad, qui a repris le contrôle du pétrole de Kirkouk, vital pour eux, les Kurdes n'ont pas reçu le soutien de leurs alliés occidentaux, que leur participation à la lutte contre Daech les avait conduits à espérer malgré de nombreuses mises en garde. Entre divisions, abandons, maladresses, persévérance et déceptions, l'histoire, pour les Kurdes, semble se répéter. Marianne Meunier



Combattants kurdes lors d'obsèques à Kamechliyé, en Syrie. Tyler Hicks/The New York Times-Redux-REA

« Ils n'ont jamais été soutenus durablement »

Kendal Nezan

Franco-Kurde et président de l'Institut kurde de Paris (1)

« L'offensive turque à Afrin ne sonne pas la fin de l'espoir pour les Kurdes de Syrie, qui réalisent au Rojava (Kurdistan syrien, NDLR) une expérience politique originale. Ils résisteront et finiront par obtenir gain de cause. Dans un combat pour la reconnaissance des droits d'un peuple, il y a parfois des avancées, parfois des reculs. En ce moment, Recep Tayyip Erdogan veut faire l'unité

des Turcs autour de lui sur le dos des Kurdes. Les États-Unis ne prennent pas leur défense, mais les Kurdes n'étaient pas dupes, ils savaient bien que la démarche américaine de partenariat était opportuniste. Les Occidentaux voulant combattre Daech sans envoyer de soldats sur place, ils ont voulu s'allier aux seuls combattants sérieux contre Daech : les Kurdes, qui n'avaient d'autre choix que d'accepter.

Jamais, dans l'histoire, les Kurdes n'ont été soutenus durablement. À la fin de chaque guerre, ils ont été sacrifiés. Prenez l'exemple de la République de Mahabad, au Kurdis-

tan iranien, créée en 1946 dans une région où il n'y avait alors que des monarchies. C'était une république laïque, accordant une large place aux femmes et à l'éducation, que les Soviétiques ont aidée jusqu'à ce que les Iraniens accordent des concessions économiques considérables à Staline. Celui-ci a donc retiré son soutien à la République de Mahabad, envahie par l'armée iranienne dans la foulée. Elle aura vécu onze mois ! Malgré tous ces revers, l'objectif des Kurdes restera d'obtenir un État. Sans État, aujourd'hui, les peuples n'ont pas de voix au chapitre. L'Islande, qui compte moins de 500 000 habitants, peut saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, et les Kurdes, qui sont 40 millions, n'ont aucune représentation et doivent prier la France ou je ne sais quel pays pour porter leur voix !

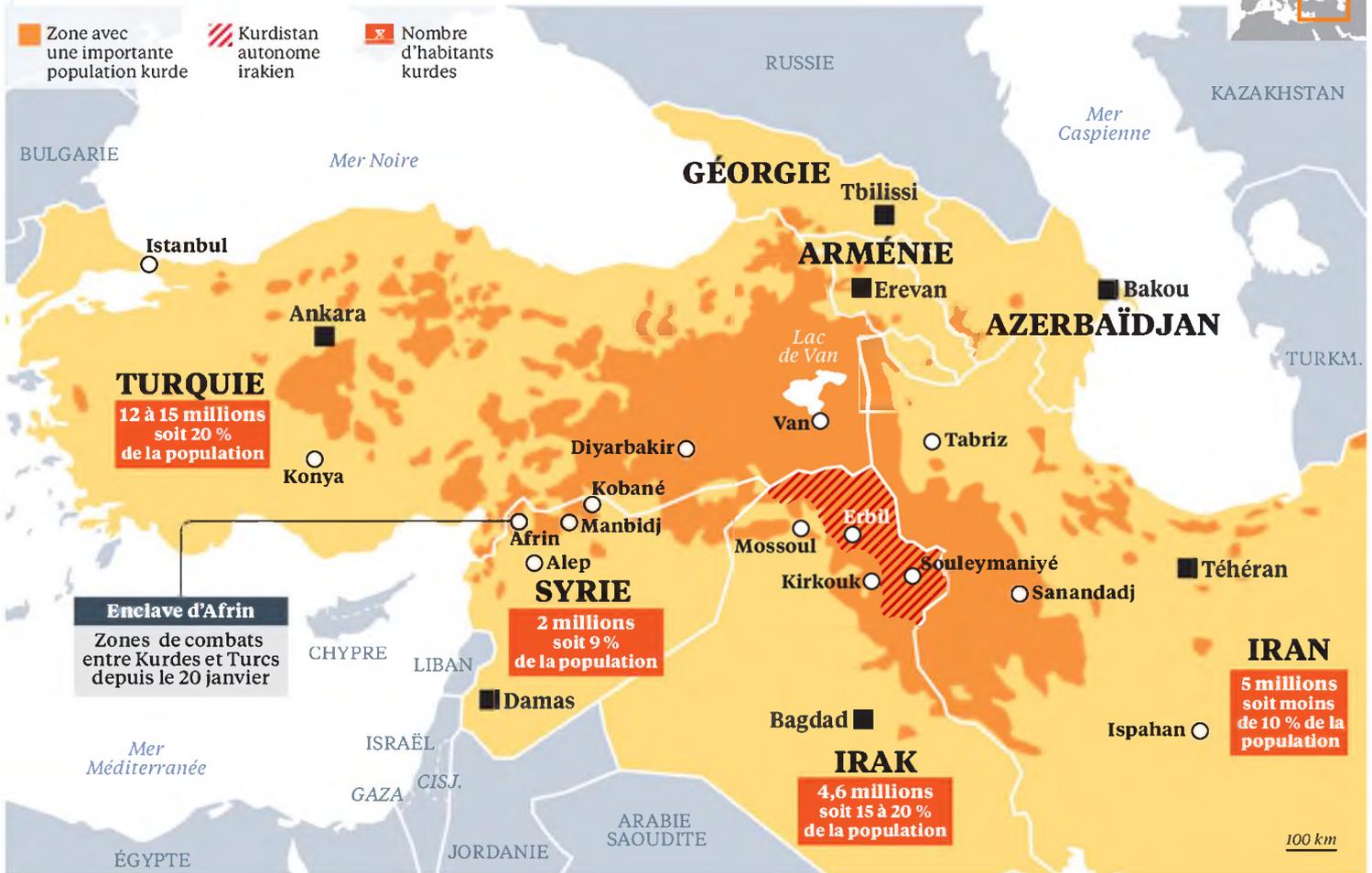
« L'objectif des Kurdes restera d'obtenir un État. Sans État, aujourd'hui, les peuples n'ont pas de voix au chapitre. »

Il faut tout de même reconnaître certaines avancées. Les Kurdes sont plus unis et mieux connus qu'il y a trente ans. Ils ne vont pas disparaître ! Soit la région va se démocratiser et ils obtiendront un statut décent, soit il y aura un chaos destructeur pour les États centralisés qui dominent actuellement les Kurdes, comme c'est aussi le cas en Irak et en Syrie. J'ai toutefois une crainte, que l'échec des mouvements politiques kurdes, tous laïques, ne finisse, par désespoir, par céder la place à des mouvements terroristes, notamment islamistes. »

Recueilli par Marianne Meunier

(1) Il a dirigé la réalisation du Dictionnaire kurde-français, Éd. Riveneuve, 2017, 60 €.

La population kurde



repères

Le poids des puissances régionales

Le territoire des Kurdes, qui sont près de 40 millions aujourd'hui, s'étend sur une zone montagneuse à cheval sur l'Irak, la Syrie et la Turquie.

Ils parlent deux langues indo-européennes : le kurmandji à l'ouest et au nord, le sorani à l'est et au sud. Convertis à l'islam lors de la conquête musulmane, ils sont surtout sunnites. Certains sont d'autres confessions, dont le yézidisme, inspiré de croyances héritées de la Perse antique.

En 1920, le traité de Sèvres, conclu entre les Alliés et l'Empire ottoman, prévoit notamment la création d'un État kurde. Sous l'effet de la montée en puissance de la Turquie de Mustafa Kemal, il est annulé en 1923 par le traité de Lausanne, qui ne mentionne plus ce projet.

« Plus on nous réprime, plus notre identité se renforce »

Shakour Bayez

Essayiste et traducteur à Kirkouk en Irak (1)

« L'offensive turque à Afrin ne met pas fin au rêve d'une quelconque autodétermination kurde. C'est un rêve vieux de plus de cent ans ! Mais si la région tombe, ce sera un coup dur pour tous les Kurdes, bien au-delà de la Syrie, et en particulier dans les zones qui ont été récemment reprises aux Kurdes par l'armée irakienne. Il y a toujours eu une unité de la cause kurde mais, depuis le début des années 2000, la relation entre les différents partis s'est intensifiée. À Kirkouk, où je suis en ce moment, certains de mes compatriotes sont prêts à aller

se battre à Afrin. Nous sommes un peuple, tout simplement !

L'offensive à Afrin relève d'une cuisine mijotée par les Russes, les Turcs et les Syriens. Quant aux Américains, ils ne veulent pas entrer en confrontation avec la Turquie, membre de l'Otan. Il en a été ainsi de tout temps : les Kurdes ont toujours été abandonnés par les grandes puissances. Après la Première Guerre mondiale, le Royaume-Uni et la France ont découpé les restes de l'Empire ottoman et les Kurdes, victimes d'un jeu diplomatique, n'ont rien obtenu. Ces dernières années, ils se sont donnés sans réserve contre Daech, mais ils ont perdu politiquement car les puissances régionales partagent des intérêts avec les Occidentaux. Quelle compagnie internationale n'a pas un siège en Turquie ? Il y a des facteurs internes à cela. Notre

territoire, enclavé, est mal situé géographiquement. Aussi, nous n'avons pas de vision sur les intérêts stratégiques des grandes puissances. Mais les raisons des guerres sont toujours économiques. L'enjeu pour les puissances régionales, c'est de s'approprier les richesses du Kurdistan : le pétrole, les terres cultivables et l'eau, facteur qui prend une importance croissante.

« L'enjeu pour les puissances régionales, c'est de s'approprier les richesses du Kurdistan: le pétrole, les terres cultivables et l'eau. »

Plus on nous réprime, plus notre identité se renforce. Cela se traduit par des revendications assez nationalistes parmi les Kurdes d'Irak. En Turquie et en Syrie, les Kurdes font valoir des idées plus neuves, le féminisme, l'écologisme, la frater-

unité entre les peuples; et éduquent une génération clairvoyante et disciplinée. Mon rêve, c'est que tous les Kurdes se réunissent dans un

congrès national kurde et mettent en place une direction et une force militaire communes. C'est la seule solution. »

Recueilli par Marianne Meunier

Saddam Hussein en 1988, d'Arif Qorbani, imprimerie Karo (Kurdistan irakien).

(1) Traducteur de Teymour. Le récit du génocide kurde par le régime de

« Pour réaliser leur rêve, les Kurdes doivent conserver leur identité »

Salah Ammo

Musicien, Kurde syrien, basé à Vienne

« Ce qu'il se passe en ce moment à Afrin est un modèle réduit de ce qu'il se passe dans le reste du monde, qui ressemble à un vaste supermarché. Les Kurdes ayant été utiles contre Daech, les États-Unis leur ont envoyé tout l'équipement nécessaire pour combattre et les ont oubliés dès qu'ils n'avaient plus besoin d'eux, jugeant que, de toute façon, ils n'étaient pas dangereux.

Il est bien évident que la morale et les principes ne jouent là aucun rôle, tout n'est qu'une

question d'équilibre et de bénéfices géopolitiques. C'est ainsi que gouverne Donald Trump, comme un homme d'affaires. Quant au président turc, Recep Tayyip Erdogan, personne ne lui dit rien au sujet de cette offensive par peur qu'il ouvre les portes de la Turquie et permette ainsi aux réfugiés de se rendre en Europe.

Néanmoins, ce n'est pas la fin du Kurdistan en Syrie. Les guerres peuvent tuer des hommes, mais pas leurs rêves et leurs idées. Pour qu'un État kurde soit reconnu, il faut que les conditions internationales soient réunies, c'est-à-dire que les grandes puissances, États-Unis et Europe, aient un intérêt à ce que cet État existe.

Il y a cinq ou six ans, le Kurdistan d'Irak leur était utile. Mais il

« Ce n'est pas la fin du Kurdistan en Syrie. Les guerres peuvent tuer des hommes, mais pas leurs rêves et leurs idées. »

en va désormais autrement avec Donald Trump, qui préfère avoir l'État central irakien pour partenaire.

Aujourd'hui, la situation est très critique, mais il est sûr que, un jour, un État kurde sera possible. Les Kurdes le méritent, ils sont 40 millions, ils ont leur propre histoire, leur propre lan-

gue. En tant que musicologue, je suis bien placé pour dire qu'ils ont leur identité. La musique kurde est très riche. Pour chaque cérémonie, chaque tradition, il existe une chanson ! Pour réaliser leur rêve, les Kurdes doivent conserver cette identité, être plus habiles en matière de relations internationales et s'organiser davantage.

L'un des problèmes des Kurdes est leur manque d'unité. Ce qui s'est passé en octobre à Kirkouk (la reprise par le gouvernement central irakien de territoires conquis par les Kurdes, NDLR), c'est parce qu'une partie des Kurdes ont voulu donner sa chance à Haider Al Abadi (le premier ministre irakien, NDLR). L'ennemi le plus redoutable des Kurdes, ce sont eux-mêmes. »

Recueilli par Marianne Meunier

RT RUSSIA TODAY

3 février 2018

Indignés par la vidéo du corps mutilé d'une combattante, les Kurdes accusent les rebelles pro-turcs

3 févr. 2018, <https://francais.rt.com>- Avec AFP

Les Kurdes de Syrie ont accusé les rebelles alliés aux forces turques, qui les combattent depuis deux semaines, d'avoir mutilé puis filmé le corps d'une combattante tuée durant des affrontements près de la frontière dans le nord de l'enclave d'Afrin.

La vidéo d'un corps de femme ensanglanté et atrocement mutilé, qui aurait subi les sévices de rebelles alliés aux forces turques en Syrie, a provoqué le 2 février 2018 la colère dans la communauté kurde. Selon les forces kurdes, il s'agit du corps de Barîn Kobanê, nom de guerre de cette jeune femme de 23 ans. Elle avait participé aux combats contre l'État islamique (EI), notamment dans la région de Kobané, dans le nord de la Syrie.

Les Unités de protection de la femme (YPJ), force exclusivement féminine à laquelle était rattachée la victime, ont rapporté la mort de Barîn Kobanê et de trois autres combattantes «après une résistance héroïque», selon un communiqué. Dénonçant «l'étendue de la barbarie et de la haine» des assaillants, le communiqué dit que les corps des qua-



Une photo d'une jeune combattante kurde de 23 ans, portant le nom de guerre Barîn Kobanê, avant sa mort au combat. Les YPJ accusent les rebelles pro-turcs d'avoir mutilé son cadavre

tre femmes ont été mutilés.

Plusieurs militants kurdes ont partagé sur les réseaux sociaux un portrait de Barîn Kobanê tout sourire en uniforme militaire, accompagné d'une autre photo de son cadavre.

Sur la vidéo, on peut voir une dizaine de combattants, certains armés, autour du cadavre ensanglanté et atrocement mutilé d'une femme allongée au sol. «Barîn n'a pas capitulé. Elle s'est battue jusqu'à la mort», souligne Amad Kandal, une responsable au sein des YPJ.

«Ce type de comportement ne fera que renforcer notre détermination à résister jusqu'à la victoire», ajoute-t-elle. Ces agissements «nous rappellent l'EI et ses exactions à Kobané», poursuit la jeune femme en uniforme militaire, qui s'engage à venger la mort de son compagnon d'armes. ■

Abandoning the Kurds

What the Turkish Invasion Means for Syria

By invading Afrin, one of the last unscathed regions in Syria, Turkey is trying to prevent the creation of a Kurdish state. The U.S. is looking on powerlessly while Russia is rubbing its hands in glee. Ultimately, the true winner might be Bashar Assad.

By Christian Esch, Maximilian Popp, Christoph Reuter and Christoph Scheuermann February 02, 2018
<http://www.spiegel.de>

The first victims on both sides of the front hadn't done anything. All they wanted was to survive. When the Turkish air force began bombing Kurdish positions in and around the Syrian town of Afrin on Jan. 20, one of their rockets struck a chicken farm near the village of Jalbara and wiped out almost the entire Hussein family. The mother and six children were killed, with only the father surviving. They were refugees from Maarat al-Numan, a city located further south in the province of Idlib, which has once again become the target of massive bombings by the Syrian air force and has been under fire since December.

The next morning, another rocket, this time fired from the Kurdish enclave of Afrin, struck near the Turkish border town of Reyhanli, slamming into the ground only two meters away from Nadir al-Fares' car. The taxi driver was killed instantly when the razor-sharp metal shrapnel ripped his car to shreds. Fares had fled to the border region from Bashar Assad's army back in 2012. He had managed to make it into Turkey, while Hussein family's flight ended in Afrin, where they endured the stench of the chickens to at least have a roof over their heads during the cold winter.

The deaths of these civilians shows on a small scale what the larger situation in the region looks like. They show how new battle lines are constantly being drawn and new hotspots are constantly emerging in the war in Syria. A conflict that those involved aren't even trying to stop anymore.

For the last two weeks, a brand new front has encircled Afrin. The increasingly autocratic Turkish President Recep Tayyip Erdogan had repeatedly announced his intention to extend his fight against the Kurdistan Workers' Party across the border into Syria. There, the PKK offshoot YPG, or People's Protection Units, controls around a quarter of the country and has established what is effectively its own Kurdish state. The region includes areas traditionally settled by Kurds, but also places where a majority of residents are Arab.

The Kurdish party may operate under different acronyms, as the PKK, the YPG or the PYD, but it ultimately acts on behalf of the same leadership and all the various offshoots venerate party founder Abdullah Öcalan. It used to be that Kurdish officials never sought to conceal their de facto unity, but once the Kurds began trying to win the United States as a partner, they started acting as though there were serious differences. Ultimately, though, decisions are made at headquarters in the Qandil Mountains in northern Iraq.

Erdogan finally acted on his threats on Jan. 20. Turkish fighter jets flew sorties from the north and the west and conducted aerial strikes against YPG military installations and radio stations. Turkish-operated Leopard 2 tanks, made in Germany, rolled through the hilly terrain, accompanied by Arab-Syrian rebels under Turkish command. The rebels came from groups that had once been part of the Free Syrian Army (FSA) and originate largely from the northern part of the province of Aleppo, where the Turkish army occupied a large area during the summer of 2016.

By the middle of that first week, the attackers claimed to have seized five villages near the border, whereas YPG announced that it had fended off every attack. It's difficult to find independent source because many of the internet connections in Afrin are provided by Turkish mobile phone company Turkcell, meaning the authorities have the ability to cut them off.

The most reliable claims are likely those made by the Syrian Observatory



Turkish forces shell the Afrin region, where they are fighting against Kurds loyal to the Kurdistan Worker's Party (PKK).

for Human Rights in Britain, which has stated that by Feb. 1, 91 YPG fighters and 85 pro-Ankara rebels had been killed in addition to 68 civilians on the Syrian side. The Turkish government contests the civilian deaths, but it has been confirmed by hospitals in Afrin, where doctors say they receive casualties on a daily basis. Turkey claims to have lost seven soldiers. In the last days of January, storms and heavy rainfall temporarily impeded the advance, but the fighting intensified again this week.

GRAVE DANGER

But there's considerable danger that far more people, especially civilians, will die as a result of the fighting. Afrin is one of the few areas in northern Syria that hasn't been badly damaged in the war. More than 100,000 internally displaced, including Kurds and Arabs from Aleppo and other areas have taken refuge in the region.

Throughout the conflict, Afrin has been lucky. The Syrian Kurds never joined the insurgency against Assad's dictatorship, instead adopting a neutral position in 2011. At times they would align with Damascus, at others with the rebels, and at still others with the Russians or the U.S., or preferably both. Assad's army withdrew and Afrin was never the target of bombing. Even as the Islamic State (IS) captured one village after the other to the south of Afrin in 2013, the enclave escaped a similar fate because in a rare show of unity, rebels pushed IS out of Idlib and Aleppo province in early 2014.

When Washington changed its strategy in summer 2014, declaring Islamic State its primary enemy following the brutal IS attacks on Yazidis in Iraq and on the Kurdish city of Kobani in Syria, the Syrian Kurds proved the ideal partner. The FSA rebels, after all, rejected Washington's condition that they focus entirely on IS and abandon the fight against Assad's army, even as the Syrian troops continued to blast away at their hometowns.

With weapons and aerial support provided by the U.S., the Kurds essentially became the Americans' boots on the ground in the fight against the Islamic State "caliphate." The U.S largely provided simple technology, but did so in immense quantities, delivering munitions, Kalashnikovs and also, according to unconfirmed reports, Russian Grad rockets.

LINGUISTIC ACROBATICS

The new alliance, however, presented a problem: The PKK was still ➔

⇒ officially listed in the United States as a terrorist organization. Washington, though, managed to skirt the issue with the help of linguistic acrobatics, referring from that point on to the YPG as a valuable ally in the war on terror while continuing to consider the PKK as a terrorist organization. It's a line that Donald Trump continued to maintain in a late-January telephone conversation with Erdogan, in which the U.S. president demanded military restraint in northern Syria while at the same time pledging his support in the fight against PKK terrorists.

It was a pledge that highlights the entire absurdity of the situation: Washington has expressed its understanding of Turkey's bombardment of a militia that the U.S. only recently armed.

Erdogan's political calculation, on the other hand, is completely transparent. In 2015, he ended the peace process with the PKK that he himself had initiated -- with the intention of rallying Turks behind him in the face of the Kurdish enemy. It was a cynical ploy, but it worked.

MUTUAL IGNORANCE

Despite all their differences, the three main parties to this new conflict -- the U.S., Turkey and the YPG -- have one thing in common: their ignorance. Each side believes it can wage its own war in the middle of the Syrian conflagration:

- The United States only wants to wage war against the IS;
- Erdogan is only interested in fighting the Kurds;
- And YPG is seeking to gain control of as much territory as it can, even far beyond the core Kurdish areas.

None of the three can or even wants to bring the war to an end. And although the coexistence worked for as long as the common enemy, Islamic State, remained strong, that's no longer the case now that the "caliphate" has fallen.

Two statements that obviously hadn't been coordinated -- one from a Pentagon spokesperson and the other from U.S. Secretary of State Rex Tillerson -- triggered the following chain reaction that ultimately culminated with Turkey marching into Syria. On Jan. 13, the news portal The Defense Post quoted spokesman Colonel Thomas Veale, of the Combined Joint Task Force, as saying that a "Syrian Border Security Force" with around 30,000 fighters was being established under Kurdish leadership and that the first 230 had already started training.

In a speech given at Stanford University four days later, Secretary of State Tillerson presented an ambitious Syria strategy calling for the final defeat of Islamic State and al-Qaida and for a United Nations-brokered solution to be found that would also include Assad's resignation. Iran's influence should also be pushed back, assurances should be provided for the safe return of refugees and all the chemical weapons still held in Assad's arsenal should be destroyed. Then he added something that likely made NATO partner Turkey shudder: The U.S., he said, would maintain a military presence in Syria in areas held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

Apparently caught off guard, Erdogan could hardly contain his anger. "Our mission is to strangle it before it is even born," the Turkish president said.

Once again, the fact that Tillerson and Donald Trump don't trust their own State Department, where they've left innumerable positions unfilled, has come back to haunt them. "Why is there no American ambassador in Ankara?" Frederic Hof, the former U.S. special advisor on transition in Syria, recently wrote in a heated editorial. "Why is there no senior American special envoy being dispatched to Turkey in the absence of an ambassador?"

It doesn't appear that they do.

HOW PUTIN IS WINNING

There's one person who profits most from the dispute between Turkey and the U.S.: Russian President Vladimir Putin. It provides him the opportunity to thwart Washington's plans, disavow America's Kurdish ally and to bring a NATO split that much closer. Until recently, 170 Russian soldiers had been stationed in Afrin. But Russia withdrew those troops, cleared the way for Turkish jets and simply dropped the Kurds.

During the three preceding years, YPG had maintained tactical alliances with both the U.S. and Russia. The U.S. had used the Kurds in the battle against IS, and Washington even helped establish the SDF, a force made up of Kurdish and Arabic troops under YPG command, with the YPG

allowed to take control of Arab-majority towns and villages in exchange for their services.

Moscow, meanwhile, exploited YPG as a bargaining chip against Ankara after Turkey shot down a Russian fighter jet at the end of 2015 and also as ground troops to be used against the rebels. With Russian air support, YPG units captured the city of Tell Rifaat north of Aleppo in addition to dozens of villages in February 2016. They drove out most residents, stole from hospitals and bakeries and made the area part of their own Afrin canton. Despite the fact that local rebels in Tell Rifaat had freed themselves from IS in heavy fighting two years before.

Months ago, an analyst with YPG's intelligence service noted that the Kurdish leadership has known for some time that the diverse web of alliances would not hold forever. He recalled a long drive with a Russian general at the beginning of 2017. "You ought to decide," he recalls the general saying. "Either us or the Americans!" Yes, you're right, came the response. "But we really want to be allies with both, with Russia and the U.S.!" The general, he said, merely shook his head with a smile.

A RUSSIAN ULTIMATUM

Aldar Khalil, a member of YPG leadership, says that the Russians issued an ultimatum to YPG before withdrawing from Afrin. If Afrin agreed to submit again to Damascus rule, they said, then they wouldn't be attacked. YPG refused and instead wanted to turn to the Americans for help. But Washington didn't respond, says Salih Muslim, the former chair of the Kurdish political party in northern Syria. After the start of the Turkish invasion, the Pentagon stated only that Afrin is not part of the U.S. sphere of influence.

The rockets being fired from Afrin on Turkey, however, have allegedly been supplied by the Americans. A former Arab SDF fighter from Afrin recalls that "1,200 of the Grad rockets delivered by the Americans came to Afrin and the transport was escorted by Russian military police."

By tolerating the Turkish invasion, Moscow has in turn bought Erdogan's silence on a far more devastating offensive that has been underway for a short time south of Afrin in Idlib. Russian and Syrian fighter jets are bombing the cities of Maarat al-Numan, Saraqib and Khan Shaykhun as well as dozens of villages. So far, more than 200,000 people have been forced to flee to the north.

NATIONALIST, RELIGIOUS HYSTERIA IN TURKEY

Erdogan had sharply rebuked these attacks - in part because Turkey no longer wants to take in any more Syrian refugees -- but fell silent when Russia pulled out of Afrin. Since then, Ankara has said nothing about ongoing airstrikes by Assad's forces. In Turkey, the offensive has once again stirred up nationalist, religious hysteria. "God is with us in Afrin," Erdogan announced, praising the army's deployment as a divine mission.

The Turkish leader has said that he next intends to attack the Kurds in northeastern Syria, where likely around 1,000 American troops are stationed, in an effort to capture the city of Manbij. Kurdish troops liberated the city from IS in 2016, but kept it for themselves despite a pledge to the contrary made to the U.S.

Ultimately, though, the Turkish invasion is likely to help only one person - Bashar Assad, whose removal Erdogan has been demanding for years. On the evening of Jan. 25, the Kurdish party leadership in Afrin demanded something it would have angrily rejected only a week before. "We call on the Syrian state to fulfil its duty as a state and defend its borders against the Turkish occupier." It was an invitation to Assad's army to please return.

That's what the Russians had actually been hoping for. And they may now see that wish fulfilled.

Should that happen, the outlook is going to grow far bleaker for those who once fled Assad's troops to Idlib. They can't flee south, where Assad's troops have been advancing for months. And they also can't head north now that Assad's troops have been invited there.

The lucky ones are those who have already made it to Turkey. But what does lucky really mean in this conflict?

The father of the family killed by the Turkish rocket remained in the hospital in Afrin for several days after the attack. And Hassan, the son of taxi driver killed by the Kurdish rocket, asks despairingly: "What did my father do wrong?" He will now have to care for 12 children together with his sister-in-law. "All our other relatives are dead. But how are we supposed to survive?" ♦



February 1, 2018

'This is a massacre': Turkey's bombs drive families into caves

By Waffa Munayyer, Joe Sterling and Eliza Mackintosh, CNN February 1, 2018
<https://edition.cnn.com/>

Kurdish families huddle on blankets in a dimly lit cave. Others hide in the rubble of a bombed-out building, gathered around a campfire. Those that have basements seek shelter there.

This is life in Afrin.

Turkey's cross-border military offensive against US-backed Kurdish militias has driven civilians living in the northwestern Syrian enclave underground. An estimated 16,000 people have been displaced by the fighting, which has been punctuated by relentless airstrikes and shelling, according to the United Nations.

Footage obtained exclusively by CNN captures the city's deserted streets -- littered with crumpled cars, debris and gaping holes where shops once stood.

"We don't know where to go," says Mohammed Khaled, 10, speaking in Kurdish.

"The airplane has been dropping bombs for five days now. They are dropping missiles and bombs. My dad says not to go out because of the war planes and so we are sleeping in the huts. All our homes are destroyed."

Khaled stands outside one of the structures where civilians are seeking shelter. Children mill around behind him, restless. According to the United Nations Children's Fund (UNICEF), families have been prevented from leaving the area by local authorities. The humanitarian organization has had to suspend child protection services there amid the violence.

Um Muhammed, Khaled's mother, asks why Turkish President Recep Tayyip Erdogan is bombing her people.

"What did we do to him?" she says in Arabic.

"We lost our homes our children, nothing is left ... why would this happen to us? Is not this a shame that children have to live like that? We are human beings, are we not? Why are they doing this to us?"

"This is a massacre," she adds, breaking down in tears. "Please convey our message we are pleading with the international community to stop the killing of the civilians stop the airstrikes and the war against us."

Afrin has borne the brunt of Turkey's attacks since January 20, when Ankara launched Operation Olive Branch to remove Kurdistan Workers' Party (PKK), Kurdish Democratic Union Party (PYD) and ISIS militants from the area along its border.

The military operations have predominately targeted Kurdish fighters of the People's Protection Units, or YPG. The militia, which has been critical to the US-backed Syrian



Afrin residents sit on blankets carpeting the floor of a cave.



A plume of smoke billows over Afrin as bombardment continues.

Democratic Forces (SDF) in the fight against ISIS, is viewed by Ankara as a terrorist organization.

Turkey sees the quest by the Kurds -- who are spread out in Turkey, Syria, Iran and Iraq -- to establish an independent homeland as an existential threat to its territorial integrity. And Turkey has long warned that it will not tolerate YPG control of much of its border with Syria.

Hevi Mustafa, the co-president of the executive council of Afrin, praises the resolve and confidence of the forces fighting the onslaught.

Mustafa calls the Turkish attacks "barbaric" and says she hopes the international community will hold the Turkish government accountable for the violence.

On Wednesday, the SDF said an "invasion army" of Turkish fighters and terrorists with Al-Nusra, al Qaeda's former affiliate in Syria, pounded Afrin with Katyusha rockets, targeting Afrin's largely civilian Ashrafia neighborhood and wounded people were taken to hospitals. The SDF said civilians, from children to the elderly, were injured.

"Right now we are overwhelmed with injured and killed civilians," says Dr. Jawan Muhammed, general manager of the hospital in Afrin.

"Our hospital is unable to cope, Our surgery rooms are overwhelmed. We conduct 18 surge-



A child rests after being treated in Afrin Hospital in Afrin.

ries a day. We are using up all our medical supplies because of the overwhelming number of casualties as a result of indiscriminate airstrikes and artillery fire."

Turkey views the YPG as indistinguishable from the PKK and says those entities have been hiding out in Afrin since Syrian President Bashar al-Assad's regime left in 2012.

According to the Turkish General Staff, the operation is being carried out under the framework of Turkey's rights based on international law. The military also says avoiding civilian casualties is of the "utmost importance."

"Only the terrorists and their shelters, barracks, weapons, tools and equipment are targeted, and all kinds of attention and sensitivity are shown to avoid damage to civilian/innocent people and to the environment," the Turkish Armed Forces said in a statement.

The people hiding in Afrin's caves have a different view.

One woman asks, "What are the planes wanting from us? What are they bombing us for? What do they want from us and what do they want from the little children?"

A young girl named Yasmin went into hiding with her mother and her brothers after her father was killed.

"It is really dark here. We are so scared because it is really noisy. They are conducting airstrikes. What did we do to them? We are just kids. Why is this our fault?" she asks.

Fatima Muhammed, bundled in a red sweater, her hair wrapped in a purple scarf, is among about a dozen people hiding out in the same cave.

"We ended up in the streets and in the caves ... we can't go back to our homes, they are all destroyed," she says. "What kind of a country strikes civilians in this manner?" ♦

This story has been updated to correct a misattributed quote.



KURDISTAN IRANIEN

Par
QUENTIN MILLER
Envoyé spécial à Kuik (Iran)
Photos **ALESSANDRO CINQUE**

Sur les débris, la défiance

Après un séisme terrible, mi-novembre, de nombreux Kurdes demeurent dans une grande précarité. Et se méfient toujours plus du gouvernement, jugé corrompu et inefficace.

REPORTAGE



La cuillère n'en finit plus de tourner, emportant la chaleur du thé. Aziz, épaisse moustache grise et sourcils broussailleux, tente de dissiper son stress. Le 12 novembre, cet homme de 67 ans, sa femme et leurs quatre enfants ont perdu leur maison dans le terrible tremblement de terre d'une magnitude de 7,3 qui a touché la région frontalière de l'Iran et de l'Irak. «Je suis l'homme le plus malchanceux de la planète. C'est la troisième fois que ma maison est détruite. La première fois, elle l'a été pendant la guerre contre l'Irak. La deuxième fois, ce sont les terroristes moudjahidin qui l'ont démolie après une attaque. Et cette troisième fois, j'ai dû en plus sortir le cadavre de mon propre frère. Je l'ai enterré de mes mains. Maintenant, nous vivons dans ce petit préfabriqué. Je suis vieux et misérable. Comment, à mon âge, puis-je encore avoir la force de construire une autre maison?» lance-t-il dans un élan de désespoir.

Au dehors, règne comme un chaos froid. Un peu partout, de nombreux tas de ruines jonchent les rues. Aziz tient à montrer ce qu'est devenue sa propriété. L'homme n'est pas chaudement habillé. En chemise, il pointe les fissures qui parcourent les derniers murets de sa maison. De toutes ces années de vie, seul un tapis poussiéreux émerge. Le reste n'est que débris et poussière. Un bilan des

autorités, daté du 26 novembre, fait état de quelque 30 000 logements touchés, 8 000 blessés et 483 morts. Mais à Kuik, village situé dans la province de Kermanshah, les chiffres gouvernementaux sont contestés. Beaucoup d'habitants estiment que le nombre de victimes serait, en réalité, bien plus important. Un fait difficilement vérifiable, qui atteste cependant de la méfiance de la population kurde envers les autorités.

«INCOHÉRENCE DE L'AIDE»

Après la catastrophe, dons et aides humanitaires ont afflué, notamment via le Croissant-Rouge. Mais une grande partie de l'aide est allée vers des particuliers ou des organisations non gouvernementales. Ce fut le cas pour Ali Daei, le meilleur buteur de la sélection de football iranienne, désormais à la retraite, et l'un des acteurs principaux de cette campagne humanitaire. Le 13 novembre, soit un jour après la catastrophe, il poste sur Instagram un appel à l'aide. L'ancien joueur du Bayern Munich, qui est aussi un grand homme d'affaires, publie ensuite le numéro d'un compte bancaire sur lequel il propose à ses fans de déposer des dons pour venir en aide aux sinistrés. Ali Daei affirme avoir reçu pas moins de 9 milliards de tomans (1,9 million d'euros). Dans une vidéo publiée sur Aparat (le YouTube iranien), il déclare: «Je ne pou-

vais pas imaginer, même dans mes rêves, qu'en moins de quarante-huit heures, j'aurais cette somme d'argent sur mon compte bancaire. Quand j'ai vu cette confiance, j'ai directement contacté des connaissances dans le Kermanshah. Mais j'ai découvert qu'il valait mieux que j'y aille seul et que j'aide par moi-même.» Même technique pour Sadeq Zibakalam, professeur réputé de science politique à l'université de Téhéran. Toujours sur le même réseau social, l'intellectuel prétend connaître à Kermanshah «des gens de confiance». Le 21 novembre, il déclare avoir reçu 2,3 milliards de tomans (500 000 euros).

La relative réticence de la population iranienne à investir dans des organisations gouvernementales fait écho aux récentes manifestations. Bernard Hourcade, chercheur au CNRS et spécialiste de l'Iran, renvoie cette méfiance au discours du président Hassan Rohani qui, en décembre, avouait que deux tiers du budget de l'Etat allaient dans des institutions «dont personne ne sait qui a la charge». «Il y a une tradition du don en Iran, explique le chercheur. Elle peut passer par des personnalités, mais elle passe surtout par les heyats, des associations locales qui réunissent des gens de professions spécifiques. Les Iraniens évitent les réseaux étatiques, car l'Etat est souvent perçu comme corrompu.»

Sur place, malgré le dévouement national, de nombreux citoyens restent dans une situation extrêmement précaire. Une humanitaire iranienne, travaillant pour l'association indépendante Imam Ali Society et voulant garder l'anonymat, évoque «l'incohérence de l'aide sur place». «Trop de particuliers, d'ONG ou d'institutions gouvernementales travaillent séparément, pour elles-mêmes.»

Parmi les sinistrés, il y a ceux qui ont tout perdu, ceux qui, comme Aziz, ont obtenu des préfabriqués et se munissent de chauffages électriques et de couvertures pour lutter contre le froid, ceux qui dorment dans leurs voitures et ceux qui vivent sous des tentes distribuées depuis plus de trois mois. Dans les villages, des rumeurs font état de suicides. Le mot revient dans les conversations, sans que personne n'ose dire qui et quand. Shahab Nader, membre du Parle-

ment, a évoqué le sujet pour l'agence de presse Ina: «Ces personnes ont perdu leur vie et leur argent et n'ont pas une bonne santé mentale. J'ai un rapport qui dit que 20 personnes se sont suicidées.»

Une voiture s'arrête à proximité d'une maison en ruine. Un homme de 35 ans en pantalon kurde sort de l'engin et s'assoit sur les débris. Il allume une cigarette puis évoque les travaux qu'il avait entrepris dans sa maison juste avant le tremblement de terre. «J'avais investi 30 millions de tomans [6500 euros, ndr]. Ce n'est pas seulement une question d'argent. C'était toute ma vie. Je suis seul sur le toit des débris de ma maison et je viens d'apprendre qu'elle vaut 45 millions de tomans [9700 euros] Je l'ai rénovée pour 30 millions de tomans, mais en fait elle en vaut 45 millions, avec une nouvelle télé, un tapis, etc. C'est bon à savoir», fulmine-t-il avec ironie. Un rapport de l'Iranian Students' News Agency (ISNA) affirme que des familles dont la propriété a été détruite par le tremblement de terre vont obtenir un prêt d'une banque publique de 45 millions de tomans, dont 35 millions seront à rembourser en versements mensuels. Ainsi, l'aide du gouvernement est de 10 millions de tomans par famille. Mais pour obtenir cette aide, chaque ménage doit déboursier pas moins de 5 millions pour mandater un expert afin qu'il constate la destruction de sa propriété. L'homme souffle: «Ils demandent cette somme pour l'obtention d'une aide qui n'aide pas?»

UN SCANDALE DE TROP

Non loin, un jeune homme mince en uniforme des Gardiens de la révolution islamique, quelques bagues aux doigts, donne des consignes à des ouvriers. «Nous établissons une liste de familles qui ont été touchées et nous les classons par priorité.» Les bannières du corps des pasdaran sont omniprésentes dans le village. On peut y lire: «Nous serons avec vous jusqu'au dernier logement réparé.»

L'homme ajoute: «Nous invitons les gens à nous faire confiance et à nous donner leur argent pour reconstruire leurs maisons. Nos employés travaillent gratuitement. Leurs économies seront investies uniquement sur les matériaux que nous utilisons.»



Sismologue à l'Institut de physique du globe de Paris, Jean-Paul Montagner explique que les tremblements de terre seront fréquents sur cette zone géographique. «La plaque iranienne est coincée entre la plaque eurasiatique et la plaque arabique. C'est une collision continentale qui fait que les tremblements de terre y sont fréquents. Dans une grande partie de l'Iran, les constructions ne sont pas prévues pour y faire face.» Durant ses deux mandats présidentiels, Mahmoud Ahmadinejad avait lancé le projet «Maskan-e Mehr»: construction d'un million de logements sociaux, au prix accessible, bâtis dans l'arrière-pays et supposés aider les classes populaires. Au Kurdistan iranien, ces maisons ont été érigées en masse. Mais après le tremblement de terre, rares sont celles qui ne se sont pas complètement écroulées. En Iran, on accuse le gouvernement de l'époque d'avoir



Certains sinistrés vivent encore dans des tentes distribuées par les autorités.



Une vieille femme aide à la reconstruction d'une maison.

corrompu les organismes de sécurité chargés de contrôler la qualité des structures. Un scandale de trop pour Thierry Coville, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques et spécialiste de l'Iran: «La presse iranienne en a beaucoup parlé. C'est une indignation de plus, avec également le sentiment de subir une mauvaise gestion de l'après-tremble-

ment de terre, la situation environnementale qui se dégrade ou encore l'incendie de l'immeuble Plasco [en janvier 2017, ndlr]. Cette série d'incidents a donné l'impression aux gens que l'Etat était inefficace, corrompu, et qu'il servait uniquement les intérêts de certains. On peut expliquer les manifestations qui ont suivi ainsi.»

A Molla Kaboud, autre petit village, situé

à quelques kilomètres de Kuik, un grand pan de la montagne s'est déchiré après le tremblement de terre. Les pluies et intempéries ont creusé l'immense fossé qui sépare la montagne et la partie qui s'affaisse de jour en jour. Les habitants craignent que, bientôt, un immense glissement de terrain emporte le reste du village. Keyhan, 60 ans, vit avec

sa femme et deux enfants. Fatigué, il lance: «J'ai eu deux fils qui vivent en Suède. Je ne sais pas dans quelle ville, mais je sais qu'ils s'amuse et ont une vie saine. Je vais faire n'importe quoi pour envoyer mon dernier fils en Suède aussi.»

AFP

Turquie: le principal parti pro-kurde remplace son dirigeant incarcéré

Ankara, 11 février 2018 (AFP)

LE PRINCIPAL parti prokurde de Turquie a élu dimanche ses nouveaux chefs, pour remplacer notamment son charismatique leader incarcéré, Selahattin Demirtas, en vue d'élections nationales cruciales en 2019.

Les quelque 800 délégués du Parti démocratique des peuples (HDP), réunis en congrès dimanche à Ankara, ont élu Pervin Buldan et Sezai Temelli comme co-présidents: se présentant comme étant à l'avant-garde sur les questions féministes, le HDP place à la fois un homme et une femme aux postes à responsabilité.

M. Temelli, un ancien député de 54 ans, remplace ainsi Şelahattin Demirtas, 44 ans, dont huit à la tête du parti.

M. Demirtas a été arrêté avec une dizaine d'autres députés du HDP en novembre 2016, alors que les purges lancées après le putsch manqué s'étendaient aux milieux prokurdes.

Accusé notamment de diriger une "organisation terroriste" et de "propagande terroriste", il risque jusqu'à 142 ans de prison et a annoncé début janvier ne pas souhaiter se présenter à sa propre succession.

Mme Buldan, 50 ans, députée et vice-présidente du groupe HDP au parlement, succède à Serpil Kemalbay, nommée en mai pour remplacer Figen Yüksekdag, elle-même incarcérée et déchue de son mandat de députée.

Le congrès de dimanche se tenait sous très haute sécurité, au moment où le HDP est le seul parti élu au parlement à s'opposer à l'offensive militaire menée par la Turquie dans l'enclave syrienne d'Afrine pour en déloger une milice kurde considérée comme une organisation terroriste par Ankara mais alliée des Etats-Unis dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

"La solution n'est pas la guerre, c'est la paix", a déclaré Mme Buldan lors d'un discours prononcé devant quelques milliers de militants. "La solution n'est pas de mourir ou de tuer, mais de vivre et de maintenir en vie".

Déjà fortement affecté par les purges qui ont suivi le putsch manqué de l'été 2016, le HDP affirme que plus de 350 de ses membres ont été arrêtés pour leur opposition à cette opération militaire lancée le 20 janvier.

Le président Recep Tayyip Erdogan avait en effet appelé à l'unité nationale autour de cette offensive, mettant en garde ceux qui s'y opposeraient.

Les autorités turques accusent le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Mais le parti, troisième formation au Parlement, rejette ces allégations, affirmant être visé en raison de sa ferme opposition au président Erdogan.



L'ex-coprésidente du parti pro-kurde HDP Serpil Kemalbay (au centre), entourée de ses successeurs Pervin Buldan (à gauche) et Sezai Temelli (à droite), le 11 février 2018 lors du congrès du parti à Ankara ©ADEM ALTAN, AFP

Plusieurs portraits d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK arrêté en 1999, sont néanmoins apparus sur un écran géant lors du Congrès.

- 'FIGURE IMPORTANTE' -

Depuis juillet 2015 et la rupture d'un fragile cessez-le-feu avec le PKK, 3.300 membres du HDP ont été incarcérés, selon le parti.

"Si (leur) réponse à la résistance est l'incarcération, ils peuvent construire mille prisons de plus, ils n'auront pas la place de tous nous y mettre", a déclaré M. Demirtas, dans une lettre envoyée de prison et lue devant le Congrès.

La désignation des dirigeants du parti est particulièrement importante à l'approche des élections législatives et présidentielle de novembre 2019.

Beaucoup doutent en effet que le HDP puisse réitérer la surprise de 2015, lorsqu'il avait rattrapé 80 sièges aux législatives de juin, privant ainsi le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) de la majorité absolue. Lors de nouvelles élections convoquées pour novembre de la même année, le HDP a perdu 21 députés.

En plus de Mme Yüksekdag, six autres de ces députés élus en 2015 ont été déchus de leur mandat.

La percée initiale du HDP tient en grande partie à la personnalité de M. Demirtas, qui a transformé le parti en une formation de gauche moderne et progressiste, séduisant bien au-delà du seul électorat kurde.

Pour Hüseyin Güngör, présent dimanche, si les militants "n'oublieront jamais" M. Demirtas et Mme Yüksekdag, "le parti n'est pas lié à des personnes" et soutiendra ses nouveaux co-présidents.

"En 2019, nous serons soit gouvernés par le pouvoir d'un seul homme (Erdogan), soit nous pouvons en tant que membres et électeurs du HDP dire +stop+, comme nous l'avons fait lors des précédentes élections présidentielles", estime Ilknur Güç, elle aussi venue assister au Congrès. ●

Syrie. Les Kurdes résistent aux assauts

Les bombardements turcs et le silence du monde sur cette nouvelle guerre n'entament pas la volonté des Kurdes en Syrie de lutter jusqu'au dernier combattant.

—**Arti Gercek** *Hambourg*

Depuis plusieurs jours, des nouvelles parviennent d'Afrin [localité kurde en Syrie] sur l'état de la résistance, mais aussi sur les bombardements indistincts des avions et de l'artillerie auxquels l'armée turque à recours pour ouvrir le chemin à l'assaut terrestre. Jusqu'à présent, 45 civils ont perdu la vie sous les bombes et l'on déplore de très nombreux blessés. L'objectif de ces attaques est en effet de faire fuir les civils pour dépeupler la zone.

D'après les prévisions turques, il pourrait y avoir 700 000 futurs réfugiés. Mais, jusqu'à maintenant, la tentative de vider cette région de sa population [kurde] est un échec, seuls quelques villages en proie aux combats ont été désertés, leurs habitants s'étant repliés vers d'autres zones du canton d'Afrin ou directement vers cette dernière.

Ces bombardements ne touchent pas que des habitants d'Afrin, mais aussi les réfugiés syriens qui ont fui la guerre civile en grand nombre au cours des dernières années, pour trouver refuge dans les camps de la région. Face à ces attaques, le reste du monde est muet. Les dirigeants mondiaux étalent leur hypocrisie. En premier lieu la Russie, qui après avoir échoué dans ses négociations visant à obtenir que la région se place sous le contrôle de Bachar El-Assad, a choisi de la vendre à la Turquie et de laisser les avions et les obus faire leur œuvre. Les États-Unis savent qu'une condamnation trop forte de leur part risque de faire passer la Turquie dans le camp russe et ils se contentent de protester du bout des lèvres.

Les réactions des pays européens, notamment celle du Royaume-Uni, ne valent pas mieux. Ils ont choisi la politique de l'autruche. L'ONU, elle, se contente de déplorer la mort de civils et d'appeler

les deux côtés à la retenue. Les pays arabes se couvrent de honte. Une partie d'entre eux parce que, soutenant le régime d'Assad, ils considèrent que ce conflit renforcera celui-ci et son allié russe, les autres parce qu'ils pensent que le fossé qui se creuse entre les États-Unis et la Turquie va dans le sens de leurs intérêts.

Les menaces de Damas qui s'opposait en paroles à l'intervention turque sont restées lettre morte. Car Assad croit pouvoir se servir de la pression mise sur Afrin pour obtenir des Kurdes qu'ils implorent sa protection et acceptent de se placer dans son orbite.

La Russie a choisi de vendre la région à la Turquie et de laisser les avions faire leur œuvre.

La situation est limpide. Le gouvernement de l'AKP d'Erdogan est prêt à se lancer dans cet affrontement démesuré pourvu que cela le libère de la présence à sa frontière des Kurdes et de leurs alliés syriens démocrates et révolutionnaires. L'alliance formée par les Kurdes de Syrie, qui visait par un mouvement révolutionnaire à contre-carrer le triste sort que connaît le Moyen-Orient depuis des siècles, se voit à nouveau imposer l'esclavage. Mais il ne faut pas passer à côté d'une autre réalité. Le peuple d'Afrin est déterminé à se défendre jusqu'au bout. En résistant et en offrant une fois de plus au monde le spectacle d'une résistance inégalée [allusion de l'auteur à la bataille de Kobané en 2014 et 2015, où les forces kurdes étaient parvenues, après des mois de siège, à repousser l'État islamique, signant sa première défaite majeure], ils donnent leur vie pour faire entendre leur voix. Que personne ne s'y trompe,

↓ Opération Rameau d'olivier.
Recep Taggip Erdogan. Dessin de
Schot, Pays-Bas.



les pertes civiles vont aller grandissant. Dans un premier temps, la Turquie se montre attentive à ne pas trop faire de victimes chez les civils. Pas par amour des Kurdes ni par respect du droit international, mais pour éviter de déclencher des réactions hostiles de par le monde. Pour autant, plus l'armée turque et ses alliés djihadistes se trouveront en difficulté, plus leur avancée sera freinée, moins Ankara aura de remords à bombarder massivement. Tous ceux qui pensent avoir en eux un peu d'humanité doivent dénoncer cette agression. Personne ne doit oublier qu'il a une dette envers les peuples du Rojava [Kurdistan syrien] et du nord de la Syrie, et en particulier envers les Kurdes, pour avoir protégé le monde des monstres de Daech et de leurs semblables.

—**Fehim Isik**
Publié le 25 janvier

SOURCE

ARTI GERCEK

Hambourg, Allemagne
artigercek.com

Site d'information lancé en février 2017 par des journalistes turcs exilés en Allemagne. Rassemblant des personnes issues de la gauche turque et de milieu prokurdes, il dispose de plusieurs bureaux en Turquie et d'une chaîne de télévision, Arti TV. Il accorde une attention particulière à la question des minorités ethniques, linguistiques et religieuses.

Écrasons ce terrorisme

Pour les islamo-nationalistes turcs, la guerre qu'Ankara mène au Kurdistan syrien est de la légitime défense.

—**Yeni Safak** *Istanbul*

La bataille qui commence à Afrin, et qui devra se prolonger à Manbij [ville du Nord syrien sous contrôle des forces kurdes où sont stationnés des soldats de la coalition internationale] et à l'est de l'Euphrate, est une opération de légitime défense. C'est une lutte pour la défense de la patrie. De la même façon qu'après la Première Guerre mondiale nous avons dû nous battre pour ne pas perdre l'Anatolie, nous devons aujourd'hui nous battre pour la garder et la protéger.

Les critiques venant des États-Unis, de l'Europe et même de l'Iran sont malintentionnées et immorales. Les Américains tentent de s'en prendre à la Turquie en manipulant une organisation terroriste [le mouvement armé kurde YPG] dans le nord de la Syrie. Et ils osent dire que la réaction de la Turquie, qui ne fait que se défendre, "est une source d'inquiétude"! Nous avons décidé de ne plus nous laisser faire, cela fait un millénaire que nous bâtissons l'Histoire sur ces terres, nous ne sommes pas un peuple qui plie l'échine et qui supplie qu'on l'épargne.

Alors même que nous sommes censés être un "partenaire stra-

tégique” des États-Unis au sein de l’Otan, ils ont envoyé des milliers de camions chargés d’armes à une organisation terroriste. Et cela sous prétexte de lutter contre l’État islamique. Mais c’est un prétexte, c’est contre nous que ces armes sont véritablement dirigées. D’ailleurs, l’État islamique et le PKK/PYD [le PYD en Syrie serait une émanation du PKK, le mouvement armé kurde et bête noire de la Turquie] sont des organisations alliées, dont les patrons sont Israël et les États-Unis. Avec leurs livrai-

sons d’armes, ils se préparaient à attaquer la Turquie. Mais nous avons déjoué leurs plans. Tous les pays qui s’opposent à l’opération que la Turquie mène à Afrin, et à celle qu’elle mènera demain contre Manbij, sont les alliés des terroristes. Que ce soient les autres pays de la région, les États-Unis ou l’Europe, ils partagent le même objectif : affaiblir la Turquie.

Notre futur. Alors allons-nous nous taire, nous arrêter sous prétexte qu’ils se fâchent contre nous ?

N’allons nous défendre notre patrie et notre peuple qu’à condition qu’ils nous en donnent la permission ? Non, la période où nous nous demandions sans cesse “mais que vont dire les États-Unis ? que va dire l’Europe ?” est derrière nous. Laissons l’Amérique à ses propres problèmes, à ses conflits internes, qu’elle s’occupe de la santé mentale de Donald Trump. Laissons les pays adhérents de l’Union européenne face à leurs impasses et à leurs désillusions. Occupons-nous de nous-mêmes, bâtissons notre

propre futur. La détermination de la Turquie est sans faille. Notre peuple est déterminé, il soutient cette opération avec enthousiasme. C’est le moment de la mobilisation générale. Le moindre pas en arrière nous coûterait très cher. Ils veulent redessiner une carte de la région faite de pays éclatés. Imposons-leur notre propre carte.

—**Ibrahim Karagul**
Publié le 22 janvier

Le Monde MERCREDI 14 FÉVRIER 2018

La Turquie bloque l’exploration de gisements de gaz au large de Chypre

Les convoitises autour des ressources sous-marines sont un obstacle à la réunification de l’île

ISTANBUL - *correspondante*

La tension est montée d’un cran entre la République de Chypre et la Turquie, après que la marine turque a bloqué l’accès d’un navire italien à des gisements gaziers situés au large des côtes de l’île de la Méditerranée.

Tout a commencé vendredi 9 février, lorsqu’une plate-forme de forage affrétée par le géant italien de l’énergie ENI a été stoppée par des vaisseaux turcs qui lui ont ordonné de faire halte sous prétexte de « manœuvres militaires ». Lundi 12 février, la plate-forme était immobilisée à 50 kilomètres de sa zone de forage au sud-est des côtes chypriotes, face à la marine turque déterminée à faire barrage.

« Nous essayons d’éviter tout ce qui pourrait aggraver la situation, sans ignorer le fait que les actions de la Turquie bafouent le droit international », a déclaré dimanche le président chypriote Nicos Anastasiades. Bien que tout à fait légitimes, les explorations gazières menées par la République de Chypre, en toute souveraineté dans sa Zone économique exclusive (ZEE), n’ont pas l’heur de plaire à Ankara. Dans un communiqué, le ministère turc des affaires étrangères a dénoncé les actions « unilatérales » de Chypre, qui spolient « les droits des Chypriotes turcs, copropriétaires de l’île, sur ses ressources naturelles », créant « un obstacle majeur à la solution du problème ».

L’île a été divisée en deux en 1974 lorsque l’armée turque, appelée en

renfort face à un coup d’Etat orchestré par des nationalistes chypriotes grecs, a envahi la partie nord. Non reconnue par la communauté internationale, cette partie dépend de la Turquie qui la subventionne économiquement et maintient sur place 35 000 soldats. Ankara réclame la suspension de l’exploration tant qu’une solution ne sera pas trouvée. Or l’espoir de voir un jour l’île réunifiée s’est évanoui en juillet 2017 à Crans-Montana (Suisse), lorsque les dernières négociations menées sous l’égide de l’ONU se sont soldées par un échec.

L’incident autour des gisements n’est pas le premier du genre. En 2014, la Turquie avait dépêché un navire de recherche sismogra-

phique dans la zone, ce qui avait poussé Chypre à se retirer des négociations bicommunautaires en signe de protestation. Décrite parfois comme un possible catalyseur de la réunification, la découverte de gisements de gaz est devenue un obstacle.

Projets de gazoducs sous-marins

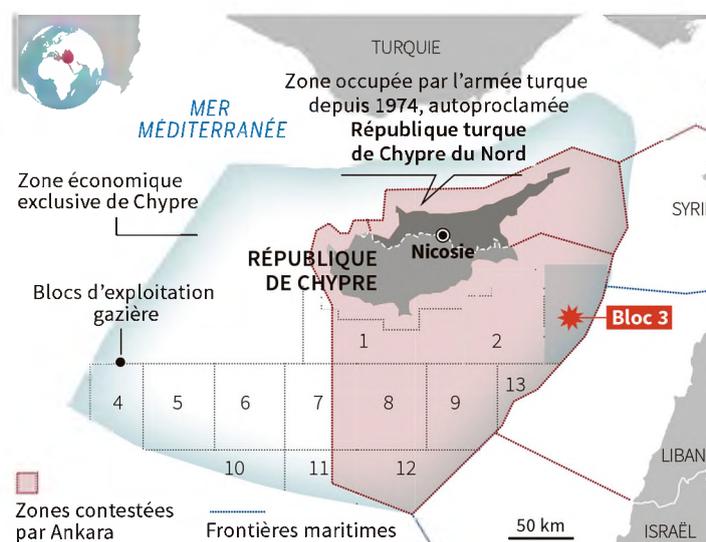
Pour le moment, Nicosie joue la retenue. Nicos Christodoulides, porte-parole du gouvernement, a indiqué mardi à la télévision chypriote qu’il misait sur la fin des manœuvres militaires turques dans la zone, prévue pour le 22 février. Le gouvernement chypriote et ENI sont résolus à poursuivre l’exploration de gisements gaziers offshore jugés prometteurs.

La veille des manœuvres turques, l’italien ENI et le français Total avaient annoncé la découverte d’importantes réserves de gaz, a priori « d’excellente qualité », au large de Chypre. Associées pour l’exploitation, par 3 800 mètres de fond, du bloc 6, appelé Calypso, les deux majors doivent encore procéder à des évaluations.

Treize blocs supposés riches en gaz ont été délimités au large de l’île. Ils excitent l’appétit des géants de l’énergie. La firme américaine Noble doit développer le bloc 12. La plate-forme d’ENI, interceptée vendredi, faisait route vers le bloc 3. ExxonMobil et Qatar Petroleum ont signé, l’an passé, un accord avec le gouvernement chypriote pour l’exploration du bloc 10. Ce gisement jouxte l’immense champ gazier égyptien de Zohr, découvert par ENI en 2015.

Une fois le gaz extrait, il faudra l’exporter, car les foyers chypriotes ne sont pas un débouché offrant un marché suffisant. D’ores et déjà, des projets de gazoducs et d’oléoducs sous-marins sont en discussion entre Chypre, l’Égypte et Israël. Or, Ankara a des relations compliquées avec ces deux derniers États. Il n’y a plus d’ambassadeur de Turquie au Caire depuis 2013 et réciproquement. Les relations avec Israël, bien que florissantes sur le plan commercial, sont mises à mal par les sorties enflammées du président Erdogan, proche du Hamas et chantre de la cause palestinienne. ■

MARIE JÉGO



New threat to Iraq's stability

DUBAI, UNITED ARAB EMIRATES

Election in May could undo hard-won gains as premier struggles to form coalition

BY MARGARET COKER
AND FALIH HASSAN

In just three years, Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq has rebuilt the army, defeated the Islamic State and restored sovereignty across this deeply divided nation, accomplishments that, in the eyes of many, give him the stature of an Iraqi Abe Lincoln.

Still, as Mr. Abadi is quick to warn in weekly addresses to the nation, stability remains fragile.

The country is coping with an ever-bubbling threat of violent sectarianism between the Shiite and Sunni populations, as well as endemic government corruption and overwhelming economic despair, especially among millions of citizens left homeless after the battles against the Islamic State.

This is a crucial moment for Iraq as it gears up for an election that could undo its hard-fought gains. The vote could also reshape the influence of Iran across the Middle East and determine the likelihood of a resurgence by the Islamic State.

But it's an important moment for Mr. Abadi, too. He has never spearheaded an electoral campaign, and has already stumbled as he has tried to negotiate the mind-numbing complexities of Iraqi politics for a vote that will test his own political acumen in a challenging security environment.

Two weeks ago, for example, before the deadline to register for the May 12 elections, the prime minister made an obvious faux pas. He welcomed the leaders of Iranian-backed Shiite militias into a grand coalition that he hoped would cement his image as a moderating figure who could reach beyond his own Shiite base to appeal to Iraq's other communities.

Iraq's Shiites, although the majority, are fractured into competing political parties. Since Saddam Hussein's ouster in 2003, Shiite coalitions have run the government, a formula still considered crucial in this election.

The backlash to Mr. Abadi's move was swift. The Iranian-backed Shiite militias have won praise for helping defeat the Islamic State, but they have also been accused in sectarian atrocities, and their leaders are seen by many as tools of Iran. Sunni and Kurdish leaders were furious. Even a Shiite leader, Moktada al-Sadr, a possible kingmaker in this vote, called the alliance "abhorrent."

Within 24 hours, Mr. Abadi had reversed himself, and the militia leaders left the coalition.

Mr. Abadi's blunder was a stark reminder that, with the election still more than three months out, nothing can be taken for granted.

While Mr. Abadi is still Iraq's most popular politician and front-runner, his clumsy outreach and deal-making have compounded his difficulties, alienating the influential factions he needs to win.

"Abadi has a narrow line to walk," said Renad Mansour, an Iraq analyst at Chatham House, a British research institute. "He is popular among many types of Iraqis, but he also has serious enemies. Politics is about shared power in Iraq."

Mr. Abadi took power in 2014, shortly after the devastating Islamic State blitzkrieg occupied one-third of Iraq and enslaved thousands of his countrymen. Most Iraqis attribute that disaster to the failings of his predecessor, Nuri Kamal al-Maliki, who governed for eight years before being ousted by his own Shiite coalition in favor of Mr. Abadi.



HAIDAR HAMDANI/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Prime Minister Haider al-Abadi has already stumbled as he tries to negotiate the complexities of Iraqi politics.

But while Mr. Abadi is the leader of the nation, he does not head his own political party, the Islamic Dawa — making his political position precarious. The party's leader remains Mr. Maliki, who despite his checkered political past is itching for a comeback.

So in a classic example of the serpentine nature of Iraqi politics, Mr. Maliki has blocked Mr. Abadi from using Dawa resources for his campaign.

Mr. Abadi created his own coalition, the Victory Alliance, the one to which he first welcomed, then removed, the pro-Iranian militia leaders. The coalition attracted dozens of national and regional politicians from across sectarian lines, giving his aides confidence in a strong platform to enter the election season.

Iraq's political realities have reserved the position of prime minister for a Shiite. Given the country's history of tight elections and coalition governments in the three national polls since Mr. Hussein's ouster in 2003, Mr. Abadi needs an alliance with at least one of three major bulwarks of Shiite political power to win, analysts say. (The largely ceremonial presidency is held by a Kurd, and the speaker of Parliament is a Sunni.)

The problem is that these Shiite powers all have their own baggage. One is Mr. Maliki, a politically damaged rival who wants the job himself. Another is the pro-Iranian militia leaders, who are close to Iran's Revolutionary Guards, a liability that has already backfired on Mr. Abadi.

And the third is Mr. Sadr, a populist firebrand who has become a champion of the poor and unemployed and a fierce opponent of Iranian meddling.

Mr. Sadr, best known to Americans as the thuggish militia leader who for years after the United States invasion fought and killed Americans, has become a pro-Arab, anti-Iranian nationalist. He is running his own coalition, which, like Mr. Abadi's, is cross-sectarian. It includes Sunni leaders who welcome Mr. Sadr's anti-Iran message.

Politicians close to Mr. Abadi had been in exploratory talks with Mr. Sadr's followers about creating a coalition. It is not clear why those talks foundered, but Sadrists say their leader was angered by Mr. Abadi's alliance with the pro-Iranian militia leaders.

Even Mr. Abadi's closest advisers now concede that the alliance was a serious tactical error, which they attribute to the overwhelming task of setting up a new political entity on short deadline.

Registration for the election ended Jan. 15.

"We did not have time to finalize who our main partners would be, what we stand for and what we all agree with," said Ali al-Adibi, a member of Parliament close to Mr. Abadi. "We are discussing all these things now."

One way Mr. Abadi could bolster his reputation, especially among Iraq's Sunnis, is a successful performance at an international donor's conference next month in which his government is hoping to attract hundreds of billions of dollars in aid to rebuild the mostly Sunni cities destroyed during military operations against the Islamic State.

The United Nations estimates that around 2.6 million Iraqis, mostly Sunni Arabs, remain displaced after the fighting and the devastation of their towns.

Leading Sunni and Kurdish lawmakers argued last week to delay the election, saying that a fair vote would be impossible because so many Iraqis were still scattered and their regions lacked the infrastructure for a vote.

On Jan. 21, Iraq's Supreme Court ruled that a delay would be unconstitutional.

Wathiq al-Hashimi, the head of the Iraqi Group for Strategic Studies, believes that, despite the challenges, Mr. Abadi has the best chances of victory for a simple reason: the optimism he restored to Iraqis after beating back the Islamic State.

"The path for Abadi's second term will be one strewn with flowers," he said.

Margaret Coker reported from Dubai, and Falih Hassan from Baghdad.

Syria war: Turkey suffers deadliest day in Afrin offensive

4 February 2018
http://www.bbc.com

The Turkish military has suffered the deadliest day in its offensive against Kurdish militias inside northern Syria, with seven soldiers killed.

Five of the troops died when their tank was attacked in the Afrin region.

PM Binali Yildirim vowed to make the militias "pay for this twice as much" and jets later struck Kurdish targets north-east of the city of Afrin.

Turkey's "Olive Branch" operation was launched on 20 January to drive the Kurdish YPG militia out of Afrin.

Turkey views the YPG (People's Protection Units) as a terrorist group and an extension of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought for Kurdish autonomy in south-eastern Turkey for three decades.

What does Turkey say happened?

The military said in a statement that the US-backed YPG attacked the tank in Sheikh Haruz, north-east of Afrin city.

Two other soldiers were killed earlier, the military said, one in Afrin and another on the Turkish side of the border in an attack blamed on the YPG.

Turkey has now lost 14 soldiers in fierce clashes during the offensive.

What is the operation about?

Mr Yildirim reiterated on Saturday that the aim of operation "Olive Branch" was to eradicate what he called "a terror belt" along Turkey's borders.

"It is an operation aimed at liberating Arabs, and our Kurdish and Turkmen brothers who have been groaning under oppression," he told members of the governing Justice and Development Party (AKP).

Turkish troops are being accompanied by pro-



Funerals for Kurdish fighters killed in the Turkish operation have taken place in Afrin

Turkey rebels from the Free Syrian Army (FSA).

President Recep Tayyip Erdogan said on Saturday that the Turkish-led forces were taking high ground and would now head towards the city of Afrin itself, saying: "There is not much [further] to go."

Turkey says it has killed some 900 Kurdish fighters, but this cannot be independently verified.

What do Kurdish reports say?

Thousands of people have been displaced by the Turkish-led offensive that also involves about 10,000 Syrian rebels.

A Syrian Kurdish health official said on Saturday that 150 civilians had been killed and 300 wounded since the start of the Turkish operation, but this also cannot be independently verified.

"The Turkish air raids and artillery shelling have been mostly targeting civilians, including women and children," Angela Rashed told Kurdish TV.

She urged international monitors to "come here and see the situation for themselves".

What has been the international reaction?

Western powers, including the US and France, are urging restraint.

Thousands of Kurds protested outside the Council of Europe in Strasbourg on Saturday against the offensive.



Fighters from the Free Syrian Army rebel group are fighting alongside Turkish troops

They carried banners reading "Erdogan assassin" and "defend Afrin", and shouted slogans such as "silence kills" outside the Council of Europe offices.

One protester, Suleyman Akguc, told Agence France-Presse: "We want to sound the alarm because the Kurds in Afrin have fought against the Islamic State and are being massacred today. The silence of the European leaders is deadly."

A similar protest was held in Paris, with about 2,000 protesters marching from the Gare de l'Est towards the Place de la Republique.

President Erdogan sought to reassure his French counterpart Emmanuel Macron on Saturday that Turkey was not trying to seize territory in northern Syria.

In a phone call, he told Mr Macron that Turkey had "no eye on the territory of another country" and that the operation was "aimed at purging" Afrin of "terror elements", the state-run Anadolu news agency reported.

Mr Macron riled Turkish leaders last week when he said in a newspaper interview that France would have a "real problem" if Turkey was engaged in an "invasion operation".

Separately, Human Rights Watch on Saturday accused Turkish border guards of firing on would-be asylum seekers trying to enter from Syria.

A government official denied the accusation, saying Turkey had an "open-door policy".

Turkey has taken more Syrian refugees than any other nation. ●

AFP "Attaque armée" contre un poste militaire turc au Kurdistan irakien

Souleimaniyeh (Irak), 13 février 2018 (AFP)

UN POSTE militaire turc situé au Kurdistan irakien a été attaqué mardi, pour la première fois, et "plusieurs soldats ont été tués", a affirmé un responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), précisant que cette opération n'avait pas été revendiquée par son organisation.

"Nous avons des informations sur l'attaque vers 08H30 (05H30 GMT) par des +inconnus+ d'un poste militaire turc à Guerbya, près de Zakho", ville à la frontière entre l'Irak et la Turquie, a affirmé Haval Dmahat, responsable des médias du PKK.

Il a souligné "n'avoir aucune idée sur l'identité des assaillants".

"Selon les informations obtenues dans la région, l'attaque a conduit à la destruction d'un char tandis qu'un certain nombre de soldats turcs ont été tués", a-t-il poursuivi.

Aucun commentaire n'était disponible dans l'immédiat de la part des autorités turques au sujet de cette attaque, la première du genre sur le territoire du Kurdistan irakien.

Interrogé par l'AFP, un témoin a de son côté affirmé: "Il y a eu une attaque à partir de 08H00. Elle a duré deux heures. Les affrontements ont été violents et on pense qu'il y a eu des morts. Les Turcs ont bombardé la région".

Selon lui, il s'agit d'une grande base militaire en place depuis 1995, mais autour de laquelle se trouve le PKK.

La Turquie possède 18 postes militaires au Kurdistan irakien depuis le début des années 1990 et le Parlement de la région autonome a demandé à plusieurs reprises à Ankara de retirer ses troupes, en vain.

La Turquie a lancé le 20 janvier une opération pour s'emparer d'Afrine, une région kurde en Syrie. ●

Kurds in Syria count on U.S. vow of support

MANBIJ, SYRIA

But to fulfill its promise, America must face down its NATO ally Turkey

BY ROD NORDLAND

The front line between rival American-backed and Turkish-backed militias in northern Syria, just eight miles north of Manbij, snakes over mostly barren hillsides and through newly planted olive orchards. It consists of many miles of bulldozed earthworks, with fortified bunkers every few hundred yards.

This is the line, along the Sajur River valley, that Turkish forces would have to cross if ordered to carry out President Recep Tayyip Erdogan's threat to extinguish Kurdish control in northern Syria, and it is also the line the American military has said it will not give up to Turkey, its NATO ally.

The possibility of a military conflict between two NATO allies is unprecedented but, after years of deteriorating relations between Turkey and the United States, not unthinkable. If Turkey were to attack Kurdish forces and their allies in Manbij, and the American military intervened, the strains on the NATO alliance would be extreme.

The local front-line commander for the Manbij Military Council, Shiar Gherde, is keenly aware of the tenuous nature of his position, but his worries are not tactical. "This is a political conflict now, more than a military one," Mr. Gherde said during a tour this week of his fighters' fortifications. And politically, as he saw it, the Americans are on their side.

The Manbij Military Council is aligned with the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces, and while the majority of the council's fighters are Arabs, most of its field commanders, like Mr. Gherde, are Kurds.

Mr. Gherde took out his Samsung tablet to consult a military map online, thanks to a strong signal from his enemies' Turkcell network. Like most Kurdish commanders, Mr. Gherde has no formal rank. He pointed to the northeast at a hillock surrounded by whitish earthworks, which he said was the local Turkish base, then consulted his map to work out the distance: 3.5 kilometers, or about two miles. Clearly visible, the



A Kurdish commander, Shiar Gherde, left, with fighters on the front line near Manbij, Syria. "This is a political conflict now, more than a military one," Mr. Gherde said.

base was out of rifle range, and even out of range of the big .50-caliber machine guns nestled just behind the berms.

During the day it was mostly quiet, Mr. Gherde said, save for a few gunshots ringing out, as happened three times during our two-hour-long visit. "It's a front line, so it's always risky," he said. But on Monday and Tuesday nights this week, he said, this particular position took fire from heavy machine guns, though no one was hurt.

The Turks, he said, no longer use artillery to strike their positions, because it leaves craters, and the American coalition troops based nearby arrive quickly to document such breaches of the cease-fire negotiated by the American and Turkish militaries, a cease-fire that has mostly held here for more than a year.

"The Americans come here a lot," he said of the coalition troops. "We know we can count on them, because they've promised us."

Manbij has been particularly on edge in the past 12 days, as Turkish forces have pressed an air and ground offensive against the Kurdish Syrian Democratic Forces in Afrin, 80 miles to the west. Afrin is one of three northern provinces that are majority Kurdish and loosely aligned in what the Kurds call the Rojava self-administration area.

Mr. Erdogan, appearing on television in combat fatigues at one point, vowed to clear Kurdish forces from all of northern Syria. "Step by step we will clean our entire border," he said Sunday. There are no Americans in Afrin, but from Manbij

eastward, American forces are fighting alongside the Kurds against the Islamic State. The Americans are also actively training Syrian rebel units, including the Manbij Military Council in this area.

The Afrin offensive and the Turkish president's bellicose stance alarmed people here, and prompted international criticism, including from President Trump and the American government. The offensive also raised concerns that the cease-fire around Manbij might break down, and many Kurds worried that the Americans would abandon their allies, particularly since the Islamic State, also known as ISIS, has been defeated in the Manbij area.

Those concerns were largely dispelled, however, after the commander of the United States Central Command, Gen. Joseph L. Votel, said in an interview on Sunday with CNN that the United States would not withdraw from Manbij.

A spokesman for the American coalition, Col. Ryan Dillon, confirmed General Votel's remarks. "We're going to continue to do the mission that we have been doing in that area for more than a year now," Colonel Dillon said of Manbij. "We have no intention to stop." He said that American patrols were active throughout the area, and that American troops were monitoring the cease-fire.

The American military did not grant permission to visit its small base in Manbij, located about 10 miles west of the city, but small convoys of Humvees and armored vehicles were a frequent

sight on the highways in the area. The base appeared much smaller than the other two main bases for American troops in northern Syria. It is unclear how many American soldiers are stationed there, but the Pentagon in December confirmed that about 2,000 American troops were in Syria fighting the Islamic State.

Manbij is a predominantly Arab city in northern Syria, which the American-backed Syrian Democratic Forces retook from the Islamic State. Its current population of 300,000 includes about 120,000 refugees from other parts of Syr-

ia, again mostly Arabs, according to the head of the civil administration in Manbij, Ibrahim Kaftan, an Arab himself.

People in Manbij were initially alarmed because Manbij is mostly flat terrain, unlike the more rugged area around Afrin. "The first week of the Turkish offensive, there was concern about it, but soon it was like the shepherd boy who cried wolf," Mr. Kaftan said.

Kurdish leaders have been upset that the Americans have not done more to restrain Turkey in Afrin. "In Manbij we and the coalition worked together and

took ISIS out," said Shervan Derwish, the spokesman for the Manbij Military Council. "But now they are attacking us in Afrin and we have to reduce our forces against ISIS to defend Afrin."

Mr. Gherde, on the front line near the Sajur River, is now 32 and has been at war since 2011. He is still single. "There's no time for getting married now," he said. On the conflict, he took the long view. "This war will still be going on in 2022," he said. "And the Americans will still be here."

THE WALL STREET JOURNAL

February 7, 2018

Stand Up to Erdogan's Brutality

The Turkish president has the insolence to style his ethnic-cleansing campaign 'Operation Olive Branch.'



By Bernard-Henri Lévy
Feb. 7, 2018
www.wsj.com

In Syria as in Iraq, the Kurds have been the West's most steadfast allies against Islamic State. Their victory over ISIS complete, Kurdish fighters were naive enough to think they would be allowed to live in peace on the land they had defended and on which their brothers and sisters are buried. As the price of that innocence they are being pursued, tortured and assassinated once again, this time in Afrin, a Syrian city close to the Turkish border.

The Kurds, who had been the seawall holding back the Islamist tide, are now being hunted by Turkey's President Recep Tayyip Erdogan—that bouncer at the gates of hell—who is turning his country into an instrument of blackmail to be wielded against the West. But in the face of Mr. Erdogan's cynicism, the international community is behaving like the three monkeys who see no evil, hear no evil, and speak no evil.

Western diplomats are blind to the martyrdom of Kurdish fighters they find alternately admirable and dispensable. They cover their ears so as not to hear the artillery of the new sultan, who has stretched sarcasm, insolence, and his middle finger so far as to style his ethnic cleansing "Operation Olive Branch." Hands over their mouths, they accept Ankara's propaganda: Nothing happened in Afrin—nothing happened there.

Some—in Moscow—perceive in the shroud of shame that Turkish irregulars have spread over Syrian Kurdistan the price of a squalid strategic victory against Islamic State. Others—in Washington—act like suave lobbyists embracing a new plan to win the peace without having waged the war.

Elsewhere the same long and excruciating silence reigns, occasionally punctuated by meaningless words and cheap sentiments. It's "a complex region" plagued by "incomprehensible shifts in borders and alliances." Why should the West "risk a falling-out with Russia?" While pretending to study the tea leaves and refusing to raise their faces for fear of encountering their own cowardice, the talk-show strategists, cynics and shirkers say it makes no more sense to die today for Afrin than yesterday for Danzig.

It is the eternal tale—a classic, alas, among democracies—of the powerful betraying the weak. What is new is the Faustian bargain that the West has made with Mr. Erdogan. It's a bargain that, quite simply, is no longer sustainable. Turkey cannot continue to exist simultaneously within NATO and outside it.

Turkey has cozied up to the Atlantic alliance while brazenly liquidating NATO's best ally in the fight against ISIS. Mr. Erdogan has felt confident enough to make, through his ministers, outrageous statements about the massacre of the Kurds (not that any massacre occurred, mind you!) being



Syrian Kurds mourn during a Feb. 1 funeral for Kurdish fighters in the northern town of Afrin. Photo: delil souleiman/Agence France-Presse/Getty Images

nothing next to the colonization of Algeria, which deprives France of any right to lecture Turkey. Moreover, Ankara has deployed the most heinous jihadists, keeping them on stipends before surreptitiously sending them back into combat.

All the while Turkey poses as a civilized country that, like Switzerland, Norway or Bosnia, affirms its strategic partnership with the European Union. This sad farce has gone on too long. Unless the West comes to its senses, 2018 will live in infamy as the year that Turkey dropped an iron curtain over the Kurdish people.

What coming to our senses means today is breaking off—not freezing—negotiations on Turkey's EU accession, dissolving the EU-Turkey Joint Parliamentary Committee that continues to operate within the European Parliament, expelling Turkey from the Council of Europe (which has, incidentally, through the European Court of Human Rights, condemned the country 2,812 times since 1959), and reopening, in a serious way, the question of whether Turkey belongs in NATO.

Mr. Erdogan leaves the West no choice. If we fail to muster this basic degree of resolve, then the horror of the massacre of the Kurds will be added to the shame of watching their killer gloat atop the ruins of our honor. ■

Mr. Lévy is director of the documentary films "Peshmerga" and "The Battle of Mosul."

V U D E L ' É T R A N G E R

AVESTA KHABOUR, TOMBÉE AU CHAMP D'HONNEUR

Elle s'appelait Avesta Khabour. Elle avait 20 ans. Et vous ne la connaissiez sans doute pas. Comme des milliers de jeunes femmes kurdes syriennes, Avesta s'était engagée corps et âme dans la lutte contre Daech. Depuis deux ans, elle participait, aux côtés des forces de la coalition, à libérer ces territoires sous l'emprise de l'Etat islamique. Elle participa, notamment, à la libération de la capitale de l'organisation islamique, Raqqa, dont la bataille dura près d'un an. Avesta Khabour, comme l'ensemble des combattantes et des combattants kurdes syriens, fut l'alliée indéfectible de l'Occident et de la France dans la lutte contre le terrorisme. Il y a deux semaines, Avesta Khabour a été tuée au combat. Et ce n'est pas sous les coups d'un ennemi radicalisé que la jeune femme est morte, mais face à une colonne de chars de l'armée turque qui, soutenue par l'Armée syrienne libre (ASL, une milice pro-turque affiliée à al-Qaïda mais considérée comme « modérée » par une partie de la presse internationale), franchissait la frontière et s'engageait dans l'enclave kurde d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie, l'un des trois cantons du Rojava (Kurdistan syrien). Une offensive terrestre et aérienne commencée le 20 janvier dernier et qui, à l'heure où nous bouclons nos pages, a coûté la vie à plus de 300 soldats et civils kurdes – et 600 militaires et miliciens turcs. Avesta Khabour est morte en guerrière au nom de cette liberté qu'elle chérissait tant.

« Nous ne reculerons pas, nous irons à Afrin », a déclaré devant les caméras de télévision le président Erdogan – affirmant donc la volonté d'une opération militaire que le gouvernement de Damas, quant à lui, n'hésite pas à qualifier d'« invasion ». Cette incursion



Cette jeune femme de 20 ans combattait aux côtés des troupes kurdes du Rojava (le Kurdistan syrien) après avoir participé à la libération de Raqqa, ancien fief de l'Etat islamique. Elle a été tuée par l'armée turque qui a lancé une offensive contre l'enclave d'Afrin.

On abandonne aux chars turcs ces Kurdes qui ont combattu Daech

dans l'enclave d'Afrin fait suite à la volonté des Etats-Unis, à la mi-janvier, de créer une nouvelle force frontalière de 30 000 hommes avec les Forces démocratiques syriennes (FDS, composées très largement de combattants kurdes) au niveau de la frontière avec la Turquie. Jugant « inacceptable » et « inquiétante » cette décision, Recep Tayyip Erdogan a rapidement répondu par cette opération ironiquement baptisée « Rameau d'olivier » par Ankara. « Cette force frontalière devait former une barrière infranchissable d'une importance stratégique pour la sécurité de l'Europe et de la France », explique Patrice Franceschi, écrivain et collaborateur du Figaro Magazine engagé depuis cinq ans auprès des Kurdes de Syrie. « Et il y a, dans ce silence assourdissant des pays occidentaux, une faute morale et politique. »

Politique car il en retourne, indirectement, de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité de la France. Morale car, pour l'instant, Emmanuel Macron n'a fait qu'interpeller son homologue turc le mettant en garde des risques d'une « invasion de la Syrie ». « S'il s'avérait que cette opération devait prendre un autre tour qu'une action pour lutter contre un potentiel terroriste menaçant la frontière turque et que c'était une opération d'invasion, à ce moment, cette opération nous pose un problème réel », a déclaré le chef de l'Etat dans une interview donnée au Figaro. Une réaction en demi-teinte et ambiguë sur l'emploi du terme « potentiel terroriste » : car si le PKK (le Parti des travailleurs kurdes) implanté en Turquie est effectivement considéré comme un groupe terroriste par les Etats-Unis et l'Europe, les forces des YPG (Unités de protection du peuple) ont, quant à elles, été une pièce maîtresse de la victoire contre Daech. « On est en train d'abandonner nos alliés, poursuit Patrice Franceschi. Les jeunes filles comme Avesta Khabour se sont battues à nos côtés. Elles luttent pour la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes. En laissant faire, nous les trahissons. » Dans le Rojava, un cimetière militaire vient d'être baptisé Avesta Khabour, pour commémorer ce que ses frères et ses sœurs des YPG considèrent comme un acte de bravoure.

VINCENT JOLLY



ALLIANCES CONTRE-NATURE. Encagoulés, ces hommes de la police militaire de l'armée syrienne libre (ASL) prêtent main-forte à l'armée turque. Depuis le 20 janvier, les forces turques et les brigades rebelles syriennes combattant sous la bannière de l'ASL mènent une guerre sans merci en territoire kurde. Profitant de l'offensive contre l'enclave d'Afrin tenue par les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), le groupe djihadiste syrien Tahrir al-Cham (ex-Front al-Nosra, émanation d'al-Qaïda) a également participé à plusieurs opérations militaires. Une situation ubuesque. Considérées comme « terroristes » par Ankara, les YPG sont en effet les principales alliées de la coalition emmenée par Washington pour combattre le groupe Etat islamique (EI). PHOTO : OZAN KOSE/AFP

Pendant l'offensive d'Afrin, Ankara attise le nationalisme

ISTANBUL - correspondante

Médecins, journalistes, internautes, plus de 300 personnes ont été interpellées depuis le samedi 20 janvier en Turquie pour avoir critiqué l'offensive militaire sur l'enclave d'Afrin au nord-ouest de la Syrie. Huit responsables de l'association des médecins de Turquie ont été placés en garde à vue dans plusieurs villes du pays, mardi 30 janvier, à cause d'un communiqué dans lequel l'association évoquait la guerre comme un « problème de santé publique ».

L'auteure et journaliste Nurcan Baysal, qui avait publié des Tweet critiques, a vu vingt membres des forces antiterroristes démolir la porte de son domicile à Diyarbakir, dans le sud-est du pays, pour pénétrer dans le salon où elle regardait la télévision avec son mari et ses enfants dans la nuit du 21 au 22 janvier. Après trois jours passés en garde à vue, elle a été relâchée avec interdiction de quitter le pays. « L'Etat veut faire taire les voix opposées à la guerre, tous les segments de la société, les médias au premier chef, doivent soutenir sa guerre », écrit-elle dans un texte publié juste après sa détention sur le site d'informations *Ahval*.

L'opération militaire ne peut être discutée. Les débats sont proscrits, les manifestations sont interdites, la moindre critique appelle une sanction. Supprimer les derniers espaces de liberté est aisé alors que l'état d'urgence est devenu permanent, prolongé début janvier pour la sixième fois consécutive depuis le putsch raté du 15 juillet 2016.

Le président Erdogan multiplie les imprécations. « Croyez-moi, ils ne sont pas des intellectuels, juste une bande d'esclaves, les domestiques de l'impérialisme », a-t-il déclaré face aux militants de son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), réunis la veille à Amasya (région de la mer Noire). Les 170 intellectuels auteurs d'une lettre d'opposition à la guerre envoyée récemment aux députés, toutes tendan-

ces confondues ? « Des traîtres. »

Les médias sont tenus de présenter exclusivement le point de vue officiel. « Ne pas couvrir les groupes rebelles kurdes, ne pas rapporter les citations ou les manifestations hostiles à l'opération, ne pas donner de signes d'un soutien moral », « ne pas parler d'invasion », dit le règlement en 15 points édicté par le premier ministre, Binali Yildirim, à l'usage des journalistes au lendemain de l'intervention.

Dans sa grande majorité, la société turque fait corps avec le pouvoir. Selon un sondage publié le 1^{er} février par l'université Kadir Has, 56 % des personnes interrogées jugent « positive » l'action du gouvernement en Syrie. Selon MAK, une société de sondages proche du pouvoir islamo-conservateur, 85 % des sondés soutiennent « Rameau d'olivier », le nom de l'opération.

M. Erdogan invoque les sentiments nationalistes. « La couleur du drapeau est celle du sang qui est dessus. Quand des hommes meurent pour la terre, elle devient la patrie », a déclaré le chef de l'Etat turc, le 27 janvier à Kocaeli. Le jour de l'offensive, une « sourate de la conquête » a été psalmodiée dans toutes les mosquées, selon les recommandations de Diyanet, la direction des affaires religieuses.

« Risque humanitaire »

« Les soldats se battent, on ouvre des cours de Coran. Eux là-bas, nous ici, nous continuons à faire le djihad », a expliqué Ali Erbas, son directeur, samedi 27 janvier. Les principaux chefs religieux du pays soutiennent l'opération. Le patriarche grec-orthodoxe, Dimitri Bartholomew, a envoyé une lettre au président pour dire qu'il priait pour son succès. Le patriarcat arménien de Turquie a déclaré son soutien le 22 janvier.

L'opposition politique, à l'exception du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde), donne son assentiment. Le camp nationaliste, cela va sans dire, mais aussi les kémalistes laïcs. Kemal Kılıçdaroglu, le chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), a salué « la

L'opération militaire ne peut être discutée, les débats sont proscrits, les manifestations sont interdites

contribution apportée par nos soldats à l'intégrité territoriale de la Syrie ». Umut Oran, député du CHP, a démissionné de l'Internationale socialiste dont il était vice-président, en réaction à une déclaration de l'organisation sur « le risque humanitaire » posé par l'ouverture d'un nouveau front à Afrin, une région jusqu'ici épargnée par les destructions.

Les partisans de l'AKP vont jusqu'à comparer l'opération d'Afrin avec la guerre d'indépendance (1919-1922) menée par Atatürk pour chasser les puissances étrangères et faire émerger la République turque des cendres de l'Empire ottoman. La propagande diffusée dans les médias gouvernementaux nourrit le mythe d'une Turquie assiégée par les ennemis, au premier rang desquels figurent les Etats-Unis, soupçonnés de chercher à créer un Etat kurde dans le nord de la Syrie.

En flattant la fibre patriotique, le président Erdogan renoue avec le « consensus national » qui a servi de fil conducteur à tous ses prédécesseurs. Un consensus autour des dogmes de la Turquie moderne : le rôle de l'armée, la question chypriote, le problème kurde, le génocide des Arméniens. « Un système coercitif dont la réussite, au moins partielle, est basée sur l'intériorisation de la coercition par une grande partie de la population », décrit le chercheur Etienne Copeaux.

La recette est ancienne, elle fonctionne encore. Erdogan compte y recourir sans limite en vue des prochaines élections générales en novembre 2019. A moins qu'il ne décide de les convoquer par anticipation si la bataille d'Afrin devait s'avérer porteuse. ■

MARIE JÉGO

LE BILLET

Macron et le Grand Turc

La diplomatie de l'« en même temps » a ses limites : tenir un langage de vérité à M. Erdogan, limiter les dégâts de l'offensive turque à Afrin et ne pas trahir les forces kurdes qui ont été notre meilleur allié dans la guerre contre l'organisation Etat islamique en Syrie, tout n'est pas conciliable. Mercredi, *Le Figaro* rapporte une critique voilée du président français : « S'il s'avérait que cette opération devait prendre un autre tour qu'une action pour lutter contre un potentiel terroriste menaçant la frontière turque et que c'était une opération d'invasion, cette opération nous pose un problème réel. » « Nous considérons comme des insultes les rappels d'un pays comme la France à propos d'une opération que nous menons en accord avec le droit international », a répliqué le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavuşoglu, qui dénonce « l'hypocrisie » de Paris. « Nous ne sommes pas la France, qui a envahi l'Algérie, a-t-il asséné. Les pays comme la France n'ont pas de leçons à nous donner. » Message reçu. « La réaction du ministre turc des affaires étrangères signifie sans doute qu'il ne s'agit de rien d'autre que de la sécurisation des frontières (...). Je suis rassuré », a conclu M. Macron. Rassuré mais pas grand.

CHRISTOPHE AYAD

A Afrine, sur le front ou dans les hôpitaux, mobilisation générale des civils



De jeunes civils kurdes syriens défilent dans la ville d'Afrine le 28 janvier 2018 après s'être enrôlés pour résister à l'offensive turque contre cette région du nord-ouest de la Syrie afp.com/DELIL SOULEIMAN

Par AFP, publié le 05/02/2018
<https://www.lexpress.fr>

Afrine (Syrie) - Sur une place de la ville d'Afrine, de jeunes volontaires kurdes munis de fusils s'engagent d'une voix forte à "résister" contre l'offensive turque visant leur région, dans le nord-ouest de la Syrie.

Certains n'ont jamais manié une arme de leur vie, mais ils sont des dizaines à s'être enrôlés pour rejoindre le front ou renforcer les équipes médicales.

"Afrine, c'est la terre où j'ai grandi, comme mes parents et mes grands-parents. C'est un devoir pour moi de combattre", martèle à l'AFP Asmaa, 19 ans, étudiante en première année de journalisme, qui a abandonné les bancs de l'université pour prendre les armes.

Après l'offensive lancée le 20 janvier par la Turquie contre cette enclave kurde, des dizaines d'étudiants ou de fonctionnaires ont répondu à l'appel à la "mobilisation générale" lancé par l'administration semi-autonome kurde.

"Aujourd'hui, je ne me considère pas comme une étudiante, je suis une combattante", poursuit gravement Asmaa, ses cheveux noués en une tresse, un keffieh noir et blanc autour du cou.

Autour d'elle, des dizaines de garçons et filles se mettent en marche, parcourant les rues de la ville pour un défilé militaire à l'aspect inattendu tant les uniformes sont dépareillés.

Certains marchent en jean et baskets, d'autres ont revêtu un gilet militaire aux poches bourrées de munitions. Des groupes brandissent les drapeaux jaune, vert et rouge des différentes forces kurdes, tandis que certains volontaires

ont déjà un fusil d'assaut à la main. Tous scandent des slogans hostiles au président turc Recep Tayyip Erdogan.

- 'PAS LE CHOIX' -

L'offensive turque vise à chasser de la frontière la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée comme "terroriste" par Ankara, mais alliée de Washington dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI). Ankara reproche aux YPG ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène depuis des années une insurrection meurtrière en Turquie.

Comme Asmaa, les jeunes femmes peuvent rejoindre les Unités de protection de la femme (YPJ), force kurde exclusivement féminine qui fait la fierté d'une communauté se targuant de respecter l'égalité des sexes, jusque sur le champ de bataille.

Jinda Tolhildan, responsable d'une organisation de jeunesse à Afrine, explique que les volontaires suivent une formation d'une semaine pour apprendre à utiliser les armes, avant d'être envoyés au front.

"On est conscient qu'une semaine, c'est pas suffisant, mais nous n'avons pas le choix. L'ennemi nous a attaqués, et nous devons nous défendre par tous les moyens possibles", explique-t-elle durant les funérailles de combattants et combattantes tombés au front.

Autour d'elle, le cortège funéraire avance. Plusieurs cercueils couverts d'un tissu rouge, décorés de couronnes de fleurs, des drapeaux des différentes forces kurdes, sont portés par des hommes. Des femmes pleurent, mais devant les caméras, elles font le V de la victoire.

- 'PREMIÈRE FOIS' -

Ferhad Akid, étudiant en agronomie de 21 ans, fait partie des volontaires qui vont rejoindre "la

résistance".

"Les avions turcs mènent des frappes sur Afrine, contre les civils et contre nos forces", lance le jeune homme.

"Nous en tant que jeunes, nous nous sommes engagés, au prix de notre vie, à protéger notre région et notre peuple", poursuit l'étudiant à la frêle carrure.

La Turquie, qui dément mener des frappes contre les civils, n'a jamais accepté l'autonomie de facto établie par les Kurdes dans le nord de la Syrie à la faveur du conflit qui ravage le pays depuis 2011. Elle craint que sa propre communauté kurde ne développe des aspirations similaires.

Birusk Hasakeh, porte-parole des YPG à Afrine, explique que l'administration semi-autonome kurde, au pouvoir depuis 2013, avait mis en place un service militaire d'un an pour les jeunes des territoires sous son contrôle, et dispose donc de "forces réservistes".

"Des centaines ont rejoint les différentes unités" des Forces démocratiques syriennes (FDS), principale coalition kurdo-arabe dominée par les YPG, précise le responsable.

"Les institutions publiques ont fermé et les fonctionnaires de l'administration autonome on pris les armes", poursuit-il.

Tirij Hassan fait partie de ces volontaires qui ont suivi une formation accélérée pour pouvoir rejoindre le front.

"On a été initié dans un centre au port d'armes légères", confie le jeune homme de 22 ans, un keffieh blanc et noir sur le crâne.

"C'est la première fois que je manie une arme, mais je suis heureux, car c'est pour défendre Afrine, ses habitants et nos enfants", s'enthousiasme-t-il. ■

En Turquie, on ne critique pas l'offensive sur la Syrie



Deux semaines après le lancement de l'opération militaire dans le nord de la Syrie, les autorités turques veulent en faire le symbole d'une « lutte nationale » contre le « terrorisme ».

Difficile, dans ce contexte, de faire entendre une voix discordante, tandis que les arrestations se multiplient pour « propagande » et « soutien au terrorisme ».

Istanbul
De notre correspondant

Au lendemain du déclenchement de l'offensive, samedi 20 janvier, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait mis en garde : « Si certains suivent des appels à manifester (contre l'opération militaire) et font l'erreur de sortir dans la rue, ils vont en payer le prix ! Peu importe où vous sortez, nos forces de l'ordre seront sur vous ! » Le message était clair. Toute critique à l'égard de l'offensive sur Afrin serait consi-

Toute critique à l'égard de l'offensive sur Afrin serait considérée comme une entrave à ce que le chef de l'État turc qualifie de « lutte nationale » contre les « forces terroristes ».

dérée comme une entrave à ce que le chef de l'État turc qualifie de « lutte nationale » contre les « forces terroristes » des Unités de protection du peuple (YPG) qui contrôlent la région d'Afrin, organisation

considérée par Ankara comme la succursale syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ce message ne vise pas seulement les manifestations publiques, mais aussi les commentaires diffusés sur les réseaux sociaux. Selon le ministère de l'intérieur, 311 personnes auraient ainsi été placées en garde à vue pour « propagande terroriste » en raison de publications partagées sur Internet concernant l'opération dans le nord de la Syrie. Difficile de faire entendre une voix discordante, alors que l'écrasante majorité des médias turcs reprend les informations officielles, précisant chaque jour le nombre de « cibles terroristes » visées et le nom des villages « nettoyés » par l'armée turque et les rebelles de l'Armée syrienne libre, fidèles à Ankara.

L'Union des médecins de Turquie (TTB) en a fait l'expérience. L'association professionnelle a publié le 24 janvier un court communiqué de cinq phrases qui se termine par ces mots : « Non à la guerre, la paix maintenant ! » Le surlendemain, Recep Tayyip Erdogan dénonçait publiquement ces « amoureux des terroristes », avant que 11 membres du comité central du TTB, dont son président, ne soient placés en garde à vue. Alors qu'ils sont toujours en détention, une enquête a été ouverte contre eux. « Dès la publication du communiqué, le bureau du TTB a reçu une quarantaine d'appels téléphoniques de menaces violentes, explique un membre de la chambre des médecins d'Istanbul. Nous n'avons pourtant écrit que ce



Istanbul, le 21 janvier. Une manifestante contre l'opération militaire turque à Afrin est emmenée par la police.

que nous disons depuis des années : les guerres et les conflits sont des menaces pour la santé publique. »

Chez certains opposants, on estime que cette opération militaire sert d'abord à détourner l'attention alors que le maintien de l'état d'urgence perd de son sens. « Le référendum constitutionnel d'avril 2017 l'a démontré, les grandes villes ont dit "non" à Erdogan, rappelle le rédacteur en chef d'un site d'information de gauche rompu aux conséquences de la censure. Il y a une majorité de Turcs en désaccord maintenant avec lui, c'est la raison pour laquelle il faut chercher à faire peur. Désormais, même une déclai-

ration très naïve comme celle de l'Union des médecins est devenue inacceptable. »

En déclenchant l'opération « Rameau d'olivier », Recep Tayyip Erdogan a bénéficié du soutien de l'écrasante majorité de la classe politique, et notamment de Kemal Kılıçdaroglu, leader du principal parti d'opposition (CHP, kémaliste). Au sein du Parlement turc, seule la gauche prokurde s'est prononcée, sans surprise, contre l'offensive. Mais la voix de ce parti (HDP), décapité depuis la tentative de coup d'État par l'emprisonnement de ses deux principaux leaders et l'arrestation de milliers de ses militants, est difficilement audible. « Dès le début de l'opération, les rassemblements contre la guerre ont été interdits. Dans un quartier d'Istanbul, nos militants ont été bloqués dans leur local par des manifestants qui voulaient les empêcher de sortir. Pour certains, être contre cette intervention en Syrie, c'est être un ennemi du peuple », estime un cadre de la section stambouliote du HDP.

Alexandre Billette

Erdogan reçu aujourd'hui au Vatican

Après deux conversations téléphoniques en décembre dernier à l'initiative d'Ankara, pour évoquer la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, le président turc rencontre ce lundi le pape François au Vatican. Outre le statut international de Jérusalem, que le Vatican a toujours défendu, il sera question de l'offensive d'Ankara contre les Kurdes, de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, mais aussi du statut – quasi inexistant – et des activités de la petite communauté catholique en Turquie. Si les deux hommes se sont déjà rencontrés en 2014 lors de la visite du pape en Turquie, c'est la première fois depuis 1959 qu'un dirigeant turc est reçu au Vatican.

Iraqi Kurdistan, Haunted by War



Visitors discover the great beauty of Iraqi Kurdistan.

night, the monastery's manager, a priest named Yousif Ibrahim, whose brother had already been murdered by the militants, spirited away scores of ancient documents, the last of the monastery's once magnificent library, and even a discolored hand bone fragment believed to have belonged to St. Matthew the Hermit, who founded the monastery in 363 A.D. He was certain the monastery would be lost. But then the airstrikes began and the Kurdish Peshmerga and Iraqi Army turned the tide on the ground. The caliphate began to crumble.

It was now May 2017 and most of the artifacts had been returned to the monastery. This was one of the first times that Mr. Schute had brought travelers here since ISIS had come so close. Today Mr. Schute believes that Kurdistan could be one of the world's great travel destinations if people would only stop confusing it with the Iraq they see in the news.

To be sure, Kurdistan is nothing like the Iraq of Mosul but a Middle Eastern Montana with ruins: a cooler, welcoming tableau of crisp mountain streams and scrappy peaks. A traveler can ski at a new resort serviced by gondolas or wander through the sun-roasted walls of the deepest canyon in the Middle East. You can drink city water from the taps and stroll around Erbil, the regional capital, concerned with only how to decline, politely, invitations to drink tea.

"Hello, my friend, have some bread."

"Come, sit."

"Please, mister, enjoy my country."

For now, the war with ISIS was still winding down. Soon we would watch a 500-pound coalition bomb erupt over the militants' last stronghold in Mosul and send a huge mushroom cloud curling over the city. The concussion, heavy and round, would ring for miles. Here at the monastery, though, on this pleasant spring day, birdsong ricocheted off the cliffs and the only thing to explode were the poppies.

As a West Point history major with a soft spot for heavy metal, Mr. Schute had been a state trooper in New Jersey before being called to Iraq in April 2003 to command a United States Army Reserve civil affairs

An ancient city gate in Amadiya, in the Kurdish region of Iraq.

By TIM NEVILLE

The Mar Mattai monastery clings to the side of a steep mountain, and on a clear day a visitor can stand against its fortresslike walls and discern far below the winsome farmlands of Upper Mesopotamia. Here, in the cradle of civilization, the building is one of the oldest Christian monasteries in the world. From this peaceful perch, it is difficult to imagine the horror.

One hazy morning last spring, Harry Schute, a retired Army colonel in his 50s with a Cheshire grin, walked through the monastery's heavy doors and along its shaded arcades. A boy played with a soccer ball in the courtyard, the boom of each kick cracking off the stone walls. At its peak in the ninth century, the monastery housed as many as 7,000 monks. Today it has five, a bishop, this boy and his family — all sur-

vivors of the Islamic State.

We were on the western fringes of Kurdistan, a Netherlands-size, semiautonomous region in the north of Iraq that is home to 5.2 million of the world's estimated 30 million Kurds, a stateless people who populate the border regions between Iraq, Turkey, Iran and Syria. The fact that the monastery still stood; that this Christian boy and his family were still alive; that a small group of North Americans now felt safe enough to travel here — all of it seemed like a miracle.

Mosul, Iraq's second largest city, one of the most dangerous cities in the world, sat 20 miles southwest. In June 2014, ISIS overran it and the group's leader, Abu Bakr al-Baghdadi, stood inside its Great Mosque of al-Nuri and named himself caliph of the terrifying regime. By August 2014, ISIS' ominous black flags snapped just three miles from where I now stood. Under the cover of

battalion. "Those are the guys who help get people and things out of the way so the Army can come in and break stuff," he said. Soon he became something of a celebrity as the senior American officer in Kurdistan. To this day, the Kurds, who view Americans as their liberators for ousting Saddam Hussein, recognize him on the street and ask for photographs with him. As his tour drew to a close, Mr. Schute began to feel anxious.

"It was like there was a hole in me," he said. "I felt I was in the middle of contributing worthwhile things and I wanted to continue to contribute. I wanted to stay."

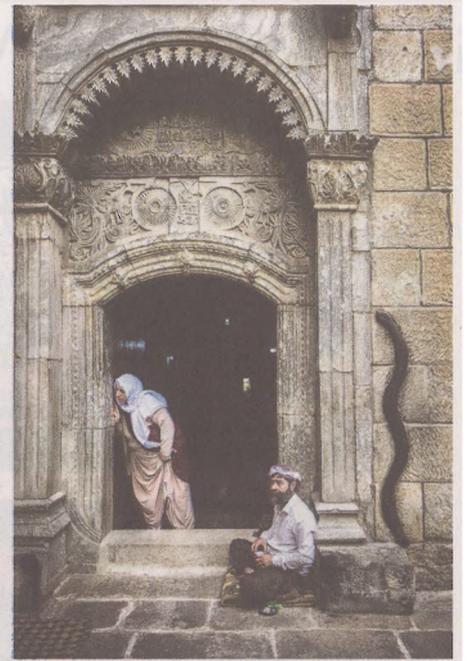
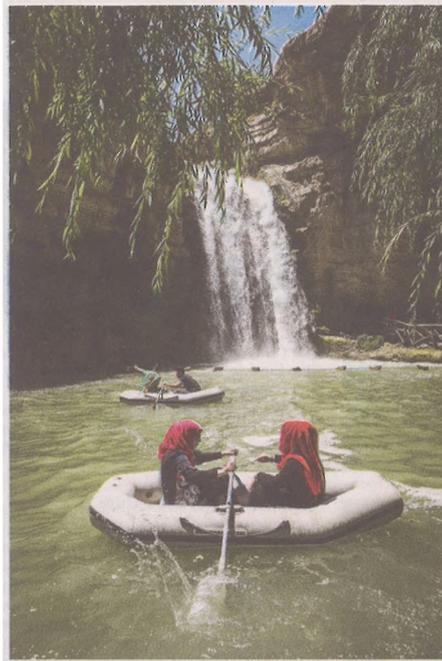
The Kurdistan Regional Government eventually offered him a job in Erbil, about 225 miles north of Baghdad. For a history buff, Kurdistan was a dream. He could hear swords ringing on grassy fields where ancient armies collided. He ran his hands along the ramparts of forgotten fortresses and felt the dampness in the crypt-like passages of mystical shrines. He learned Kurdish and married a Kurd.

In 2003 at a Kurdish investment seminar in Erbil, Mr. Schute met Douglas Layton, an American who came to Kurdistan in 1992. Mr. Layton, whose round spectacles and woolen cap lend him the air of a paperback spy, had survived a \$1 million bounty on his head, courtesy of Hussein. After the dictator's capture and execution, Mr. Layton journeyed to Hussein's palace in Baghdad, where he found his outlandish throne and sat in it. "You're gone," Mr. Layton whispered to Hussein's ghost, "and I'm still here."

Mr. Schute and Mr. Layton, who had been working for the Meridian Health Foundation, both knew of Kurdistan's cultural riches and friendly people, so they joined forces to create what eventually became Kurdistan Iraq Tours, the only inbound tourism operator in Kurdistan. The idea seemed absurd.

"Everyone said no one will come to Iraq, and I said but they'll come to 'the other Iraq!'" Mr. Layton recalled. "I believed, and I still believe, that tourism is the future."

For their main local guide, they hired and trained Balin Zrar, a charismatic, chain-smoking Kurd. Mr. Zrar had spent seven years running an Italian restaurant in London after he smuggled himself to Europe — an epic tale that involved time in an Iranian



Top left, cooling off beneath the Ali Begg waterfall. Top right, the entrance to a Yazidi temple in Lalish. Above, a bazaar in the Kurdish city of Duhok.

'I believed, and I still believe, that tourism is the future.'



THE NEW YORK TIMES

prison camp and riding for days curled atop a spare tire under a tractor-trailer. After the London bombings, Mr. Zrar returned to Kurdistan to dabble in real estate. For the guide-position interview, Mr. Layton asked him if he liked history. "I hate history," said Mr. Zrar, now in his early 40s, and the candor landed him the job. No one believed he would be busy.

In 2008, though, things took off. The company landed a contract with California-based Distant Horizons to run its Kurdistan cultural trips and soon others followed. Momentum built. By 2011 The New York Times put Iraqi Kurdistan on its annual list of places to go. National Geographic Traveler did the same. "Top Gear," the British television show, filmed a special there. In 2012 tourism arrivals surged 30 percent, year-over-year, to about 2.2 million visitors. Copycat inbound companies sprang to life. Starwood, Kempinski and Marriott lined up to manage new luxury hotels. By spring 2014, Kurdistan Iraq Tours had 15-person

groups booking 11-day itineraries and was actually making some money.

Then, ISIS showed up.

The militants steamrolled down the Tigris and pushed into Kurdistan. They got so close to Erbil's city gates that even Mr. Schute was worried. Tourism companies shut down. Seventy hotels closed. Many flights ceased. "We were the last guys standing," Mr. Layton said.

But all through those awful years the men worked behind the scenes, speaking to lawmakers and publishing a gorgeous, comprehensive guidebook to the region. As soon as ISIS was gone they knew travelers would come wandering back.

THE RED-EYE FROM AMMAN touched down just before dawn in Erbil where Mr. Zrar waited. He had a slim build and black hair flecked with gray. He fidgeted, as most Kurdish men do, with a string of beads

Right, the Mullah Mustafa Memorial in Barzan. Below right, a war display at the Red Museum in Sulaymaniyah.

called a tasbih. Outside the air was hazy and cool.

Our contingent of five North Americans had pretty much spent a lifetime traveling. Even so, only one of us, the head of an adventure travel trade association, had visited Kurdistan before. This time he'd brought along his son, who would turn 17 on the trip. A Canadian expat living in Hong Kong and a photographer from Los Angeles who had been to North Korea 10 times rounded out our group.

We piled into a mini bus and rolled into the city. Rows of half-finished skyscrapers rose from the earth like the picked-over rib cage of a great steely beast. Barbershops, bookstores, mosques and carts laden with wild cucumbers and cigarettes scrolled by the window. Unlike Iraqi Arabs, few Kurdish women wore head scarves. If you ignored the road signs pointing to Baghdad, you could mistake this for Turkey.

The plan was to spend a week traveling in a clockwise loop that started and ended in Erbil, taking in cities like Duhok and Sulaymaniyah along the way. We'd hike in the Zagros Mountains, paddle kayaks on Lake Dukan, and eat kebabs and flatbread. Often we'd pause over sugary tea outside noisy bazaars and linger in museums highlighting Kurdish traditions and history. Mr. Layton, who now lives in Connecticut, could not join us, but Mr. Schute, still in Erbil, would spend time with us.

Immediately it became clear that this would be unlike any other trip. Mr. Schute also serves as a senior security adviser to the Kurdish interior ministry and works closely with the Peshmerga, which means "those who face death." More than 100,000 of these Kurdish soldiers — our allies against Hussein and ISIS — manned a nearly impenetrable front riddled with tank ditches and checkpoints that has kept Kurdistan an enclave of comparative security while much of the rest of Iraq remains too dangerous for tourists. The Peshmerga, coalition forces and the Iraqis had cornered the last of ISIS' fighters in Mosul's old city along the Tigris. The effort to root them out for good was being coordinated through the Zerevani Peshmerga headquarters outside Erbil. Mr. Schute arranged to take us there.

C-17s roared overhead as we arrived. In the distance you could see a dome that the South Koreans had built for a gym and several squat metal buildings. Guards led us into a room with a long table set with bananas and apricots and cold cans of Pepsi. United States Army Lt. Col. Darin E. Huss, the center's director, and Iraqi and Kurdish generals, came in to answer our questions about the fight. "In 10 days it will be finished, inshallah," Staff Major Gen. Saad Khalid Yasin told me. (It would be more like six weeks.)

Most eye-opening of all, though, was the base's Mad Max junkyard of captured ISIS vehicles. The militants had welded thick armored plates around old Soviet personnel carriers and attached grids of rebar along their sides to disperse incoming rocket blasts. Some rigs had heavy metal prows to



better ram a checkpoint. Others had been reduced to mangled heaps of metal. I climbed inside one that had been scorched beyond all recognition. On the floor lay a chalky white bone. Lamb. Someone's lunch had ended poorly.

OVER THE NEXT few days we took in more mainstream sites. We strolled around Erbil's citadel, a fortress on a mound, that dates to 6000 B.C., and mingled with Arab Iraqis from the south who seemed overjoyed to friend an American on Facebook. I stuck my nose in sacks of za'atar and sumac in the city's frenetic bazaar and watched two teen lovebirds — she in a hijab, he in jeans — kiss behind a tree in a park where no one could see but God.

The next morning our driver headed north toward the Mar Mattai monastery. We slipped past wheat fields, gas stations with knockoff names like "Shall" and "Nobil," and a refinery — a reminder of Kurdistan's agricultural economy and the fact that Iraq controls some of the richest oil fields in the world, a quarter of which lie in Kurdistan. Children played on the banks of the Greater Zab River where earthen bunkers once shielded Iraqi tanks during the 2003 invasion. This was the Green Line, the point be-

hind which Hussein withdrew his forces after the creation of a no-fly zone over Kurdistan following his defeat in the 1991 Gulf War.

The air turned hair-dryer hot as we wrapped up our time at the monastery.

From there we drove to a field just outside a village called Amian. A lone cow stood in the grass. A child in a yellow shirt rode by, waving, on a bike. In the distance rose a gum-drop-shape dollop of earth. It was a tell, or a man-made hill formed when ancient villages are built and rebuilt atop one another over thousands of years until they're abandoned and the grass reclaims them.

Kurdistan is littered with these. Very few of them have been excavated, Hashim Hama Abdullah, the director of the Slemani Museum in Sulaymaniyah, would tell me later after I had spent a morning studying the museum's ancient stelae, tablets and other artifacts. "No excavating happened at all under Saddam," he said. "Now teams are coming in."

Kurdistan has no real budget for tourism projects, which means few attractions have basic things like interpretive signs. This field, which also has never been excavated, would be just a field without Mr. Schute to

explain it. In 331 B.C., the Persian king Darius III picked this now peaceful place to face Alexander the Great of Macedonia once and for all. The ensuing fight, the Battle of Gaugamela, saw Darius's far greater force suffer such horrific losses that soon the Macedon kingdom would stretch from Greece to Pakistan. The battle counts as one of the most important military victories of all time, Mr. Schute said.

"Can you feel it?" he asked, as he imagined the war elephants, the scythed chariots and the tens of thousands of soldiers lining up to hack each other to bits. "I get here and I can feel it."

We pressed on toward Duhok, a city tucked between the Shandukha and Spi mountains, just as rain began to fall. We stopped to take a short hike to see carvings of Assyrian kings left in a hillside and grabbed a lunch of nesik, a lentil soup, and sawer, a bulgur dish served with pickled squash. Murals on walls said "respect the Peshmerga."

Of all the people that ISIS fought, the militants were particularly vicious toward the Yazidi, one of Iraq's most mysterious religious minorities, who were massacred by the thousands. The Yazidi allow no outsiders to convert to Yazidism and the contents of their holy text, the Meshef Resh or Black Book, are only for other Yazidi. In the most general of terms, they believe in one God and that the angel cast from heaven in Christian faiths is now the reconciled leader of all angels, and takes the form of a peacock. Some Yazidi don't wear blue.

The faith holds that every Yazidi should take a pilgrimage to the center of their world, or Lalish, a lovely mountain village about 30 miles southeast of Duhok. The Yazidi believe that Noah's Ark came to rest here after a snake used its body to plug a hole in the boat, thus saving all of creation.

Yazidi children gathered around us as we walked toward temples tucked against scruffy hillsides. The village had stone buildings and narrow streets, and families



Above, the ruins of Saddam Hussein's palace on Gara Mountain.

sat together on carpets inside courtyards and on patios. Everyone, like us, was barefoot. Shoes aren't allowed in Lalish.

"Where you from?" a boy in sunglasses asked.

Another, a teenager with immaculate hair, wanted to take a selfie with us. Soon everyone wanted a selfie with us. They followed us toward a shrine with a conical roof. Sheik Adi, a man as holy to the Yazidi as Jesus is to Christians, was buried inside. "Step through the door!" a boy told me, meaning I shouldn't step on the threshold. Angels rest in doorways.

Inside the air was cool and moist. A woman pressed her forehead against a threshold, kissed it and mumbled. Others walked around Adi's tomb, chanting; holy water bubbled up from deep within the mountain. In one room I found two holes in the floor. One went to heaven, the other to hell, but no

one would tell me which was which.

That seemed to be a fitting image for the rest of the trip, which oscillated between breathtaking beauty and heartbreaking anguish. We visited the spectacular town of Amadiya, perched on a butte, perhaps home to the three wise men, and toured refugee centers where children had posted notes for dead parents. We danced in shin-deep water at the Ali Begg waterfall with giggling Arab Iraqi men, then visited Halabja where Hussein murdered thousands of Kurds in chemical gas attacks. I gazed over endless peaks that stretched toward Turkey, while standing in the blown-up husk of one of Hussein's once-lavish palaces. Never once did I feel unsafe.

Even so: "I don't know what the future is," Mr. Zrar told me. "It's not wise to be hopeful."

Near the end of the trip we met Rekan Rasool, 25, who started a hiking and kayaking club for Kurds. In 2010 his Rock Your Bones group had a handful of members. Today it has more than 6,000.

Standing along the Lesser Zab River, he told me how he dreams of opening an outdoor shop in Erbil, of hiking across Kurdistan through the mountains, of getting more women involved in the outdoors. Like Mr. Schute and Mr. Layton, he sees something in Kurdistan that would be obvious were it not for the news.

"When there is no war in my country, Kurdistan is the best place," he said. He stuffed inflatable kayaks, coolers and tents into his S.U.V. for a long weekend of adventure with his girlfriend. We said goodbye. Then he drove down a road that arced out of sight.



Balin Zrar, a guide with Kurdistan Iraq Tours, takes in the vista surrounding Hamilton Road.

TIM NEVILLE is a frequent contributor to the Travel section.

Syrie : Macron n'est toujours pas rassuré par Erdogan

Lors de leur échange téléphonique, le président turc ne s'est pas engagé sur une date de fin de l'offensive antikurde.



Depuis une quinzaine de jours, l'aviation et l'artillerie turques bombardent dans l'enclave nord-ouest de la Syrie autour d'Afrine (ici le 31 décembre), les positions des Kurdes du PYD, la branche locale du PKK. AHMAD SHAFIE BILAL/AFP

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

DIPLOMATIE Recep Tayyip Erdogan veut obtenir « des garanties sur la gouvernance locale d'Afrine » avant d'arrêter l'offensive militaire qu'Ankara mène depuis le 20 janvier contre cette enclave dans le nord-ouest de la Syrie, dominée par ses ennemis, les combattants kurdes du PYD. C'est en substance, selon une source diplomatique informée, ce que le président turc a réclamé samedi lors d'un entretien téléphonique d'une heure avec Emmanuel Macron. « Si les Turcs obtiennent ces garanties, l'opération militaire s'arrêtera », souligne-t-on à l'Élysée. « Mais tant que le PYD sera maître de cette zone, peuplée non seulement de Kurdes, mais aussi d'Arabes, la Turquie ne sera pas satisfaite », ajoute-t-on.

Depuis quinze jours, l'aviation et l'artillerie turques bombardent des positions du PYD, la branche locale du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré par Ankara comme une organisation terroriste. Ouverte sur cinq fronts le long de la frontière entre les deux pays, l'opération « Rameau d'olivier » vise à déloger les combattants du PYD de la région d'Afrine. Mais son extension plus à l'est, notamment contre la ville de Manbij tenue par le PYD, où sont stationnés 200 soldats américains, suscite de vives inquiétudes. Mercredi dans *Le Figaro*, Emmanuel Macron a mis en garde contre toute velléité « d'invasion » turque en Syrie. Cela souleva la colère du ministre des Affaires étrangères turc, Mevlüt Çavuşoğlu, qui fustigea « les insultes » de Paris. « D'habitude, les messages les plus importants sont transmis de vive voix et non via la presse », confie un officiel turc.

L'échange téléphonique de samedi a donc été l'occasion d'une mise au point. « Macron et Erdogan se sont parlé, comme à l'habitude, d'une manière extrêmement franche », reconnaît-on à l'Élysée. Erdogan a dit à Macron qu'il avait été « un peu surpris et même étonné » de l'entendre parler « d'invasion » de la Syrie par son pays. Le président turc a rappelé à son homologue qu'il « ne voyait pas pourquoi il avait utilisé le mot invasion », alors que l'offensive turque s'inscrit dans le contexte de la lutte antiterroriste menée par la coalition internationale – dont la France fait partie – contre Daech en Syrie et en Irak. Ce à quoi Macron a répondu qu'il avait utilisé le conditionnel dans son entretien au *Figaro* lorsqu'il disait que « s'il s'avérait que cette opération turque devait prendre

2000
soldats
américains
sont stationnés
dans le nord-est
de la Syrie

un autre tour [...] à ce moment, cela nous pose un réel problème ».

« Nettoyer Afrine » seulement

Au-delà, Erdogan a assuré à Macron que la Turquie « ne convoitait pas le territoire d'un autre pays », selon des propos rapportés par l'agence de presse officielle Anadolu. Il a ajouté que l'opération en cours « ne visait qu'à nettoyer » la région d'Afrine « des éléments terroristes », tels ceux du PYD. Le chef de l'État français a-t-il été rassuré par Erdogan ? « Nous n'utiliserions pas le mot "rassuré" », répond-on à l'Élysée, où l'on rappelle qu'à l'issue d'un précédent entretien téléphonique, Macron s'était déjà dit « rassuré » par des promesses d'Erdogan, restées depuis « hypothétiques ». Bref, la

prudence reste de mise.

Tout en comprenant les « intérêts sécuritaires » de la Turquie, Macron a rappelé que ceux-ci ne devaient pas masquer « d'autres intentions », c'est-à-dire une présence durable et étendue des forces turques dans le nord-est de la Syrie. « Erdogan l'a bien compris », veut-on croire à l'Élysée. Mais le président turc s'est bien gardé de dévoiler la suite de son plan de bataille. « Erdogan ne répond pas précisément à l'horizon temporel (de cette opération, NDLR), mais il a réaffirmé qu'il s'agissait d'une opération ponctuelle et ciblée. » Une assurance réitérée dans l'entretien que le leader turc a accordé au quotidien *La Stampa*, à la veille de sa visite, ce lundi, en Italie.

Mais dans le même temps, son premier

ministre adjoint, Bekir Bozdag, s'est fait menaçant, déclarant à la chaîne CNN-Turk que « si les forces du PYD ne se retirent pas de Manbij, alors nous irons à Manbij et à l'est de l'Euphrate ». Et d'avertir les États-Unis, qui disposent de 2 000 hommes dans ces régions, que « si des soldats américains portent des uniformes terroristes ou se trouvent parmi les terroristes au cours d'une attaque contre l'armée, alors il n'y aura aucune façon de faire la distinction ». Face au risque de débordements, Macron a rappelé à Erdogan que la « Turquie ne devait pas se lancer dans de nouvelles opérations territoriales » plus à l'est de la Syrie. Les deux dirigeants auront un nouveau contact téléphonique au cours des prochaines semaines. ■

theregion February 2, 2018

Bombing of civilians continues: WHO says 86 civilians killed in Afrin in one week

by Wladimir van Wilgenburg - 02/02/2018
http://theregion.org

ERBIL – The World Health Organization (WHO) on Thursday said that 86 civilians were killed so far and 200 others were wounded in one week in the Turkish attacks that targeted Afrin on 20 January.

"Turkish regime continued its aggression on Afrin, killing 86 civilians- including a whole family of 7, and wounding about 200 others in a week," Health Cluster Weekly Situation Report said of the WHO, a specialized agency of the United Nations that is concerned with international public health.

However, Kurds say the number of victims is even higher.

Dr. Joan Mohammed, head of Afrin Hospital, on Friday said that until 2 February, 127 civilians were killed, and 168 injured, suggesting they were mostly women and children.

Moreover, the report confirmed around 10,000 civilians arrived in Afrin city from the



Photo shows civilian in Jindiris calling for an end of airstrikes: "Random bombing of civilian neighbourhoods in Jindires district, 01.02.2018"

border areas like Jindiris, but prevented by the Syrian government from leaving Afrin.

"People are being prevented to leave Afrin. All crossing points around with exception of one, Ziyara-Zahraa, are closed," the WHO report said.

Roj Mousa a journalist in Afrin confirmed the report. "No one is going to Aleppo, the regime closed the roads," he told The Region.

Moreover, the report said more families are moving towards the Syrian government-controlled Nubul and Zahraa. "GoS forces prevent people to move to Aleppo city. Nubul and Zahraa locations should be assessed," the WHO report said.

"The draft of the preparedness and response plan of health sector to Afrin and other part of Kurdish controlled areas of Aleppo governorate was prepared. Planning assumptions and scenarios are developed by Access Working Group. WHO is ready to provide SARC teams with the necessary life-saving health supplies," the report added.

"The artillery and mortar shelling are increasingly hitting Afrin. Afrin is so crowded because people from Rajo and other areas are running away to Afrin. The people are scared," a civilian from Afrin told The Region on Friday. ♦

FARS NEWS AGENCY

February 4, 2018

Almost 900 Kurdish Forces Killed in Turkey's Military Operation in Northern Syria

Feb 04, 2018 TEHRAN (FNA)- <http://fna.ir>

The Turkish Army General Staff announced in a statement on Sunday that almost 900 Kurdish militia have thus far been killed in Turkey's Operation Olive Branch in Afrin region in Northwestern Aleppo.

The army staff's statement said that 15 positions of the Kurds, including arms depots, were destroyed in the Turkish air

attacks in the town of Afrin.

"The total number of Kurdish forces' casualties in the Operation Olive Branch in Afrin now stands at 897," the statement said.

The Kurdish-language Hawar news reported on Saturday that four Ankara-backed militants including commander of al-Qaeda-linked Shohada Badr Battalion Abu al-Abbas, were killed and their military vehicle was destroyed in clashes with the Kurdish fighters in Kafri Kar area in Rajou region.

In the meantime, three vehicles of the



militants affiliated to the Turkish army were destroyed in the Kurdish fighters' attack near the village of Khalil in Shiheh region, Hawar news reported.

It added that the Kurdish fighters carried out an ambush operation against the Turkish soldiers and allied militants in the village of Za'ara North of Afrin, killing at least 20 of them. ●

«Entre l'islamiste Erdogan et les Kurdes d'Afrin, la France doit choisir !»

PAR CÉLINE PINA, PIERRE RAIMAN
le 05 fév 2018
<http://www.lefigaro.fr/vox>

FIGAROVOX/TRIBUNE - Derrière la trompeuse opération «Rameau d'olivier» menée par la Turquie d'Erdogan contre les Kurdes de la région d'Afrin, Céline Pina et Pierre Raiman dénoncent les massacres de populations civiles pourtant alliées de la France lors de l'offensive contre l'État islamique.

.....
CELINE PINA est essayiste, militante et ancienne élue locale. Elle a récemment publié *Silence Coupable* (éd. Kero, 2016). Avec Fatiha Boutjalhat, elle est la fondatrice de Viv(r) la République, mouvement citoyen laïque et républicain appelant à lutter contre tous les totalitarismes et pour la promotion de l'indispensable universalité des valeurs républicaines.

.....
PIERRE RAIMAN est un ancien membre du bureau national de SOS Racisme, co-auteur du documentaire multimédia «Fenêtre sur la mémoire, histoires du ghetto de Varsovie». Il est aussi un animateur du mouvement Viv(r) la République.

.....
Les images sont insoutenables. Le corps d'une femme dénudée gît à terre, elle a été visiblement torturée, ses seins ont été découpés et autour de son corps mutilé, les soldats dansent, hurlent de joie et crient «Allah Akbar». Elle s'appelait Barin Kobané, son nom de combattante. Elle était kurde et elle est morte pour nous, massacrée par les hommes d'Erdogan.

Elle était de ces combattants et combattantes kurdes qui ont fait repartir de leur corps pour nous protéger de l'État Islamique. Sans eux, l'État Islamique serait encore fort car on ne gagne pas une guerre à coups de frappes aériennes, même si leur soutien est déterminant. Non, la victoire, ce sont les combattants au sol qui l'obtiennent, au prix de leur sang et de leur mort.

Alors parce que l'État islamique nous menaçait, nous avons rejoint la coalition ; mais le soin de se sacrifier, nous l'avons laissé à d'autres, ce sont aux Kurdes que nous avons délégué le corps à corps. Ils ont affronté pour nous la barbarie des djihadistes de l'État Islamique sur le terrain. Ils mériteraient notre reconnaissance, ils ne rencontrent que notre trahison: nous les avons abandonnés à la violence du Président turc, de son armée et des milices djihadistes et islamistes qu'il a enrôlées.

C'est ainsi que depuis le 20 janvier, le président turc Recep Tayyip Erdogan a lancé une invasion du Kurdistan syrien en totale violation du droit international. L'armée turque, ses chars, son artillerie et son aviation bombardent et



Des islamistes de l'Armée Syrienne Libre sont envoyés aux côtés de l'armée turque pour mener l'offensive contre les Kurdes. Lefteris Pitarakis/AP

détruisent les villages de l'enclave kurde d'Afrin, au nord-est de la Syrie et se livrent à des massacres sur les populations civiles.

CE QUI SE PASSE À AFRIN NE PEUT LAISSER INDIFFÉRENTS LES FRANÇAIS.

Les combattants kurdes ont été nos meilleurs alliés contre L'État Islamique. L'Histoire retiendra que la première victoire dans cette guerre, nous la leur devons. Sur le terrain, ce sont les jeunes hommes et femmes kurdes, qui en 2014, ont arrêté l'État Islamique à Kobane (à quelques dizaines de kilomètres à l'ouest d'Afrin) et brisé son mythe d'invincibilité.

Mais Afrin est aussi, au cœur de la barbarie syrienne, une enclave paisible et majoritairement kurde, où cependant les ethnies coexistent et les réfugiés sont nombreux. D'où jamais aucune agression terroriste n'a été initiée en direction de la Turquie, contrairement aux mensonges de la propagande d'Erdogan.

Car la guerre d'Erdogan est bien une guerre bâtie sur des mensonges.

MENSONGE D'UNE MENACE TERRORISTE INEXISTANTE

Mensonge d'une Armée Syrienne Libre, en réalité une soldatesque constituée des barbares du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Kaïda et des rebuts de divers groupes liés aux Frères Musulmans.

Mensonge d'une intervention de pacification, en vérité un nettoyage ethnique.

Mensonge jusqu'à son nom "Opération Rameau d'Olivier" destiné à abuser les chancelleries occidentales.

Ce sont ces mensonges que le gouvernement, le Président Macron et l'Europe ne sauraient accepter, sauf à se faire complices d'actes barbares.

DES DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT QUI REPRENNENT LES ÉLÉMENTS DE LANGAGE DU DICTATEUR ERDOGAN

Or les déclarations du gouvernement, comme

du Président sont extrêmement inquiétantes.

Répondant au sénateur Olivier Leonhardt qui interpellait le gouvernement, son porte-parole Christophe Castaner a argué de "légitimes préoccupations turques", se faisant pour le coup le porte-parole du ministre turc des Affaires étrangères.

Au Parlement, Jean-Yves Le Drian a qualifié les YPG d'organisation terroriste et maniant l'amalgame a affirmé: «Nous savons que la Turquie veut protéger les frontières et combattre les groupes terroristes. Et vous le savez très bien qu'il y a de nombreux groupes terroristes en Syrie». Enfin Emmanuel Macron n'a pas hésité à se déclarer, contre toute évidence, "rassuré" par les déclarations du gouvernement turc.

Reprendre dans la plus évidente négation de la vérité l'argumentaire d'un dictateur, c'est abaisser la parole de la France et nier les valeurs universalistes de notre République, c'est aussi trahir nos alliés et nous affaiblir alors que de l'avis de tous les experts, l'État Islamique et les

Reprendre l'argumentaire d'un dictateur, c'est abaisser la parole de la France.

groupes djihadistes qui ont assassiné des centaines de nos compatriotes depuis leurs sanctuaires syriens et irakiens ne sont pas définitivement vaincus.

Au gouvernement, une seule voix s'est distinguée, c'est précisément celle de la ministre française des Armées, Florence Parly, qui a appelé la Turquie à cesser ses opérations contre les Kurdes syriens, estimant que cela ne pouvait que nuire au combat contre le groupe État islamique.

LA SYMPATHIE DES FRANÇAIS VA INSTINCTIVEMENT AUX KURDES, TANDIS QUE LES FAITS DÉMENTENT LES DÉCLARATIONS

GOVERNEMENTALES.

Entre le dictateur turc, qui musèle la presse et emprisonne l'opposition et les Kurdes qui partagent nos valeurs de démocratie, de laïcité et d'égalité femmes-hommes, les Français sont avec les Kurdes. Toutes celles et ceux qui depuis le 7 janvier 2015 ont pris la mesure de la menace totalitaire que l'islamisme politique fait peser sur notre société, toutes celles et ceux qui ont affirmé "Je suis Charlie", lorsqu'ils découvrent l'agression menée par l'islamo-fasciste Erdogan, ont envie de crier «Je suis Afrin»!

Nous sommes des dizaines de milliers à avoir séché nos larmes ou serré nos poings et souvent les deux en découvrant ces derniers jours le martyre de la jeune combattante kurde, Barin Kobané. Nous sommes des dizaines de milliers à connaître les horreurs commises par Erdogan et que nos gouvernements ne sauraient ignorer. Mais nous sommes aujourd'hui des dizaines de

milliers à prendre conscience d'une chose terrible: face à la découverte des camps de concentration, on a toujours pensé que nos dirigeants ne savaient pas et que s'il y avait eu des images, des preuves, peut-être que cela aurait tout changé. On a cru que ce qui avait fait défaut était la connaissance. Là on sait, on a les images, les preuves. On sait aussi qui est

Nous demandons au gouvernement d'exiger le retrait de l'armée turque.

Erdogan. Mais cela ne change rien. Pire même, notre propre gouvernement légitime les massacres en reprenant les arguments d'un tyran.

Or Erdogan est une menace. Pas seulement pour les Kurdes, mais pour l'Europe. En abandonnant les Kurdes à leur sort pour complaire à un islamiste, nos gouvernants nous mettent en danger à moyen et long terme. Car l'idéologie d'Erdogan et celle de l'Etat islamique puisent à la même source, leur totalitarisme est lié à une volonté de conquête.

Entre Erdogan et les Kurdes, il faut choisir et c'est un choix entre la violence islamiste et l'expérience démocratique, un choix symbolique entre ce qui nous menace et ce que nous sommes. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de se ressaisir au plus vite, d'exiger le retrait de l'armée turque et de réunir en ce sens nos partenaires européens.

À défaut, notre silence sera le linceul des Kurdes et, peut-être un jour, le nôtre. ●



Sept soldats turcs tués samedi dans le nord de la Syrie (armée)

Ankara, 3 février 2018 (AFP)

SEPT SOLDATS turcs ont été tués samedi dans le Nord de la Syrie, dont cinq dans l'attaque d'un char, au cours de l'opération contre une milice kurde considérée comme "terroriste" par Ankara mais alliée des Etats-Unis, a annoncé l'armée turque.

La journée de samedi est la plus meurtrière pour l'armée turque depuis le lancement de cette offensive, baptisée "Rameau d'olivier" et menée avec l'aide de rebelles syriens.

Les cinq militaires étaient tous dans le blindé quand celui-ci a été touché, dans le nord-est de la région d'Afrine, a indiqué l'armée turque dans un communiqué.

Elle avait auparavant fait état de la mort d'un soldat samedi dans des affrontements avec des combattants kurdes et d'un autre dans une attaque dans la province frontalière turque de Kilis.

L'armée turque dit avoir riposté avec des frappes aériennes, détruisant des refuges et des caches d'armes.

En incluant les décès de samedi, quatorze soldats turcs ont perdu la vie au cours de l'offensive lancée le 20 janvier et visant à déloger de l'enclave syrienne d'Afrine les Unités de protection du peuple (YPG), une milice alliée des Etats-Unis dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Ankara accuse les YPG d'être la branche en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux, et qui est engagée dans une sanglante guérilla sur le sol

turc depuis 1984.

Depuis le début de l'opération le 20 janvier, les villes frontalières turques sont régulièrement la cible de roquettes tirées selon les autorités turques par les YPG. Sept civils ont perdu la vie dans ces attaques, qui ont aussi fait une centaine de blessés.

Ibrahim Kalin, porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan, a affirmé samedi, lors d'une rencontre avec des journalistes à Istanbul, que l'opération se déroulait comme prévu, mais qu'il n'y avait pas à ce jour de calendrier établi.

M. Erdogan a déclaré pour sa part, lors d'un discours télévisé samedi, que l'armée turque et les rebelles syriens aux côtés desquels elle combat ont repris certaines localités en montagne et approchent d'Afrine elle-même. "Il reste peu (à avancer)", a-t-il déclaré.

Il a aussi fait état de la mort de 25 combattants parmi les forces turques et leurs alliés syriens.

Ankara assure que quelques 900 combattants des YPG ont été tués en quinze jours d'opération, un chiffre qu'il n'est pas possible de vérifier de façon indépendante.

Mais des analystes et observateurs sur le terrain affirment que la Turquie n'a à ce jour pris le contrôle que de quelques parcelles de territoires autour de la frontière, sans approcher de la ville d'Afrine.

A Afrine, quelque 15.000 personnes fuyant les combats ont été déplacées dans la région, tandis qu'un millier ont trouvé refuge dans la province voisine d'Alep, selon la secrétaire générale adjointe de l'ONU, chargée des Affaires humanitaires, Ursula Mueller.

La Turquie n'a jamais accepté l'autonomie de facto établie par les Kurdes dans le nord de la Syrie à la faveur du conflit, craignant de voir sa propre communauté kurde développer des aspirations similaires.

L'offensive sur Afrine vient compliquer davantage la recherche d'une solution à la guerre en Syrie qui a fait depuis 2011 plus de 340.000 morts. ●



Irak: les autorités kurdes annoncent détenir 4.000 jihadistes, dont des étrangers

Erbil (Irak), 6 février 2018 (AFP)

LES AUTORITÉS de la région autonome kurde d'Irak ont annoncé mardi détenir quelque 4.000 jihadistes du groupe Etat islamique (EI), dont des étrangers.

Entre 2014 et juillet 2017, les forces de sécurité et les peshmergas (combattants kurdes) "ont arrêté environ 2.500 personnes appartenant à Daech (acronyme en arabe de l'Ei, ndlr)", a indiqué à la presse un conseiller pour les affaires internationales du gouvernement du Kurdistan, Dindar Zibari.

L'Ei s'était emparé de vastes pans de territoires au nord et à l'ouest de Bagdad lors d'une offensive éclair en 2014, avant d'en être progressivement chassé par les troupes progouvernementales, aidées des forces kurdes et de la coalition internationale sous commandement américain. L'organisation ultraradicale a perdu Mossoul, son principal fief, en juillet 2017.

"En octobre, lors de la bataille de Hawija, dernier grand centre urbain de l'Ei en Irak, un millier (de jihadistes) se sont rendus aux peshmergas par peur de tom-

ber aux mains des forces irakiennes", a souligné M. Zibari.

En outre, "350 personnes arrêtées dans les régions de Debes et Kirkouk ont avoué lors d'interrogatoires appartenir à l'Ei. Elles ont été transférées dans les prisons des Assayech (services de sécurité kurdes) après l'entrée des forces irakiennes à Kirkouk", a-t-il ajouté.

Human Rights Watch (HRW) s'était inquiété du sort de ces 350 personnes "disparues" depuis la reprise de la ville de Kirkouk en octobre par les forces gouvernementales irakiennes.

"Les noms de tous ces prisonniers ont été portés à la connaissance des Nations unies et du Comité International de la Croix-Rouge internationale (CICR) mais ces derniers n'ont pas informé les familles des 350 personnes", a affirmé M. Zibari.

Quant aux étrangers, "certains ont été remis à leurs pays, y compris un journaliste (appartenant à l'Ei) remis au consulat japonais à Erbil, et un ressortissant américain au consulat de son pays", a-t-il ajouté, sans donner d'autres précisions sur le nombre ou la nationalité de ces étrangers détenus.

Le gouvernement fédéral de Bagdad a demandé à plusieurs reprises aux autorités kurdes de lui remettre ces détenus, selon M. Zibari, "mais nous pensons que cela doit être fait sous la supervision des Nations unies".

Selon des experts irakiens, les autorités de Bagdad détiendraient environ 20.000 suspects jihadiste mais ces dernières n'ont jamais donné de chiffres. ●

A Gaziantep, les fonds de l'UE bénéficient aux réfugiés syriens

Les ONG s'inquiètent du fait qu'Ankara renforce les contrôles

GAZIANTEP (TURQUIE)

Vues du modeste appartement de Nahla, trois pièces mal chauffées en sous-sol d'un immeuble situé dans un quartier populaire de Gaziantep, les arrièrepensées politiques de l'accord Union européenne (UE)-Turquie sur les migrants semblent bien loin. « Mon loyer est de 400 livres turques [85 euros] par mois et les charges de 200 », explique cette veuve syrienne, qui, avec ses neuf enfants, a fui Alep, dans le nord de la Syrie, pour la Turquie en 2013.

Pour payer ces frais et « nourrir ses enfants », elle ne pouvait compter, jusqu'au début de 2017, que sur le salaire au noir de son fils aîné comme plâtrier, les quelques dizaines de livres que lui verse une usine locale pour assembler des pièces de pantoufle depuis son salon et les heures de travail de son fils de 12 ans dans un supermarché après l'école... Tout cela complété par les dons de voisins.

Très contesté, l'accord signé entre Bruxelles et Ankara en mars 2016 a conduit à un renforcement drastique des contrôles en Turquie et autorisé le renvoi de tout Syrien arrivant sur les côtes grecques. Mais en échange de chaque renvoi, l'UE s'est engagée à relocaliser un Syrien sur son territoire – un point qui a finalement été à peine appliqué faute de renvois effectifs – et a débloqué 3 milliards d'euros (dont 300 millions par la France) pour soutenir les réfugiés en Turquie. Un tiers de cette somme sert à financer le plus grand programme humanitaire de l'histoire de l'UE : la distribution massive d'argent à près de 1,2 million de réfugiés. Ce qui a changé la vie de Nahla.

Depuis mars 2017, elle et ses enfants ont ainsi droit à 720 livres par mois. Auxquels s'ajoutent des versements chaque trimestre et des bonus si ses enfants vont bien à l'école. « Je n'ai plus à me préoccuper du loyer, se réjouit-elle. Je veux rentrer en Syrie dès que la situation sera plus sûre, Gaziantep est très proche de la frontière et ressemble en plus beaucoup à Alep. »

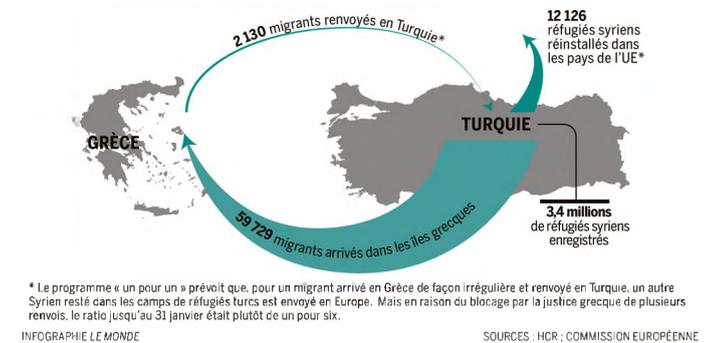
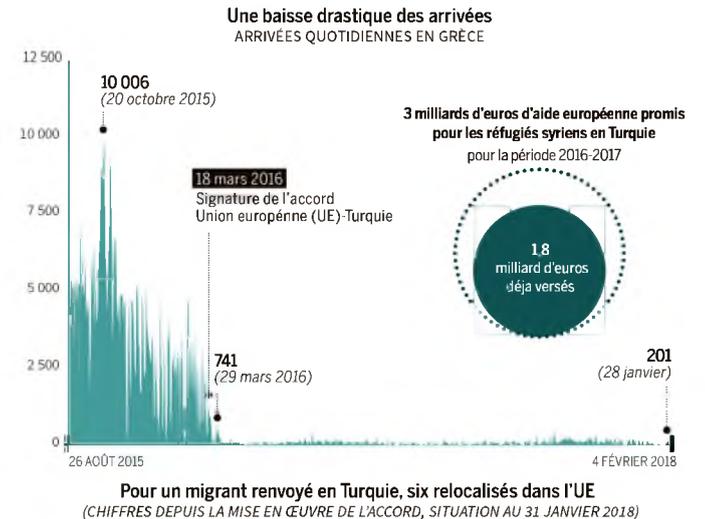
Ouverture d'un centre de santé

Avec 325 000 réfugiés pour une population de 1,6 million d'habitants, la ville est depuis le début de la guerre le principal refuge des Syriens en Turquie. S'ils y ont été globalement bien accueillis, ils ont souvent dû occuper des logements ou des commerces pour lesquels ils ont du mal à payer le loyer, ce qui a pu générer des tensions avec les Turcs.

L'argent européen a grandement amélioré les choses. Début janvier, près de la moitié des Syriens de Gaziantep bénéficiaient d'aides versées chaque mois sur une carte bancaire gérée par le Croissant-Rouge turc et le Programme alimentaire mondial (PAM), un organisme de l'ONU qui a invité *Le Monde* et plusieurs autres journalistes européens pour ce reportage.

« Contrairement au mythe qui voudrait que cet argent soit dépensé en cigarettes, il sert en priorité à payer les loyers, vante Jonathan Campbell, directeur adjoint du PAM en Turquie, en écartant les inquiétudes de détournement des fonds. Ainsi, 87,5 % de l'argent européen est allé directement aux réfugiés, un taux impossible à atteindre si on ne donnait que des denrées. »

A Gaziantep, les fonds ont aussi permis d'ouvrir un centre de santé réservé aux réfugiés avec des médecins syriens ayant béné-



ficié d'un programme de validation des compétences par le ministère turc de la santé. « Ils peuvent enfin voir des docteurs qui parlent arabe », vante Hani Al-As-hawi, gynécologue qui a bénéficié de ce programme et a même pu obtenir la nationalité turque. En tout, les ministères turcs de l'éducation et de la santé ont bénéficié de 600 millions d'euros pour adapter les infrastructures à ce soudain afflux de population.

Même les ONG syriennes le reconnaissent, l'accord « a rendu service aux réfugiés les plus pauvres », selon Assad Al-Achi, directeur de Baytna Syria, implantée à Gaziantep. Il regrette toutefois que cette aide se soit accompagnée d'un renforcement de contrôles turcs sur le travail des ONG syriennes. La maire de Gaziantep, Fatma Sahin, a aussi plaidé à Bruxelles pour que l'UE privilégie le financement de formations. Mais les autorités turques distribuent au compte-gouttes les permis de travail qui permettraient aux Syriens de vraiment s'intégrer.

« Manne tombée du ciel »

Depuis l'accord et surtout la tentative de coup d'Etat contre Recep Tayyip Erdogan en juillet 2016, Ankara a retiré les accréditations de nombreuses ONG occidentales, et les autorités européennes ont été incitées à faire passer leur

« Bien sûr qu'il y a plus de contrôle. On a coupé les flux pour l'UE, c'est bien pour ça qu'ils donnent de l'argent ! »

LEVENT YUNCU
directeur des services sociaux de Gaziantep

argent par les organisations officielles. Ce sont ainsi les services sociaux nationaux qui coordonnent des allocations.

Pour toucher l'argent européen, les Syriens doivent en plus être déclarés au ministère de l'immigration et enregistrés à une adresse. Comme cette obligation s'est conjuguée au renforcement des contrôles prévus dans l'accord, les réfugiés ne peuvent presque plus se déplacer dans une autre région du pays sans autorisation. A commencer par celle d'Izmir, principale ville de transit pour les Syriens qui rêvent d'Europe. « Bien sûr qu'il y a plus de contrôle. On a coupé les flux pour l'UE, c'est bien pour ça qu'ils donnent de l'argent ! », lâche, comme une évidence, Levent Yuncu, le directeur des services sociaux de Gaziantep, quand on l'interroge sur le sujet.

« Mais pour vous et pour nous, c'est un bon accord », assure-t-il.

De ses bureaux d'Ankara, la cheffe du programme humanitaire de l'UE en Turquie, Jane Lewis, s'enorgueillit d'avoir décroché cette « manne tombée du ciel », et vante aussi un accord « qa-

gnant-gagnant, pour la Turquie et pour l'UE ». Elle relativise les vives critiques que M. Erdogan a exprimées lors de sa visite à Paris, le 5 janvier. Le président turc avait dénoncé « les promesses non tenues de l'UE » en parlant de « seulement 900 millions d'euros reçus ».

« Les chiffres changent très vite, 1,85 milliard a déjà été dépensé. Dans un contexte de rapports difficiles, nous avons réussi à construire des relations de confiance avec le gouvernement », promet-elle.

S'il reste assez de fonds pour verser les allocations jusqu'en

janvier 2019, la suite dépendra du déblocage d'un deuxième volet de 3 milliards prévu dans l'accord. Or les négociations entre Européens, qui doivent précéder celles avec les Turcs, n'ont pas encore commencé. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

L'EXPRESS.fr 10 février 2018

Syrie: 11 militaires turcs tués face à une milice kurde

Par AFP, publié le 10/02/2018
<https://www.lexpress.fr>

Ankara - Onze militaires turcs ont été tués samedi dans plusieurs incidents, le plus lourd bilan pour l'armée turque depuis le début de son offensive contre une milice kurde dans le nord de la Syrie, le 20 janvier.

Le Premier ministre turc Binali Yildirim a indiqué que deux militaires avaient été tués lorsque leur hélicoptère avait été abattu. "Nous avons deux martyrs", a-t-il dit. Mais il a indiqué que rien ne prouvait pour l'instant qu'il y avait eu une "intervention extérieure" à l'origine de ce crash.

L'armée turque a annoncé ensuite que neuf autres militaires avaient été tués dans divers incidents, sans fournir davantage de détails. Onze soldats ont de plus été blessés, a-t-on ajouté de même source.

La Turquie et ses alliés au sein des rebelles syriens ont lancé le 20 janvier l'opération

"Rameau d'olivier" contre les Unités de protection du peuple (YPG), une force paramilitaire kurde considérée comme "terroriste" par Ankara mais qui est aussi une alliée précieuse des Etats-Unis dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Ankara considère les YPG comme une émanation "terroriste" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une insurrection armée de trois décennies contre le pouvoir central turc.

Un porte-parole des Forces démocratiques syriennes, soutenues par les Etats-Unis, Mustafa Bali, a assuré sur Twitter que l'hélicoptère avait été abattu dans le secteur de Rajo, dans la région d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, proche de la frontière avec la Turquie.

Le Premier ministre turc avait expliqué un peu plus tôt que la Turquie n'était pas intervenue dans la région d'Afrine pour mener une guerre ou parce qu'elle avait une "oeil" sur le territoire d'un autre pays, en l'occurrence la Syrie.



Turkey launched Operation Olive Branch in northern Syria on January 20, targeting the Kurdish YPG militia afp.com/OZAN KOSE

"Je suis désolé mais aucun Etat ne fermera les yeux sur une organisation terroriste croissant à ses côtés telle une tumeur", a-t-il expliqué lors d'une interview télévisée réalisée depuis la province de Mugla (ouest).

"Il s'agit d'une menace pour la Turquie qu'Ankara avait le droit naturel de combattre dans le cadre des lois internationales et intérieures", a-t-il ajouté.

Le président Recep Tayyip Erdogan a d'autre part déclaré que 1.141 "terroristes" avaient été neutralisés lors de l'opération engagée en Syrie, désignant de la sorte les tués, les blessés et les prisonniers.

Il n'était pas possible dans l'immédiat de vérifier ce chiffre. ■

Un hélicoptère militaire turc abattu lors d'une opération en Syrie (Erdogan)

Ankara, 10 février 2018 (AFP)

LE PRÉSIDENT turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré samedi qu'un hélicoptère militaire turc avait été abattu lors d'une offensive turque contre une milice kurde dans le nord-est de la Syrie.

Le Premier ministre Binali Yildirim a précisé un peu plus tard à la télévision que deux militaires turcs avaient été tués lors de l'incident. Mais il a indiqué que l'appareil s'était écrasé et que rien ne prouvait pour l'instant qu'il y avait eu une "intervention extérieure".

"Un de nos hélicoptères a été abattu il y a peu", a déclaré M. Erdogan lors d'un discours télévisé à Istanbul.

Il n'a pas précisé qui avait abattu l'appareil, soulignant toutefois que les auteurs des tirs allaient en "payer le prix".

L'agence publique Anadolu a indiqué pour sa part que l'hélicoptère avait été abattu dans la région frontalière de Hatay, au sud de la Turquie.

Selon l'agence privée Dogan, les efforts sont actuellement déployés pour atteindre les débris de l'appareil dans le district de Kirikhan.

La Turquie et ses alliés au sein des rebelles syriens ont lancé le 20 janvier l'opération "Rameau d'olivier" contre les Unités de protection du peuple (YPG), une force paramilitaire kurde considérée comme "terroriste" par Ankara mais qui est aussi une alliée précieuse des Etats-Unis dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Ankara considère les YPG comme une émanation "terroriste" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une insurrection armée de trois décennies contre le pouvoir central turc.

Un porte-parole des Forces démocratiques syriennes, soutenues par les Etats-Unis, Mustafa Bali, a assuré sur Twitter que l'appareil avait été abattu dans le secteur de Rajo, dans la région d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, proche de la frontière avec la Turquie.

Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a simplement déclaré pour sa part que l'hélicoptère s'était écrasé.

"A ce stade, nous pouvons dire que l'un des deux hélicoptères s'est écrasé. Nous avons deux martyrs. Nous ne disposons pas d'éléments démontrant que cela résulte d'une intervention extérieure", a-t-il dit à la télévision.

Les militaires turcs ont annoncé dans un communiqué qu'un hélicoptère s'était écrasé à 13H00 (10H00 GMT), tuant deux des leurs, mais n'a pas fourni d'explications, indiquant seulement qu'une enquête technique avait débuté.

Le Premier ministre turc avait expliqué un peu plus tôt que la Turquie n'était pas intervenue dans la région d'Afrine pour mener une guerre ou parce qu'elle avait une "oeil" sur le territoire d'un autre pays, en l'occurrence la Syrie.

"Je suis désolé mais aucun Etat ne fermerait les yeux sur une organisation terroriste croissant à ses côtés telle une tumeur", a-t-il expliqué lors d'une interview télévisée réalisée depuis la province de Mugla (ouest).

"Il s'agit d'une menace pour la Turquie qu'Ankara avait le droit naturel de combattre dans le cadre des lois internationales et intérieures", a-t-il ajouté.

Recep Tayyip Erdogan a d'autre part déclaré que 1.141 "terroristes" avaient été neutralisés lors de l'opération engagée en Syrie, désignant de la sorte les tués, les blessés et les prisonniers.

Il n'était pas possible dans l'immédiat de vérifier ce chiffre. ■

L'offensive turque piétine à Afrin

A l'image, le corps sans vie d'une femme gît aux pieds d'hommes en armes qu'on devine goguenards. L'un des miliciens a filmé la scène avec son téléphone. Le cadavre désarticulé au visage blême, étendu sur la terre poussiéreuse, est celui d'une combattante kurde syrienne. Sous les ombres mouvantes de ceux qui se rassemblent alentour, ses vêtements arrachés, en lambeaux, révèlent un corps nu. Mutilé.

Les silhouettes se rapprochent. Elles appartiennent à des membres de groupes armés issus de la rébellion syrienne passés sous le commandement de l'armée turque, lancés par Ankara à l'assaut de l'enclave kurde syrienne d'Afrin. Ils se rassemblent autour de leur victime. Le ventre de la combattante n'est plus qu'une large plaie sombre. De sa poitrine arrachée ne subsiste qu'un amas de chairs éclatées que vient bientôt écraser, puis palper, la botte d'un soudard au visage invisible. «*Non, non, les gars...*», entend-on. Mais le geste sacrilège est sans retour.

Ces images, publiées samedi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), comptent parmi les dernières en date de l'opération «*Rameau d'olivier*» menée par la Turquie et ses supplétifs syriens. Largement diffusées, elles ont inscrit une nouvelle «*martyre*» dans la légende du mouvement kurde : Barin Kobane est le nom de guerre de la combattante abattue. Son corps supplicié a suscité l'indignation bien au-delà du cercle des partisans du PYD, le parti kurde syrien auquel elle appartenait.

Lancée le 20 janvier, l'offensive est entrée dans sa troisième semaine avec des airs de sale guerre tandis que les lignes de front semblent s'enliser. Si les assaillants ont rogné l'enclave sur plusieurs axes, les miliciens syriens, estimés à plus de 10 000 hommes armés par Ankara, n'ont réalisé que des percées assez limitées sur un terrain vallonné où l'on se bat pour le contrôle de collines stratégiques.

Malgré les chiffres officiels d'Ankara, selon lesquels «*Rameau d'olivier*» aurait permis d'éliminer 957 «*terroristes*», et les déclarations triomphales du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui affirmait récemment que ses trou-



pes étaient «*presque*» arrivées dans la localité d'Afrin, la chute de la poche kurde est encore loin d'être acquise. Bien qu'ayant été soutenus par des blindés, des pièces d'artillerie et des frappes aériennes turques, les assaillants n'ont pas pénétré au-delà d'une dizaine de kilomètres.

Renforts militaires

Les combattants kurdes qui défendent Afrin appartiennent aux Forces démocratiques syriennes (FDS), partenaires de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI) emmenée par Washington. Les liens de leur encadrement avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis 1984, en font un ennemi aux yeux d'Ankara. Alors que la guerre contre l'EI touche à sa fin en Syrie, Ankara a ainsi ouvert à Afrin, en territoire syrien, un nouveau champ de bataille dans le conflit qui l'oppose depuis plus de trois décennies au mouvement national kurde né sur son propre sol.

Depuis le début de l'offensive, les FDS ont reconnu avoir perdu 120 combattants au cours des intenses affrontements avec les forces turques et leurs supplétifs qui se succèdent quotidiennement aux marges de l'enclave d'Afrin. Mais leur système de défense s'est étoffé grâce au déploiement de lance-missiles antichar de fabrication russe. A défaut de repousser leurs adversaires de manière décisive, les combattants kurdes ont remporté une victoire symbolique en détruisant un blindé turc de type Leopard, provoquant la mort d'au moins sept de ses occupants samedi, jour le plus meurtrier pour les forces turques depuis le déclenchement de l'opération.

Afrin est isolée et échappe à la protection de la coalition interna-



Des rebelles syriens, alliés de la Turquie, près du village d'Al-Mud, dans le nord-ouest de la Syrie, le 8 janvier. SALEH ABO GHALOUN/AFP

tionale. Il n'existe pas de continuité territoriale entre l'enclave kurde du nord-ouest syrien et les territoires tenus par les FDS sur la rive gauche de l'Euphrate, où les forces armées américaines mais également françaises et britanniques sont présentes. Pourtant, Afrin commence à recevoir des renforts militaires qui transitent par les zones tenues par le régime syrien, suggérant un feu vert au moins tacite de Damas ou des forces russes présentes dans la région. Paradoxalement, l'opération turque n'aurait pu être déclenchée sans l'assentiment de Moscou, puissance protectrice de Bachar Al-Assad et maîtresse de l'espace aérien dans cette partie de la Syrie.

Les Occidentaux paralysés

«*Nous pouvons envisager que le gouvernement syrien reprenne le contrôle des régions frontalières de la Turquie pour mettre fin au conflit*», rappelle Badran Jiya Kurd, un cadre politique kurde éminent dépêché récemment à Afrin depuis le nord-est syrien. «*Mais aucun accord n'a été trouvé avec Damas à ce stade*», ajoute-t-il. Malgré la possibilité d'une entente à terme, les FDS et le régime syrien demeurent dans un rapport de force tendu, en raison des liens entre les premiers et la coalition internationale.

C'est donc la capacité des forces kurdes à contenir les coups de boutoir d'Ankara qui pourra déterminer à terme les conditions plus ou moins favorables d'un éventuel accord avec Damas. Les FDS

L'opération est entrée dans sa troisième semaine avec des airs de sale guerre

n'ont guère le choix. De fait, leurs alliés occidentaux cantonnent leur soutien aux territoires du nord-est et ils sont paralysés, dans le cas d'Afrin, par les pressions turques et la présence russe non loin.

Les velléités de la Turquie sur la ville de Manbij, prise par les FDS à l'EI à l'été 2016, sont en revanche plus problématiques du point de vue de la coalition internationale. Contrairement à Afrin, des forces américaines sont déployées dans cette ville en soutien des FDS, une réalité dont le chef d'Etat turc refuse toujours de tenir compte, quitte à agiter le spectre d'une confrontation. Alors que Washington a répété, mardi 6 février, son engagement à rester sur place, le président Erdogan a réitéré depuis Ankara sa volonté de chasser les FDS de la ville : «*Ils [les Etats-Unis] nous disent : "Ne venez pas à Manbij." Nous irons à Manbij pour rendre ces territoires à leurs propriétaires légitimes*», comprend : les Arabes syriens. ■

ALLAN KAVAL



February 4, 2018

Outrage at Mutilation of Kurdish Female Fighter's Body by Turkish-Backed Forces

<https://sputniknews.com> / 04.02.2018

Global condemnation has erupted after videos posted online revealed the mutilation of a body belonging to a female member of the Kurdish Women's Protection Units at the hands of Turkish-backed militants in Syria.

Turkish-backed Syrian militants are accused of recording the horrific abuse of the corpse of a female member of the Kurdish Women's Protection Units, according to reports, although some have claimed that she blew herself up to avoid capture.

Turkey and militant groups in Syria hired by Ankara to invade the northern-Syrian Kurdish town of Afrin staged an invasion beginning January 20, drawing global approbation.

A staunch ally of the US-backed coalition fight-

ing Daesh in Syria, Kurdish forces are considered terrorists by the increasingly autocratic and nationalist regime of Turkish President Recep Tayyip Erdogan, who authorized the Syrian invasion.

An official with the Kurdish fighters in Afrin identified the woman killed and mutilated as Barin Kobani, a highly-trained soldier who fought with the US in driving Daesh from the northern Syrian village of Qurna, according to The Guardian.

US-backed Kurdish fighters in Syria have blamed "terrorist allies of the enemy Turkish state" for the mutilation of Kobani.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights monitoring group claimed that it gained access to the graphic video file from a member of the Turkish-backed Syrian militants fighting the Kurds in Afrin.



In the video, militants stand around a young woman's badly mutilated corpse in Qurna, a Syrian village near the Turkish border.

Alongside the Kurdish community, many around the world have reacted with outrage, particularly after a portrait of a smiling Kobani was posted online next to an image of her destroyed body.

"Barin [Kobani] did not surrender. She fought to the death," declared Women's Protection Units spokesperson Amad Kandal, who promised revenge for Kobani's death and abuse.

"This kind of behavior will only serve to reinforce our determination to resist until victory," the Kurdish spokesperson added, cited by The Guardian. ■

GULF NEWS

FEBRUARY 2, 2018

Erdogan's Afrin offensive is a risky game

If Syria becomes a battleground for Turkey and the US, two members of Nato, the outcome may be disastrous



By Dominique Moisi,
Special to Gulf News
February 2, 2018
<http://gulfnews.com/>

In his book *The Grand Strategy of the Byzantine Empire*, political scientist Edward Luttwak credits Byzantium's longevity to the quality of its diplomacy. By relying on persuasion, alliances, and containment, rather than force, Luttwak argues, the Eastern Roman Empire managed to last for eight centuries — twice as long as the Roman Empire from which it sprang. As countries like Turkey and the United States attempt to navigate the highly complex — or "byzantine" — situation in Syria, they would do well to recall Byzantium's diplomatic sophistication.

The Turkish Army's offensive against the territories in northern Syria held by the Kurds — America's closest partners in the fight against Daesh (the self-proclaimed Islamic State of Iraq and the Levant) — highlights the true



complexity of the Syrian crisis. Turkey and the United States, both founding members of Nato, now face the real risk of an escalation in Afrin that could lead to a direct confrontation between their respective armed forces.

Turkey is succumbing to the simplistic calculus of the Middle East: Territory equals power. For Turkey — so proud of its imperial history,

yet anxious over the loss of its former glory — the obvious conclusion is that its Kurdish population must not, under any circumstances, secure control over any of its land. In recent decades, Turkey's efforts to achieve its neo-Ottoman dream of exercising a decisive influence in its neighbourhood have been repeatedly frustrated.

For Ankara, it has since slid towards authoritarianism — thanks partly to President Recep Tayyip Erdogan's effective use of nationalism. *Mehmetcik Kut'ul-Amare*, a Turkish television series that depicts a glorious Ottoman victory over the British during the First World War, has become a hit among Turkish viewers. And Erdogan's popularity usually rises at times of higher military tension, to the point that some political commentators in Turkey have suggested the possibility of early elections to consolidate the regime further, much like the failed coup d'état did in 2016.

All of this has helped to alienate Turkey from the European Union. And, indeed, Erdogan's regime has now abandoned the pretence of pursuing closer ties with that bloc, instead redoubling its commitment to strengthening its position in the Middle East. Turkey's priority is to prevent an autonomous enclave of Syrian Kurds from forming on its border — an outcome that could inspire Turkey's own Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been behind multiple terrorist attacks on Turkish soil, to demand the same.

To be sure, there is always the risk that Turkey's military adventures in Syria could backfire — say, if there are significant human losses or an adversary deemed to be inferior secures an important victory. For now, Erdogan seems committed to >

➤ his strategy, which combines offensive and defensive objectives. All of this has created a dilemma for the US, which is now being forced to choose between its official ally (Turkey) and its partners on the ground (the Kurds). The US military is more faithful to the Kurds, who have courageously risked — and often lost — their lives in the fight against Daesh. Diplomats and politicians, however, are more willing to preserve good relations with Turkey, which remains an important Nato ally, even if it is becoming more distant

and difficult.

Ideally, the US could find a way to reassure Turkey, without abandoning the Kurds. But, with the Kurds committed to using their hard-won leverage to carve out for themselves an autonomous and consolidated territory in northern Syria and Iraq, such a strategy would be difficult, if not impossible, to devise.

The situation in Syria today is a fundamentally cynical one. Erdogan is taking whatever steps necessary to reinforce his own authority. The US, meanwhile, is prepared to give up on its faithful partners, the Kurds, supposedly in

the name of *raison d'état*.

But the ultimate cynic may also be the de facto winner in this strategic game: Vladimir Putin's Russia. Tensions within Nato are now higher than ever. If Syria becomes a battleground for two members of the Alliance, the consequences for the West — and the benefits for Russia — would be immense.

The biggest losers, meanwhile, are civilian populations, who have been the main victims of this bloody chess game. And their suffering is only intensifying. Yet, with so much blood having already been spilt, the world has become increas-

ingly desensitised.

A diplomat friend of mine recently confided in me that, in his new position within the intelligence field, his faith in humanity was not exactly being reinforced. The handling of the Kurdish question in Syria can only have strengthened this negative outlook. ●

— Project Syndicate, 2018

Dominique Moisi is Senior Counselor at the Institut Montaigne in Paris. He is the author of La Géopolitique des Series our le triomphe de la peur.

theregion February 5, 2018



by Paul Iddon
05/02/2018
<http://theregion.org>

On January 24 Turkish President Recep Tayyip Erdogan raised some eyebrows about his intentions in northern Syria when, speaking about his ongoing military operation against that country's northwestern Kurdish Afrin enclave, he vowed to "wipe out the terrorists and then make the place livable" for the Syrian refugees in Turkey.

The Turkish president proceeded to blatantly distort Afrin's demographic make-up when he claimed that: "In Afrin, 55% are Arabs, 35% are Kurds and the rest are Turkmens."

While it's hard to precisely determine Afrin's demographics the Kurds have made up the majority of that region for generations. Since Afrin, along with the rest of Syrian Kurdistan, gained unprecedented autonomy from Damascus in 2012, as a de-facto result of the Syrian Civil War, they've sheltered displaced Arabs from across Syria. Until Turkey attacked it Afrin constituted a safe zone for many Syrians of different backgrounds and was largely untouched by the war that devastated the majority of the country.

Al-Monitor's Fehim Tastekin pointed out that Kurds "are the overwhelming majority" in Afrin and share the region with "some Arabs, small groups of Turkmens in the northern rural area, Alawite Kurds in Mabata, Yazidi Kurds in Kastel Cindo and Ezaze and minor groups of Armenians and Circassians."

Erdogan's distortion of these demographics and his vow to return it to "its rightful owners" suggests that he intends to conduct some kind of ethnic cleansing there. Whether this is just rhetoric, intended for domestic consumption, or a real threat remains to be seen.

"It is hard to know exactly what Erdogan means when he says that Afrin will be returned to its original owners," Professor Joshua Landis, a Syria expert from the University of Oklahoma, told The Region. "I presume that Turkmen and Arab militias will have a free hand to do what they want in Afrin once they win, which will surely not be good for the Kurds."

Even though the so-called Operation Olive Branch is in its infancy, and will likely go on for many months, Turkey is already estimated to have killed over 100 civilians and destroyed 60 percent of the ancient Neo-Hittite temple of Ain Dara.

Turkey plans to conquer Afrin in two phases. The first phase, now under-way, is the establishment of a 20-30 kilometer buffer zone along the border. The second phase, planned, is an urban warfare campaign aimed at forcing the YPG from the area's population centers, which consist of a small city and approximately 350 surrounding villages.

"Referring to the second phase, the prime minister has said: 'We will destroy terrorists located in central Afrin and other regions.' This means engaging in urban warfare with the terrorist[s]. Is the Turkish Armed Forces (TSK) experienced in this? Yes, it is. Silopi, Cizre. Remember those incidents?" said former Turkish Chief of Staff Gen. İlker Başbuğ.

While Başbuğ goes on to claim that Turkish commanders are wary of causing "collateral damage" the curfews and wholesale destruction of Kurdish towns and cities in Turkey's southeast, during Ankara's recent operations against the Kurdistan Workers Party (PKK), he refers to is certainly not a reassuring precedent. The level of destruction of urban areas such as Sirnak became indistinguishable from the urban war-zones in neighbouring Syria.

More worrying is the kind of Islamist groups Ankara has shown little qualms about collaborating with. Its deployment of forces into Idlib last October had little to do with combating the Islamist Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) group, which controls that entire province. HTS even escorted Turkish troops to strategic positions south of Afrin, enabling Turkey to complete its encirclement of that enclave.

Turkey even worked directly with Jabhat al-Nusra, a previous incarnation of HTS and offshoot of al-Qaeda. On one occasion, recounted by Professor Landis, Ankara even allowed Nusra militants "to mass inside Turkey in 2013 when they spearheaded an invasion from Turkish territory into Kassab, north of Latakia."

That region, Landis went on to note, "is known for its Armenian villages, the last traditional Armenian villages that were not ethnically cleansed by Turkey during WWI."

The Armenians fled and the Nusra militants quickly got to work ransacking the churches in the area in a clear systematic effort to erase the very existence of that community.

The very same year Nusra expressed its genocidal intent against the Kurds of Syria. In a fatwa the group even encouraged its militants to rape Kurdish women, not unlike Islamic State (ISIS) infamously did against Yazidi Kurdish women in Sinjar the following year.

"Kurds are kufar (unbelievers) and killing Kurds, taking their women, plundering their property and destroying of their homes is just and fair," read the fatwa text.

Turkey's Syrian militia proxies presently fighting the YPG, under the banner of the Free Syrian Army (FSA), showcased a similar penchant for such cruelty and sadism when they mutilated the corpse of a member of the Kurdish Women's Protection Units (YPJ).

When Nusra, and later ISIS, were in control of the northern border town of Tal Abyad (known as Gire Spi to Kurds) Turkey raised no objections. When the YPG pushed out the latter in the summer of 2015, however, Ankara accused the group of ethnic cleansing.

Today, as Turkey invades Rojava's most far-flung and vulnerable territory it's clear, if these precedents are anything to go by, that it's willing to permit atrocities against the Kurds which could ultimately result in ethnic cleansing. ♦

Turkey accused of recruiting ex-Isis fighters in their thousands to attack Kurds in Syria

Exclusive: Former Isis fighter tells The Independent that Turkey is using the name of the now defunct, Western-backed Free Syrian Army to conceal its use of jihadi mercenaries

Patrick Cockburn
Wednesday 7 February 2018
<http://www.independent.co.uk>

Turkey is recruiting and retraining Isis fighters to lead its invasion of the Kurdish enclave of Afrin in northern Syria, according to an ex-Isis source.

"Most of those who are fighting in Afrin against the YPG [People's Protection Units] are Isis, though Turkey has trained them to change their assault tactics," said Faraj, a former Isis fighter from north-east Syria who remains in close touch with the jihadi movement.

In a phone interview with The Independent, he added: "Turkey at the beginning of its operation tried to delude people by saying that it is fighting Isis, but actually they are training Isis members and sending them to Afrin."

An estimated 6,000 Turkish troops and 10,000 Free Syrian Army (FSA) militia crossed into Syria on 20 January, pledging to drive the YPG out of Afrin.

The attack was led by the FSA, which is a largely defunct umbrella grouping of non-Jihadi Syrian rebels once backed by the West. Now, most of its fighters taking part in Turkey's "Operation Olive Branch" were, until recently, members of Isis.

Some of the FSA troops advancing into Afrin are surprisingly open about their allegiance to al-Qaeda and its offshoots. A video posted online shows three uniformed jihadis singing a song in praise of their past battles and "how we were steadfast in Grozny (Chechnya) and Dagestan (north Caucasus). And we took Tora Bora (the former headquarters of Osama bin Laden). And now Afrin is calling to us".

Isis suffered heavy defeats last year, losing Mosul in Iraq after a siege of nine months and Raqqa in Syria after a four-month siege. The caliphate, declared by its leader Abu Baqr al-Baghdadi in 2014, was destroyed, and most of its experienced commanders and fighters were killed or dispersed.

But it has shown signs of trying to revive itself in Syria and Iraq over the last two months, assassinating local opponents and launching guerrilla attacks in out-of-the-way and poorly defended places.

Isis fighters are joining the FSA and Turkish-army invasion force because they are put under pressure by the Turkish authorities. From the point of view of Turkey, the recruitment of former Isis combatants means that it can draw on a

large pool of professional and experienced soldiers. Another advantage is that they are not Turks, so if they suffer serious casualties this will do no damage to the Turkish government.

Isis and Turkey are seeking to use each other for their own purposes. Faraj, 32, an Arab from the mixed Kurdish-Arab province of Hasakah in north-east Syria, says that he does not like the YPG, but he is suspicious of Turkey and believes that it is trying to manipulate Isis. "Turkey treats Isis like toilet tissues," he says. "After use they will be thrown away."

Turkey is evidently aware that using Isis fighters as the spearhead for the assault on Afrin, even if they relabelled as FSA, is likely to attract international criticism.

Faraj says that Turkish commanders have discouraged Isis from using their traditional tactics of extensive use of suicide bombers and car bombs at Afrin because this would make the Isis-Turkish cooperation too blatant.

He says that the FSA men are "professional in planning car-bomb attacks as they have experience before with Isis in Raqqa and Mosul".

But he cites Turkish officers as discouraging such identifiable tactics, quoting one as telling an FSA group in training that "we leave the suicide attacks for the YPG and the PKK (Kurdistan Workers' Party which carries on guerrilla warfare in Turkey), so that the world will be convinced that they are terrorists".

Turkey has had an ambivalent relationship with jihadi groups since the start of the Syrian civil war in 2011. At first, it allowed foreign jihadi fighters and military supplies to cross into Syria, though this tolerance ebbed after the fall of Mosul in June 2014.

Nevertheless, Ankara made clear by its actions during the siege of the Kurdish city of Kobani that it would have preferred victory to go to Isis rather than the YPG.

As the YPG advanced after Kobani with the support of US air power, Turkey's priority became to reverse the creation of a de facto Kurdish state in Syria under US military protection.

The US is in a particularly difficult position. It was the YPG who provided the ground troops



who, backed by US air strikes, have defeated Isis in many battles.

Without them there would have been no victory over Isis as was claimed by President Trump in his State of the Union message. But the YPG is now facing some of the same Isis fighters in Afrin with whom it fought over the past four years. It will not look good if the US abandons its proven Kurdish allies because it does not want a confrontation with Turkey.

Such a confrontation could be just around the corner. Turkish President Recep Tayyip Erdogan threatened at the weekend to expand the Turkish invasion to include the Arab town of Manbij, captured from Isis by the YPG in 2016 after a long siege. He said that the Americans "tell us, 'Don't come to Manbij.' We will come to Manbij to handover these territories to their rightful owners."

The fighting between Turks and Kurds and the growing confrontation between the US and Turkey are all in the interests of Isis. It does not have the strength to recover from its crushing defeats last year, but the opponents it faced then are now fighting other battles.

Eliminating the last pockets of Isis resistance is no longer their first priority. The YPG has been transferring units that were facing Isis in the far east of Syria to the west where they will face the Turks.

Turkey is not in a very strong position militarily almost three weeks after its invasion of Afrin. It can only win by bombing round the clock, and for this it will need Russian permission, which it probably will not get. If it is going to expand its attacks, it will need more combat soldiers and this will provide an opportunity for Isis to join in a new war.

The Turkish embassy in the UK has been approached for comment but had not responded by the time of publication. ●

German defence minister meets with Peshmerga in Erbil

By Rudaw.net 11/2/2018

ERBIL, Kurdistan Region – The German defence minister arrived in Erbil on Sunday morning following a visit to Baghdad.

Ursula von der Leyen is inaugurating the first phase of a planned private Peshmerga hospital. Germany has allocated €6 million for the project, Rudaw's Sangar Abdulrahman reported.

The hospital is expected to be opened next year.

Speaking to reporters, von der Leyen said she was in Erbil to visit Peshmerga forces and German soldiers.

She commended Peshmerga and the Iraqi army in their campaigns to defeat ISIS in Iraq.

"We all know that the Peshmerga on our behalf and that of the world, fought very well against ISIS," she said.

On Germany's training of the Peshmerga, she said "We spent an intense three and half years together," adding that the Kurdish force has "developed well" as they have "the willing and desire to learn."

She believed however, "the end of ISIS war does not mean full restoration of stability."

The military defeat of ISIS is a "transitional" stage, she said. "We

want to impose this triumph and spread it throughout Iraq."

She stressed that Berlin wants to continue to work with Iraq in bringing about sustained stability in the country.

"We would like to have a long-term partnership with Iraq," she concluded.

She also attended a joint German-Peshmerga first aid training session.

This marks her fifth visit to the Kurdistan Region.

She recently met with KRG Prime Minister Nechirvan Barzani and a KRG delegation on the sidelines of the World Economic Forum in Davos,



Switzerland in late January.

They touched on continuing to improve Baghdad-Erbil relations.

Up to 150 German soldiers are based at the international anti-ISIS Combined Joint Operations Command Center in Erbil, where they have worked with Iraqi and Kurdish commanders, in addition to Peshmerga units through the Kurdistan Training Coordination Center (KTTC). ■

Le Monde JEUDI 15 FÉVRIER 2018

L'armée turque s'éloigne de ses partenaires occidentaux

Deuxième contingent de l'OTAN, les militaires turcs ont accentué le tournant conservateur et anti-occidental après le putsch raté de 2016

Engagée, depuis le putsch raté de 2016, dans un bras de fer permanent avec ses alliés traditionnels, la Turquie est devenue un partenaire difficile à déchiffrer. Vues depuis le quartier général de l'OTAN à Bruxelles, les gesticulations du président Recep Tayyip Erdogan ne doivent pas être prises au pied de la lettre. « Les Turcs restent investis dans les dossiers de l'alliance, explique une source au sein de l'organisation. Les choses ne sont pas simples au quotidien, mais chacun sait que la présence de la Turquie dans l'alliance est un grand facteur de stabilité, et le président Erdogan est obligé de tenir compte de l'OTAN. »

Si l'attachement aux fondamentaux demeure dans le discours officiel, force est de constater que la Turquie n'est plus pro-occidentale. Deuxième contingent de l'Alliance atlantique, l'armée turque est le laboratoire de ce changement de cap. Après la tentative de putsch du 15 juillet 2016, M. Erdogan a mis les militaires au pas, limogeant 149 généraux sur 358, tandis que 10 840 officiers et soldats étaient débarqués. La purge a été drastique au sein de l'OTAN, avec 400 at-

Mission a été donnée à un général aux vues conservatrices et islamistes de restructurer l'armée dégarnie par les purges

tachés militaires turcs en poste à l'étranger pour l'Alliance atlantique relevés de leurs fonctions et rappelés en Turquie.

La plupart ont demandé et obtenu l'asile dans les pays où ils étaient basés, ce qui a ulcéré Ankara. Accusés d'être des adeptes du prédicateur Fethullah Gülen, le cerveau du putsch selon les autorités turques, ces officiers étaient pro-occidentaux et très au courant des rouages de l'Alliance. Leur mise à pied a été déplorée, notamment par le général Curtis Scaparrotti, le commandant de l'OTAN pour l'Europe. Ils n'auraient été remplacés qu'à 40 %.

Avec les Etats-Unis, les relations sont à couteaux tirés. Autrefois, l'état-major envoyait des officiers

turcs en formation au National War College de Washington. Or, « depuis deux ans, Ankara n'envoie plus d'officiers, il y a une crise de confiance entre les deux alliés », indique Omer Taspinar, qui enseigne dans cette académie militaire. La crise, souligne-t-il, est antérieure au putsch raté : « Déjà, entre 2006 et 2015, la plupart des officiers passés par l'académie ne voulaient pas être perçus par Ankara comme étant trop proaméricains, ce genre de perception pouvant avoir un effet négatif sur leur réputation. »

«Schéma de pensée»

La tentative de coup d'Etat et la dégradation des relations avec Washington, due à sa coopération avec les Kurdes syriens proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), l'ennemi juré d'Ankara, n'ont fait que renforcer la dynamique anti-américaine au sein de l'armée turque.

Juste après le putsch raté, le président Erdogan a pris pour conseiller principal Adnan Tanriverdi, un général précédemment versé dans la réserve pour ses vues conservatrices et islamistes.

Mission lui a désormais été donnée de restructurer l'armée dégarnie par les purges. Les officiers écartés ont été remplacés par de nouvelles recrues réputées proches du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) ou encore par des partisans du courant « eurasiens », favorables au rapprochement avec la Russie.

En mai 2017, *Aydinlik*, l'organe de presse du parti Vatan (« patrie », la formation politique des « eurasiens »), expliquait que 30 % des candidats reçus à l'académie militaire d'Istanbul avaient été recommandés par des représentants régionaux du parti au pouvoir. Selon Omer Taspinar, qui est aussi chercheur à la Brookings Institution, « la nouvelle alliance entre Erdogan, l'armée et les milieux nationalistes est fondamentale pour comprendre son schéma de pensée. Il faut le voir, selon moi, comme l'affirmation d'une sorte de gaullisme à la turque ».

M. Erdogan, qui se fait désormais appeler « commandant en chef », entend traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis. « A mes yeux, l'OTAN n'est pas synonyme des Etats-Unis, chacun des pays membres a le même poids qu'eux », a-t-il martelé, mardi 13 février, lors de la réunion de groupe de l'AKP au Parlement. La Turquie, a-t-il expliqué, est déterminée à défendre « les droits que lui confèrent l'histoire, les accords et le droit international ». Ces droits, estime-t-il, sont les mêmes « en mer Egée et à Chypre qu'à Afrin », dans le nord de la Syrie. ■

NATHALIE GUIBERT ET M. JÉ.

LesEchos Vendredi 9, samedi 10 février 2018

Syrie : la Turquie joue avec le feu

Yves Bourdillon
— Journaliste au service
International

Un borbier de plus. En lançant, le 20 janvier, une intervention militaire contre les forces YPG (unités de protection du peuple) des Kurdes syriens dans la région d'Afrin, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, brouille encore les cartes dans la guerre civile syrienne. Au risque de revers militaires, pour lui, d'une importation du conflit entre Turcs et Kurdes dans leur diaspora en Allemagne, voire d'une désintégration de l'Otan ! En effet, la Turquie, membre de l'Alliance atlantique depuis 1952, a averti dimanche par la voix de son vice-Premier ministre, Bekir Bozdag, que des soldats turcs pourraient prendre pour cible leurs homologues américains soutenant les YPG. Une menace sans précédent.

Le Pentagone ne compte pas se laisser intimider, car il estime que les YPG sont les seuls à avoir combattu efficacement Daech, cible prioritaire des Occidentaux, dès 2014, quand Damas, Ankara et Moscou se montraient complaisants envers les djihadistes. Les milices YPG, qui ont participé en octobre à la prise de Raqqa, la capitale syrienne de Daech, constituent aussi un pion précieux pour contrer l'influence de l'Iran. Ankara affirme vouloir détruire les YPG en poussant jusqu'au district de Minbej, où 2.000 commandos américains sont déployés à leurs côtés. Un cauchemar pour les Occidentaux et de quoi se délecter au Kremlin, « *le seul peut-être à tirer les marrons du feu dans cette affaire* », selon Jean Marcou, expert sur la Turquie à Sciences Po Grenoble. Moscou, qui contrôle l'espace aérien local, a donné son feu vert à l'opération turque sur Afrin. Un gage présageant d'arrangements futurs entre Moscou et Ankara sur un règlement politique en Syrie, où il semble qu'on s'achemine vers la « fin de partie » après sept ans de tueries. Dans cette perspective, si l'objectif



**L'ANALYSE
DE LA RÉDACTION**
L'opération militaire lancée par le président Erdogan contre les Kurdes de Syrie, pourtant soutenue par Washington, s'avère dangereuse. Mais, vue d'Ankara, elle est inévitable.



Les points à retenir

- La Turquie a lancé le 20 janvier une opération militaire contre les milices kurdes YPG dans la région d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie.
- Le principal objectif du président turc, Recep Tayyip Erdogan, est de renforcer ses positions dans la région avec le soutien de la Russie.
- L'opération vise aussi à empêcher la montée en puissance des Kurdes, qui pourraient à terme réclamer la constitution d'un Etat.
- Les Etats-Unis, alliés des forces YPG dans le combat contre Daech, ne comptent pas laisser intimider par la Turquie. Ils voient dans les troupes kurdes un pion pour contrer l'influence de l'Iran.



Pinel pour « Les Echos »

d'Erdogan à Afrin est donc de renforcer, les armes à la main, sa position, Sinan Ulgen, analyste de la Turquie à la fondation Carnegie, rappelle que « *sa priorité des priorités a toujours été d'empêcher la constitution d'un proto-Etat kurde en Syrie de l'autre côté de la frontière de 900 km, de crainte d'une contagion auprès des indépendantistes kurdes du PKK en Turquie* ». Position qui fait l'objet à Ankara d'un consensus de la droite nationaliste à la gauche laïque du CHP, vu le risque existentiel que représente l'irréductibilité de Kurdes turcs pesant pour un sixième de la population. Plus de 570 personnes qui avaient critiqué l'opération militaire sur les réseaux sociaux ont été arrêtées dimanche.

Erdogan, qui peut profiter de l'opération pour renvoyer en Syrie quelques-uns des 3,5 millions de réfugiés hébergés par son pays, est d'autant plus insensible aux dégâts collatéraux sur l'Otan, souligne le politologue turc Ahmet Insel, que « *la défiance entre Ankara et Washington est à un plus haut historique. Encore plus qu'en 1974, où Washington avait instauré un embargo sur les armes après l'invasion de Chypre* ». Le scénario d'une sortie de la Turquie de l'Otan, fantaisiste il y a à peine un an, séduit désormais une bonne partie de l'establishment ou de la population turque, tentée par une orientation « eurasiatique » (Chine Russie, Asie centrale).

Mais la situation sur le terrain demeure très incertaine. La Turquie n'est pas assurée de vaincre sans lourdes pertes des YPG aguerris, malgré sa supériorité théorique (c'est numériquement la deuxième armée de l'Otan) et l'appui des rebelles syriens des FSA. L'armée turque, qui doit garder des forces en réserve au cas où le PKK prendrait prétexte de la situation pour relancer son insurrection en Turquie même, est déstabilisée par les purges consécutives au putsch de juillet 2016. Neutres durant la guerre civile et jouissant d'une autonomie de facto, les YPG pourraient,

au besoin, se résoudre à appeler Damas à l'aide. Une belle opportunité pour le régime syrien, mais un risque supplémentaire.

Erdogan serait bien inspiré de se contenter d'instaurer une « zone tampon » le long de la frontière. Il ferait d'ailleurs les yeux jusqu'ici sur les agissements des Kurdes syriens, à condition qu'ils n'essayent pas de réunir leurs trois cantons d'Afrin, Kobané et Djézireh en un bloc continu. Mais la crise est aggravée par la confusion de la politique des Etats-Unis. Le Département d'Etat assure Ankara qu'il n'est plus question d'armer les YPG, alors qu'au contraire le Pentagone annonçait début janvier, sans feu vert clair de la Maison-Blanche, qu'il allait les aider à former une force de gardes-frontières de 30.000 hommes. Une provocation, selon Ankara, et en tout cas « *une bourde* », selon Sinan Ulgen.

Les Occidentaux semblent tentés de lâcher les YPG pour préserver leur relation avec la puissance régionale turque. Emmanuel Macron a d'ailleurs assimilé récemment les YPG à de « *potentiels terroristes* ». Cela peut paraître cynique, vu leur rôle dans la défaite de Daech, dans un conflit où, à vrai dire, toutes les grandes puissances ont soutenu des forces poreuses entre elles et enclines à devenir djihadistes au hasard des valises de billets et des revers ou trahisons sur le champ de bataille. Les YPG ont en outre, même s'ils s'en défendent, des liens avec l'organisation clandestine PKK en Turquie, considérée comme terroriste par Ankara... mais aussi par Washington et Bruxelles.

C'est peut-être le seul point clair dans ce borbier : les Européens semblent largement sortis du jeu et ne disposent plus de leviers sur la Turquie, puisque le projet d'adhésion est désormais un zombie. « *La fin de la guerre contre Daech a ouvert la voie à d'autres guerres qui ne seront pas moins meurtrières ou dangereuses pour la région* », note Hasni Abidi, directeur du Centre d'études sur le monde arabe à Genève. ■

Afrine, une bataille à haut risque pour la Turquie



Syrie: après avoir vaincu Daech, les Kurdes sous le feu de l'armée turque

Après trois semaines d'offensive, les rebelles syriens appuyés par les militaires turcs ont repris plusieurs villages aux milices kurdes dans le nord de la Syrie. Les pertes, tant civiles que militaires, augmentent. Pour l'armée turque, qui a perdu samedi onze soldats et un hélicoptère, cette opération militaire est à haut risque.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
ENVOYÉE SPÉCIALE À HATAY
(FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE)

LA VOITURE file le long d'un ruban de bitume, caressant un champ d'oliviers, avant de s'arrêter au passage d'un troupeau de moutons à quelques encablures de la Syrie. Soudain, c'est la guerre à travers le pare-brise : les convois militaires turcs, les avions de chasse qui égratignent le ciel et l'écho des tirs d'artillerie lourde sur les forces kurdes des YPG, positionnées à Afrine, de l'autre côté de la frontière. Une guerre dans la guerre syrienne, aussi complexe que risquée, qui déborde chaque jour un peu plus sur le territoire turc : samedi, un hélicoptère turc a été abattu par les milices kurdes de Syrie à quelques kilomètres de ce paysage

bucolique. Les deux soldats qui étaient dans l'appareil sont morts sur le coup. Trois semaines après le lancement de l'offensive « Rameau d'olivier », visant à déloger les milices kurdes de cette enclave syrienne, 25 militaires turcs ont déjà perdu la vie (dont 11 pour la seule journée de samedi). Les civils, aussi, sont rattrapés par le conflit : dans les villes frontalières de Kilis et Reyhanli, plusieurs personnes ont péri sous des tirs de roquettes en provenance de Syrie.

Dans ses discours, le président Erdogan est impassible. Les auteurs des tirs « vont payer le prix », a-t-il encore martelé ce week-end à Istanbul, lors d'un discours télévisé. Depuis le 20 janvier, date

du début des opérations, il a fait de ce conflit une affaire de prestige national. Les soldats turcs, déclarait-il récemment, sont en train « d'écrire l'histoire » et feront de même « le long des frontières ». Le message adressé aux Kurdes syriens est clair : pas question de les laisser unir les trois cantons d'Afrine, de Kobané et de Jazira en un bloc continu. L'offensive, qui vise à décourager les velléités indépendantistes des Kurdes de Turquie du

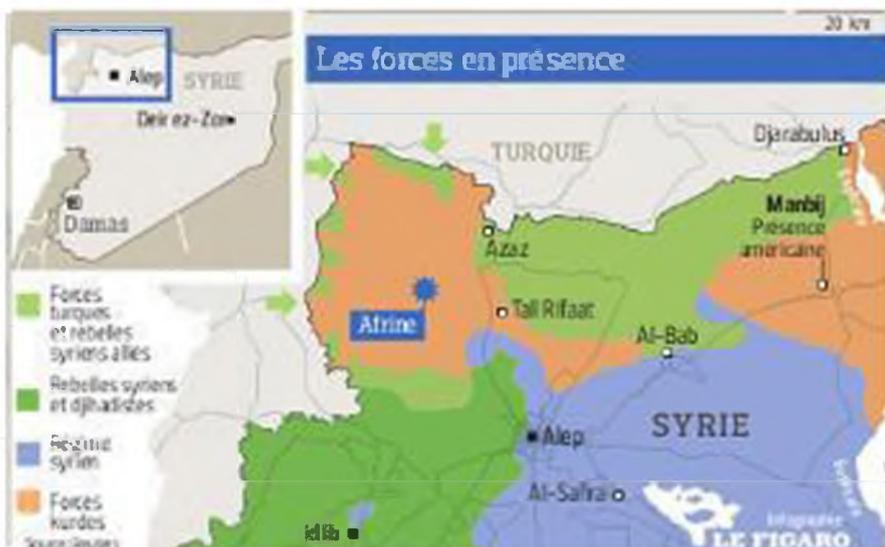
PKK, ambitionne également de créer, côté syrien, une zone tampon permettant, à terme, aux réfugiés syriens (ils sont 3,5 millions en Turquie) de retourner dans leur pays. La mise en garde vise aussi le Pentagone : le projet de former une force de gardes-frontières, composée en partie des YPG kurdes - soutenues par Washington dans sa guerre contre Daech, et considérées par Ankara comme une émanation du PKK - avait, dès le début du mois de janvier, provoqué l'ire de la Turquie. Désormais, les déclarations oscillent entre provocation et danger d'escalade : le vice-premier ministre turc, Bekir Bozdogan, a averti que des soldats turcs pourraient prendre pour cible leurs homologues américains qui soutiennent les « terroristes ». Les Turcs ont également prévenu qu'ils seraient prêts à

pousser jusqu'au district de Manbij, où 2 000 commandos américains sont actuellement déployés aux côtés des YPG.

À ce jour, Ankara estime avoir « neutralisé » plus de 1 000 miliciens kurdes. Des informations invérifiables de source indépendante dans cette guerre de communication que se livrent la Turquie et les forces YPG. L'offensive

turque, menée conjointement avec les rebelles de l'Armée syrienne libre, consiste en un pilonnage des positions YPG par l'armée turque, assorti d'une progression terrestre des combattants syriens, puis d'une prise de contrôle des parcelles reconquises. « Nous avons libéré une vingtaine de villages frontaliers et repris plusieurs montagnes stratégiques comme Bursaya et Sarqaya », avance Abou Riad Hamadin, le porte-parole des quelque 25 000 rebelles syriens engagés dans l'opération « Rameau d'olivier ». Engoncé dans sa tenue camouflée, il s'exprime sur Skype depuis Azaz, ville frontalière syrienne d'où est piloté l'essentiel des opérations militaires. À ceux qui lui reprochent de servir les intérêts turcs, il n'a qu'une réponse : « Nous n'avons qu'un objectif : récupérer les villes injustement occupées depuis deux ans par les forces YPG et aider les populations déplacées à rentrer chez elles afin de préserver l'unité de la Syrie ». Il fait référence aux 16 localités passées en 2016 sous le contrôle des milices kurdes, dont Tall Rifaat, au sud d'Afrine, après d'intenses bombardements russes. À l'époque, quelque 150 000 habitants (des populations arabes pour l'essentiel) avaient fui

25
militaires
turcs
ont déjà été tués
par les forces kurdes



les combats pour se réfugier à Azaz, au nord. « Les Turcs nous assurent qu'ils entendent sécuriser la région et qu'ils n'ont pas l'intention de rester ici. Nous voulons les croire », poursuit-il. Pour l'heure, précise-t-il, « la coopération est excellente : au-delà de l'appui aérien, nous bénéficions de l'aide des forces spéciales qui nous accompagnent sur le terrain ».

Mais la résistance est féroce. Et le paysage accidenté. « Les combattants YPG ont érigé des fortifications qui compliquent notre avancée. Sans compter tous ces tunnels qu'ils ont creusés dans les montagnes », ajoute Abou Riad Hamadin, pourtant habitué aux terrains difficiles : la plupart de ses hommes ont combattu contre Daech, notamment dans le cadre de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », menée de pair avec la Turquie. Abdullah Khalil est l'un d'eux. À la tête d'un bataillon de 200 rebelles, il ne peut oublier « tous ces compagnons de combats tués à cause des attentats suicides djihadistes ». Si la bataille d'Afrine semble moins dangereuse, il faut pourtant compter avec le jusqu'au-boutisme des miliciens kurdes,

« Cette bataille urbaine pourrait s'avérer longue et très coûteuse pour Erdogan »

UNE SOURCE DIPLOMATIQUE OCCIDENTALE

eux aussi rodés à la guerre contre l'EI. « Ils utilisent des missiles TOW et disposent de nombreux tireurs embusqués », avance Abdullah Khalil. « Le temps, brumeux, n'est pas à notre avantage : il réduit la visibilité et complique encore plus la bataille, d'autant plus que nous voulons éviter les pertes civiles », poursuit-il, en accusant les forces YPG d'utiliser les civils comme boucliers humains. Sans pouvoir confirmer cette information, plusieurs sources contactées séparément évoquent, elles, la difficulté de fuir la région d'Afrine, à cause des prix exorbitants – environ 500 dollars par personne – réclamés par les passeurs.

Si cette bataille est si complexe, c'est qu'elle implique une multitude d'ac-

teurs – notamment le régime de Damas, accusé de fournir de l'aide aux combattants kurdes, mais aussi la Russie. La semaine dernière, Moscou a freiné l'avancée des Turcs en bloquant pour quelques jours leur accès à l'espace aérien après qu'un de ses avions de chasse eut été abattu dans la province voisine d'Idlib. De ces différents enjeux dépendra la prise – ou pas – de la ville d'Afrine, située à plus d'une dizaine de kilomètres des combats actuels. « Cette bataille urbaine pourrait s'avérer longue et très coûteuse pour Erdogan, vu le risque de confrontation avec les Russes, mais aussi les Américains. S'il veut sortir la tête haute, il pourrait être tenté de se contenter de contrôler la zone tampon, et laisser Assad reprendre le chef-lieu d'Afrine. Une façon de limiter les dégâts et de dire : "Regardez, je ne suis pas contre les Kurdes, je ne combats que le PKK", afin de ménager son image à l'approche du scrutin présidentiel de 2019 », estime une source diplomatique occidentale. ■

Les Echos Vendredi 16, samedi 17 février 2018

Dialogue de sourds entre Washington et Ankara



Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, James Mattis, et son homologue turc, Nurettin Canikli. Photo Virginia Mayo/AFP

BILATÉRAL

Profondes divergences entre les Etats-Unis et la Turquie sur la Syrie.

Berlin et Ankara tentent, de leur côté, d'apaiser des relations bilatérales tendues.

Yves Bourdillon
 @yvesbourdillon
et Thibaut Madelin
 @ThibaultMadelin
 — Correspondant à Berlin

Les relations entre les Etats-Unis et la Turquie, pourtant deux partenaires clefs de l'Otan, risquent de « s'effondrer complètement » à cause du dossier syrien. La mise en garde vient du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, juste avant l'arrivée à Ankara,

jeudi soir, de son homologue américain, Rex Tillerson. En effet, la Turquie a lancé mi-janvier une offensive militaire dans la région d'Afrin (nord de la Syrie) contre les forces YPG des Kurdes de Syrie... armées par Washington en raison de leur rôle déterminant dans la déconfiture des djihadistes de l'Etat islamique (EI). Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a d'ailleurs appelé jeudi la Turquie, lors d'un entretien avec son homologue turc Nurettin Canikli, au siège de l'Otan à Bruxelles, à rester concentrée sur la lutte contre l'ennemi commun, l'EI, qui est la priorité des Occidentaux. A l'inverse, son homologue a appelé Washington à cesser d'armer les YPG, qu'il considère comme la branche syrienne des séparatistes kurdes du PKK en Turquie, une organisation classée comme terroriste par Ankara... mais aussi par Washington.

Rex Tillerson devait rencontrer jeudi soir le président turc Recep Tayyip Erdogan, alors que

Washington reconnaît que la « rhétorique turque est très enflammée ». En raison de la destruction d'un char turc il y a dix jours par un missile sophistiqué, la Turquie reproche à Washington d'avoir fourni des armes lourdes aux YPG, ce que Rex Tillerson a démenti jeudi matin.

Rétablissement

de la confiance

La Turquie se dit prête à pousser son offensive jusqu'à Minbej, où sont déployées des centaines de commandos américains en appui aux YPG, ouvrant donc le risque théorique d'affrontements directs entre soldats turcs et américains, ce qui signerait la fin de l'Otan ! Mais, prélude peut être à un lâchage des YPG, le chef du renseignement national des Etats-Unis, Dan Coats, les a qualifiées mercredi pour la première fois de « branche syrienne » du PKK.

Une définition précisément utilisée par Binali Yildirim lors de sa rencontre avec Angela Merkel jeudi

soir à Berlin. Cette organisation « veut mettre fin à la sécurité dans cette région ». « Dans ce combat contre le terrorisme, nous souhaitons avoir nos amis à nos côtés », a ajouté le Premier ministre turc. Cet appel du pied intervient alors que l'Allemagne a gelé ses livraisons de chars Leopard à l'armée turque, qui utilise ces équipements dans son offensive contre les YPG en Syrie.

Pour Berlin, le rétablissement de la confiance avec Ankara est un enjeu clef. « Nous sommes convenus [...] que nous voulons intensifier nos contacts quand nous aurons un gouvernement stable, espérons bientôt », a déclaré la chancelière allemande, soulignant toutefois que l'emprisonnement depuis un an du journaliste germano-turc Deniz Yücel représentait « un fardeau » pour la relation bilatérale. Confirmant des propos qu'il avait tenus la veille à la télévision allemande, Binali Yildirim a déclaré vouloir « faciliter la procédure » à l'encontre du journaliste du quotidien « Die Welt ». ■

US Steps Up Effort to Avert Confrontation With Turkey Over Syrian Kurdish Militia

Dorian Jones / February 09, 2018
<https://www.voanews.com>

ISTANBUL — U.S. National Security Adviser H.R. McMaster is due in Turkey this weekend, as a potential military confrontation looms between the two countries over Syria. The NATO allies disagree over Turkey's military intervention in Syria against a Kurdish militia which is a key U.S. ally in the war against Islamic State.

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu this week lambasted Washington, accusing it of making deals with Islamic State militants and claiming his government has lost confidence in its alliance with the U.S.

Such verbal assaults against Washington by Turkey's political leadership are almost a daily occurrence. A recent poll found only three percent of Turks trust the United States.

Tensions have come to a head over Washington's support of the YPG Syrian Kurdish militia in its war against Islamic State. That support has outraged Ankara, which accuses the militia of being linked to an ongoing Kurdish insurgency inside Turkey by the Kurdistan Workers Party (PKK).

REALPOLITIK

Political analyst Atilla Yesilada of Global Source Partners says when McMaster sits down for talks in Ankara, he will likely find little room to maneuver.

"Given the fact that there is this ironclad alliance between the PKK and the YPG, there is no way Turkey can allow a Syrian Kurdish state. Realpolitik is against that. Any Kurdish state will allow PKK activity, will provoke Turkish Kurds. I don't think the West understands that," Yesilada said.

Three weeks ago, in the face of repeated warnings by Washington, Turkish forces attacked the YPG Kurdish militia in the Syrian enclave of Afrin; but, diplomatic tensions could spill into a military confrontation between the NATO allies. Ankara is threatening to expand its operation to the Syrian town of Manbij, where U.S. forces are deployed with the YPG.

Political columnist Semih Idiz of the al-Monitor website says McMaster's visit suggests a confrontation can still be averted.

"It shows a reflexive desire on the part of Washington to maintain a dialogue with Turkey, despite all the vitriolic remarks coming out of Ankara. So the sides are going to try and see how they come around this problem that



Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) chat with members of U.S. forces in the town of Darbasiya next to the Turkish border, Syria, April 29, 2017.



American troops look out toward the border with Turkey from a small outpost near the town of Manbij, northern Syria, Feb. 7, 2018.

they have. On the other hand, the lines have been drawn so firmly, so there is a standoff there. It's a diplomatic one at the moment; whether it will turn into a military one or not, the coming days will have to show that. But the way things are in Syria, anything can happen," Idiz said.

Analysts suggest de-escalating bilateral tensions is complicated by mixed messages coming from Washington. Just days before McMaster's visit, U.S. generals were quoted by international media reaffirming support for the YPG in Manbij and warning any attack would be aggressively opposed. Such comments further infuriated Ankara, which accuses Washington of renegeing on promises made about the YPG.

NEED FOR COMMON GROUND

Sinan Ulgen, a visiting scholar at Carnegie Europe, says the priority for McMaster is bridging the current trust deficit.

"There is still time for Washington and Ankara to find common ground to eliminate the prospect of a direct conflict. And I would say primarily to try to find an actionable agenda that would start to recreate trust between the two parties. For instance, I suggest a dialogue on the humanitarian dimensions of this conflict [in Afrin], and primarily the U.S. and Turkey working together to establish a humanitarian corridor for the civilians who are caught by this conflict," Ulgen said.

Analysts point out trust could be further enhanced if Washington took steps to address another Turkish concern, U.S.-based Turkish cleric Fethullah Gulen. Ankara blames Gulen for a 2016 coup attempt and is demanding, at a minimum, his house arrest pending an extradition request.

But columnist Idiz warns that Turkish President Recep Tayyip Erdogan's robust defense of the Syria military operation and his fiery declarations aimed at Washington, both popular among his constituents, means Erdogan may have already become trapped by his rhetoric.

"He is caught between a rock and hard place now. If he does go for a rupture, this is going to have very, very big ramifications, not just on the political, strategic dimensions, but also economic dimensions. But on the other hand, if he doesn't, he appears weak in the eyes of his supporters," Idiz said.

Elections further hamper bilateral U.S.-Turkish diplomatic efforts, with growing rumors Erdogan may call an early presidential and general vote for later this year, seeking to exploit the current wave of nationalism and anti-Americanism. Analysts are already warning Turkish-U.S. relations are now facing their greatest test. ♦

Syria's War Is Fueling Three More Conflicts

The grim post-ISIS future

Krishnadev Calamur / Feb 13, 2018
www.theatlantic.com

When an Israeli jet crashed after being shot down over Syria over the weekend, it marked a serious escalation in the Syrian Civil War. But it also reflected an ongoing reality, one that is growing more dangerous: Syria's war encompasses at least three other international conflicts, each of which are heating up.

In the last few weeks alone, Turkey has clashed with Syrian Kurds and threatened a U.S.-controlled town in Syria; an Israeli fighter jet that was part of a response to an incursion into Israeli territory by an Iranian drone launched from Syria took Syrian anti-aircraft fire, forcing its two pilots to eject and parachute into Israeli territory; and U.S. forces repelled an attack by Russian fighters, killing an unknown number of them that reports suggest could be in the hundreds.

Taken individually, each one of the clashes has the potential to turn into something more dangerous. Taken together, they suggest the reasons why even after the defeat of ISIS, Syria cannot hope for stability to return soon—and why the next chapter could be even worse. “The issues have been out there: Kurdish-Turkish-American tensions; Iran-Syria-Israel tensions,” Ryan Crocker, a former U.S. ambassador to Syria, told me. “But ... we've gotten to a level not reached before, and it's all coming at once.”

The recent flare-ups have come suddenly, but the conditions for them were being set soon after protests against the Assad regime in Syria erupted into a full-blown civil war some seven years ago. The conflict quickly sucked in other countries. Iran entered the conflict in 2011 to help prop up Assad's regime as it faced growing nationwide protests. Hezbollah, the Lebanese militia that acts as an Iranian proxy, joined in soon afterward, at a point when the regime looked in danger of falling, helping Assad hold off the rebels—some of whom received covert American support. The United States started bombing ISIS and al-Qaeda positions in Syria in 2014. Then in 2015, when Assad's grip on power appeared to be in peril again, Russian President Vladimir Putin intervened on his behalf.

“Putin's number one operational goal in Syria is to stabilize and prop up the Assad regime, including the return of previously rebel or ISIS held territory under regime control,” Alina Polyakova, a fellow at the Brookings Institution's Foreign Policy Program, said in an email. “Putin's strategic goal has been to establish Russia as the key power broker in the Middle East.”

During this same period, while Americans were supporting various rebel groups, the Kurds emerged among the most capable fighting forces in the conflict, but remained a source of mortal fear for Turkey, which had fought a decades-long Kurdish insurgency on its own side of the Syrian border. Turkey viewed the Kurds allied with the U.S. as terrorists, even while it also opposed the Assad regime. Hence Turkey supported other rebel groups, including Islamist ones, fighting the Syrian president.

And then there was ISIS, which in 2014 occupied large parts of Syria and Iraq. The imperative to defeat that group temporarily made the other conflicts a lesser priority for many of the actors involved; the U.S., its allies, and its adversaries all turned much of their firepower on the Islamic State. But by last November, ISIS was largely defeated in Syria, Assad remained in power if not in full control of the country, and the parties to the conflict started calling for a new political solution in Syria. Except none of the conditions that caused the civil war in the first place, or the rivalries that helped perpetuate it, had gone away.

“As Syria enters a dangerous and much more volatile phase, it's going to be characterized by key stakeholders seeking to stake their hold on the ground, ensure their interests are protected,” Mona Yacoubian, the senior adviser for Syria, the Middle East, and North Africa at the U.S. Institute of Peace, told me.

The fact that many of those interests are fundamentally opposed seems to guarantee further conflict. Assad will try to consolidate and expand his hold over the country. Turkey will try not to allow a semi-autonomous region on its border. The Kurds will fight to protect the territory they've gained. Iran wants to reap the gains of its investments in Syria and Assad. Israel is adamantly opposed to a permanent



A fighter from the Turkey-backed Free Syrian Army is seen in Tedef, Syria, on February 12. Khalil Ashawi / Reuters

Iranian and Hezbollah military presence on its border in southern Syria. The U.S. wants to ensure ISIS doesn't re-emerge and has stated a preference for Assad to step aside. Russia wants to preserve Assad's position—and its own as a power broker in the Middle East.

“It's not complete chaos by any means, but it's all highly dangerous because you just don't know what's going to happen,” Crocker said. “At this particular juncture, not the Turks, not the Americans, not the Kurds, not Iran, not Hezbollah, not Russia, and not the Syrian regime, none of them wants to see an all-out war.”

That isn't preventing those involved in the conflict from seeing just what they can get away with against their rivals—as the recent fighting involving the Turkey and the Kurds, Iran and Israel, and Russians and the U.S. showed. In each of those cases so far, a potential escalation has been forestalled. In the case of Turkey and the Kurds, U.S. threats may have deterred Turkey from a more serious attack. In the case of Iran and Israel, one source has suggested that an angry phone call from Russia prevented a larger Israeli attack on Iranian proxies in Syria. And in the case of Russia and the U.S., a key factor was plausible deniability: Moscow claims the Russian fighters that encountered U.S. forces in Syria were private contractors who were there without the government's knowledge.

“We can't overestimate the power of the new dynamics that are emerging as a result of the new phase we're entering in Syria—where the status quo ante has been completely disrupted, and where you're seeing key regional actors jostle and seek to shape where Syria heads, but also lay out their red lines, their stakes,” Yacoubian said. “And I think that's going to play out in a number of ways over the coming months and possibly years.” ♦

Syrie: quatre morts dans un attentat dans une ville à majorité kurde

Beyrouth, 18 février 2018 (AFP)

AU MOINS QUATRE personnes ont été tuées dimanche dans un attentat à la voiture piégée à Qamichli, après des mois de calme dans cette ville à majorité kurde du nord-est de la Syrie, selon une ONG.

L'agence officielle syrienne SANA a également fait état de cette explosion en donnant un bilan de cinq morts.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui s'appuie sur un vaste réseau de sources dans le pays en guerre, quatre personnes ont été tuées et trois blessées dans "l'explosion d'une voiture dans le quartier Al-

Gharbi".

L'OSDH n'était pas en mesure de préciser si les victimes étaient des civils ou des combattants.

Qamichli est en grande partie sous contrôle des autorités kurdes locales, mais les forces du régime y ont une présence limitée.

La ville a été la cible de plusieurs attentats à la bombe durant les sept ans de conflit en Syrie, la plupart revendiqués par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui a été chassé de tous les centres urbains de ce pays.

Qamichli avait toutefois été épargnée par les attaques ces derniers mois.

Estimés à 15% de la population syrienne et longtemps opprimés sous le régime de Damas, les Kurdes ont profité de la guerre pour établir une autonomie de facto dans les territoires qu'ils contrôlent, dans le nord et le nord-est syriens.

Le conflit qui ravage la Syrie a été déclenché par la répression en 2011 par le régime de manifestations prodémocratie, dans le sillage du Printemps arabe. Il a fait plus de 340.000 morts. ●

Friend or Foe? Why Assad Quietly Aids Syrian Kurds Against Turkey

Syrian President Bashar Assad's forces let Kurdish reinforcements reach Afrin

Haaretz and Reuters Feb 12, 2018
<https://www.haaretz.com>

Syria's U.S.-backed Kurds are getting indirect help from an unlikely source in their war against Turkey in the north-western region of Afrin: President Bashar Assad.

In a country currently engulfed by multiple conflicts - with Israel trying to blunt Iranian influence, Russia attempting to build a permanent presence and NATO allies Turkey and the U.S. on a collision course in the northwest - Assad's aid to the Kurds is just the latest bizarre turn in a complicated conflict.

Pro-government forces and Kurdish-led forces have fought each other elsewhere in Syria and Damascus opposes the Kurds' demands for autonomy. But in Afrin they have a common enemy and a mutual interest in blocking Turkish advances.

Turkey, which regards the Kurdish YPG militia in Afrin as a threat on its southern border, launched an assault on the region last month. Seeking to shield Afrin, the Kurds asked Damascus to send forces into action to defend the border.

The government shows no sign of doing so, but it is providing indirect help by allowing Kurdish fighters, civilians and politicians to reach Afrin through territory it holds, representatives of both sides told Reuters.

ASSAD STANDS TO GAIN WHILE DOING LITTLE.

The arrival of reinforcements is likely to sustain Kurdish resistance, bog down the Turkish forces and prolong a conflict that is sapping the resources of military powers that rival him for control of Syrian territory.



Turkish artillery fires toward Syrian Kurdish positions in Afrin area, Syria, from Turkish side of the border in Hatay, Turkey, Friday, Feb. 9, 2018 AP Photo

For the United States, it is yet another complication in Syria's seven-year-old war, and a reminder of how its Syrian Kurdish ally must at times make deals with Assad even as it builds military ties with the United States.

Lacking international protection, the Kurdish-led forces in northern Syria say they have reached agreements with Damascus to allow reinforcements to be sent to Afrin from other Kurdish-dominated areas -- Kobani and the Jazeera region.

"There are different ways to get reinforcements to Afrin but the fundamental route is via regime forces. There are understandings between the two forces ... for the sake of delivering reinforcements to Afrin," Kino Gabriel, spokesman for the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF), said.

While the Kurds depend on Assad to reach Afrin, Kurdish sources say they also enjoy leverage over Damascus because it needs their cooperation to source grain and oil from areas of the northeast under Kurdish control.

A commander in the military alliance fighting in support of Assad said "the Kurds have no option but coordination with the regime" to defend Afrin.

"The Syrian regime is helping the Kurds with humanitarian support and some logistics, like turning a blind eye and allowing Kurdish support to reach some fronts," said the commander, who spoke on condition of anonymity.

TURKISH CAMPAIGN MOVES SLOWLY

The Turkish military is making slow gains nearly three weeks into the operation it calls "Olive Branch".

Ankara views the YPG as an extension of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought a three-decade insurgency in Turkey and is regarded as a terrorist group by the United States and the European Union.

The United States has relied on the YPG as a vital ground component of its war against Islamic State, and has backed the group in other Kurdish-run regions in northern Syria along the border with Turkey.

But U.S. forces are not in Afrin, so have been unable to shield Afrin from the attack by Turkey, its NATO ally.

The Kurds meanwhile accuse Russia of giving a green light for the Turkish attack by withdrawing observers it deployed in Afrin last year.

The Afrin war marks another twist in the complicated story of relations between Assad and the Syrian Kurdish groups, spearheaded by the YPG, that have carved out autonomous regions in northern Syria since the war began in 2011.

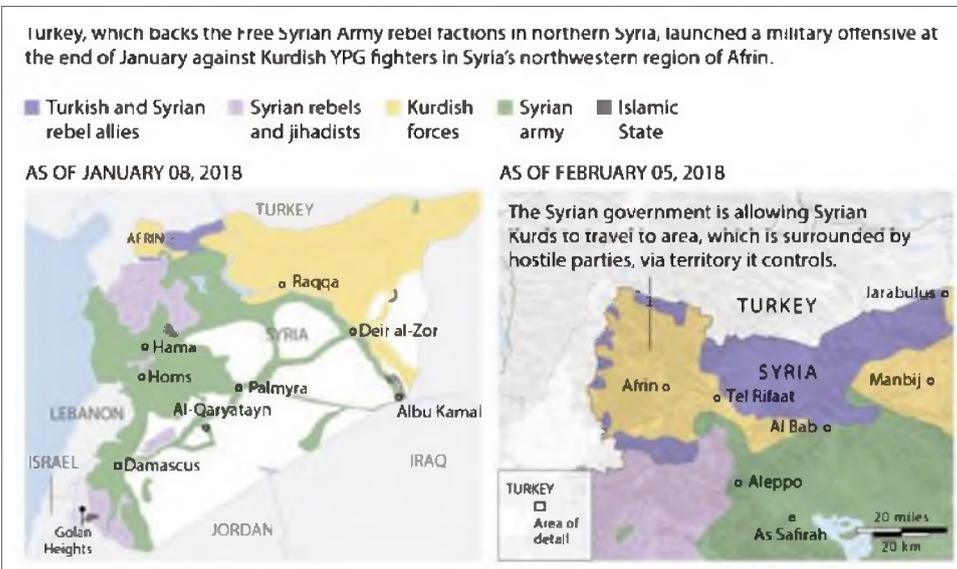
The YPG controls nearly all of Syria's frontier with Turkey. But Afrin is separated from the bigger Kurdish-controlled region further east by a 100 km-wide zone controlled by the Turkish military and its Syrian militia allies.

For much of the war, Damascus and the YPG have avoided confrontation, at times fighting common enemies, including the rebel groups that are now helping Turkey attack Afrin.

But tensions have mounted in recent months, with Damascus threatening to march into parts of eastern and northern Syria captured by the SDF with support from the U.S.-led coalition.

Underlining that, pro-Syrian government forces attacked the SDF in the eastern province of Deir al-Zor, drawing coalition air strikes overnight that killed more than 100 of the attackers, the coalition said.

"The regime has allowed the YPG to bring people into Afrin, while attacking it east of =>



⇒ Euphrates (River). I think that is indicative of the state of relations right," said Noah Bonsey, International Crisis Group's Senior Analyst on Syria.

He added: "There is still a significant gap between the YPG and regime positions on the future of northeastern Syria."

FIGHTING FOR AFRIN

The main Syrian Kurdish groups remain wedded to their vision of a Syria where they enjoy autonomy in a form of federalism that is at odds with Assad's determination to recover all Syria.

Each side has allowed the other to maintain footholds in its territory. In Kurdish-held Qamishli, the government still controls the air-

port. In the Sheikh Maqsood district of Aleppo, a government city, Kurdish security forces patrol the streets.

Scores of Kurds from Sheikh Maqsood have gone to Afrin to support the fight, Kurdish officials there said. The short journey requires movement through areas held by the government or its Iran-backed Shi'ite militia allies.

"Of course people went from Sheikh Maqsood - in the hundreds - to bear arms and defend Afrin," said Badran Himo, a Kurdish official from Sheikh Maqsood.

"Around 10 of them were martyred (killed)," he told Reuters as Kurdish security forces held a rally to commemorate one of the dead.

Earlier this week, witnesses say a civilian convoy of hundreds of cars drove to Afrin from other Kurdish-held areas in a show of solidarity.

The Syrian government has ignored appeals by the Kurdish authorities to guard the Syrian border at Afrin.

"We tried to convince them, via the Russians, to at least protect the borders, to take a position, but we did not reach (get?) a result," Aldar Khalil, a top Kurdish politician, told Reuters.

"If they don't protect the borders, then at least they don't have the right to block the way for Syrian patriots who are protecting these borders, regardless of other domestic issues." ♦



February 13, 2018

Erdogan fanning anti-American, anti-Kurdish sentiment

Laurie Mylroie February 13-2018
<http://www.kurdistan24.net>

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – Recent polls reveal that some 80 percent of Turks support their country's assault on the Kurdish canton of Afrin, Gonul Tol, founding director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute, explained to a Washington DC audience.

Tol argued that the "main driver" of Turkey's military operation was domestic politics. President Recep Tayyip Erdogan "wants to boost his popularity" ahead of next year's elections, she said at a seminar at the Foundation for the Defense of Democracies (FDD), "Syrian Impasse: America Between Turkey and the Kurds."

There has always been a strain of anti-American sentiment in Turkey, Tol observed, but "the anti-Americanism we're seeing now is different."

"It is much more widespread," and involves the ruling Justice and Development Party (AKP), as well as the Kemalist military, and leftist elements too. They have all found "common ground" in anti-Kurdish and anti-American sentiment.

Other panelists joined in describing the alarming animosities riling Turkish society.

Amberin Zaman, a journalist who serves on the board of advisers for the FDD's Turkey Program, described an increasing polarization within the country, which she characterized as "terrifying." Among Kurdish youth, "fewer and fewer" see "any common future with Turks, inside Turkey," she said.

Dr. Aykan Erdemir, a former Turkish parliamentarian and now a senior fellow at FDD, spoke with Kurdistan 24 after the discussion. Although linking anti-Kurdish and anti-American sentiment may seem a relative novelty, Erdemir remarked that it is a "winning combination" for Erdogan.

Asked to explain the timing of the Turkish assault on Afrin, Tol cited not only the upcoming Turkish elections but also the recent US announcement that it would maintain an open-ended presence in eastern Syria, where its partner, the YPG-led Syrian Democratic Forces (SDF), controls nearly a quarter of the country.

Tol noted that Turkey has been threatening an attack on Afrin for over a year. However, Russia has troops in Afrin and controls the skies there, and such an operation required Moscow's agreement.

The US announcement is "what prompted the Russian green light," Tol said.

Zaman added that American officials have said that the US has two aims in continuing its presence in Syria: to facilitate UN diplomacy under the "Geneva Process" banner, which involves replacing the Assad regime; and to contain the Iranian regime, whose influence in Syria and Iraq has expanded greatly.

However, as Zaman suggested, the US is not really committing the resources that might accomplish those two goals.

By presenting the Kurds as allies against the Syrian regime and Iran, the US makes them "extremely vulnerable." It also raises questions among Kurds about the solidity of US commitment, Zaman said, "particularly set against what we just witnessed in Iraqi Kurdistan, which seems to fly in the face of US claims of wanting to counter Iranian influence."

"The more the Kurds are perceived as allies of the United States and part of this alleged effort to get rid of Assad and counter Iranian influence," she predicted, the more we'll be seeing "the Russians allowing Turkish aggression against the YPG (People's Protection Units)."

Responding to a question from Kurdistan 24 about the possibility of a direct clash between the US and Turkey over Manbij, the panelists tended to discount that danger.

Erdemir, however, pointed to the possibility of conflict arising accidentally. Given the proximity of the two forces and the strong passions that have been aroused in Turkey, an unintended clash is a real possibility, he suggested.

The panelists also thought it unlikely that Turkey would close Incirlik Air Base to the US. In their view, Incirlik is most useful to Erdogan as leverage with Washington.

However, Zaman suggested that other Turkish military facilities could be closed to the US, such as Kurecik Air Base, which Erdogan has threatened to close and which would be "terribly important" for any move against Iran. ■

Editing by Nadia Riva



Supporters of Turkish President Recep Tayyip Erdogan shout slogans on the back of a truck during a pro-government demonstration on Taksim square in Istanbul, Turkey, on July 16, 2016. (Photo: Reuters)



Tribune

Le jihad anti-kurde d'Erdogan

Si les Occidentaux l'y autorisent, Erdogan promet de se lancer dans la conquête du Kurdistan syrien, dans un climat d'hystérie nationaliste. Ce qui n'augure rien d'autre que le retour en force de Daech et une déstabilisation plus grande encore de la région.



PAR KENDAL NEZAN
Président de l'Institut
kurde de Paris
12 février 2018
www.liberation.fr

L'opinion publique occidentale semble l'ignorer mais l'invasion turque du canton kurde syrien d'Afrin est qualifiée de «jihad» ou guerre sainte par la Diyanet, la plus haute autorité religieuse du pays, à la demande sans doute du président turc lui-même.

La fatwa est serinée dans les 90 000 mosquées sunnites du pays où imams et prédicateurs, tous salariés d'un Etat supposé laïc, sont tenus de prier matin et soir avec leurs ouailles pour la victoire de l'armée de conquête turque et de leurs suppléants syriens jihadistes.

Mimant le cérémonial guerrier des sultans, Recep Tayyip Erdogan a fait accompagner son corps expéditionnaire des tambours de la fanfare militaire ottomane Mehter revêtue des costumes d'époque. Le cérémonial, retransmis par toutes les chaînes de télévision, est supposé rappeler aux Turcs leur passé glorieux et inscrire Erdogan dans cette lignée des grands conquérants. Voilà donc, après Selim le Cruel, conquérant de Syrie et d'Égypte et Soliman le Magnifique, dont les troupes avancèrent jusqu'aux portes de Vienne, Erdogan le Petit, postulant au titre de conquérant du petit canton kurde d'Afrin.

Après la faillite de sa stratégie d'installer à Damas un régime islamiste pro-turc et les défaites récurrentes de ses protégés salafistes et jihadistes, Erdogan aura donc enfin trouvé une cible à sa mesure. Après la campagne d'Afrin et à sa suite, si son Dieu lui accorde la victoire et si Américains et Russes l'y autorisent, il promet de se lancer dans la conquête de tout le Kurdistan syrien.

Ce plan, débattu depuis des semaines dans les médias turcs, est présenté comme un «combat national» contre une «menace existentielle» que constituerait l'émergence d'une région autonome ou fédérée kurde en Syrie.

A l'en croire, les trois cantons kurdes qui se sont autonomisés au cours de la guerre civile syrienne menaceraient donc la bien fragile République turque, qui va bientôt

fêter son centenaire et qui entretient la deuxième armée de l'OTAN.

En fait, plus que l'hypothétique menace militaire, inexistante, c'est l'émergence d'une région autonome kurde qui inquiète Ankara car elle pourrait encourager les 18 à 20 millions de Kurdes de Turquie, actuellement persécutés et marginalisés, à revendiquer un statut similaire.

La seule manière que le pouvoir turc a trouvée pour écarter cette menace est d'envahir d'abord le maillon faible d'Afrin, avec la complicité de Moscou, de Damas et de Téhéran, puis le restant du Kurdistan syrien jusqu'à la frontière irakienne. Pour «sécuriser sa frontière», la Turquie y installerait une zone tampon d'une profondeur de 30 km et y planterait «les véritables propriétaires de ces terres» à savoir les réfugiés arabes syriens qu'elle accueille actuellement sur son sol en faisant fuir par diverses mesures de terreur les populations kurdes locales. En créant tout au long de sa frontière une «ceinture arabe» coupant les Kurdes de Turquie de ceux de la Syrie. Ankara réaliserait ainsi le vieux projet du Baath syrien lancé dans les années 60 et resté inachevé.

Cela ne peut que combler le régime syrien et son protecteur iranien qui considèrent les combattants kurdes syriens comme des traîtres car alliés à la coalition internationale contre Daech.

L'armée turque prépare déjà les plans de la conquête de la ville d'Afrin. Ses forces spéciales, qui se sont tristement illustrées dans la guérilla urbaine dans les villes du Kurdistan de Turquie et en ont réduit en ruines une quinzaine, y compris la cité médiévale de Diyarbakir, sont mobilisées pour la bataille à venir d'Afrin. Les drones turcs ont déjà photographié la ville rue par rue. L'état-major fait savoir qu'il établira un «couloir humanitaire» pour permettre l'évacuation de la population civile avant les bombardements de la ville et les combats de rue.

Les troupes turques et leurs mercenaires syriens sont idéologiquement préparés à ce jihad. Ils bombardent et attaquent les villages kurdes aux cris «Allahou Akbar ! Sus aux porcs athéistes» (kurdes). Les images du martyr de Barin Kobané, la combattante kurde mutilée par un groupe de jihadistes pro-turcs diffusées par l'Observatoire syrien des droits de l'homme, donne la mesure de



Une civile kurde turque qui a rejoint les rangs des combattants qui luttent contre l'offensive turque, à Afrin, le 28 janvier.

Photo Delil Souleiman. AFP

cette haine anti-kurde. Une haine attisée en Turquie même par le parti d'extrême droite MHP, allié d'Erdogan, dont le chef Devlet Bahçeli promet d'envoyer 100 000 Loups Gris (Bozkurt), ces miliciens fascisants turcs de triste mémoire dont l'un, Mehmet Ali Agca, a attenté contre la vie du pape Jean-Paul II. Chauffés à blanc par les médias au service du pouvoir, les Turcs sont tenus à faire bloc derrière Erdogan, dans «ce combat national» sous peine d'être punis comme traîtres. Le principal parti d'opposition, CHP, qui tout en soutenant l'armée turque «héroïque» critique l'utilisation de «bandes terroristes et jihadistes syriennes» est qualifié par Erdogan de «principal parti de trahison». L'Union des barreaux de Turquie et l'Union des chambres de médecins de Turquie, qui émettent des réserves sur le bien fondé de cette guerre, sont sommées par le président turc à retirer les noms «Turquie», «Turc» de leur appellation car elles n'en sont pas dignes.

Ce climat d'hystérie nationaliste anti-kurde, anti-américaine, anti-européenne, anti-sémite, est lourd de menaces pour le peuple kurde, pour la stabilité régionale ➡

➔ mais aussi pour la sécurité européenne. Le risque de pogroms anti-kurdes en Turquie et des affrontements turco-kurdes en Europe est réel et celui d'une confrontation militaire turco-américaine ne peut être écarté.

La défaite de la résistance kurde ne tarderait pas à favoriser le retour de Daech et d'autres mouvements jihadistes. Et un président turc conquérant d'Afrin sera de plus en plus arrogant, incontrôlable et dangereux pour ses voisins et pour l'Europe. Il disposera de deux armes de dissuasion massive vis-à-vis des Occidentaux : l'envoi vers l'Europe de nouvelles vagues de migrants et la manipulation par les services turcs de diverses factions jihadistes allant de l'ex-Front al-Nosra aux éléments recyclés de Daech et aux ter-

roristes ouïgours pour commettre des attentats contre les pays hostiles à son régime.

La défense d'Afrin n'est donc pas qu'une question humanitaire ou une obligation morale envers les alliés kurdes dans la guerre contre Daech. C'est aussi et surtout une urgence politique pour empêcher une plus grande déstabilisation régionale, pour prévenir le retour en force de Daech et pour mieux assurer la sécurité des citoyens européens.

Il est grand temps de sortir des discours tièdes et ambigus, d'adopter au niveau européen une position commune et ferme exigeant le retrait sans délai des troupes turques d'invasion. Il est incompréhensible et immoral que le Conseil de sécurité des

Nations unies, qui a été saisi d'urgence pour l'installation de quelques portiques métalliques sur l'esplanade des mosquées, ne soit pas saisi et n'adopte pas une résolution sur une invasion militaire violant ouvertement le droit international, visant une population innocente et menaçant gravement la stabilité régionale.

La France, qui a souvent eu le courage de dire le droit, s'honorerait de prendre l'initiative de mobiliser ses partenaires en Europe et à l'ONU pour arrêter l'agression turque en cours. ♦

Kendal Nezan Président de l'Institut kurde de Paris



RUSSIA TODAY

19 février 2018

«Personne ne pourra arrêter la Turquie» : Ankara menace Damas si elle soutient les Kurdes à Afrin

19 févr. 2018, 22:25 francais.rt.com

La Turquie a menacé clairement Damas d'une confrontation dans le cas où elle interviendrait aux côtés des milices kurdes, elles-mêmes appuyées par les Etats-Unis, dans la région syrienne d'Afrin, où la situation devient chaque jour plus explosive.

Où s'arrêtera l'action de la Turquie dans le nord de la Syrie ? Après avoir appelé les Etats-Unis à retirer leurs soldats de la ville syrienne de Minbej, contrôlée par les Kurdes, Ankara menace de s'en prendre à Damas. Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a ainsi très clairement mis en garde les autorités syriennes ce 19 février, alors que les Kurdes, ciblés par une offensive des forces armées turques à Afrin, en Syrie, ont fait appel à Damas.

«Si le régime entre dans la région d'Afrin pour la débarrasser du PKK, des YPG [Unités de protection du peuple kurdes, entité considérée comme terroriste par Ankara], il n'y a pas de problème», a-t-il commencé, cité par l'agence officielle turque Anadolu, avant de poursuivre : «S'ils viennent pour protéger les YPG, alors personne ne pourra arrêter la Turquie et les soldats turcs.»

Le chef de la diplomatie turque en a même profité pour étendre sa menace. «Cela ne vaut pas seulement pour Afrin, mais aussi pour Minbej et pour l'est de l'Euphrate», a-t-il précisé, définissant ainsi un pré carré correspondant à une large portion du nord syrien sous contrôle kurde.

Après une première opération «Bouclier de l'Euphrate» d'août 2016 à mars 2017, la Turquie a lancé le 20 janvier 2018 celle du «Rameau d'olivier» en territoire syrien, avec le même but : contenir les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition arabo-kurde



Soldats turcs dans le nord-est de l'Afrin, le 28 janvier 2018, photo ©Khalil Ashawi/Reuters

dominée par les YPG kurdes, et empêcher la formation de tout ce qui pourrait ressembler à un territoire administré par des Kurdes à sa frontière.

TURQUIE, SYRIE ET ETATS-UNIS : VERS UNE CONFRONTATION OUVERTE ?

La situation dans le nord de la Syrie s'est fortement dégradée après l'annonce faite le 14 janvier dernier par les Etats-Unis de la formation d'une force de quelque 30 000 gardes-frontière s'appuyant sur les FDS, provoquant l'ire d'Ankara. La Turquie a même fait légèrement reculer Washington, son allié supposé au sein de l'OTAN, qui a dit comprendre les inquiétudes turques en matière de menace terroriste. Pourtant, dernier épisode en date, une source kurde a affirmé le 18 février que Damas, qui demande régulièrement aux forces turques et américaines de quitter son territoire, aurait trouvé un accord avec les YPG pour entrer dans Afrin.

L'information n'a pas été confirmée par le gouvernement syrien mais la télévision publique syrienne a confirmé le 19 février que des forces pro-Damas s'apprétaient à pénétrer dans Afrin. D'après Reuters, au coucher du soleil, aucun signe de déploiement n'avait été constaté.

Un autre responsable kurde, cité par Reuters a ensuite démenti, ce même 19 février, qu'un accord avait été passé entre Damas et les YPG. «Il n'y a pas d'accord. Il y a seulement eu un appel de notre part pour que l'armée syrienne intervienne et protège les frontières», a précisé Nouri Mahmoud, porte-parole des YPG, également cité par Reuters. Coup de bluff ou preuve supplémentaire de la confusion qui règne dans cette partie de la Syrie ? ●

En Syrie, Israël décidé à faire barrage à l'Iran

Malgré le risque d'escalade, comme lors de l'incident du 10 février, l'Etat hébreu entend répliquer à toute provocation

JÉRUSALEM - correspondant

Ce n'est pas bien de dire ça, mais j'avais prévenu. Je ne criais pas au loup pour rien. Dans son bureau au ministère du renseignement israélien, dont il est le directeur, Chagaï Tzuriel se sent conforté dans son analyse. Depuis plus d'un an, il multiplie les avertissements au sujet des dangers que pose la présence iranienne en Syrie. Maintenant que la Syrie entre, selon ses termes, dans une « zone grise », après la guerre contre l'organisation Etat islamique (EI) et avant le lancement de sa reconstruction, Israël doit être une vigie intransigeante. D'autant que l'Iran avance de moins en moins masqué.

C'est ce qu'a illustré l'accès de fièvre entre l'Etat hébreu et l'ar-

mée syrienne, samedi 10 février, qui en annonce forcément d'autres, selon les analystes. L'incursion d'un drone iranien dans l'espace aérien d'Israël a entraîné un raid contre la base T-2, près de Palmyre, d'où l'appareil avait décollé. La réplique du régime de Damas, avec une salve de missiles sol-air, a provoqué le crash d'un avion F-16 en Galilée. L'armée israélienne a alors conduit une vaste opération contre douze sites en Syrie, dont certains attribués aux Iraniens. Cette escalade très rapide et spectaculaire a alimenté les craintes d'un embrasement aux conséquences régionales imprévisibles.

« Nous sommes entrés dans une nouvelle phase où tout le monde se préoccupe de la reconstruction de la Syrie, l'Iran et la Russie désirant les plus grosses parts du gâteau, puisqu'ils ont sauvé Assad, explique Chagaï Tzuriel. Mais, en même temps, la confiance d'Assad et du régime est en hausse. Ils tiennent moins compte des intérêts d'autrui. La conclusion est que les différends entre les parties impliquées risquent de devenir plus clairs. » Tel est l'espoir, en tout cas, que nourrit Israël.

Potentiel de déstabilisation

Selon ce haut responsable, la réplique syrienne du samedi 10 février s'explique par la nécessité de ne pas rester immobile devant le raid conduit par l'Etat hébreu. « De notre point de vue, rien ne change. On continuera à faire ce qu'il faut pour imposer nos lignes rouges. Si on néglige la plus petite violation par les Iraniens, on est déjà dans leur stratégie, on joue leur jeu. »

L'armée israélienne a multiplié les communiqués en l'espace de vingt-quatre heures, diffusant des vidéos du drone, dessinant les grandes lignes des opérations et donnant des nouvelles des deux pilotes du F-16 abattu. Ces mots et ces images ont aussi servi à couvrir les questions en suspens. Les experts s'interrogent, par exemple, sur la finalité du drone. S'agissait-il d'une mission de reconnaissance ou bien d'une provocation, d'un appât lancé par les Iraniens pour susciter une réponse israélienne ?

L'envergure de la réponse de l'armée syrienne au raid conduit contre la base T-2, où se trouvent aussi des soldats russes, interpelle les analystes. Plus d'une vingtaine de missiles antiaériens ont été tirés. Cela traduit-il un changement tactique de la part de l'armée syrienne, confortée par ses récents succès et décidée à répliquer de façon plus résolue aux incursions israéliennes ? Dans ce cas, la domination de l'Etat hébreu dans les airs pourrait être mise à mal, comme l'illustre le crash du F-16.

Mais, selon les experts israéliens, la réponse du régime de Damas ne doit rien changer à la stratégie de l'armée. « On doit prendre le risque d'une escalade, pour empêcher l'Iran d'avoir des sites de lancement de missiles et d'opérer des transferts de technologie vers le Hezbollah, souligne Yaakov Amidror, ancien chef du Conseil de sécurité israélien. L'alternative serait inimaginable : donner carte blanche à Téhéran. On ne pourrait ensuite plus se défendre. »

Chercheuse à l'Institut pour les études de sécurité nationale, Sima Shine souligne qu'Israël est peut-être entré dans une phase de confrontation directe avec l'Iran, en Syrie. Mais, selon cette ancienne cadre du Mossad, « le timing des événements ne joue pas en faveur de Téhéran, en raison des mouvements de protestation intérieurs et aussi des efforts des Européens, Macron en tête, pour persuader les Etats-Unis de conserver l'accord sur le nucléaire ». Selon cette analyste, l'escalade de samedi met en lumière le potentiel de déstabilisation iranien en Syrie et dans la région.

« C'est un baril de poudre »

Dans ce contexte, Israël compte sur l'implication de la Russie pour juguler les ambitions iraniennes. Sur le plan politique et militaire, les contacts avec Moscou sont étroits et réguliers. Fin janvier, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a rendu visite au président russe, Vladimir Poutine, pour rappeler la détermination de l'Etat hébreu : pas d'implantation de milices chiïtes sur l'autre flanc du plateau du Golan, la zone frontalière,

« Donner carte blanche à Téhéran serait inimaginable. On ne pourrait ensuite plus se défendre »

YAAKOV AMIDROR
ancien chef du Conseil de sécurité israélien

ni de port ou d'aéroport iranien en Syrie, ni d'atelier de fabrication de missiles à haute précision aux mains du Hezbollah libanais.

« On ne se coordonne pas avec les Russes. On ne leur demande pas la permission pour agir, mais on leur explique par avance la logique de notre politique, explique Yaakov Amidror. La Russie n'est pas d'accord, mais elle comprend nos positions. C'est un succès de notre diplomatie. »

De son côté, Chagaï Tzuriel estime que les Russes manœuvrent « entre différents intérêts et engagements ». « Selon moi, ils veulent stabiliser leurs acquis en Syrie, qui sont grands. Ils veulent imposer leur paix, une "pax russiana". Ils comprennent le potentiel volatil de la présence iranienne et de celle de milices chiïtes. C'est un baril de poudre. Il y a donc une bonne chance qu'ils jouent aussi un rôle de modération et de limitation par rapport aux Syriens et aux Iraniens. »

Mais le responsable israélien appelle aussi de ses vœux une implication bien plus forte des Etats-Unis. « Elle est déterminante. Tous ceux décidés à contrer l'Iran au Moyen-Orient doivent comprendre que la campagne doit être lancée d'abord en Syrie. » ■

PIOTR SMOLAR

LE CONTEXTE

IRAN

Provocation contre Israël

Tout comme son allié libanais, le Hezbollah, Téhéran, qui n'a pas caché son désir de s'implanter durablement en Syrie après la guerre, teste régulièrement la capacité de réaction israélienne, en envoyant des drones par-dessus la frontière, comme ce fut le cas le 10 février. En représailles, l'aviation israélienne a bombardé la base syrienne, près de Palmyre, d'où avait décollé l'engin guidé et où opèrent des soldats russes.

TURQUIE

Offensive d'Afrin

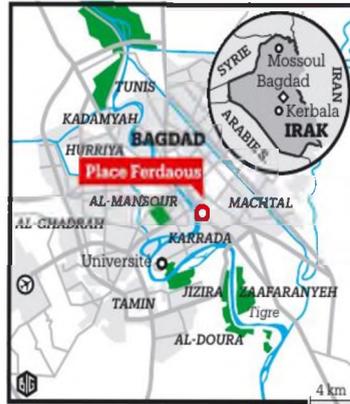
Invoquant des préoccupations de sécurité à sa frontière, la Turquie a envahi l'enclave d'Afrin, dans le nord de la Syrie, pour en chasser les milices kurdes YPG, liées au Parti des travailleurs du Kurdistan, malgré l'avis défavorable de Moscou. En représailles, le Parti de l'union démocratique, façade politique des forces YPG, a boycotté la réunion pour la paix en Syrie à Sotchi, en Russie, le 29 janvier.

MERCREDI 14 FÉVRIER 2018

Libération

BAGDAD, L'APRÈS-GUERRES

Alors qu'une conférence internationale se tient au Koweït pour financer la reconstruction de l'Irak, reportage dans une capitale rongée par des années de conflit et de terrorisme. **PAGES 2 à 6**



Meurtrie par la guerre de 2003, ravagée par les attentats de l'Etat islamique, la capitale irakienne espère pouvoir enfin panser ses plaies. A l'heure où une conférence internationale prépare la reconstruction du pays, reportage dans une ville exsangue et bunkérisée.



REPORTAGE DE LA CAPITALE IRAKIENNE, BAGDAD. PHOTO: J. M. / AGF

Bagdad, année zéro depuis 15 ans

Par **HALA KODMANI**
Envoyée spéciale à Bagdad
Photos **ABDALLAH DYA AL-DIN**

Des palissades de tôle ondulée encerclent la place Ferdaous au centre de Bagdad. Un pan arraché du mur métallique laisse voir la terre retournée du grand terre-plein où se dresse un misérable petit palmier. Ce carrefour, où la statue de Saddam Hussein a été déboulonnée en avril 2003 sous le regard de milliers d'Irakiens en liesse et de dizaines de millions de téléspectateurs à travers le monde, est encore en chantier. Un lieu à l'image de l'Irak qui, quinze ans après la chute de la dictature et de multiples guerres, n'est toujours pas parvenu à se reconstruire. Plusieurs projets de réhabilitation de la place

Ferdaous ont bien été lancés : ils n'ont pas abouti car confiés à des sociétés véreuses par des responsables corrompus. Mais depuis septembre 2017, un plan global d'aménagement d'une vingtaine de places de Bagdad, financé par un groupe de banques publiques et privées a été annoncé. Un plan qui s'inscrit dans le nouvel élan de « la victoire éclatante » contre l'Etat islamique, proclamée en décembre par le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi.

L'AVANTAGE DE LA VICTOIRE
« L'Irak victorieux » s'affiche sur des pancartes géantes dans tout Bagdad. Des portraits de ses héros soldats et miliciens « martyrs » s'évalent par centaines sur les murs de protection qui asphyxient la capitale bunkérisée. Des images qui mettent de la couleur sur ces hauts rideaux de béton armé, les T-walls, qui en-

cerclent les bâtiments officiels, les résidences d'organisations internationales, de personnalités politiques et autres hommes d'affaires. Ces murs modulaires, dressés pour empêcher les attentats kamikazes qui ont ravagé Bagdad pendant des années, obstruent l'horizon. Des rues barrées et des check-points imposants, avec soldats et blindés, créent des embouteillages monstres toute la journée. « Nous payons cher cette exhibition de sécurité, rouspète un Irakien bloqué dans sa voiture devant un des barrages. *Ils ne contrôlent rien en réalité. Ici, je pourrais passer avec un coffre plein d'ex-*

REPORTAGE

plosifs sans être repéré. On l'a vu lors de l'attentat du marché de Karrada. Plus de 300 morts. Ce devait être encore à cause d'un matériel de détection défaillant acheté par les pourris du gouvernement. » Une évocation de l'attaque kamikaze au camion piégé du 3 juillet 2016, revendiquée par l'EI, que le conducteur relie au scandale révélé en 2013 quand un homme d'affaires britannique avait vendu au gouvernement irakien des « détecteurs d'explosifs » alors qu'il s'agissait de clubs de golf aimantés destinés à ramasser les balles. Le drame du marché de Karrada revient souvent dans la bouche des Irakiens pour souligner l'incompétence et la corruption de leurs dirigeants. Une tragédie qui nourrit la méfiance. Car le scepticisme reste de mise à l'heure où est officiellement décrétée la « victoire définitive » contre le terrorisme ouvrant la voie à la reconstruction du pays. Il n'échappe pas aux Irakiens qu'en mettant en avant leur triomphe militaire, leurs autorités veulent d'abord laver l'humiliation de 2014. L'armée irakienne avait alors cédé le tiers du territoire du pays devant l'avancée de quelques centaines de jihadistes de l'EI. Elle avait abandonné, comme à Mossoul, deuxième ville d'Irak, ses équipements lourds, ses stocks d'armes et l'argent contenu dans les coffres des banques. Il s'agit aussi de réaffirmer l'autorité d'un Etat

après des années d'instabilité. Au lendemain de l'invasion américaine qui a chassé Saddam Hussein du pouvoir en 2003, toutes les institutions de l'Etat ont été démembrées sous couvert de nettoyage de l'ancien régime baasiste. Puis une guerre civile sanglante (attentats et confrontations entre chiites et sunnites qui ont fait près de 50 000 morts entre 2004 et 2014) s'est doublée d'attaques de la « résistance » contre les envahisseurs menés par les jihadistes d'Al-Qaeda et par les milices de Moqtada al-Sadr.

KHÔL

Le temps de tourner la page de tous ces conflits est-il arrivé ? « La force des Irakiens qui ont réussi à vaincre Daech par leurs sacrifices me rend confiant dans l'avenir », assure Hamed al-Hamarani. Jovial, le sexagénaire qui se présente comme « écrivain satyrique » se plaît à contredire ses compagnons attablés au café Ridha Alwan, rendez-vous des intellectuels dans le quartier de Karrada. « A contre-sens » est d'ailleurs le titre qu'il a choisi pour sa chronique dans le quotidien *Al-Moraqeb al-Iraqi* (« l'Observateur irakien »), organe officiel des brigades du Hezbollah local. L'homme, fier d'être employé par la publication de l'une des principales milices du Hachd (la coalition paramilitaire formée en 2014 ayant participé à la « guerre de libération » contre l'EI), répercute habilement le discours de rigueur sur le rebond de l'Irak. C'est que de nombreux groupes militaires et partis politiques irakiens cherchent à récolter les raisins de la victoire sur Daech et rivalisent pour peser dans la bataille des législatives prévues en mai. Mais si l'on se fie au nombre de ses portraits dans Bagdad, le leader le plus populaire d'Irak est... un martyr tombé le 10 octobre 680 à Kerbala : l'imam Hussein, petit-fils du Prophète, dont l'assassinat par les troupes du calife de Damas est à l'origine du schisme entre sunnites et chiites. Avec son visage de Jésus-Christ oriental, sa barbe noire, ses yeux maquillés de khôl et

« Nous payons cher cette exhibition de sécurité. Ils ne contrôlent rien en réalité. Je pourrais passer avec un coffre plein d'explosifs sans être repéré. »

Un chauffeur de taxi

son turban vert, il est présenté dans les rues des quartiers chiites comme le héros de la victoire contre l'EI. « *Labayk Hussein* » (« A tes ordres, Hussein »), le cri de ralliement des batailles, est ici omniprésent.

« HABILITÉ »

De façon plus concrète, l'homme qui paraît le plus pressé d'incarner l'Irak d'après-guerres est le Premier ministre, Haider al-Abadi. Celui qui a pris les rênes du gouvernement au lendemain de la chute de Mossoul, à l'été 2014, a été un point d'appui. Son « habileté » est vantée par les diplomates occidentaux. L'un d'entre eux reconnaît qu'« *Abadi raconte à chacun ce qu'il veut entendre. Il adapte son discours aux Américains, aux Européens, aux Iraniens, aux Arabes du Golfe ou à l'opinion internationale.* » Lancé dans la campagne électorale en même temps que dans celle de la reconstruction, Abadi doit maintenant adapter son discours aux électeurs. Il a encore fort à faire. ◆

We need more than empathy

Nadia Murad

Three years ago I was one of thousands of Yazidi women kidnapped by the Islamic State and sold into slavery. I endured rape, torture and humiliation at the hands of multiple militants before I escaped. I was relatively lucky; many Yazidis went through worse than I did and for much longer. Many are still missing. Many have been killed.

Once I escaped, I felt that it was my duty to tell the world about the brutality of the Islamic State. Yazidi women hoped that recounting our experiences of mass murder, rape and enslavement would bring attention to the Yazidi genocide. We received sympathy and solidarity all over the world, but now what we really need is concrete action to get justice and allow our community to return to its homeland.

On Aug. 3, 2014, the Islamic State invaded the Sinjar region in northern Iraq with the mission of exterminating the Yazidis, whose numbers are estimated to be between 400,000 and 500,000. Our religion dates back to ancient Mesopotamia and preserves pre-Islamic practices. Because of that, the Islamic State called us pagans without a holy book, and used that slander to justify murder. The majority of Yazidis fled, initially to the mountains of northwestern Iraq, and then to Iraqi Kurdistan.

Kocho, my village of 1,800 people about 15 miles from the city of Sinjar, was under siege for almost two weeks before it fell to the Islamic State. The militants lined up over 300 men behind a school and shot them. Their bodies were buried in irrigation ditches. Among those bodies were six of my brothers.

The militants then took the women and boys to Sinjar and Solagh, a nearby town. My 61-year-old mother, Shami, and the other older women

I and other women brutalized by the Islamic State want our home back.

Over three years later, Malik remains with the Islamic State and calls his mother to tell her he believes in its ideology. Thousands of Yazidis remain missing, and hundreds of thousands are stuck in refugee camps. With few

were killed. The younger women, including myself, were taken to slave markets throughout Iraq and Syria. The boys, including one of my nephews, 11-year-old Malik, were forced to join the terrorist group and brainwashed.



NADIA MURAD is the author of the memoir *"The Last Girl."*

opportunities for work or education, they are often forced to rely on donations of food and clothing.

Again, I was lucky. I was among the 1,100 women and children moved to Germany through a program established in the southwestern German state of Baden-Württemberg. Canada and Australia have also agreed to take in hundreds of Yazidi survivors of Islamic State brutality, and their families.

But the Yazidis in Iraqi Kurdistan's refugee camps and elsewhere in the world live with the pain of losing their homeland and families. We live with growing frustration that the perpetrators are getting away. And the Yazidi religion is on the brink of dying out.

Yet we are hopeful that one day we will return to Sinjar, rebuild our families and practice our religion freely, and that our rapists will face justice.

That hope made us speak publicly about something as painful and private as our abuse by the Islamic State. By recounting what happened to us, we relived our pain and risked being judged harshly by those around us. When you ask a Yazidi to repeat her grim testimony, you should consider what an emotional toll that exacts. And when you recount what happened to us, please do not use that demeaning phrase "sex slaves" to refer to us. We are survivors.

Over the past three years, the world has come out in support of the Yazidis. But now we need to move away from the personal stories of survivors and take practical steps, steps toward prosecuting the Islamic State militants responsible for these crimes and toward reconstructing Yazidi areas in Iraq so that displaced Yazidis can begin to go back to their homes.

My lawyer, Amal Clooney, and Yazda, a global Yazidi rights organization, helped me to plead our cause at the United Nations and to put pressure on the Iraqi government and urge the

international community to act. In September, the United Nations Security Council finally passed a resolution to establish an international investigation into these crimes.

We hope this investigative team will be deployed soon and that it will carry out the long overdue inquiry into the crimes of the Islamic State, including by exhuming the 94 mass graves of the group's victims that have been found in Iraq.

We continue to collect evidence of the genocide and are working with prosecutors around the world to get more cases heard. The lawyers helping us are working pro bono and with few resources.

The conditions in the Yazidi areas of Iraq remain bleak. Land mines and homemade bombs planted by the Islamic State litter the region. An overwhelming majority of the buildings in the Sinjar area have been destroyed; basic services such as sanitation to the area, which is controlled by Iraqi Kurdish forces, remains extremely difficult both for humanitarian organizations and for the Yazidis wishing to return.

We are very grateful to President Emmanuel Macron of France, who pledged to help demine the Sinjar region. And together with the French government, we are working on starting the Sinjar Action Fund, a trust fund to rebuild Sinjar. But we need more help. I call on governments, international organizations, private entities and individuals to contribute to the Sinjar Action Fund and help us return home and rebuild our lives.

One day, I want to marry and have children. I will have to deal with the trauma of my rape personally and quietly. But like most Yazidi women, I am prepared to repeat my story, as long as it helps to achieve justice and to support genocide survivors.

Some months back, after I gave a talk at the United Nations about the plight of my people, a young African woman approached me. Boko Haram militants had kidnapped her and raped her. We instantly recognized each other as survivors and formed a bond. Since my escape I have learned how often women are victimized by war, from Rwanda to Bosnia, from Syria to Myanmar. Yazidi women now belong to a vast network of survivors of rape and enslavement.

Rather than emphasizing our victimhood, that connection to other women empowers us to take back our lives and to fight for our community's future. Like those brave women, Yazidi survivors are much more than victims. We are activists and we need more than empathy.

Erdogan's Fatal Blind Spot

The real threat to Turkey isn't the Kurds. It's the Islamic State.

Colin P. Clarke and Ahmet S. Yayla
/2018/02/15
<http://foreignpolicy.com>

The collapse of the Islamic State's self-proclaimed caliphate has benefited Iraq and Syria, the two countries where the extremist group once maintained its sanctuary, but it is also a threat to the nations where fleeing fighters might go next.

At the top of this list is Turkey, a logical landing spot for many fleeing Islamic State militants since it is next door to both Iraq and Syria.

In early February, the New York Times reported that "thousands" of Islamic State fighters have fled Iraq and Syria while a substantial number "have gone into hiding in countries like Turkey." These revelations are nothing new. A 2016 interview by the Times correspondent Rukmini Callimachi with a former fighter from Germany revealed that the Islamic State deliberately dispatched hundreds of its fighters to Turkey. Smugglers on both sides of the border continue to move people, including Islamic State fighters, back and forth from Syria to Turkey, in some cases bribing Kurdish fighters so they can pass through territory controlled by the Syrian Democratic Forces.

In the aftermath of the Islamic State's deadly assault on Istanbul's Reina nightclub in the early hours of Jan. 1, 2017 — an attack that killed 39 and wounded 71 — it was revealed that the group had established robust terrorist cells in Turkey. There are two types of cell structures in Turkey: those composed of Turks and those manned by foreign fighters. The foreign fighter cells primarily consist of militants from the Caucasus, Uighur Turks from China, and Central Asians from the former Soviet Union, as well as fleeing Arab and European Islamic State fighters.

Istanbul has historical resonance to many Muslims as the previous seat of a Sunni caliphate. The fact that the Islamic State could not realistically hope to re-establish its caliphate on Turkish territory doesn't mean its fighters won't bring instability to Turkey; their mere presence will destabilize the country.

In the past year, the Islamic State has been far more cautious in launching attacks on Turkish soil, perhaps to avoid scrutiny from the security forces. But the growing number of Islamic State fighters, which is estimated to be in the hundreds, will likely precipitate future clashes with Turkish police and soldiers attempting to root them out. There is also the possibility that a spectacular attack could be engineered from Turkish soil, as one nearly was when the components for an improvised explosive device were airmailed from Turkey to Australia last August.

Turkey could serve as a logistics hub to plot future attacks. Unlike many other terrorist sanc-



A woman reads names on a commemorative plaque during a memorial ceremony for victims of an Islamic State attack at Istanbul's Ataturk airport, on June 28, 2016. (Ozan Kosel/AFP/Getty Images)

tuaries, such as Afghanistan, Libya, and Somalia, Turkey is not a failed state. This is important because militants have easier and more reliable access to communications, transportation, and financial networks due to relaxed Turkish visa procedures, extensive airline connections, and shortcomings in financial tracking systems. Corruption and complicity among Turkey's security forces, including members of the armed forces and police, facilitate further access through a mixture of bribery and coercion.

The willingness of some Turkish politicians and high-ranking members of the security forces to counter the Islamic State is also in doubt. In early February, more than 10 high-profile Islamic State members — including the "emir" of Diyarbakir and militants who had been involved in bombing attacks in Istanbul, Ankara, and Gaziantep — were abruptly released by judges. In many cases, Turkish intelligence officials who did not see the group as the primary threat pressured the judiciary to let dangerous suspects go despite the fact that prosecutors had sought extremely long prison sentences for them. Since Turkey has been accused of recruiting thousands of former Islamic State fighters to attack Kurds in Syria, some speculate that the release of Islamic State members without explanation could be the result of a backdoor deal with the Turkish intelligence service. (One of us left the Turkish police force out of a refusal to work with President Recep Tayyip Erdogan's government and allow foreign fighters to pass through the southern Turkish city of Sanliurfa.)

Over the past decade, Turkey has slowly developed into a country with dense pockets of support for Salafi jihadi groups, including the Islamic State and al Qaeda, in major cities, towns, and villages along the Turkish border with Iraq and Syria. Domestic stability in Turkey will hinge on radicalization trends, how varying degrees of support for jihad among the Turkish population (and growing refugee population) manifest themselves in the future, and on the intensity of the transnational Kurdish insur-

gency.

The threat posed by the Islamic State has been compounded by Erdogan's purges after the failed July 2016 coup that replaced the counterterrorism and intelligence forces, including the police, gendarmes, and portions of the military. As a result, relatively inexperienced and untrained recruits have been tasked with managing counterterrorism operations against a sophisticated adversary.

Another issue is Erdogan's priorities, which primarily revolve around consolidating power and continuing to purge any suspected collaborators in the 2016 coup attempt, as well as battling Kurdish militants, including the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its allies in Syria, the People's Protection Units (YPG). The Turkish military's recent incursion into Afrin in northern Syria is a prime example of this.

Despite the fact that the Islamic State has slowly built up its presence in Turkey over

Over the past decade, Turkey has slowly developed into a country with dense pockets of support for Salafi jihadi groups

the past several years, countering the threat from Islamic State-linked terrorists appears to be low on Erdogan's agenda. This is especially true when the Islamic State is helping Turkey by fighting against Kurdish groups in Syria, Turkey's perceived primary enemy, as it has in northern Syria and western Iraq at various points throughout the conflict.

Erdogan's continuing tolerance of Islamic State fighters on Turkish soil amounts to passive support and tacit approval. The danger posed by these fighters using Turkey as a staging ground could develop into a far more formidable threat than that currently posed by Kurdish terrorism. Tolerating the Islamic State in order to fight the Kurds is therefore a dangerous and myopic policy. It will further strain relations with the European Union and the United States on counterterrorism, cooperation, and visa-free travel. And when the Islamic State reaches a critical mass, it is likely to turn against its host, just as various militants once supported by Pakistan eventually turned their fury against the Pakistani state and its security forces.

When that day comes, harboring extremists will no longer remain viable for Erdogan and his supporters. But at that point it will be too late. Erdogan's willingness to ignore the threat from the Islamic State may be what ultimately leads to his political demise. ■

APPEL DES SÉNATEURS

Les Kurdes sont nos alliés contre Daech

Après un moment d'hésitation, plusieurs initiatives de soutien aux Kurdes de Syrie sont en train de voir le jour. Dès cette semaine, "Marianne" publie l'appel lancé par une quarantaine de sénateurs de toutes tendances. D'autres suivront.

Les Kurdes syriens ont été, avec les peshmergas du Kurdistan irakien, nos meilleurs alliés dans la guerre contre Daech. Des milliers d'entre eux sont morts pour notre liberté et pour notre sécurité. Avec le soutien de la coalition internationale, ils ont réussi à débarrasser la Syrie et le monde de la barbarie de Daech. Ils sont attaqués aujourd'hui par le régime autoritaire du président turc Erdogan. Depuis le 20 janvier, l'aviation et l'artillerie lourde turques bombardent les villes et villages du canton kurde d'Afrin. La Turquie mène l'assaut contre l'une des rares villes syriennes qui a jusqu'ici échappé à la destruction, une ville dont le seul crime est d'être dirigée par des forces kurdes. Ce paisible territoire, qui avait réussi à rester à l'écart de l'effroyable guerre civile syrienne, accueille des dizaines de milliers de déplacés et de réfugiés.

Cette guerre de convenance déclenchée en plein hiver contre une région qui n'a jamais attaqué ou menacé le territoire turc, et qui met la vie de plus de 800 000 civils kurdes et arabes en danger, constitue une agression intolérable, une violation flagrante du droit international et une menace grave contre la paix et la stabilité régionale.

Nous voulons rappeler que les forces combattantes kurdes sont nos alliées dans la guerre contre Daech.

Nous voulons rappeler que ce sont elles qui, à Kobané, ont infligé une défaite sans appel à Daech, elles qui ont mis hors d'état de nuire des milliers de djihadistes et qui ont participé à la libération de tous les territoires syriens occupés par Daech, y compris Raqqa, capitale de leur prétendu califat.

Nous voulons rappeler que l'engagement des Kurdes au côté de la France et des pays de la coalition n'est plus à démontrer dans la lutte contre Daech.

Défendre ceux qui meurent pour notre liberté, être solidaires de nos alliés et compagnons d'armes, est une obligation morale pour la France, pour les Etats-Unis et pour tous les membres de la coalition internationale.

Il est temps de briser le silence assourdissant de la communauté internationale face à cette guerre d'agression.

Nous appelons la France à élever la voix et à user de toute son influence au Conseil de sécurité de l'ONU et en Europe pour exiger le retrait de l'armée turque et l'arrêt immédiat de l'intervention à Afrin. ■

LES PREMIERS SIGNATAIRES :

Stéphane Artano, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon ; **Viviane Artigalas**, sénatrice des Hautes-Pyrénées ; **Esther Benbassa**, sénatrice de Paris ; **Maryvonne Blondin**, sénatrice du Finistère ; **Jean-Pierre Corbisez**, sénateur du Pas-de-Calais ; **Nathalie Delattre**, sénatrice de la Gironde ; **Nassimah Dindar**, sénatrice de la Réunion ; **Rémi Féraud**, sénateur de Paris ; **Jean-Luc Fichet**, sénateur du Finistère ; **Bernard Fournier**, sénateur de la Loire ; **Jean-Marc Gabouty**, sénateur de la Haute-Vienne ; **André Gattolin**, sénateur des Hauts-de-Seine ; **Fabien Gay**, sénateur de la Seine-Saint-Denis ; **Eric Gold**, sénateur du Puy-de-Dôme ; **Guillaume Gontard**, sénateur de l'Isère ; **Jean-Pierre Grand**, sénateur de l'Hérault ; **Véronique Guillotin**, sénatrice de Meurthe-et-Moselle ; **Benoît Huré**, sénateur des Ardennes ; **Patrice Joly**, sénateur de la Nièvre ; **Mireille Jouve**, sénatrice des Bouches-du-Rhône ; **Roger Karoutchi**, sénateur des Hauts-de-Seine ; **Eric Kerrouche**, sénateur des Landes ; **Joël Labbé**, sénateur du Morbihan ; **Françoise Laborde**, sénatrice de la Haute-Garonne ; **Olivier Léonhardt**, sénateur de l'Essonne ; **Claudine Lepage**, sénatrice représentant les Français établis hors de France ; **Marie-Noëlle Lienemann**, sénatrice de Paris ; **Jean-Jacques Lozach**, sénateur de la Creuse ; **Monique Lubin**, sénatrice des Landes ; **Didier Marie**, sénateur de la Seine-Maritime ; **Rachel Mazuir**, sénateur de l'Ain ; **André Reichardt**, sénateur du Bas-Rhin ; **Sylvie Robert**, sénatrice d'Ille-et-Vilaine ; **Laurence Rossignol**, sénatrice de l'Oise ; **Jean-Pierre Sueur**, sénateur du Loiret ; **Sophie Taillé-Polian**, sénatrice du Val-de-Marne ; **Rachid Temal**, sénateur du Val-d'Oise ; **Jean-Louis Tourenne**, sénateur d'Ille-et-Vilaine ; **Jean-Pierre Vial**, sénateur de la Savoie ; **Jean-Pierre Vogel**, sénateur de la Sarthe.

CONTACT :

Olivier Léonhardt, sénateur de l'Essonne.

Tél. : 01 42 34 22 54 ou 06 95 02 36 92. o.leonhardt@senat.fr

Iran, Deeply Embedded in Syria, Expands 'Axis of Resistance'

By BEN HUBBARD, ISABEL KERSHNER and ANNE BARNARD
FEB. 19, 2018
www.nytimes.com

BEIRUT, Lebanon — When an Iranian drone flew into Israeli airspace this month, it set off a rapid series of strikes and counterstrikes that deepened fears over whether a new, catastrophic war was brewing in the Middle East.

That flare-up ended quickly, if violently, with the drone destroyed and an Israeli jet downed after bombing sites in Syria. But the day of fighting drew new attention to how deeply Iran has embedded itself in Syria, redrawing the strategic map of the region.

Tactical advisers from Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps are deployed at military bases across Syria. Its commanders regularly show up at the front lines to lead battles. Iran has built and continues to back powerful militias with thousands of fighters it has trained in Syria. And it has brought in new technologies, like drones, to spy on enemies and perhaps to attack them from the sky.

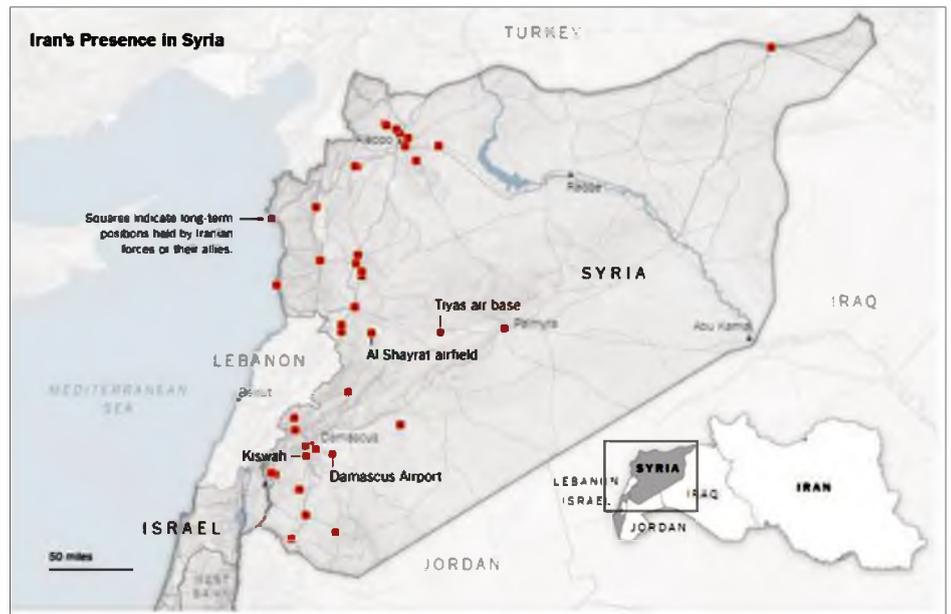
Both Israeli officials and Israel's enemies say that any new conflict between Israel and Iran, or any of its allies, could mobilize Iran's expanding network of militant proxies in multiple countries, what Iran refers to as "the axis of resistance."

"If there is a war, it will be regional," said Kamel Wazne, the founder of the Center for American Strategic Studies, in Beirut, who studies the policies of the United States and Iran in the Middle East. "Any confrontation will be with the whole resistance front against Israel and its backers."

Iran and its allies first intervened in Syria to defend the rule of President Bashar al-Assad against Syrian rebels after the civil war broke out in 2011, and later helped his forces against the jihadists of the Islamic State.

But as the rebels have lost ground and no clear threats to Mr. Assad's rule remain, Iran and its allies have stayed, shifting their focus to creating an infrastructure to threaten Israel, analysts say. Iran continues to train and equip fighters while strengthening ties with allies in Iraq and Lebanon, in hopes of building a united front in the event of a new war.

"The ultimate goal is, in the case of another war, to make Syria a new front between Israel, Hezbollah and Iran," said Amir Toumaj, a research



analyst at the Foundation for Defense of Democracies who studies Iran. "They are making that not just a goal, but a reality."

Iranian leaders speak openly of their work to build this axis of resistance against Israeli and American influence. A key to Iran's strategy, analysts and officials say, is to rely not on conventional military hardware or control of territory, which Israel can easily bomb, but on building ties with local forces who share its goals and benefit from its financing and expertise.

That approach has enabled Iran to amplify its power in the Arab world while decreasing the threat to its own forces and homeland. It has also created a problem for countries including the United States, Israel and Saudi Arabia, who fear Iran's growing influence but have struggled to come up with ways to stop it.

Some people in Israel have started referring to a potential "First Northern War," meaning that Israel will have to fight across both the Lebanese and Syrian frontiers. And many Israelis say the danger is not just from the new Iranian-backed militias, but also from the Iranian efforts to give advanced, high-precision weapons capable of hitting sensitive infrastructure to Hezbollah, Iran's most powerful and experienced external force.

Israeli officials have said that Iran and its allies are seeking to establish a land corridor from Iran to the Mediterranean, via Iraq, Syria and Lebanon, to ease the transportation of such weapons and to build underground factories to manufacture them in Lebanon and Syria. Israel has been bombing convoys in Syria that are believed to be carrying advanced arms to Hezbollah, but the group's covert nature makes it hard to determine which arms have slipped through and whether its arms factories are functioning.

Such arms, coupled with heavy barrages from the more than 100,000 rockets and missiles without high-precision targeting capability that Israel says Hezbollah already has, could overwhelm Israel's defenses.

"Israel will face not only quantity, but the threat to vulnerable strategic sites," said Yaakov Amidror, a former Israeli national security adviser

and now a fellow at the Jerusalem Institute for Strategic Studies. Referring to the combination of more precise weapons and a new front, he added: "Each one is problematic; together, they are devastating."

Iran's moves in the region have alarmed the United States. "What's particularly concerning is that this network of proxies is becoming more and more capable as Iran seeds more and more" of its "destructive weapons into these networks," Lt. Gen. H.R. McMaster, President Trump's national security adviser, said at a security conference in Munich on Saturday. "So the time is now, we think, to act against Iran," General McMaster added.

In expanding its influence in Syria in recent years, Iran has followed a standard template. In Lebanon in the 1980s, it helped create Hezbollah, which has since evolved into the country's predominant military force and a regional power in its own right, joining the wars in Syria, Iraq and Yemen. In Iraq, Iran has sponsored a range of militias while developing deep ties to the Iraqi economy and political system.

The war in Syria gave Iran a new opportunity to advance that project by linking its allies across the Levant together.

Fighters from Hezbollah routed Syrian rebels near the Lebanese border and Iran sent advisers to help Mr. Assad's beleaguered forces during the early years of the war.

But by 2013, Mr. Assad's forces were on the verge of collapse, and Iran intervened more forcefully, undertaking an extensive regional operation to train, arm and transport thousands of Shiite militiamen from abroad to Syria to fight the rebels and the jihadists of the Islamic State.

Estimates of the number of Iranian military personnel in Syria today range from the high hundreds to the low thousands. While some directly participate in combat, most are trainers, commanders or experts who advise the Syrian military and oversee militias. It is these militias, which could have as many as 20,000 fighters, that give Iran its true muscle.

Those fighters include about 6,000 from Hezbollah. Most of the rest of the militia ⇒

⇒ members — who come from Afghanistan, Iraq, Lebanon, Pakistan and elsewhere — have been enticed to fight in Syria with money and appeals to their Shiite faith. Indeed, most see the war in Syria in religious terms, as a jihad against enemies of their religion.

Ali Alfoneh, a researcher at the Atlantic Council who tracks reports of foreign militia fighters killed in Syria, said the number of deaths reported had decreased substantially as those fighting for Mr. Assad have gotten the upper hand in the war. But instead of leaving the country, he said, the militias appeared to be shifting their sights toward “Iran has realized that it is actually possible to maintain a front against Israel where there is no war but also no peace,” Mr. Alfoneh said.

In his research, Mr. Alfoneh said he had identified three main Iranian bases that oversee operations in large parts of Syria — one near Aleppo in the north and two south of the capital, Damascus — as well as seven smaller tactical bases near active front lines where Iran and its proxies have a presence.

The idea of a permanent Iranian presence in Syria worries Israel, which fears that it could face a threat there similar to that posed by Hezbollah in Lebanon. Analysts close to Iran and its proxies say that is exactly the idea.

“It’s like a replication of the Hezbollah model,”

said Ali Rizk, a Lebanese analyst who writes for Al Monitor, a news website focused on the Middle East. Iran is already training fighters in southern Syria, he said, so that if Hezbollah draws down its presence there, as its leaders have vowed to, it will leave behind a Syrian prototype.

In recent months, at least two Iraqi militia leaders have visited the Lebanon-Israel border with Hezbollah, and militia members say the visits have included developing plans for how they might collaborate in a future conflict.

Life has returned to normal in the Israel-controlled Golan Heights since the day of battle on Feb. 10, and the ski resort on Mount Hermon has been operating as usual. There was no immediate sense among Israelis of being on a war footing.

But Israelis and many Lebanese have long worried that another war across their border is inevitable. Prime Minister Benjamin Netanyahu ratcheted up the rhetoric on Sunday at the security conference in Munich, warning Iran’s leaders not to test Israel’s resolve and pledging that if pushed, Israel would act “not only against Iranian proxies that are attacking us, but against Iran itself.”

Both sides say they do not want war, and the fear of extensive destruction and civilian deaths has deterred new hostilities since the last war between Israel and Hezbollah in 2006. But the more entrenched Iran’s allies become, the greater the pressure

Israeli leaders could face to launch a strike — and the greater the chances that a miscalculation or mistake by either side could provoke new hostilities.

Some analysts have expressed hopes that Russia, which also intervened in Syria on Mr. Assad’s behalf, could serve as a check on Iran’s ambitions. Russia has cooperated with Iran during the war but also seeks to maintain good relations with Israel.

Notably, Russia has not publicly complained when Israel has bombed convoys believed to be bound for Hezbollah. Others question to what degree the Syrian population will buy into Iran’s ideological project, noting that only a tiny portion of Syrians share Iran’s Shiite faith.

Much remains unclear about Iran’s intentions. Days after Israel destroyed the drone, Israeli military officials said they were still not sure whether it had been armed, had been sent on a surveillance mission or was merely a test of Israel’s defenses.

“It is very important for us to understand its mission,” Brig. Gen. Tomer Bar, the chief of staff of the Israeli Air Force, told reporters. “We have to understand it and we will investigate it till the end.”

■ Ben Hubbard and Anne Barnard reported from Beirut, and Isabel Kershner from Jerusalem.

REUTERS

Islamic State kills 27 Iraqi militiamen near Kirkuk

February 19, 2018 Mustafa Mahmoud KIRKUK, Iraq (Reuters) -

ISLAMIC STATE militants ambushed a convoy of pro-government militia fighters near the northern Iraqi oil city of Kirkuk late on Sunday, killing at least 27 of them, the government-backed Popular Mobilisation Forces said on Monday.

Islamic State claimed responsibility for the attack.

A security official said Iraqi forces were pursuing the militants, who had disguised themselves in police uniforms to carry out the ambush.

Prime Minister Haider al-Abadi offered condolences to the families of the dead and ordered security forces to bring those responsible to justice, his office said in a statement.

Iraqi forces launched an operation this month to consolidate control of a mountainous area near Kirkuk that is intended to be used as a transit route for Iraqi oil trucks heading for Iran. Two armed groups are active in the area.

Iraq declared victory in December over Islamic State, which had seized control of nearly a third of the country in 2014. However, the group continues to carry out attacks and bombings in Baghdad and other parts of Iraq. ●

NEW YORK POST

FEBRUARY 13, 2018

US reportedly killed as many as 100 Russian fighters in Syria attack

Airstrikes, artillery fire reportedly took heavy toll on pro-Assad mercenaries

By Mark Moore Feb 13, 2018
<https://nypost.com>

American-backed military forces killed as many as 100 Russian mercenaries during an attack on a U.S.-held base in Syria last week, according to a report on Tuesday.

Scores of troops, mostly a mix of Russians and Ukrainians fighting on the side of Syrian strongman Bashar al-Assad, stormed the base held by U.S. and Kurdish forces in the Deir Ezzor region, Bloomberg News reported.

Two Russians told the website that 200 of their countrymen died in the failed assault, but a U.S. official said the death toll was about 100 with another 200 to 300 wounded.

No U.S. casualties were reported.

The clash is believed to be the deadliest incident between U.S. and Russian citizens since the

end of the Cold War.

The attack on the base in an oil refinery may have been a rogue operation by the Russian forces, highlighting the complex civil war in Syria that has involved a hodgepodge of fighters from the U.S., Russia, stateless Kurds, the Islamic State and local powers Iran, Turkey and Israel, the report said.

Russia’s military denied any involvement and U.S. Defense Secretary James Mattis described it as “perplexing” without elaborating.

Russian President Vladimir Putin’s spokesman Dmitry Peskov wouldn’t comment on the casualties, saying Moscow only tracks the country’s armed forces.

Russian forces have been propping up Assad during the seven-year war and began backing his regime with troops and firepower in 2015.

The attack began last Wednesday when pro-

Assad fighters approached in a “battalion-sized formation supported by artillery, tanks, multiple-launch rocket systems and mortars,” Col. Thomas F. Veale, a spokesman for the U.S. military, said in a statement to Bloomberg.

The U.S., which has advisers deployed alongside Syrian Democratic Forces, repelled the attack with a combination of aircraft and artillery fire.

“Coalition officials were in regular communication with Russian counterparts before, during and after the thwarted, unprovoked attack,” Veale said.

One of the Russians killed was Kirill Ananyev, his friend told CNN.

He said Ananyev had been fighting in Syria for more than a year and was killed when “American artillery smashed the Wagner unit.”

The Wagner Group is a shadowy private contractor similar to Academi — formerly known as Blackwater in the U.S.

It’s unclear who was paying the contingent of Russians and Ukrainians, but reports in Russian media said Assad or his allies hired Wagner, Bloomberg reported. ●

L'axe Washington-Ankara au bord de la rupture

Le soutien militaire des Etats-Unis aux Kurdes de Syrie provoque l'ire turque. La crise de confiance est profonde

ISTANBUL - correspondante

La Turquie sera sans nul doute l'étape la plus difficile de la tournée moyen-orientale du secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, attendu à Ankara jeudi 15 et vendredi 16 février. Sa visite a lieu dans un contexte de tensions aiguës entre les deux alliés de l'OTAN, plus que jamais divisés sur le terrain de la guerre en Syrie.

Depuis le Koweït, où il se trouvait mardi 13 février pour une réunion sur l'Irak, M. Tillerson a déploré que l'offensive menée par l'armée turque dans la région d'Afrin (nord-ouest de la Syrie) ait détourné les forces kurdes alliées des Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), les contraignant à « se diriger vers l'enclave » afin de prêter main-forte à leurs frères attaqués.

Au même moment à Ankara, le président turc Recep Tayyip Erdogan mettait en garde l'allié américain : « Il est clair que ceux qui disent "nous réagirons agressivement si vous nous frappez" n'ont jamais connu la claque ottomane », a-t-il martelé devant les députés du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) qu'il dirige. Il faisait référence à une pratique des janissaires de l'Empire ottoman, consistant en une gifle magistrale administrée à l'ennemi dans un combat rappro-

ché. Son propos venait en réponse à la déclaration du général américain Paul Funk, qui s'est rendu la semaine dernière à Manbij, une ville du nord de la Syrie où des conseillers américains et leurs alliés kurdes syriens sont positionnés, déclarant notamment : « Si vous nous frappez, nous réagirons vivement. Nous nous défendrons. »

Intermédiaires

Le message, on ne peut plus clair, venait rappeler combien l'opération militaire menée par la Turquie depuis le 20 janvier à Afrin contre les Unités de protection du peuple (YPG) indispose Washington. Vu d'Ankara, l'aide américaine aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les combattants des YPG, est un coup de couteau dans le dos. L'annonce selon laquelle les Etats-Unis s'apprêtent à consacrer plus d'un demi-milliard de dollars à l'équipement et à l'entraînement des FDS n'a fait qu'envenimer les choses.

Dès le début de son offensive, la Turquie a averti que son armée pourrait avancer ensuite vers Manbij. Embourbée toutefois depuis trois semaines à Afrin, celle-ci n'est pas près d'atteindre Manbij, à environ 100 kilomètres au sud-est de l'enclave. Si une confrontation directe entre soldats turcs et conseillers américains semble improbable, un accrochage entre leurs intermédiaires, par exemple entre les rebelles syriens alliés d'Ankara

«Ceux qui disent "nous réagirons agressivement si vous nous frappez" n'ont jamais connu la claque ottomane»

RECEP TAYYIP ERDOGAN
président de la Turquie

et les FDS, n'est pas exclu.

Ainsi, pour éviter tout risque de confrontation directe, le président Erdogan ne perd pas une occasion d'appeler les soldats américains à se retirer à l'est de l'Euphrate. Manbij sera donc au centre de la visite de Rex Tillerson à Ankara. « Washington entend montrer qu'il y a des limites à la tolérance envers la Turquie et cette limite est Manbij », explique Omer Taspinar, analyste à la Brookings Institution à Washington.

« Soit nous améliorons nos relations, soit elles vont s'effondrer complètement. Nous voulons des actes et non pas des promesses. C'est ce que nous dirons en face à Tillerson », a résumé lundi le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu. Le lendemain, le chef de la diplomatie turque faisait monter la pression encore un peu plus, évoquant la possibilité d'une fermeture de la base radar de l'OTAN à Kürecik, dans les environs de Malatya (centre de la Turquie), ainsi que celle d'Incirlik, dans la région d'Adana (sud), d'où décollent les avions de la coalition antidjihadiste.

La fermeture de la base radar de Kürecik, indispensable à la sécurité régionale, notamment celle d'Israël, avait déjà été évoquée par des responsables turcs, soucieux de parer à un éventuel refus américain de livrer les 120 avions de chasse F-35 commandés par la Turquie. En novembre 2017, Heidi H. Grant, la sous-secrétaire d'Etat

à l'armée de l'air américaine, avait évoqué une possible suspension de cette livraison en riposte à l'acquisition par la Turquie du système russe de défense aérienne S-400, incompatible avec les systèmes de l'OTAN.

Syndrome de Sèvres

Devenu le nouveau partenaire stratégique d'Ankara, Moscou ne perd pas une occasion de souffler sur les braises de la discorde avec Washington. « Les actions américaines ont tout d'une politique visant à créer un quasi-Etat sur une grande partie du territoire syrien, de la rive droite de l'Euphrate jusqu'à la frontière irakienne », a déclaré mardi le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. Hantée par le syndrome de Sèvres – du nom du traité qui entérinait le dépeçage de l'Empire ottoman –, l'opinion turque n'a pas de mal à se laisser convaincre de la véracité de ce scénario, persuadée que les Américains veulent créer un Etat kurde dans le nord de la Syrie.

Entre les deux alliés de la guerre froide, la liste des griefs est longue. Depuis le putsch manqué du 15 juillet 2016, les Etats-Unis sont vilipendés, entre autres pour avoir refusé d'extrader le prédicateur Fethullah Gülen, installé en Pennsylvanie depuis 1999. L'imam exilé, qui fut le partenaire privilégié de M. Erdogan avant de devenir son plus grand ennemi, est accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch manqué. En fait, les cercles islamo-nationalistes, très anti-américains, sont convaincus qu'au moment du putsch raté les Etats-Unis ont cherché à assassiner l'homme fort de Turquie.

A Washington, jamais la crainte de « perdre la Turquie » n'a été aussi « proche de sa réalisation », écrit Nicholas Danforth, analyste au Bipartisan Policy Center à Washington, qui conclut que la Turquie ne va ni vers l'Ouest ni vers l'Est mais court à l'isolement. ■

MARIE JÉGO

Des Russes tués dans un raid américain

Quatre combattants russes, et peut-être plusieurs dizaines d'autres, ont été tués dans des affrontements, le 7 février, dans l'est de la Syrie, entre les forces progouvernementales et la coalition internationale menée par les Etats-Unis, affirme le *New York Times*, citant des responsables russes et syriens. La coalition antidjihadiste avait frappé la région de Deir ez-Zor, tuant au moins cent combattants dans les rangs loyalistes en riposte à une attaque contre le QG d'une coalition arabo-kurde soutenue par Washington, selon le Pentagone. Le ministère russe de la défense avait assuré qu'il n'y avait « aucun militaire russe à Deir ez-Zor ». Mais des Russes combattent en Syrie en tant que mercenaires, notamment pour une société militaire privée appelée le Groupe Wagner.

Le Drian assure l'Irak du soutien de la France dans l'ère post-EI

En visite en Irak et au Koweït, le chef de la diplomatie française a plaidé pour une reconstruction incluant toutes les composantes de la société

BAGDAD, KOWEÏT - envoyée spéciale

La France se tiendra fermement aux côtés de l'Irak dans la reconstruction du pays comme elle l'a été contre Daech», a promis le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, à la conférence sur la reconstruction de l'Irak, à Koweït, mardi 13 février. Devant une assemblée de 70 pays et 2400 entreprises étrangères, M. Le Drian s'est dit « optimiste » pour l'avenir de l'Irak, un « pays riche de ses ressources naturelles, de son capital humain et de sa jeunesse ».

Le ministre a toutefois appelé à veiller au « caractère inclusif » de la reconstruction, rappelant la part prise par le Kurdistan irakien dans la guerre contre l'organisation Etat islamique (EI) et la nécessité de réaliser l'intégration des sunnites, marginalisés en Irak, et des minorités – notamment chrétiennes et yézidiennes – martyrisées par l'EI.

« Reconstruction, stabilisation et réconciliation nationale. » Le chef de la diplomatie française a martelé ce leitmotiv au cours de sa visite en Irak, lundi, et à Koweït, mardi. A Bagdad, il s'est entretenu avec le premier ministre, le chiite Haïder Al-Abadi, le président, le kurde Fouad Massoum, et le chef du Parlement, le sunnite Salim Al-Joubouri. Alors que les premières élections législatives post-EI sont fixées au 12 mai, M. Le Drian a

plaidé pour un processus électoral inclusif respectant les différentes communautés. « M. Abadi prend vraiment au sérieux cette logique d'inclusivité malgré les pressions qu'il peut subir et l'échéance électorale. Il faut l'accompagner dans cette démarche », a-t-il estimé.

Sa venue en Irak est une marque de soutien manifeste à Haïder Al-Abadi, dont la reconduction à un deuxième mandat est loin d'être assurée. Artisan de la victoire contre l'EI, M. Abadi est considéré par Paris comme le meilleur garant de la restauration et de la réforme de l'Etat irakien. Le président Emmanuel Macron doit se rendre prochainement en Irak, où il signera un accord-cadre définissant les orientations générales de la coopération bilatérale pour les dix années à venir.

« Le combat continue »

Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, était une autre étape obligée pour M. Le Drian, alors que Paris a joué un rôle de facilitateur dans le différend qui oppose le pouvoir central à la région autonome depuis le référendum d'indépendance, tenu par les Kurdes en septembre 2017.

Les négociations en cours entre Bagdad et Erbil pour trouver un accord *a minima* sur la réouverture des aéroports et le versement des salaires des fonctionnaires kurdes – deux mesures

« Si le processus de stabilisation ne commence pas vite, d'autres formes de terrorisme peuvent ressurgir »

JEAN-YVES LE DRIAN

ministre des affaires étrangères

punitives décidées par Bagdad en réaction au référendum – étaient au menu de la rencontre, lundi soir à Erbil, avec le premier ministre kurde Nechirvan Barzani. « Les éléments sont réunis pour qu'ils trouvent un accord. La volonté existe. Il faut qu'ils puissent la concrétiser », a estimé M. Le Drian, convaincu que l'échéance électorale de mai jouait en faveur d'un accord.

A Koweït, mardi matin, le ministre français a retrouvé ses partenaires au sein de la coalition internationale anti-EI pour tirer le bilan de trois ans de guerre en Irak et en Syrie. « Les interventions n'ont pas été triomphalistes. Il a été souligné que le combat continue », a commenté M. Le Drian, alertant sur les dangers d'abandonner l'Irak dans cette phase de

reconstruction. « Si le processus de stabilisation ne commence pas vite, les germes sont là pour que ressurgissent d'autres formes de terrorisme », a précisé M. Le Drian.

La France est ainsi déterminée à prendre sa part d'une reconstruction dont le coût est désormais évalué à 88 milliards de dollars (71 milliards d'euros) par Bagdad. Outre un prêt de 430 millions d'euros accordé en 2017, Paris s'est engagée à financer des projets dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et de la restauration des filières agricoles par le biais de l'Agence française de développement, dont certains de 25 à 50 millions d'euros.

Une attention particulière est portée à Mossoul, ancienne « capitale » du califat de l'EI, largement détruite par les combats de l'année dernière. La France s'est engagée à allouer 2,5 millions d'euros, par le biais du Programme des Nations unies pour le développement, pour reconstruire la faculté de médecine de l'université de Ninive, ainsi que la faculté des arts et le département de français de l'université de Mossoul.

Deuxième contributeur à la coalition anti-EI, la France n'entend pas se laisser distancer sur les nouveaux marchés à conquérir. A une trentaine de chefs d'entreprises françaises, Jean-Yves Le Drian a dit compter sur leur « présence et [leur] réactivité ». « Investir en Irak aujourd'hui reste à la fois un pari et une chance et nos entrepreneurs ont besoin de garanties solides en matière de sécurité physique, juridique et environnementale. Je crois qu'elles leur ont été données », a souligné M. Le Drian, évoquant les réformes promises par Bagdad. Pour les accompagner, le chef de la diplomatie française va mettre sur pied et piloter une task force qui coordonnera les acteurs et les réponses françaises à la reconstruction irakienne. ■

HÉLÈNE SALLON



Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et le premier ministre du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, à Erbil, le 12 février. SAFIN HAMED/AFP

La France doit soutenir les Kurdes de Syrie

TRIBUNE

L'invasion, par la Turquie, de la région kurde d'Afrine, dans le nord de la Syrie, appelle une réaction de la diplomatie française, plaident les auteurs*.

Le 21 janvier 2018, l'armée turque appuyée par des groupes djihadistes bien connus pour leurs crimes de guerre et leur ancienne allégeance à Daech a lancé une invasion nommée « Rameau d'olivier » contre la région kurde d'Afrine.

Limitrophe de la Turquie, située au nord-ouest de la Syrie, Afrine est une enclave de peuplement kurde très ancien d'une soixantaine de kilomètres de long, séparée du reste des Kurdes de Syrie par l'armée turque et les milices islamistes. C'est en raison de son isolement que la Turquie se jette d'abord sur elle, voulant peut-être régler le « problème kurde » comme elle a jadis réglé le « problème arménien ». Elle prétend que la présence immémoriale des Kurdes menace son intégrité territoriale. Elle justifie l'invasion qu'elle vient de lancer contre ceux qu'elle appelle des « terroristes » - alors qu'ils se sont battus avec une détermination exemplaire

contre les terroristes islamistes - par des considérations relatives à sa sécurité. La Turquie a parfaitement raison de vouloir défendre ses frontières, mais celles-ci n'ont jamais été menacées par les Kurdes de Syrie. Le régime turc inspiré des Frères musulmans craint moins les islamistes, auxquels il n'a cessé d'apporter de l'aide, qu'il ne déteste les Kurdes, nos alliés dans la guerre contre le terrorisme.

La France perdrait les acquis de trois ans d'engagement dans la région si elle laissait l'invasion turco-islamiste réussir. Plusieurs raisons devraient l'en empêcher.

Les Kurdes de Syrie sont nos amis. Les abandonner après nous être battus avec eux contre les islamistes serait une faute morale impardonnable. Elle contredirait tout ce que la France représente. Nous le paierions un jour au prix fort. Il y a trois ans, lorsque le président de l'époque avait reçu les Kurdes de Syrie à l'Élysée après leur victoire à Kobané pour leur exprimer le soutien de la France, cela avait été très bien perçu par l'opinion. Les Français savent qui sont leurs alliés dans la guerre de Syrie et que l'enjeu n'est pas seulement local mais concerne aussi leur pays. Les Kurdes de Syrie sont aussi les vainqueurs des islamistes qui ont causé chez nous les pires attentats de notre histoire. La capitale de Daech en Syrie, d'où ces attentats avaient été lancés, a été prise par les Kurdes en octobre 2017. Maintenant que les combats font rage à Afrine, les Kurdes doivent dégarnir leur front contre Daech et cela n'est pas à notre avantage. L'invasion turque a des conséquences négatives sur la lutte contre le terrorisme et joue contre les intérêts occidentaux - auxquels la Turquie, pourtant membre de l'Otan, ne prête guère attention. Que se passera-t-il demain si on laisse les djihadistes gagner cette manche ? Les exactions turco-islamistes à Afrine ne laissent présager rien de bon. Lorsque les jeunes combattantes kurdes au courage admirable sont capturées

par les djihadistes, elles sont torturées, éventrées et leurs seins tranchés.

Une telle barbarie est insoutenable. Nous serions comptables devant l'Histoire si nous laissons continuer cela.

Les Kurdes sont en outre nos seuls alliés dans la région et ont montré leur efficacité sur le terrain. Si nous les abandonnons, il n'y aura plus personne sur place pour nous aider à contenir toute nouvelle éruption terroriste dirigée contre nous.

L'invasion turco-islamiste va créer de surcroît de nouvelles tensions avec les réfugiés. Des dizaines de milliers de gens vont tenter d'échapper à la guerre. La Turquie prétend nous protéger d'un afflux de migrants en échange de notre silence, mais elle fait tout pour que leur nombre augmente. Enfin, les Kurdes de Syrie sont en train de bâtir une société démocratique respectueuse de pluralisme ethnique et confessionnel et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Cela aura une influence profonde dans une région déchirée par la tyrannie. Notre pays devrait encourager ces efforts qui s'inspirent des valeurs politiques et de la liberté qu'il a toujours défendues.

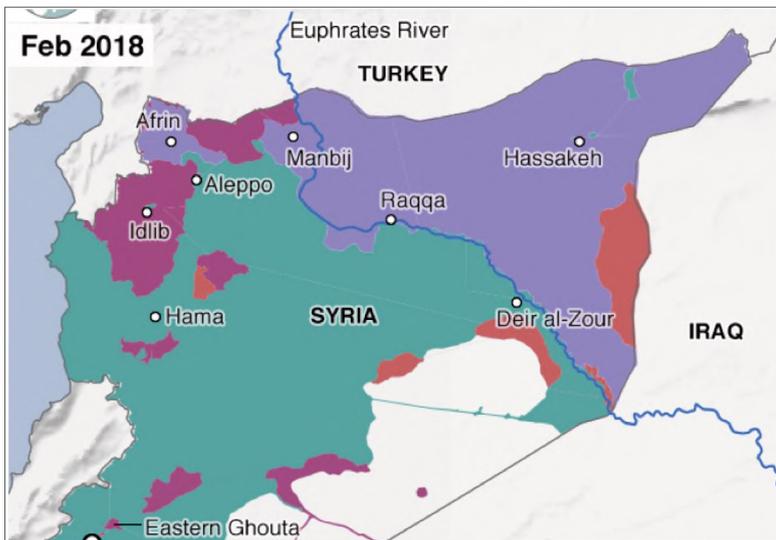
La France s'honorait de demander un cessez-le-feu à Afrine et le retrait de l'armée d'invasion. Elle doit le faire pour défendre ses intérêts et la paix dans la région.

* SIGNATAIRES :

Stéphane Breton,
Pascal Bruckner,
Gérard Chaliand,
Patrice Franceschi,
Bernard Kouchner
Sophie Mousset.

Afrin offensive: Turkey warns Syria against helping Kurds

Turkey has warned the Syrian government not to help Kurds fighting against Turkish forces in northern Syria.



Why is Turkey attacking Syria? Mark Lowen explains

19 February 2018
<https://www.bbc.co.uk>

Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said Turkey's operations were going ahead as planned and it would be a "disaster" if Syrian troops were to intervene.

Syrian media had earlier said the army would help Kurds resist Turkish operations in the enclave of Afrin.

But there has been no sign of this so far, and the Kurdish YPG militia has denied there is a deal with Damascus.

Turkey regards the Kurdish fighters, just across its border in Afrin, as terrorists. It launched a major offensive against them last month.

President Recep Tayyip Erdogan told Russia's Vladimir Putin that Damascus would face "consequences" if it struck a deal with the Kurds, CNN Turk reported on Monday.

Both Mr Bozdag and Foreign Minister Mevlut Cavusoglu delivered a similar message later in the day.

"If [the Syrian army] comes in to defend the YPG, then nothing and nobody can stop Turkish soldiers," Mr Cavusoglu told reporters in Jordan.

Mr Erdogan, Mr Putin and Iranian President Hassan Rouhani are planning to meet in Turkey in April to discuss the situation in Syria, a Kremlin spokesperson said. Elsewhere in Syria, pro-government forces were also reported to be preparing a ground assault on the rebel-controlled Eastern Ghouta area, on the edge of Damascus.

Syrian activists said dozens of civilians had been killed over the past 24 hours in government attacks, in one of the deadliest days in the Eastern Ghouta since Syrian forces stepped up their campaign to retake it earlier this month.

What has purportedly been agreed?

On Monday Syrian state Sana news agency said "popular forces" would arrive in Afrin "to support its people's stand against the Turkish regime's attack".

A senior Kurdish official, Badran Jia Kurd, told Reuters news agency that government soldiers would deploy to some border positions.

But later YPG spokesman Nouri Mahmoud said: "There is no agreement. There is only a call from us for the Syrian army to come in and protect the borders."

If a deal were to be struck, Turkish troops could find themselves confronting not only Kurdish fighters in Afrin, but the Syrian army too, correspondents say.

Why has Turkey targeted Afrin?

Turkey began its cross-border offensive - which it has dubbed operation Olive Tree - in January.

It is trying to oust the People's Protection Units (YPG), the armed wing of the Kurdish Democratic Union Party (PYD).

The Kurds have administered semi-autonomous enclaves south of the Turkish border since Syrian forces pulled out in 2012, and the YPG has taken control of other territory after driving out Islamic State (IS) fighters.

Turkey sees the YPG as an extension of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought for Kurdish autonomy in Turkey for three decades.

The YPG denies any direct military or political links with the PKK.

What is the cost of the Afrin conflict so far?

Thousands of civilians have fled since Turkey's offensive began just over a month ago.

Neither side has released much information about fatalities, making the death toll difficult to gauge.

Kurdish media reported intensified Turkish air and artillery attacks in the region on Monday.

A child was killed and eight other civilians were injured in shelling of Basute village, according to the Kurdish Hawar News Agency (ANHA).

Turkey has said it is targeting only combatants, not civilians.

What role could the Syrian government take?

Syria has not had a military presence in the Afrin area for nearly six years.

During the course of the Syrian war, pro-government forces have largely avoided direct conflict with the YPG, but they have had sporadic clashes.

The government of President Bashar al-Assad opposes the YPG's demands for autonomy and has vowed to retake control of all Syrian territory. However the two sides are united in wanting to block Turkey's advances.

From the Kurdish perspective, Mr Jia Kurd said: "We can co-operate with any side that lends us a helping hand in light of the barbaric crimes and the international silence."

Who is aligned with whom?

Northern and north-western Syria hosts a complex mix of alliances between different international and regional players.

Image caption Why do the two biggest military powers in Nato risk fighting each other in Syria?

The situation is further complicated by the YPG receiving funding from Turkey's Nato ally the United States, as partners in the fight against IS.

Turkey has supported rebels fighting Syrian government forces since the civil war began in 2011, but there has been no direct confrontation between the two powers since Syria shot down a Turkish fighter plane in 2012, killing two crew. ■

Turkey and Iran face off in a new battle in Syria

By Ishaan Tharoor February 21, 2018
www.washingtonpost.com

Syria's messy war is becoming even messier. On Tuesday, pro-regime militias reportedly moved into the embattled enclave of Afrin, which is under siege from Turkish forces who invaded Syria last month. The regime units appeared to be reinforcing Syrian Kurdish factions that have controlled the area near the Turkish border, much to the frustration of Ankara.

As I wrote during the early days of the Turkish incursion, the battles in Afrin risk a wider conflagration. The main Syrian Kurdish armed group, known as the YPG, is seen by Turkey as a direct proxy of the outlawed Kurdistan Worker's Party, or PKK, which operates inside Turkey and is considered a terrorist organization by Ankara and Washington. But the United States supports the YPG, depending on its fighters to help combat the jihadist Islamic State. Washington's complicated role in the war — as well as its decision to avoid becoming deeply involved in the clashes in Afrin — compelled the Syrian Kurdish militias to turn to President Bashar al-Assad for help.

"The Syrian government responded to the call of duty and sent military units on Tuesday, and they will be positioned along the border and take part in defending the unity and border of the Syrian territory," YPG spokesman Nouri Mahmoud told reporters Tuesday.

Meanwhile, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said Turkey would begin a heavy assault on the city center of Afrin in coming days. He described the Syrian government's move as the work of "terrorists" and claimed Turkish artillery had driven the pro-Assad forces back. Syrian sources claim that the barrage only briefly stalled the advance of the pro-Assad forces.

The convoy's arrival is yet another geopolitical twist in a war that is growing ever more complicated. The pro-Assad militias that supposedly came to the Syrian Kurds' rescue probably had another set of allegiances: "The fighters arriving ... appeared to be from a network of Iran-backed units that have often bolstered the efforts of Assad's military," my colleague Louisa Loveluck reported.

If that is the case, we are seeing Turkey and its rebel allies potentially squaring off against pro-Assad militias that are linked to Iran and are



operating in tandem with Syrian Kurdish units friendly with the United States — which opposes both the Assad government and Iran's presence in Syria. It is the sort of bewildering entanglement that characterizes the ruinous seven-year conflict, its constellation of warring parties and their tangled sets of interests.

From the Iranian perspective, the Turkish operation in Afrin was unwelcome. Iranian leaders, including President Hassan Rouhani, denounced the invasion, which soured recent talks held between Russia, Turkey and Iran over Syria's political future. According to the Middle East affairs website Al-Monitor, Iranian officials have pressed their Turkish counterparts to avoid a messy war of attrition in Syria.

"Turkey hoped that it would move into Afrin and its ... partners would look the other way. Ankara thought it got its wish when Russia, which controls the skies over Afrin, finally gave the green light to the Turkish military incursion into the Kurdish enclave," wrote Gonul Tol, a fellow at the Middle East Institute in Washington. "But the recent developments on the ground suggest the way forward might not be as smooth and the partnership with Russia and Iran might not be as strong as Ankara had hoped."

Outside Afrin, the Syrian chessboard is no less crowded. Rebel Islamist groups in nearby Idlib province are battling each other while also partnering with Turkish forces against the Syrian regime and its allies. The American air war in Syria, primarily directed at the Islamic State, has also led to the deaths of Russian mercenaries. The Assad government, with Russian support, continues to mercilessly pound rebel-held areas. And Israel, alarmed at Iran's entrenched presence in Syria, recently carried out airstrikes on suspected Iranian positions. Israeli officials openly talk about the prospect of entering a more intense regional war.

The hard reality for Ankara is that Turkey has few good options. Rising anti-American sentiment in Turkey, combined with U.S. support for the YPG, has placed the United States somewhat at odds with its NATO ally. No one else looks poised to step in. "Neither Russia nor Iran — both of whom Turkish politicians sometimes

tout as potential replacements for the United States — seem terribly eager to accommodate Turkish interests," wrote Nicholas Danforth, a Turkey expert at the Bipartisan Policy Center in Washington.

Indeed, there is a growing chorus in Washington to stop accommodating Ankara's agenda. "Nobody wants a violent rupture with Turkey," wrote Washington Post columnist David Ignatius. "But seven years into the catastrophic Syrian war, observers need to admit some ground truths: The Turks allowed thousands of foreign radical Islamists to flow into Syria and create bases from which they threatened Europe and the United States; these terrorists would still be in their capital of Raqqa, planning attacks, if the United States hadn't partnered with the Kurdish-led ... militia that Turkey hates so much."

For the Americans, too, a tough road lies ahead. "Washington's ability to shape developments in regime-held Syria is admittedly weak," wrote Mona Yacoubian, a senior policy scholar at the United States Institute of Peace. "While Assad remains in power, perhaps the best the United States can hope for is to keep countering the regime's egregious behavior without further inflaming the conflict."

But that means reckoning with a regime that is still guilty of slaughtering scores of its own people. On Tuesday, as the battle for Afrin intensified, the regime pummeled the rebel-held Damascus suburb of East Ghouta, killing more than 100 people in what aid agencies described as one of the bloodiest 24 hours of the Syrian war. UNICEF issued a communique with a large blank space, stating that "no words will do justice to the children killed." It was yet another cry of exasperation and despair in a conflict that is still finding new depths of cruelty to plumb. ●

Ishaan Tharoor writes about foreign affairs for The Washington Post. He previously was a senior editor and correspondent at Time magazine, based first in Hong Kong and later in New York. Follow @ishaantharoor

La Syrie, théâtre de nouvelles entre puissances régionales

Israéliens et Turcs interviennent de plus en plus sur le sol syrien pour peser sur l'issue du conflit.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT Empêcher les Kurdes d'être autonomes dans le nord de la Syrie. Et au sud, contrer l'avancée de l'Iran et de ses satellites. Maintenant que Daech a été vaincu territorialement dans l'est du pays, les conflits les plus inquiétants par leurs risques de débordements n'opposent pas Bachar el-Assad à ses opposants, mais des puissances régionales ou des voisins de la Syrie, soucieux de garantir leurs intérêts sécuritaires, d'ici à la fin de la guerre.

Autour de l'enclave d'Afrine, dans le Nord-Ouest syrien, depuis quatre semaines, des bombardements turcs visent à éradiquer les infrastructures militaires des Kurdes du PYD, tandis qu'au sud, les récentes attaques de l'aviation israélienne montrent que l'État hébreu refuse que le Hezbollah et l'Iran s'y installent durablement pour ouvrir un second front, après le Sud-Liban. Sept ans après le début des violences, le conflit a muté. Des guerres dans la guerre sont apparues, dont les vainqueurs pourraient être la Russie, incontestable maîtresse du terrain, et Bachar el-Assad, qui apparaît, à court terme du moins, comme un moindre mal pour Ankara et Tel-Aviv.

Samedi, aux premières heures de la journée, on a frôlé une nouvelle guerre régionale, lorsqu'un drone iranien décolla de la base T4 dans le centre de la Syrie. Une imitation d'un drone américain RQ Modèle 170, tombé en Iran en 2011.

« La priorité stratégique turque maintenant que Daech a été soumis, c'est d'empêcher l'émergence d'une zone autonome kurde dans le Nord »

JULIEN BARNES-DACEY, DE L'EUROPEAN COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS



Un convoi militaire turc à Idlib, jeudi (à gauche). Des volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien évacuent un blessé, après une frappe aérienne sur Idlib attribuée aux Russes, le 4 février. OMAR HAJ KADOUR/AFP, YAHYA NEMAH/EPA/MAXPPP

L'avion sans pilote fut neutralisé 90 secondes seulement après son entrée au-dessus du territoire israélien. En riposte, huit avions de Tsahal frappèrent de nombreuses cibles en Syrie. Mais contrairement à ce qui se passait jusque-là, les appareils israéliens furent accrochés par une vingtaine de missiles. Pour la première fois depuis 1982, Tsahal perdit un avion F-16. Aussitôt Damas et son allié libanais du Hezbollah chanterent la fin de l'invincibilité aérienne israélienne.

L'État hébreu est-il tombé dans le piège tendu par ses ennemis iraniens pour redéfinir les règles d'engagement israélien chez son voisin syrien ? Les stratèges de Tsahal s'en défendent. La promptitude avec laquelle Damas riposta s'expliquerait par une décision prise au plus haut niveau par les dirigeants russes, iraniens et syriens. Désormais, la violation de la souveraineté aérienne syrienne ne resterait plus impunie.

Des troupes russes se trouvaient non loin de la base T4. Samedi soir, furieux, Vladimir Poutine téléphona à Benyamin Nétanyahou. « Les Russes auraient pu empêcher le lancement du drone iranien, mais ils ont choisi de ne rien faire. Leur message était fort, et on l'a entendu », confia un haut responsable militaire israélien au journaliste israélien Ronen Bergman, cité dans le *New York Times*.

Selon Bergman, l'appel entre Poutine et Nétanyahou permit d'éviter d'autres ripostes israéliennes.

Depuis septembre, l'engagement israélien s'est accru en Syrie. Au-delà des frappes contre des convois d'armes du Hezbollah, non loin de la frontière avec le Liban, des raids israéliens visent désormais des cibles en profondeur du territoire contre des bases militaires du régime qui abritent des agents iraniens ou pro-iraniens. L'État hébreu en est arrivé à la conclusion que ni les Russes, ni les Américains ne voulaient repousser les menaces iraniennes sur sa frontière nord. « À partir de 2016, les Israéliens demandèrent aux Américains et aux Russes que les milices chiïtes pro-iraniennes ne puissent s'approcher à moins de 60 km de la frontière nord de l'État hébreu », souligne la chercheuse Elizabeth Tsurkov, basée en Israël. Selon elle, « Moscou ne s'engagea seulement, et à titre temporaire, que sur une non-présence de combattants étrangers à moins de 5 à 7 km d'Israël ». Les attaques répétées d'Israël contre l'armée syrienne ont fini par irriter Moscou, qui donna son feu vert aux ripostes d'Assad.

Un autre changement s'est produit dans le sud de la Syrie. Des rebelles ont reconnu qu'Israël avait accru son soutien auprès d'eux. Soutien en armes, munitions et argent pour s'en procurer sur le marché noir. Au moins sept factions en profitent, dont Liwa Foursan al-Jolan et Firqat Ahrar Naawa. Des rebelles aidés par la CIA jusqu'à ce que Donald Trump ferme, fin 2017, le Military Operations

Command d'Amman qui payait les salaires de milliers d'insurgés anti-Assad du Front Sud. Israël prit le relais, mais ses supplétifs échouèrent à éloigner les milices pro-iraniennes de sa frontière. Moscou en fut également irrité.

Jusqu'au début de la révolte contre Assad en 2011, la frontière nord avec la Syrie fut la plus sûre d'Israël. Aujourd'hui encore, le régime syrien n'est pas perçu par l'État hébreu comme une menace directe, seulement sa dépendance à l'Iran. « Dans le débat qui agite le milieu sécuritaire en Israël, estime M^{me} Tsurkov, certains font valoir que la priorité est que le régime reprenne le contrôle du Sud, aussi longtemps que les pro-iraniens en seront écartés ».

C'est dans des termes voisins que la Turquie analyse la situation dans le nord-ouest de la Syrie, où elle intervient militairement. « Plus que le départ d'Assad, la priorité stratégique turque maintenant que Daech a été soumis, c'est d'empêcher l'émergence d'une zone autonome kurde dans le Nord », insiste Julien Barnes-Dacey, de l'European Council on Foreign Relations. Avant l'offensive turque, Ankara et Moscou se sont discrètement mis d'accord sur de nouvelles lignes de déconfliction. L'opération turque permet à la Russie de réaliser trois objectifs, affiche sans détour la page Facebook du Centre de Hmeimim in en Syrie : « Affaiblir l'influence américaine en Syrie, pousser les Kurdes à négocier avec Damas et renforcer

la coopération russo-turque. » Mais Moscou ne pourra atteindre ses buts que si l'offensive turque ne se transforme pas en une confrontation longue et élargie entre Ankara et les Kurdes syriens, comme celle qui oppose le PKK et les Turcs en Irak. Rien n'est moins sûr. Autour d'Afrine, les combattants Kurdes résistent, et les exigences syriennes pour que Damas vole au secours des Kurdes sont encore inacceptables par ces derniers. Bref, le risque d'enlèvement existe. D'autant que la Turquie veut aller plus à l'est, jusqu'à Manbij, où des troupes américaines sont stationnées, faisant planer le risque d'affrontements entre alliés. Ankara affiche une hostilité inégalée envers les États-Unis qui ont armé ses ennemis kurdes. Avant d'arriver à Ankara jeudi, Rex Tillerson a cherché à apaiser les Turcs en affirmant depuis Beyrouth que les États-Unis n'avaient livré aucune arme lourde aux Kurdes. Mais Washington n'a pas l'intention de lâcher ses alliés kurdes syriens. En restant en Syrie, les États-Unis entendent empêcher que l'Iran, le Hezbollah et Damas sortent vainqueurs du conflit. Les récentes frappes américaines, tuant plusieurs dizaines de supplétifs d'Assad - parmi lesquels cinq employés russes d'une société de sécurité privée - sont un message clair, adressé aux milices pro-iraniennes et à la Turquie de ne pas s'aventurer trop près des 2 000 soldats américains, déployés dans le Nord-Est syrien. ■



Nos relations sont à un moment très critique. Soit nous améliorons nos relations, soit elles vont s'effondrer complètement

MISE EN GARDE LANCÉE CETTE SEMAINE PAR LE MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MEVLÜT ÇAVUŞOĞLU, À SON HOMOLOGUE AMÉRICAIN
POOL ANADOLU AGENCY/AP

LE FIGARO

vendredi 16 février 2018

La Russie ne parvient pas à sortir le Moyen-Orient de l'impasse syrienne



DÉCRYPTAGE
Isabelle Lasserre
ilasserre@lefigaro.fr

DEPUIS la chute de Raqqa et les succès remportés par la coalition internationale et ses alliés locaux contre Daech, certains espéraient que la Syrie entrerait dans une nouvelle phase, celle de la reconstruction et de la transition politique. Mais la guerre, qui dure depuis 2011, est au contraire repartie de plus belle, entraînant dans son tourbillon de nouveaux acteurs, ouvrant de nouveaux fronts, comme si l'éclipse de la menace djihadiste avait créé un appel d'air. Du bruit de ses canons, la guerre a balayé la dernière tentative de médiation diplomatique, celle de la Russie et de ses alliés turc et iranien, réunie fin janvier au bord de la mer Noire. Après l'échec des négociations de Genève organisées sous la houlette des Nations unies, la réunion de Sotchi a tourné au fiasco, douchant les espoirs de la Russie, qui pensait pouvoir

faire mieux que ses adversaires occidentaux. Le sommet a au contraire été suivi par une recrudescence de l'offensive militaire du régime contre deux enclaves rebelles et par la poursuite de l'attaque turque contre les Kurdes, dans le nord du pays. Moscou a redécouvert qu'il est plus facile de gagner la guerre que la paix. Surtout au Moyen-Orient.

Sur le papier, le Kremlin conserve les atouts d'un possible faiseur de paix. Déclenchée en septembre 2015, son intervention militaire en Syrie est une réussite. L'opération, pourtant lancée sans l'aval des grandes puissances, a servi ses objectifs et ses intérêts dans la région. « La Russie avait été mise à l'écart après l'annexion de la Crimée. Elle a retrouvé un statut international et rétabli une sorte de relation spéciale avec les États-Unis », explique Julien Nocetti, spécialiste de la Russie à l'Ifrri, à l'occasion d'un colloque organisé par la Fondation pour la recherche stratégique et la BnF. En déployant à peine 5 000 hommes sur le terrain, la Russie a sauvé le régime de Bachar el-Assad et s'est imposée au

cœur de l'équation régionale. « Elle s'est donnée une forte capacité d'intervention, grâce à son aviation, sans courir de grands dangers collatéraux », précise le diplomate Jean-Claude Cousseran pendant ce même colloque. Et sans s'attirer de réelles antipathies. Au contraire, la Russie parle à tout le monde dans la région : Turquie, Iran, Arabie saoudite, Israël... C'est un autre levier sur lequel s'appuie le Kremlin pour tenter de transformer la victoire militaire en succès diplomatique.

Compétition stratégique

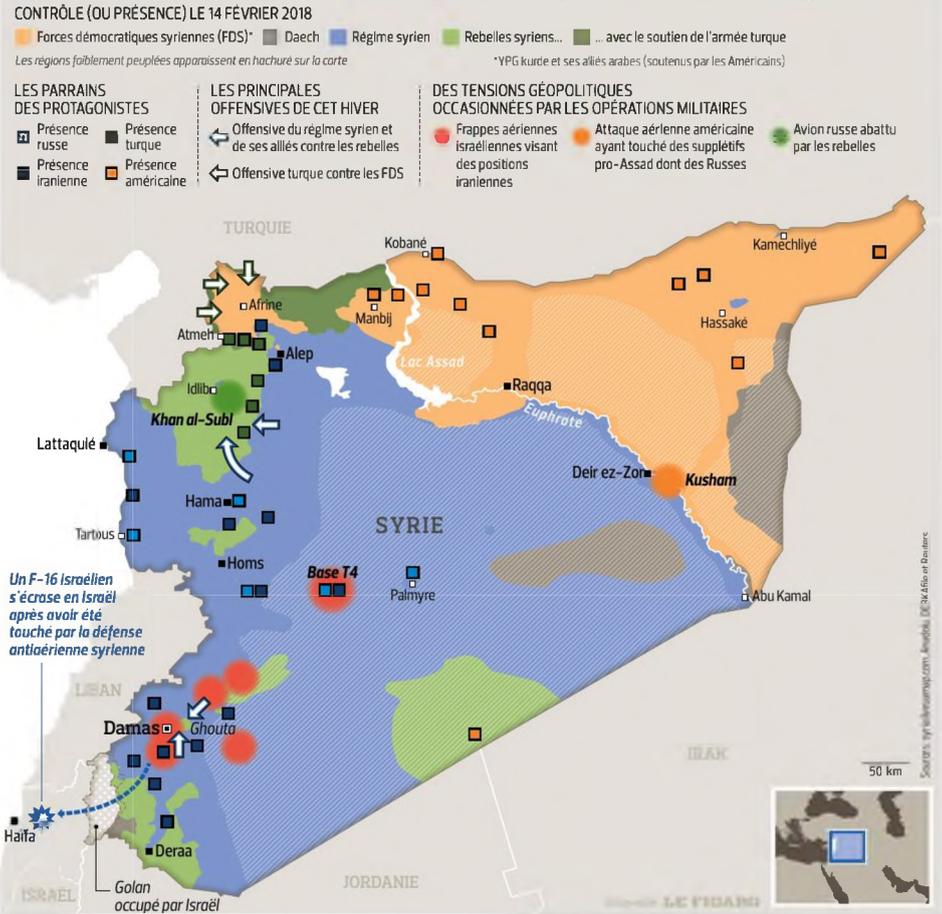
Mais la capacité d'influence politique de la Russie au Levant a aussi des limites. « Les Russes ont voulu rassembler leurs amis et ceux qui sont acquis à leur cause. Il s'agit davantage d'un arrangement que d'un vrai projet diplomatique », constate Jean-Claude Cousseran. La paix de Moscou n'a convaincu ni l'opposition syrienne ni les Kurdes. « Le but des Russes est de conserver la maîtrise des horloges pour diriger l'agenda. Mais il existe un décalage entre l'ambition de puissance de

Moscou et les réalités du terrain », explique Julien Nocetti.

Comme ils avaient pensé pouvoir introduire un coin entre Moscou et Téhéran, alliés en Syrie, les Occidentaux avaient espéré que la Russie influencerait Bachar el-Assad, dont elle a sauvé la tête et le régime. Mais la question de la loyauté du président syrien vis-à-vis du parrain russe reste entière. « Le soutien de l'Iran et de la Russie à Bachar est demeuré inconditionnel... Cette fuite en avant a vidé de toute substance le dialogue national » que la Russie prétendait susciter entre les parties syriennes, selon le spécialiste Jean-Pierre Filiu. « La Russie, poursuit-il, a trop lié son crédit au rétablissement d'Assad pour exercer sur lui une pression sérieuse. » Le grand écart permanent auquel est contrainte la Russie pour garder ses alliés dans la région est une autre source de tension pour le Kremlin, à l'heure où Israël et l'Iran s'affrontent sur le territoire syrien. Enfin, la Russie sait qu'elle n'aura pas les moyens de jouer un rôle majeur dans la reconstruction du pays, pour des raisons économiques.

Privés de leviers assez solides pour faire pression sur la Russie et sur l'Iran, conscients de l'échec des pourparlers de l'ONU, les États-Unis et l'Europe ont fini par donner la priorité de leur politique syrienne au combat contre Daech. Il n'est pas sûr que les difficultés rencontrées par la Russie pour fournir une porte de sortie politique à la crise lui permettent de reprendre la main diplomatique sur le dossier. La compétition stratégique entre la Russie et les États-Unis en Syrie pourrait en revanche être relancée. L'élan prorusse de Donald Trump appartient en effet au passé. Les dénis d'accès organisés en Syrie par l'installation de systèmes antiaériens - missiles S400 et

Les voisins de la Syrie poussent leurs pions pour peser sur l'issue de la guerre



S300 - ont des conséquences politiques et stratégiques pour les Occidentaux. Les Russes se sont ouvert un boulevard au Moyen-Orient en provoquant une rupture des équilibres régionaux. Ils ont aussi prouvé à l'Europe qui désarme et

aux États-Unis qui les sous-estiment que « la puissance des armes n'est pas obsolète », dit Julien Nocetti. Mais l'impasse syrienne demeure entière. ■

À Idlib, les rêves de la révolution enterrés au pied d'un mur de béton

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
ENVOYÉE SPÉCIALE À ATMEH (PROVINCE D'IDLIB, SYRIE)

C'EST UN MUR de désolation. Une barrière de béton, où tous les rêves ont fini par se briser. Au pied de ce mur, érigé le long de la frontière qui sépare la province syrienne d'Idlib de la Turquie, le printemps 2011 a des airs de vieil homme déprimé. Épuisé d'avoir fui les combats. Perdu dans la boue des champs d'oliviers. Défiguré par la peur. « Regardez ! Regardez ! Une roquette est tombée ici même ! Elle a perforé la tente de mes voisins », s'époumone Ali Obeidi. Le nouveau locataire du camp de déplacés d'Atmeh, dans le Nord-Ouest syrien, gesticule comme un asticot au milieu de ce gigantesque village de tentes adossé au territoire turc. Il y a quinze jours, il y a déposé son baluchon après avoir fui les bombardements aériens russo-syriens sur

sa ville, Marat en-Noman, plus au sud. Comme lui, plus de 200 000 habitants de la province d'Idlib ont échoué ici en un mois. Mais la guerre les a rattrapés : la semaine dernière, trois personnes sont mortes à Atmeh sous les tirs de roquettes des milices kurdes YPG - qui visaient vraisemblablement les soldats turcs. Une guerre dans la guerre, au cœur de ce dernier bastion de l'opposition syrienne, déjà pris en étau entre le déluge de feu du régime et l'hégémonie croissante des jihadistes. « J'ai l'impression d'avoir atteint un cul-de-sac. Il n'y a plus aucune échappatoire, aucun endroit sûr où se réfugier », lâche Ali Obeidi en pointant du doigt l'épaisse muraille de trois mètres de haut qui verrouille la frontière.

Que de choses ont changé en sept ans ! « Au début du soulèvement, révolutionnaires et déserteurs de l'armée syrienne jouaient à saute-mouton à travers les rangées d'oliviers en faisant

allègrement la navette entre la Syrie et la Turquie. C'était le temps de l'espoir et de la solidarité internationale. Quand la révolution a basculé dans la guerre, Atmeh s'est métamorphosé en lieu d'accueil pour populations déplacées. Pour contenir l'afflux de réfugiés sur leur territoire, les Turcs ont fini par fermer la frontière, avant de construire ce rempart, il y a deux ans », raconte Qoutaiba, un professeur d'anglais natif d'Idlib.

Depuis 2016, la population de cette région rebelle - aujourd'hui estimée à 2,6 millions de personnes - a quasiment doublé avec l'arrivée massive de militants et de combattants évacués de force d'autres villes rebelles assiégées, affamées et bombardées par le régime et ses alliés : Daraya, Homs, Alep-Est... Le ventre vide, mais la tête bien remplie, ils pensaient y redonner vie à leurs utopies. « On a vite déchanté : le paysage politique y est particulièrement conservateur, et la plupart des factions

de l'Armée syrienne libre se sont rapidement fait dévorer par les groupes les plus radicaux. Ici, notre franc-parler et nos slogans libéraux déplaisent. Surtout depuis que Hayat Tahrir al-Cham (dominée par l'ancien Front al-Nosra, branche d'al-Qaida en Syrie) a pris le contrôle, l'été dernier, d'une trentaine de localités », murmure Abou Abdallah (un nom d'emprunt), un ex-activiste d'Alep, à quelques mètres de la longue paroi de béton.

Au pied de ce mur, la révolution est en deuil. Pas un drapeau de l'opposition ni un graffiti anti-Assad à la ronde. Partout, les façades sont noircies de slogans religieux, préconisant d'arrêter la cigarette, de vivre modestement et de s'en remettre à Dieu. Sur les rares posters qui ornent les villages alentour, on reconnaît les logos d'ONG islamiques. Ici, la religion est le nouvel étendard : un voile sombre qui étouffe les derniers rêves de liberté. Pour pénétrer à Idlib, contrôlé par le « gouvernement de salut », considéré comme la nouvelle vitrine politique de Hayat Tahrir al-Cham, il a fallu se plier à certaines conditions : porter un foulard, ne pas rester trop longtemps sur place, et éviter de photographier les combattants - de jeunes barbues aux cheveux longs et en treillis qui, en aparté, se revendiquent fièrement d'al-Nosra. « Vous êtes les bienvenus. Dans cette région, les gens avaient l'habitude d'être kidnappés. Notre gouvernement, formé à l'automne dernier, est composé d'intellectuels et de professeurs. Il est là pour vous accueillir et vous montrer la vérité », déclare Ibrahim Kadwan, porte-parole du « gouvernement de salut » à notre petit groupe de reporters turcs et étrangers entrés sur le territoire syrien avec l'aval d'Ankara. On aimerait le croire. Mais les échos qui proviennent des autres villes de la province d'Idlib sonnent différemment.

« Ils se comportent comme des bandits. Ils veulent faire basculer Idlib dans l'ignorance et l'obscurantisme. Ces gens-là n'ont aucune légitimité, mais ils veulent tout contrôler : les conseils locaux, les tribunaux, la douane, le système éducatif, les factions armées. Leur vision de l'islam ne représente pas nos valeurs », trépigne Firas al-Joundi, le ministre de la Santé du gouvernement intérimaire, organe de l'opposition soutenu par l'Occident qui administre les « zones libres » du pays. En décembre dernier, les hommes de Hayat Tahrir al-Cham l'ont violemment chassé des bureaux de son ministère, situés dans la ville de Marat en-Noman. « Ils ont tout saisi : l'argent, les meubles, les ordinateurs », raconte-t-il à travers une connexion vidéo établie sur Skype. Les yeux cernés de fatigue, il parle avec un nœud dans la gorge. Les nouveaux locaux de son ministère, qu'il venait d'inaugurer, ont récemment été pulvérisés, cette fois-ci par les frappes aériennes du ré-



gime et de son allié russe. Légèrement blessé dans l'attaque, Firas al-Joundi a perdu son chauffeur et sa maison, mitoyenne du bâtiment.

“ On a vite déchanté : le paysage politique y est particulièrement conservateur (...) Ici, notre franc-parler et nos slogans libéraux déplaisent ”

ABOU ABDALLAH, UN EX-ACTIVISTE D'ALEP

Au sud d'Idlib, la menace vient aussi du ciel. Depuis la fin 2017, un déluge de feu et de fer s'abat quasi quotidiennement sur les marchés, les hôpitaux et les installations civiles. Malgré l'instauration de « zones de désescalade », négociées à l'automne à Astana entre la Turquie, la Syrie, l'Iran et la Russie, des attaques au gaz chimique ont également été perpétrées par le régime, notamment dans la ville de Saraqeb, selon les médecins locaux. Pendant ce temps, l'armée syrienne poursuit son offensive terrestre. Après avoir repris, début janvier, la base militaire d'Abou Douhour avec l'appui des forces alliées russes et iraniennes, elle cherche à se rapprocher de la ville d'Idlib. « Non seulement Bachar el-Assad ne fait rien pour freiner l'hégémonie djihadiste, mais en plus il s'attaque délibérément aux populations civiles et aux dernières formes de résistance modérée », déplore Yasser al-Hadji, porte-parole du gouvernement provisoire, en dénonçant une tactique machiavélique pratiquée depuis sept ans en toute impunité. « À terme, le régime a malheureusement toutes ses chances de reprendre Idlib avec l'aide de ses alliés au nom de sa présumée lutte contre le terrorisme », prédit l'intellectuel et opposant syrien Motaz Morad.

Condamnés au piège d'Idlib, les opposants modérés résistent avec acharnement. Face aux bombes et aux menaces, ils manifestent, brandissent des

drapeaux et crient inlassablement leur colère dès qu'une occasion se présente.

« La peur n'est plus un obstacle. On a déjà tout subi », souffle un étudiant qui préfère taire son nom. À la mi-décembre, des combattants armés agissant au nom du « gouvernement de salut » ont fait irruption dans l'université d'al-Dana, expulsant les enseignants, coupant l'Internet et plaçant les portes sous scellés. Refusant de se laisser démonter, étudiants et professeurs ont aussitôt riposté en improvisant leurs cours en plein air, juste devant l'entrée principale. « Les islamistes veulent nous imposer la ségrégation entre les sexes. Ils veulent remplacer les programmes de droit par la charia, abolir les cours de philosophie. Pas question de se laisser dicter toutes ces idées rétrogrades. Nous n'avons pas demandé le renversement le régime pour ça ! », trépigne l'étudiant. La mobilisation a débouché sur une minivictoire : l'université vient d'obtenir l'autorisation de rouvrir pour la période des examens. La suite reste néanmoins inquiétante : les bâtiments seront de nouveau condamnés à fermer si les professeurs ne respectent pas les nouvelles règles en vigueur, a déjà averti le « gouvernement de salut ».

À mesure que dure le bras de fer, la fatigue et l'usure gagnent du terrain. « J'ai tout donné pour cette révolution. Aujourd'hui, je me sens étranger dans mon propre pays », concède Ahmad, un ex-activiste de l'enclave assiégée de Daraya, installé à Atmeh depuis plus d'un an. Militant de la première heure, il n'a plus qu'une idée en tête : quitter son pays. Mais la Turquie, saturée par ses 3,5 millions de réfugiés, lutte sévèrement contre les tentatives d'incurSION clandestine sur son territoire. Reste le passage au poste-frontière officiel de Bab al-Hawa, où seuls les membres des ONG approuvées par Ankara peuvent passer. L'organisation pour laquelle il travaille y a inscrit son nom. « Il me faut désormais cultiver la patience », dit-il. Au pied de ce mur, Ahmad a déposé ses dernières illusions. Avec l'espoir de les faire revivre, une fois passé de l'autre côté. ■

Trois membres étrangers d'une milice kurde, dont «Kendal Breizh», volontaire français chez les Kurdes, a été tué en Syrie



Les trois combattants tués sont Olivier François Jean Le Clainche, né en France en 1977, Samuel Prada Leon, né en Espagne en 1993, et Sjoerd Heeger, né aux Pays-Bas en 1993, ont indiqué les YPG.



«Kendal Breizh» interviewé début février par un reporter de France info à Afrin en Syrie. Capture d'écran France info

Par Journaliste Figaro le 19/02/2018
Le figaro.fr

Ce militant internationaliste originaire de Bretagne a été tué le 10 février dans des bombardements turcs en Syrie, ou il était parti combattre Daech au côté des Kurdes.

«Kendal Breizh» est mort le 10 février dernier dans un bombardement turc à Jandairis, une ville kurde de la province d'Afrin au nord de la Syrie. Il a été tué quelques jours seulement après son arrivée sur place, en compagnie d'un ressortissant espagnol: Samuel Prada Leon (24 ans). Le communiqué de la milice kurde du YPG a également annoncé la mort plus ancienne d'un Néerlandais, Sjoerd Heeger, dans des combats à Deir Ezzor.

Kendal Breizh était le nom de guerre d'Olivier Le Clainche, un Français de 41 ans originaire de Malestroit dans le Morbihan. Comme le volontaire espagnol, il avait rejoint les forces kurdes en juillet 2017 pour combattre l'Etat islamique. Ces deux combattants «ont fourni un grand effort pour la libération des principaux fiefs de l'EI, comme les villes de Raqqa et Deir Ezzor», ont souligné les YPG.

FORMÉ AU TIR ANTICHAR ET AU TIR DE PRÉCISION

Plusieurs sites autonomistes bretons lui ont rendu hommage, le présentant comme un militant libertaire breton. Lepeuplebreton.bzh le décrit comme un homme «anti-impérialiste, anti-fasciste,

anti-sexiste et écologiste, favorable aux idées du municipalisme libertaire et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Bretagne-info.org, un site de «contre-information participatif autogéré et impulsé par la Gauche Indépendantiste», explique qu'il était parti sur place «pour aider à la défense et au développement de la révolution au 'Rojava', le nom que les autonomistes kurdes donnent aux terres à majorité kurde du nord de la Syrie. Le site précise par ailleurs qu'un hommage public lui sera rendu prochainement. «C'est en tant que breton et brittophone (qui parle breton, NDLR) qu'il est parti, il ne se considérait pas comme Français, merci de respecter ce choix», conclut l'article.

C'est pourtant dans la langue de Molière que Kendal Breizh s'était exprimé dans plusieurs médias français. Le 2 janvier dernier, il était interviewé par France info dans le cadre d'un reportage sur les volontaires français qui combattaient les derniers djihadistes à Deir Ezzor, près de la frontière irakienne. Présenté comme un ancien ouvrier en interim, Kendal Breizh considérait que sa mission ressemblait, étant donné le «comportement de Daech», à une mission humanitaire. Au moment de l'interview, il était opérateur lance-roquette au RPG7. «Les Kurdes disent que c'était un bon combattant. Il avait été formé au tir antichar et au tir de précision, en plus de la formation de base dans l'infanterie», a précisé à l'AFP Ronan Le Louarn, trésorier de l'association Amitiés kurdes de Bretagne, avec laquelle Olivier Le Clainche était régulièrement en contact. Il combattait au côté d'un autre Français, le commandant «Hogir» («ami», «camarade» en kurde), dans le «tabour international» qui regroupait des volontaires étrangers de nombreuses

nationalités.

Outre le combat contre Daech, Kendal Breizh était aussi engagé dans les affrontements qui opposent les Kurdes aux Turcs. Depuis le 20 janvier dernier, les Kurdes sont en effet la cible d'une offensive militaire d'Ankara dans la région d'Afrine. «J'ai combattu ces derniers mois à Raqqa, à Deir Ezzor contre Daech, aujourd'hui je suis ici à Afrine, pour combattre l'Etat fasciste turc», disait-il dans une vidéo de propagande non datée des YPG.

Les Kurdes du YPG, émanation du PKK turc, sont considérés comme un groupe terroriste par Ankara. Par extension, la Turquie a fait savoir que tous les combattants étrangers engagés auprès des Kurdes sont également considérés comme tel. Mais ce n'est pas le cas de la France ou des Etats-Unis, qui se sont appuyés sur les combattants kurdes notamment pour guider des frappes aériennes en Syrie contre les terroristes de l'Etat islamique. En revanche, la Grande-Bretagne a récemment inculpé un volontaire britannique, James Matthews, 43 ans, pour terrorisme. Il était revenu pour assister aux obsèques d'un de ses camarades de combat tué en octobre dernier à Raqqa.

Les volontaires étrangers engagés auprès des Kurdes peuvent aussi tomber sous le coup de la loi qui réprime l'activité de mercenaire, s'ils reçoivent une rétribution pour leur engagement. Mais tous déclarent le faire volontairement. Contacté pour nous confirmer et réagir à la mort d'Olivier Le Clainche, le Quai d'Orsay n'était pas revenu vers nous à l'heure de la publication de cet article. ●

Offensive à Afrin : l'entente entre les Kurdes et le régime syrien, "une question de survie"

Texte par Marc DAOU 20/02/2018
<http://www.france24.com>

Visées par une offensive turque depuis le 20 janvier, dans l'enclave syrienne d'Afrin, les forces kurdes ont lancé un appel à l'aide au régime syrien, leur "adversaire". Une démarche que décrypte Jordi Tejel, spécialiste de la question kurde.



© Delil Souleiman, AFP | Des combattants de l'YPG paradent dans Afrin, le 28 janvier 2018

Comme annoncé depuis quelques jours, alors que des négociations secrètes se tenaient entre Damas et les autorités kurdes qui contrôlent la région d'Afrin (nord-ouest de la Syrie), des forces pro-gouvernementales syriennes sont entrées, mardi 20 février, dans ce territoire visé par une offensive turque depuis un mois.

Les Unités de protection du peuple (YPG), bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), qui dirigent l'enclave avaient multiplié les appels au régime de Bachar al-Assad pour les aider à repousser l'offensive turque. Selon Ankara, cette opération a pour but de permettre le retour de réfugiés syriens dans leur pays.

Recep Tayyip Erdogan n'avait pas hésité à menacer d'affronter les forces syriennes si celles-ci entraient dans Afrin afin d'y soutenir les miliciens kurdes, qu'ils considèrent comme des terroristes. Des forces kurdes pourtant alliées de Washington dans la lutte contre l'organisation État islamique (EI) en Syrie.

Pour comprendre les enjeux d'une telle entente entre Damas et les forces kurdes, deux camps antagonistes, France 24 a interrogé JORDI TEJEL, professeur titulaire à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel et spécialiste de la question kurde. Un entretien réalisé quelques heures avant l'entrée des forces pro-régime à Afrin.

Le régime syrien et les forces kurdes de Syrie se sont rapprochés ces derniers jours. Comment décrivez-vous la nature de leurs relations pour le moins ambivalentes ?

Depuis 2011, Damas et les Kurdes du PYD entretiennent effectivement des relations ambiguës, c'est le moins que l'on puisse dire. Lorsque les mouvements anti-Assad ont commencé en mars 2011, le PYD avait rapidement indiqué qu'il ne prendrait position pour aucun des deux camps. Cette neutralité affichée lui a

valu d'être accusé par les rebelles syriens de collusion avec le régime syrien, voire d'avoir noué une sorte d'alliance non-écrite avec lui. Notamment en 2012, lorsqu'une partie des forces du régime se sont retirées du nord de la Syrie, pour se déployer sur des fronts plus chauds, ce qui a permis au PYD de prendre le contrôle de trois cantons dans le nord du pays, Afrin, Kobane et Djézireh. Plus qu'une alliance stratégique, je dirais qu'il s'agit d'une question de survie et d'intérêts géostratégiques. Leurs rapports ont évolué en fonction des bouleversements provoqués par le conflit syrien, avec des périodes de tension puis de rapprochement. On constate qu'en réalité, ils ont besoin l'un de l'autre, notamment lorsqu'ils sont dos au mur. C'est dans ce contexte que l'opération turque a contraint les Kurdes à demander à Damas d'intervenir pour protéger les frontières internationales de la Syrie. Donc d'exercer en quelque sorte sa fonction en tant qu'État et de faire obstacle à l'armée turque. S'ils parviennent à trouver un accord, et que des forces pro-Assad sont déployées dans la zone, il s'agira d'un succès pour Damas, car le régime syrien avait demandé aux YPG de se retirer d'Afrin avant le début de l'opération turque, en vain.

Au risque de provoquer une confrontation directe avec la Turquie ?

Il y a un jeu d'équilibre dans lequel tous les acteurs du conflit jouent un double-jeu, voire un triple-jeu. Comme la Turquie, le régime syrien cherche à avoir son mot à dire lors des négociations d'après-guerre, il veut lui aussi être en position de force. Or, cette région reliée à la Méditerranée est stratégique, donc il en va de l'intérêt de la Syrie d'empêcher la Turquie d'y placer ses pions. Il en va de même pour la Russie et l'Iran, les deux parrains du régime syrien, qui n'ont aucun intérêt à voir les Turcs renforcer leurs positions en Syrie. Même si Moscou n'a pas empêché Ankara de lancer son

offensive, d'où son double-jeu.

L'offensive turque et l'entente avec Damas peuvent-elles remettre en cause le projet kurde en Syrie ?

Le PYD a changé très souvent de discours. Son projet politique est aussi souple qu'ambigu dans le sens où il est tantôt question de confédéralisme, tantôt de fédéralisme démocratique. Son projet n'est pas territorial et se dit ouvert à tous, donc aux Arabes. Ils ont une idéologie en commun, qui passe tout de même par un encadrement de la société. Par conséquent, je ne crois pas que la perte d'un territoire n'ait aucune conséquence sur le projet kurde.

Finalement après avoir connu autant de déboires en Syrie, en Irak, les Kurdes ne doivent-ils compter que sur eux-mêmes ?

Ils sont réalistes, comme le montre leur relation avec Damas. Ils gardent toujours la possibilité de s'allier aux uns et aux autres, même pour des alliances fragiles qui peuvent être rompues à tout moment. La question kurde, d'un point de vue général, est avant tout une question liée aux problématiques des minorités. Même s'ils ne se considèrent pas comme telles, les Kurdes sont souvent sacrifiés. Parfois, ils doivent faire marche arrière lorsque la logique des États et la réalpolitik s'imposent. Avec la baisse significative du risque incarné par l'Organisation État islamique, les Kurdes sont moins nécessaires en Syrie et en Irak. Les acteurs régionaux et les grandes puissances cherchent désormais à préserver leurs intérêts et les frontières étatiques. Cela ne signifie pas que les Kurdes ne rebondiront pas, ils l'ont fait à plusieurs reprises par le passé. ■

Where the fallen find fame

KOBANI, SYRIA

Syria's Kurds venerate war dead with enthusiasm, and no expense is spared

BY ROD NORDLAND

Soldiers wear pictures of them on their shoulder patches. Museums in every city in northern Syria fill halls with their portraits. Streets are named after them, and billboards commemorate them.

They are the war dead of the Kurds' participation in Syria's six years of conflict: Syrian Democratic Force fighters, especially from Kurdish units, who were killed in battle — and they are everywhere.

In a civil war in which hundreds of thousands of Syrians have died, honoring those killed has become a powerful recruiting tool, one that all sides use. The Kurds have institutionalized it, lavishing resources on both the dead and their survivors.

Veneration of the war dead is a potent morale booster, especially among the People's Protection Units, or Y.P.G., which Turkey condemns as terrorists. The Americans consider the Kurdish units as the main component of the Syrian Democratic Forces, which is vital in the American-led coalition fighting the Islamic State.

Do not call her a bereaved mother, said Aisha Affendi, a co-president of the Movement for a Democratic Society in Kobani, whose son Shervan was killed in an ambush at 19. "I am the mother of a martyr," she said, a phrase uttered with defiance, and one that confers instant credibility in Kurdish society.

One of the officials at the Martyrs Institute in Manbij, Syria, is named Darwish Salahudin, but when people introduce him to a stranger, they won't use his name, they'll say, "This is the brother of the martyred Comrade Botan."

He brightened, relating that. "We see it as an honor to be the relative of a martyr. Everybody knows who we are."

The well-funded Martyrs Institutes in every northern Syrian city hand out pensions to parents, spouses and children of fighters killed in battle, and in some cases of civilian victims as well.

They also host museums with galleries of hundreds of enlarged photographs of the local fallen; finance signs and billboards with faces of groups of the dead; print off likenesses of all shapes and sizes to distribute to homes, offices and public spaces; and stage public memorial events, with marches and speeches



Top, Masoon Keno, left, and his brother Muhammad tending graves in Kobani. Above, Darwish Salahudin looking at pictures of the dead at the Martyrs' Institute in Manbij.

on anniversary days. No public office in Kurdish areas is without at least one and usually many photographs of the fallen.

Then there are the cemeteries. Every major city now has a section for the mostly Kurdish fighters from the People's Protection Units, as well as the Women's Protection Units. They are well tended, with permanent staff and no expense spared, usually in striking contrast with the much shabbier civilian graveyards.

The cemetery for war dead outside Kobani, on the border with Turkey, has a towering marble altar pavilion, elaborate and decorative, and a huge rotunda is under construction. Inside the rotunda, officials plan to put keepsakes from many of the dead fighters — relics like the wristwatches they were wearing when killed, or a notebook, a piece of clothing or even just a lock of hair. All have been gathered and carefully cataloged, waiting for the rotunda museum to be finished.

Ibrahim Qaleif, an Arab and vice president of the Manbij Martyrs Institute, said he saw nothing strange about such expansive veneration of the dead.

"As much as we give the martyrs, it doesn't compare to the lives they gave for us," he said.

The hall for war dead in Kobani is the size of an indoor basketball court, and its four walls are nearly full now with photographs of the dead. Most were killed in 2014 and 2015, battling the Islamic State, but there are many from the past two years, as fighters from the city

joined the Americans in the onslaught against the Islamic State elsewhere.

In the midst of all those, as with most displays of multiple dead fighters, is a photograph of Abdullah Ocalan, the imprisoned founder of the Kurdistan Workers' Party, which is considered a terrorist group by Turkey and the United States. A quotation from him reads, "We don't bury our martyrs in the dirt, but in our hearts."

Plans are underway, said the co-president Arif Bali, to begin hanging photographs of the dead from the hall's ceiling once they run out of wall.

"In our history, we carry a very heavy burden, a debt to our martyrs," Mr. Bali said. "Our martyrs gave us the right to speak in our own language. They are like flowers in our gardens."

That is more than just talk. Babies are given the names of the war dead; friends change their names to those of famous fighters who have been killed, or just of fallen friends.

Some Kurds even seem to invite death in war, which their American advisers say makes them formidable in battle — though likely to take considerable casualties. The Americans have expressed consternation that the Kurds will seldom wear body armor or helmets, even when they have the equipment.

Of female fighters, suicide attackers are the most highly praised, and pictures of them are displayed especially prominently, as with the recent case of Avesta Khabur, who blew herself up to destroy a Turkish tank in Afrin. Within two days, her face was everywhere. ●

Conflicting interests: Iran confronts Turkey in Syria's Afrin region

The chances for a deepening crisis in Afrin are growing.

By Seth J. Frantzman February 21, 2018
<http://www.jpost.com>

On Monday night, Turkish President Recep Tayyip Erdogan phoned Iran's President Hassan Rouhani. Sources fed local rosy statements to media about "cooperation in the fight against terrorist elements" and Rouhani said the two leaders discussed "plots to disintegrate regional states."

But behind the scenes Iran is quietly opposing Turkey's operation in the mostly Kurdish Afrin region in northwest Syria. Tehran is a key ally of Damascus but is reticent to confront Turkey, with which it enjoys amicable relations.

Just after 4 p.m. on Tuesday, pro-Syrian regime forces began moving from regime-controlled areas of Aleppo toward the area of Kurdish People's Protection Unit (YPG) control in Afrin. Since January 20, Turkey has been engaged in a large military operation to drive the YPG, which Ankara accuses of being terrorists, out of Afrin.

The Kurds hoped their US partners in eastern Syria would restrain Ankara, which is also a US ally. Instead, a month of fighting ensued and the YPG became isolated in Afrin, as Turkish air strikes and artillery and thousands of Syrian rebels backed by Turkish tanks pushed into the villages on the border. Ankara vowed to surround Afrin city on Tuesday.

Afrin refers to the district as well as the city of that name in northern Syria

Iran has remained mostly mum on the developments. Officially Tehran is opposed to Turkey's Afrin operation because it "believes it could fuel

tensions in the already troubled Arab country [Syria]," Press TV claims. In Damascus, the Syrian regime has set its sights on attacking Syrian rebel-held eastern Ghouta. But the regime also wants Afrin back and doesn't want Turkey putting down more roots inside Syrian territory.

In hopes of achieving those aims, Damascus began discussions with the YPG, which has controlled Afrin since 2013. The YPG initially wanted US support in Afrin. They have become disillusioned as Washington has only paid lip service, asking Ankara to show restraint while supporting Turkey's desire for security.

"Iran is against Kurdish gains in general but they wouldn't like to see Turkey taking over parts of Syria," says a source close to the YPG. "Turkey is on the side of jihadist movements. A loss of territory in Syria to this movement will not make Iran happy." If the US doesn't act, the YPG has no other card to play except negotiations with Russia, and Iran's deepening interest. "Afrin is the new Sudetenland," says he source, comparing the situation to 1938 Europe.

A Syrian rebel source says that Russia has quietly acquiesced to Turkey taking Afrin. "Iran is challenging the Russians now." If the pro-regime troops enter Afrin it will embarrass Moscow, he says, because Moscow has sought to cultivate Ankara in recent months. Iran has meanwhile prepared the ground for pro-regime militias to enter Afrin via Al-Mayadeen News, which supports Damascus. On Tuesday, Al-Mayadeen was the first to show images of pro-Syria regime units in a convoy of trucks driving toward Afrin, next to the



Turkish-backed Free Syrian Army fighters react as they hold their weapons near the city of Afrin, Syria February 19, 2018.. (photo credit: REUTERS)

villages of Nubl and Zahraa. They were met by the YPG, a sign that a major shift may be taking place.

The lightly-armed convoy of trucks with mounted machine guns driving into Afrin and waving Syrian flags was immediately tracked by a Turkish drone and artillery fire, according to video posted online. According to Al-Mayadeen, the forces consisted of pro-regime National Defense Forces and other units. Pro-Hezbollah media is also reporting closely on the events in Afrin.

As these forces inch closer to Turkish positions, the chances for a deepening crisis in Afrin grows. It also reveals that Iran and its friends in Damascus may have outplayed the Americans. ■

Bloomberg

February 20, 2018

Risks rise of U.S.-Turkey clash in Syria – Bloomberg

By Donna Abu-Nasr, Selcan Hacaoglu, and Dana Khraiche
 20 février 2018 - <https://www.bloomberg.com>

Talks between Turkish and U.S. politicians and generals do not seem to have resolved the fundamental argument that risks bringing NATO's two biggest armies into direct conflict in northern Syria, Bloomberg said.

Turkey launched an offensive against Kurdish fighters in the northwestern Syrian enclave of Afrin two weeks ago. No U.S. troops are present in Afrin, but U.S. special forces are alongside the same Kurdish force around the town of Manbij and other areas to the east.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan said the operation would soon extend further east from Afrin to Manbij, regardless of the U.S. presence.

"We'll press against terrorists without taking into consideration who's



next to them," Bloomberg quoted Erdogan as saying.

Turkey considers the Syrian Kurdish militia as part of a separatist Kurdish group it has been fighting inside Turkey for more than 30 years.

The United States, however, relied on Kurdish fighters to largely defeat Islamic State, and may now extend that support as a bulwark against a resurgent Syrian government and its backers, Iran and Russia.

Turkey feels betrayed by the United States over its alliance with the Syrian Kurds, Nihat Ali Özcan, an analyst at the Ankara-based Economic Policy Research Foundation of Turkey, told Bloomberg.

That is why "the risk of a friendly fire between Turkish and U.S. troops can't be dismissed unless one of the sides back down," Özcan was quoted as saying. ●

La bataille d'Afrine : vers une confrontation turco-syrienne ?



LA GUERRE syrienne a encore pris un nouveau tournant, ce mardi 20 février, lorsque des forces favorables au régime syrien sont entrées dans le district d'Afrine, sous les « tirs d'avertissement » de l'armée turque. L'objectif affiché par Damas était de venir en aide aux milices kurdes, sous le feu d'Ankara depuis le lancement, il y a un mois de l'opération « Rameau d'olivier ».

L'incursion turque vise à déloger de cette ville du Nord syrien les combattants des YPG, soutenus par les États-Unis dans leur lutte contre Daech, et considérés comme « terroristes » par la Turquie. La réponse d'Ankara ne s'est pas fait attendre. « Chaque mesure de soutien aux YPG signifie que ceux qui la prennent se mettent sur le même plan que l'organisation terroriste et deviennent pour nous une cible légitime », a prévenu, ce mercredi Ibrahim Kalin, le porte-parole de la présidence turque.

Sept ans après le début du soulèvement anti-Assad et le basculement de la révolution de 2011 vers un conflit multidimensionnel, se dirige-t-on cette fois-ci vers un risque de confrontation entre Ankara et Damas ? « Le dossier est clos pour le moment », annonçait dès mardi soir le président Erdogan. Entre les deux pays, les relations sont au point mort depuis les premiers jours de la révolte anti-Assad.

La Turquie, qui partage plus de 900 kilomètres de frontière avec la Syrie a été l'un des premiers pays à se ranger du côté de l'opposition syrienne, en facilitant l'accès à son territoire des activistes et déserteurs de l'armée syrienne (à l'origine de la création, plus tard, de l'ASL, l'Armée syrienne libre). À ce jour, elle accueille quelque 3,5 millions de réfugiés syriens. Istanbul héberge également le siège de la Coalition nationale syrienne, la principale force d'opposition au régime de Damas.

Évoquant le principe de souveraineté territoriale, le pouvoir syrien n'a pas manqué de dénoncer les « ingérences » d'Ankara lors de l'opération

« Bouclier de l'Euphrate », lancée à l'été 2016 (en coopération avec les combattants de l'ASL), qui visait à « libérer le Nord syrien de l'emprise des djihadistes de Daech ». Un message réitéré par Damas dès le 18 janvier dernier à l'annonce, par Ankara, d'une opération militaire imminente contre Afrine.

« L'obsession de la Turquie consiste moins à renverser le régime syrien qu'à éviter la création d'une enclave kurde à sa porte, par crainte de renforcer le PKK »

« Nous avertissons les dirigeants turcs que s'ils lancent des opérations de combat dans la région d'Afrine, cela sera considéré comme un acte d'agression par l'armée turque », avait alors déclaré le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Meqdad, en précisant : « Les défenses aériennes syriennes ont recouvert toutes leurs forces et sont prêtes à détruire les cibles aériennes turques dans le ciel de Syrie. »

Si l'incident de mardi ajoute encore plus à la complexité de la guerre civile syrienne, on ne peut néanmoins pas parler d'une confrontation directe entre les deux pays. Les forces envoyées par Damas dans cette région semi-autonome kurde qui échappe au contrôle du pouvoir syrien depuis 2012 ne sont pas issues de l'armée officielle, mais font partie des forces de défense locales.

Autrement dit, il s'agirait, selon les chercheurs, de milices pro-iraniennes sous le contrôle Téhéran et proches du régime. Certains y voient une précaution de Damas, pour éviter d'envenimer encore plus ses relations avec Ankara. D'autres y voient, a contrario, le signe d'un conflit dont les commandes - tantôt tenues par Téhéran, tantôt par Moscou - échappent de plus

en plus au pouvoir syrien.

Force est également de rappeler que dans le cadre des négociations d'Astana, parrainées par la Russie, l'Iran et la Turquie, Ankara maintient une forme de dialogue indirect avec le régime syrien (des représentants du gouvernement syrien, mais aussi de l'opposition, étant à chaque fois invités à ces pourparlers). Réitérant qu'il n'existe actuellement aucun « contact direct » entre Ankara et Damas, Ibrahim Kalin, le porte-parole de la présidence a pour sa part évoqué, ce mercredi, l'existence de « contacts indirects » avec l'aide de la Russie et de l'Iran, alliés officiels du régime.

Avant de préciser, toutefois, qu'« en cas de circonstances exceptionnelles », les services de renseignement turcs pourraient entrer en contact « direct ou indirect » avec les services syriens.

« À ce stade, tout est encore possible », remarque un observateur qui préfère garder l'anonymat. Et d'évoquer la possibilité d'un « deal » ultime entre Ankara et Damas, voire entre Ankara et Moscou sur le sort d'Afrine.

« Sept ans après le début de la révolte anti-Assad, l'obsession de la Turquie consiste moins à renverser le régime syrien qu'à éviter la création d'une enclave kurde à sa porte, par crainte de renforcer le PKK, qu'elle considère comme le parrain des forces YPG. On pourrait donc imaginer, à terme, un accord turco-syrien selon lequel les forces pro-régime prennent le contrôle d'Afrine à condition qu'elles mettent un terme à l'administration de la région d'Afrine par les milices kurdes », estime-t-il. ■



En Turquie, la liberté d'expression prend perpète et espère un soutien de l'Europe

Les condamnations d'intellectuels à la prison à perpétuité sont venues souligner la fermeté du régime envers les dissidents. Un recours auprès de la CEDH entretient un léger espoir.

Par
QUENTIN RAVERDY
Correspondance à Istanbul

Cinq jours après une salve de condamnations en Turquie, les défenseurs des intellectuels emprisonnés à vie fondent désormais leurs espoirs sur Strasbourg et la Cour européenne des droits de l'homme. «Une décision concernant la violation de leurs droits et une possible

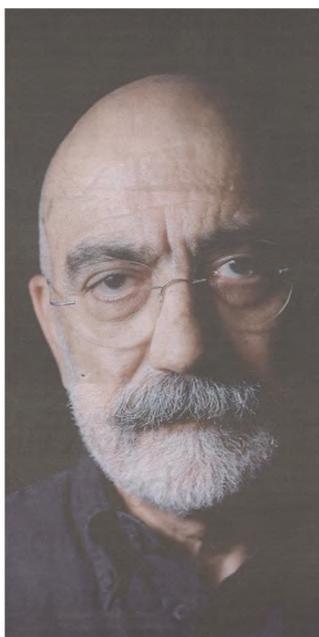
demande de libération pourrait tomber prochainement», veut ainsi croire Figen Çalikusu, avocate des frères Altan, emprisonnés depuis plus d'un an et demi et condamnés pour avoir tenté de «renverser l'ordre constitutionnel». En cas de jugement favorable, elle espère ensuite faire appliquer la décision européenne par les tribunaux locaux.

Retour au 16 février, l'une de ses journées ordinaires où se mêlent, en l'espace de quelques heures, toutes les émotions: la prison de Silivri à Istanbul en est le triste théâtre. Les défenseurs de la liberté d'expression exultent tout d'abord à l'annonce de la libération - conditionnelle - de Deniz Yücel, journaliste germano-turc, emprisonné ici depuis plus d'un an pour des accusations d'appartenance à une organisation terroriste. Mais quelques instants plus tard, la douche froide: le 26^e tribunal pénal d'Istanbul condamne à la prison

à perpétuité incompressible six personnes, parmi lesquelles de grands noms de la sphère médiatique et intellectuelle turque. «En tant qu'avocate, je devrais être choquée par cette décision mais comme je sais qu'on est dans un système où le droit ne s'applique plus, cette décision était attendue», rappelle alors Figen Çalikusu.

Mehmet Altan, 65 ans, a porté toutes les casquettes: journaliste, professeur d'économie et auteur prolifique. Ahmet, de deux ans son aîné, est l'une des plumes les plus reconnues du pays, romancier édité à l'étranger (dont, en France, par Actes Sud, qui a lancé une pétition pour demander sa libération), ce vétéran de la presse turque est passé par les colonnes de grands quotidiens. Il a été rédacteur en chef du journal *Taraf*, titre fermé, comme plusieurs dizaines d'autres en Turquie, pour avoir été proche du mouvement de l'imam Fethullah Gülen et de ses adeptes, anciens alliés de Recep Tayyip Erdogan, aujourd'hui traqués dans le pays pour avoir fomenté, selon Ankara, la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

Putsch. Les bases de l'acte d'accusation des frères Altan étaient pourtant bien maigres: quelques éditoriaux, des articles de presse... Et au milieu de tout cela, l'enregistrement d'une émission de télé, la veille du putsch manqué, durant laquelle les deux hommes, ainsi que le journaliste vedette Nazlı Ilıcak (passée par les rangs de titres liés aux gülenistes) sont accusés d'avoir envoyé des «messages subliminaux en faveur du coup». Des accusations rejetées en bloc. «Il serait de bon augure pour tout le monde d'arrêter ce voyage à travers les actes illicites, illégaux et anticonstitutionnels», souhaitait ainsi Ahmet, avant le verdict. En vain: le pouvoir



Ahmet Altan en 2009.

se cherche des boucs émissaires, estiment les soutiens de deux intellectuels. «Je pense qu'en Turquie on a laissé s'échapper les gros poissons, les figures de la confrérie Gülen qui vivent aujourd'hui à l'étranger. Les frères Altan et Nazlı Ilıcak faisaient partie des grands journalistes qui ont travaillé avec des médias proches de Gülen [...]. Avec ce verdict extrêmement sévère, le gouvernement avait besoin d'un symbole pour démontrer que sa lutte contre les gülenistes était bien menée», analyse Erol Önderoğlu, correspondant de Reporters sans frontières et inlassable témoin des procès marathons qui engorgent les tribunaux turcs.

Purges. Dans une Turquie polarisée politiquement, le sort de ces figures intellectuelles divise profondément. Un maigre espoir semblait poindre en janvier quand la Cour constitutionnelle turque avait ordonné la libération du plus jeune des frères Altan, Mehmet, estimant que son incarcération était une «violation» de ses droits. Avocats et défenseurs des droits de l'homme pensaient alors tenir une décision qui pourrait faire jurisprudence pour

les milliers de personnes arrêtées lors des purges post-coup d'Etat. L'espoir a été vite douché. Le même jour, une cour pénale d'Istanbul faisait fi de la décision et maintenait l'intellectuel emprisonné. «Quand ils ont refusé la remise de liberté, on savait que c'était une décision politique, qu'il ne fallait pas attendre de décision indépendante dans ce dossier», rappelle Ergin Cinmen, l'un des avocats des deux frères qui, pour l'heure, seraient en bonne forme, très occupés à écrire depuis leur cellule, affirme-t-on dans leur entourage.

«Blague». A l'étranger, les initiatives se multiplient. Ahmet Altan a notamment reçu mardi le soutien de taille de la romancière turque Asli Erdogan (éditée comme lui par Actes Sud) et elle aussi récemment passée par les prisons turques. «Après le coup d'Etat manqué de juillet 2016, nous sommes les deux premiers écrivains à avoir été arrêtés sur des chefs d'accusation kafkaïens. La prison à vie a été requise contre nous et nous avons cru d'abord que c'était une blague. Nous avons cru qu'ils nous libéreraient après avoir eu la satisfaction de nous avoir maltraités. Ils m'ont relâchée, mais lui, ils l'ont condamné à perpétuité. Sans preuve, sans faits avérés, c'est purement atroce! dénonce-t-elle. J'appelle tous les écrivains, les éditeurs, les journalistes à être solidaires d'Ahmet Altan et de tous les écrivains, journalistes, jetés en prison ou persécutés.»

Dans un tweet, la ministre française de la Culture, Françoise Nyssen, a exprimé sa «stupeur» face à la condamnation d'Ahmet Altan, «dont le crime consiste à avoir toujours refusé les bâillons sur son esprit critique et sa croyance inébranlable en la démocratie». Celle qui fut son editrice l'a aussi citée: «Où que vous m'enfermiez, je parcourrai le monde illimité de mon esprit.»

Turkey Mulls Talks to Avoid War As Russia and U.S. Allies Chant 'One Syria'

By Tom O'Connor On 2/21/18
<http://www.newsweek.com>

Turkey has raised the possibility of opening a new dialogue with Syria, as its supporters threatened to join Kurds in resisting a Turkish invasion in the northwestern district of Afrin.

Ankara initially denied Tuesday that a massive convoy of fighters supportive of Syrian President Bashar al-Assad— an ally of both Russia and Iran—entered the Kurd-held enclave and later claimed that Turkish airstrikes turned the incoming forces back. Videos surfaced of pro-Syrian government and Kurdish fighters chanting "one Syria," in celebration of an alliance that Ibrahim Kalin, spokesman for Turkish President Recep Tayyip Erdogan, said Wednesday would have "serious consequences" for Assad partisans.

Kalin also said in a televised address, however, that Turkish intelligence officials "may establish direct or indirect contact when it is required to solve certain problems under extraordinary conditions," Bloomberg News reported. His remarks hinted at the potential for renewed contact between the neighbors, who have been on poor terms since Turkey helped sponsor a 2011 uprising against Assad.

Assad has called Turkey and the U.S. "invaders" because their military presence backed non-state actors in Syria. Turkey, the U.S. and Gulf Arab states backed various insurgent groups opposed to Assad's rule, but this opposition has become severely splintered by ideological infighting and competition with jihadi groups such as the Islamic State militant group and others affiliated with Al-Qaeda.

Turkey remained a supporter of the rebel Free Syrian Army, but the U.S. switched its focus to Kurdish militias that later formed most of the Syrian Democratic Forces. Turkey has criticized the U.S. over its backing of Kurdish groups such as the People's Protection Units (YPG) because Ankara alleged they were linked to the Kurdistan Workers' Party, a militant group responsible for decades of violence across Turkey.

While the U.S. remained a staunch opponent of Assad's leadership in Syria, Pentagon-backed Kurds have been more concerned with greater autonomy in northern Syria than total regime change. Syrian Kurds have long protested Assad's policies seen as suppressing their cultural identity, but Turkish backing for the Syrian opposition has more seriously alienated them, resulting in frequent clashes between formerly CIA-backed Syrian rebel groups and the Pentagon-



Kurdish fighters flashing the victory gesture as they welcome a convoy of pro-Syrian government fighters arriving in Syria's northern region of Afrin. Kurdish forces said in a statement on February 20 that pro-government fighters deployed to Syria's Afrin region will take up positions and "participate in defending the territorial unity of Syria and its borders," countering an offensive by Turkish troops and Syrian rebels.
 GEORGE OURFALIAN/AFP/Getty Images

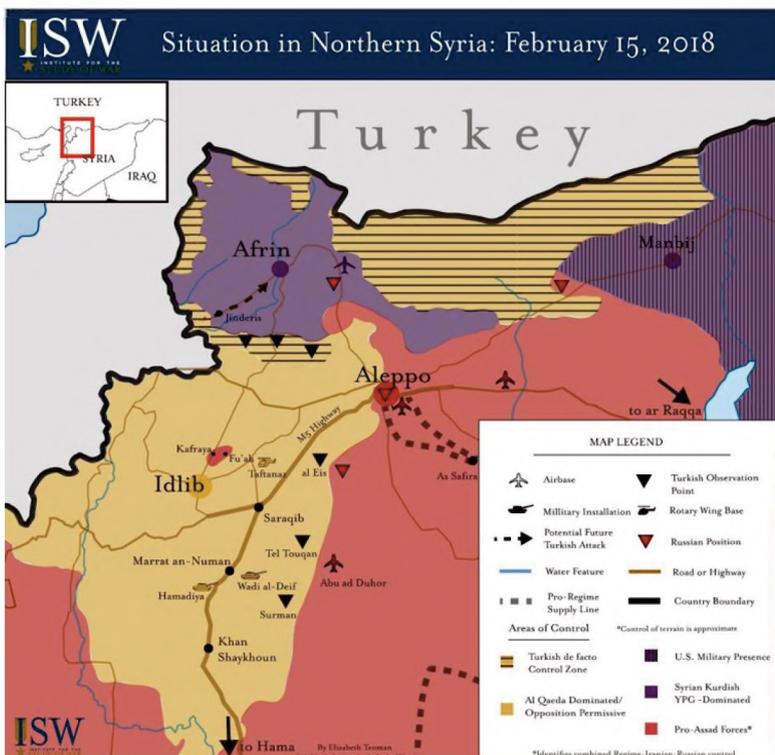
backed Kurdish force.

In at least two incidents both factions blamed on each other, unprecedented violence broke out between pro-Syrian government fighters and the U.S. coalition-backed, majority-Kurd Syrian Democratic Forces in the eastern province of Deir Ezzor. The Syrian military has still continued to allow Kurdish fighters to move freely throughout the wide swaths of the territory it has retaken with the help of Russian airpower—and an array of mostly Shiite Muslim local and international militias backed by Iran.

Despite warnings by the U.S.-led coalition that it would not support Kurds leaving the fight against ISIS in Deir Ezzor, Kurdish fighters have continued arriving in Afrin. Although Russia urged its own Syrian partners to seek dialogue with Turkey, Syrian pro-government militias have heeded Kurdish calls to join the fight against Ankara and its partnered Syrian rebels.

The U.S. has criticized the Turkish operation in Afrin as "impeding the task to eliminate ISIS" in eastern Syria, but it has stopped short of taking action against its NATO Western military alliance partner. Russia also appealed to Ankara, but it neglected to intervene against another third of the Russia-Iran-Turkey partnership that Moscow has championed as the most effective way to bring an end to the nearly seven-year civil war in Syria.

Erdogan previously suggested he may be open to talks with Assad in November, but only based on the understanding that the Syrian leader would turn against Kurdish groups his supporters now appeared to have joined forces with. The decision by Assad's father and presidential predecessor, Hafez al-Assad, to expel Kurdish militant leader Abdullah Öcalan in 1998 allowed the two states to grow relatively close. They fell out over the 2011 rebellion—which has been largely overcome—but it has left Kurds in control of much of northern Syria and lucrative oil fields in the east.



ISWAfrin A map shows areas of control in northwestern Syria as of February 15. Forces supportive of the Syrian government, an ally of Russia and Iran, have decided to help Syrian Kurdish forces, allies of the U.S., defend against a Turkish and Syrian rebel offensive in Afrin. INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR/REUTERS

Syrian Militias Enter Afrin, Dealing a Setback to Turkey



People waving Syria's flag and portraits of its president, Bashar al-Assad, and the leader of the Kurdistan Workers' Party, Abdullah Ocalan, as a convoy of pro-Syrian government fighters arrives in Syria's northern enclave of Afrin on Thursday. Credit Ahmad Shafie Bilal/Agence France-Presse — Getty Images

By CARLOTTA GALL / FEB. 22, 2018
www.nytimes.com

ISTANBUL — Militias loyal to the Syrian government swept into the northwestern enclave of Afrin on Thursday in support of Kurdish militias, reclaiming the territory and stealing a march on Turkish forces that have been battling toward the city for nearly a month.

Television broadcasts and social media postings showed crowds celebrating in the main square of the city of Afrin, waving flags and holding posters of President Bashar al-Assad of Syria and the Kurdish militant leader Abdullah Ocalan, who is imprisoned in Turkey on terrorism charges.

The entry into Afrin of forces loyal to Mr. Assad — the result of a deal between the Syrian government and Kurdish militias, with the backing of Iran and Russia — has harmed Turkey's ambitions in Syria. It is one of many setbacks that Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, has experienced throughout the seven-year Syrian civil war.

"It's not something Turkey is happy with at all," said Michael Stephens, who studies the Middle East at the Royal United Services Institute in London. "It limits Turkish strategic options." Turkey has made it clear that if attacked by pro-government forces, its forces will strike back, he said.

Turkey began its incursion into Afrin a month ago, saying it wanted to clear the enclave of Kurdish militias, which it says are affiliated with Mr. Ocalan's Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has long waged a separatist insurgency in Turkey.

Turkey mobilized hundreds of C.I.A.-trained Syrian Arab fighters from the opposition Free Syrian Army to spearhead its attack, and bombard the enclave with jets and artillery fire.

But Turkish forces have struggled to make headway against the well-prepared Kurdish fighters. In

a month of fighting, Turkish forces have lost 32 soldiers. They have taken several dozen villages along the Turkish border, but have yet to reach the main cities.

The Syrian government has opposed the Turkish action from the start, accusing it of a breach of Syrian sovereignty, but Russia, which controls Syrian airspace, opened airspace to Turkish war planes.

Syrian and Kurdish officials suggested from the start that the Syrian government could move in to help the Kurdish forces.

Ibrahim Hamidi, a Syrian journalist for the London-based Arab newspaper Asharq al-Awsat, reported on Wednesday that senior Russian and Syrian government officials met with Saban Hamo, the leader of the Kurdish People's Protection Units, or Y.P.G., in the city of Aleppo to work out a deal.

The head of the Syrian government forces' security committee, Brig. Gen. Malek Alia, attended the meeting along with the head of the Russian Army Reconciliation Center in northern Syria, Mr. Hamidi reported.

In separate meetings on the opposing side, American and Turkish officials gathered to work out a solution for the town of Manbij, he added. Mr. Erdogan has demanded that Y.P.G. forces also be removed from Manbij, where United States forces have a base and work with the Y.P.G. in its fight against the Islamic State. Mr. Erdogan has threatened to expand the Afrin operation to attack the town, straining United States-Turkish relations.

The Kurdish militias have welcomed Syrian government support in their fight against Turkish forces but risk losing their autonomy. Brusk Haska, a military official in the Y.P.G., said in an electronic message earlier this week that they would accept any help for their forces in Afrin.

"We welcome any force that comes to protect Afrin and the civilians from the Turks NATO

aggression," he wrote. "We are part of Syria and not part of the regime, we still have our own administration but we welcome any party coming to protect us."

Turkish officials insisted their operation would continue and expressed skepticism about the Syrian government's intentions.

"If they enter to clean P.K.K./Y.P.G. out, there is no problem," Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, said, using the acronyms for the Turkish and Syrian Kurdish groups. "But if the regime enters to protect the Y.P.G. there, no one can stop us."

Turkey's defense minister, Nurettin Canikli, said on Thursday that he doubted that the pro-Syrian government militias advancing to Afrin were capable of subduing the Kurdish militias, which is Turkey's goal.

"The armed units allegedly sent to Afrin by the Syrian regime have no capacity to change the result of the antiterror struggle we have been waging in that region, and they never will have," the Anadolu news agency reported Mr. Canikli's telling journalists during a military ceremony in the province of Kayseri. "Whoever sides with terror will become our target."

Turkish analysts pointed out that Russia was manipulating the players from behind the scenes. "Russia is not outside the process, rather it is at the center of the deal," said Kerim Has, a lecturer at Moscow State University. He said that Russia was using the Turkish assault on Afrin to force the Syrian government and the Kurds to work together. "The stick is Turkey and now the P.Y.D. will sit around the table on Moscow's terms," Mr. Has said, using the acronym for the political arm of the Y.P.G.

Mr. Erdogan has defended the Afrin incursion as necessary for Turkey's national security, but he has also promised that it would allow some of the 3.5 million Syrian refugees in Turkey to return home. His aim has been to forge a buffer zone along Turkey's border that would be cleared of Kurdish militants and that could be occupied by Syrian Sunni forces who have been in the forefront of the opposition to Mr. Assad.

Many Free Syrian Army fighters joined the operation, hoping to be able to return to their homes in villages in northern Syria. They have, however, suffered scores of casualties and are no closer to that aim.

Yet the proposal for the Syrian government to take control of Afrin could also offer Mr. Erdogan a way out, as the situation becomes increasingly complicated.

"He can claim victory or some kind of strategic gain if Assad works against P.Y.D. control in the area," said Mr. Stephens, the analyst in London. "Then he can withdraw in respect for Syrian sovereignty whilst saying to his public that a critical border security issue has been dealt with."

He added: "Turkey's strategic position was always quite weak, and they are playing for tactical gain."

A Afrin, les Kurdes reçoivent le soutien de milices prorégime

Des forces fidèles à Bachar Al-Assad s'opposent à l'offensive turque sur l'enclave

ISTANBUL - correspondante

Le signal d'un accord entre les forces kurdes et le régime syrien était attendu depuis près de quarante-huit heures. C'est finalement dans l'après-midi de mardi 20 février que les milices loyales à Damas ont annoncé leur déploiement dans l'enclave d'Afrin, en soutien aux combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), en proie à une offensive de l'armée turque et de ses supplétifs issus de la rébellion syrienne depuis le 20 janvier.

Les YPG sont les alliés de la coalition internationale menée par les Etats-Unis. Mais à Afrin, attaquées par Ankara, elles n'ont pas bénéficié du soutien de leurs alliés occidentaux. Il serait inconcevable, en effet, pour une alliance militaire dirigée par Washington, de s'opposer à l'offensive d'une puissance majeure de l'OTAN.

« La coalition internationale ne fait rien pour nous à Afrin. Alors, mieux vaut le régime que les Turcs... », confiait lundi, au Monde, Ilham Ahmed, un cadre dirigeant kurde de Syrie. Le soutien de Damas aux forces kurdes s'est finalement matérialisé mardi après-midi par une colonne de pick-up ornés de drapeaux syriens faisant route vers le territoire tenu par les Kurdes, où les couleurs du régime ne flottent plus depuis 2012. Ces renforts de plusieurs centaines d'hommes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, n'appartiennent pas à l'armée syrienne, mais pour l'essentiel à des forces irrégulières locales de la province d'Alep.

« Force symbolique »

Malgré leur déploiement médiatisé, elles n'ont pas vocation à apporter un appui militaire significatif sur les lignes de front d'Afrin, où les forces turques et leurs alliés ont accéléré leur avancée depuis lundi. « Ces forces sont venues pour

que l'aviation turque mette fin à ses frappes sur Afrin », indique au Monde Aldar Khalil, un haut responsable kurde syrien, à défaut d'une décision de la part de Moscou d'interdire à l'aviation turque d'accéder au ciel syrien.

« Le régime syrien et la Russie ont des positions différentes sur Afrin : la Russie a empêché à plusieurs reprises que des forces du régime viennent à Afrin, explique Aldar Khalil. Et si les frappes turques continuent, c'est parce que la Russie le permet. » Du point de vue d'Ankara, le déploiement de mardi n'a donc pas de quoi inquiéter. « Les YPG ont pu surévaluer la capacité d'une force symbolique à dissuader la Turquie », estime Noah Bonsey, de l'International Crisis Group. De fait, à peine entrées dans la zone d'Afrin, les milices prorégime ont été ciblées par des « tirs d'avertissement » de l'artillerie turque.

« Une dizaine de véhicules tout-terrain faisant route vers Afrin ont été repérés ce soir, mais à l'issue de tirs d'artillerie [turcs], ils ont dû rebrousser chemin. (...) Nous avons contacté hier le très respecté Poutine et le très respecté Rohani, nous avons des ententes sur le sujet. Malheureusement, certains groupes terroristes prennent des décisions erronées, et ils devront en assumer la responsabilité », a expliqué le président Recep Tayyip Erdogan, mardi à Ankara. Les autorités turques considèrent comme « terroristes » les milices YPG, du fait de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis plus de trente ans.

D'emblée, les autorités turques ont mis en doute le soutien des forces prorégime aux YPG. « Ces informations sont fausses, elles n'ont d'ailleurs pas été confirmées par Damas », a déclaré mardi le porte-parole du gouvernement turc. Si tel était le cas, « ce serait un désastre pour la région », a-t-il ajouté. Ibrahim Kalin, le porte-parole de la présidence, n'a pas exclu



Un convoi de combattants pro-Assad passe devant un portrait du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, à son arrivée dans la région d'Afrin, dans le nord de la Syrie.

GEORGE OUFALIAN / AFP



Afrin, situation au 21 février 2018 Le Monde

pour sa part l'existence de « négociations secrètes et sales » entre Damas et les YPG. Les engagements pris par Vladimir Poutine à l'égard du président turc ont malgré tout été jugés assez solides pour accomplir l'objectif annoncé des forces turques : encercler et assiéger la ville d'Afrin. Environ 1200 hommes ont été envoyés en renfort par la Turquie mardi.

« Nous couperons l'aide extérieure à la région et à la ville, et cette organisation terroriste n'aura pas les moyens de négocier avec qui que ce soit », a promis M. Erdogan lors d'un discours prononcé mardi devant le Parlement. Une chose est sûre, le déploiement des forces prorégime à Afrin n'a pas eu lieu avec l'aval de Moscou. Voilà pourquoi le président Erdogan est ressorti lundi rasséréné de son entretien par téléphone avec Vladimir Poutine, estimant qu'il avait le plein soutien de ce dernier pour mener ses opérations dans le nord de la Syrie. « La Russie comprend la

détermination de la Turquie dans le cadre de l'opération « Rameau d'olivier » [le nom de l'offensive turque]. Si le régime s'y aventure, cela ne sera pas sans conséquences. »

Le Kremlin n'a pas perdu l'espoir d'une réconciliation à venir entre le président syrien, Bachar Al-Assad, et son homologue turc. « Je suis convaincu que les intérêts légitimes de garantie de la sécurité de la Turquie peuvent être pleinement réalisés et satisfaits par un dialogue direct avec le gouvernement syrien », a assuré mardi Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe.

Maîtresse de l'espace aérien au nord de la Syrie, la Russie dispose d'un puissant levier de pression sur Ankara. Le ciel d'Afrin a ainsi été fermé aux avions turcs pendant plusieurs jours après la destruction d'un chasseur SU-25 russe par la rébellion anti-Assad dans la région d'Idlib. ■

MARIE JÉGO
ET ALLAN KAVAL (À PARIS)

Tragédie humanitaire dans la Ghouta orientale



SYRIE : TRAGÉDIE À LA GHOUTA

► Avec une macabre régularité, le régime syrien et son allié russe se livrent au pillonnage de ce quartier de Damas encore tenu par l'opposition
 ► Au moins 250 civils, dont 60 enfants, ont été tués depuis dimanche

BEYROUTH - correspondants

C'est un message audio lugubre, transmis par l'application WhatsApp, mardi 20 février. Un médecin y raconte les conditions de vie dans la Ghouta orientale, au troisième jour de l'offensive aérienne menée par le pouvoir syrien et son allié russe contre l'enclave rebelle en périphérie de Damas, assiégée depuis cinq ans. « *Bombes, missiles sol-sol, barils explosifs : le régime utilise toutes ses armes contre nous, témoigne le docteur qui se fait appeler Abou Ahed. Les gens sont terrés chez eux. Dans tous les quartiers, ça pue le sang. Même les animaux ont disparu des rues.* »

Toutes les trente secondes environ, avec la régularité macabre

d'un métronome, le fracas d'une explosion, plus ou moins lointaine, vient masquer sa voix. « *Vous entendez ? Le scénario d'Alep est en train de se répéter* », prédit le médecin en référence à la grande ville du nord de la Syrie, que les opposants avaient dû évacuer, en décembre 2016, après des mois de siège et de bombardements, suivis d'une offensive terrestre éclair. « *C'est la même politique de destruction tous azimuts. Bachar [Al-Assad, le président syrien] veut briser notre esprit de résistance. Il veut nous expulser de la Ghouta.* »

Les faits ne lui donnent pas tort. Depuis dimanche, au moins 250 civils, dont près de 60 enfants, ont péri sous des tirs d'artillerie et des raids aériens, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). C'est le

Moscou admet des morts parmi les mercenaires russes

Le ministère russe des affaires étrangères a reconnu, mardi 20 février, que « *des morts et des dizaines de blessés russes et originaires de la CEI (Communauté des Etats indépendants)* » ont bien été rapatriés de Syrie vers la Russie. Dans la nuit du 7 au 8 février, dans la région de Deir ez-Zor, des frappes américaines avaient visé des combattants pro-Assad, parmi lesquels figuraient de nombreux mercenaires russes, qui tentaient de s'emparer d'un site gazier. Le communiqué évoque « *un affrontement récent auquel n'ont participé en aucune manière des militaires russes* ». Selon Moscou, il s'agit de « *citoyens russes qui sont allés là-bas par leurs propres moyens* ».

« C'est la même politique de destruction qu'à Alep. Assad veut briser notre esprit de résistance »

ABOU AHED

médecin présent à la Ghouta

deuxième pic de bombardements depuis le début du mois, après une première vague, entre le 5 et le 10 février, qui avait fait un nombre similaire de morts. Ce pillonnage est présenté par la presse prorégime comme le prélude à une opération de reconquête de la Ghouta orientale, plaine agricole d'une centaine de km², peuplée de 400 000 personnes, qui est l'ultime bastion rebelle aux portes de Damas.

Signe de la détermination du camp pro-Assad, l'aviation russe a repris du service dans cette région, dont elle était absente ces derniers mois. La banlieue orientale de Damas était intégrée dans l'accord de désescalade, conclu en septembre par Moscou avec la Turquie et l'Iran, parrains respectifs des insurgés et du régime syrien. L'arrangement, qui prévoyait une réduction des hostilités et une arrivée d'aide humanitaire dans quatre zones aux mains de l'opposition, est resté peu ou prou lettre morte. Selon l'OSDH, les chasseurs-bombardiers russes ont notamment touché l'hôpital d'Arbin, l'un des plus importants de la Ghouta orientale, désormais « hors service ».

Six autres centres de soins ont été visés par des bombardements, dont la moitié ont dû suspendre leurs opérations, selon un communiqué de l'ONU, publié mardi en début de soirée. Quelques heu-

res plus tard, l'association d'aide médicale Syrian American Medical Society, très investie dans les territoires tenus par la rébellion, rajoutait six sites à cette liste, portant à treize, selon elle, le nombre d'établissements de santé endommagés ou détruits en l'espace de quarante-huit heures.

« Nettoyage ethnique »

Certains d'entre eux ont été touchés par des barils explosifs largués par hélicoptères. Une arme que l'armée syrienne s'abstenait d'utiliser dans la Ghouta orientale ces dernières années, de peur que ses appareils ne soient touchés par des tirs venus du sol, et dont la réapparition signale le regain de confiance des autorités.

« *C'est du nettoyage ethnique, accuse Amani Ballour, une pédiatre d'une trentaine d'années jointe par WhatsApp, quelques minutes après qu'une explosion a détruit le hall d'entrée de l'hôpital où elle officie et dont elle préfère taire le nom pour des raisons de sécurité. On s'est réfugiés avec tous les blessés dans un couloir. On entend encore les avions dans le ciel. On sait qu'on peut mourir à tout instant.* »

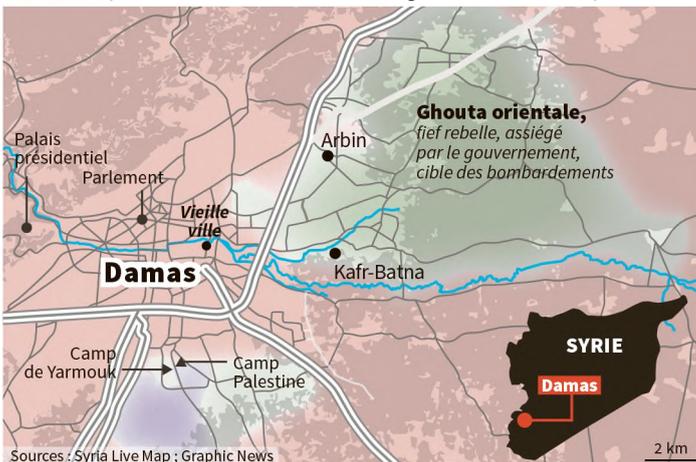
Cet acharnement sur les infrastructures civiles est un composant-clé de la stratégie contre-insurrectionnelle poursuivie par les autorités syriennes. Avant que les troupes progouvernementales ne pénètrent dans Alep-Est, place forte de la rébellion dans le Nord syrien, les hôpitaux de ces quartiers avaient été soumis à un déluge de feu similaire à celui qu'endurent aujourd'hui ceux de la Ghouta orientale. Comme à Alep, Moscou impute son intervention à la présence dans la Ghouta des djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham, proche d'Al-Qaïda. Des combattants exclus du protocole de désescalade,

Forces en présence (au 21 février)

● Armée syrienne libre

● Forces loyalistes syriennes et alliées

● Organisation Etat islamique



Sources : Syria Live Map ; Graphic News

mais totalement minoritaires sur le terrain, et dont les rebelles ont demandé le départ.

« Nous avons reçu entre 300 et 400 blessés depuis hier, et il y a de nombreux enfants parmi eux, s'indignait mardi un médecin de Kafr-Batna, s'identifiant comme Abou Mohamed. Nous n'avons pas de problème avec le fait que le régime frappe les lignes de front, mais il faut qu'il arrête de bombarder les infrastructures et les civils. Il n'y a pas de combattants parmi les blessés que nous avons reçus. » Une partie des habitants a trouvé refuge dans les sous-sols : des caves, des tunnels de fortune, sans eau, ni électricité ni nourriture.

« Que fait le monde ? »

Dans une vidéo partagée sur un groupe WhatsApp, une femme as-

siée dans un boyau souterrain explique qu'elle y est descendue après que son domicile et celui de ses beaux-parents ont été successivement bombardés. « Il fait très froid, on ne dort pas, on ne mange pas, nos enfants n'ont pas de lait, explique la jeune mère de famille, vêtue d'un voile noir intégral. Frères musulmans, où êtes-vous ? Que fait le monde ? » « On risque d'assister à un deuxième Alep et j'espère que nous avons tiré les leçons » de cet épisode, s'est alarmé en écho à ces supplices Staffan de Mistura, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie.

Son espoir risque d'être déçu. Le département d'Etat américain s'est borné à se dire « extrêmement préoccupé » et a appelé à un arrêt des violences. Même positionnement a minima pour Antonio Guterres,

le secrétaire général des Nations unies, qui a fait part de sa « profonde inquiétude ». La Turquie, bien que partenaire de l'accord de désescalade, est restée muette. Son attention est concentrée sur l'offensive que mènent ses forces dans le secteur kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie.

La seule réaction véritablement forte est venue du chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian. Celui-ci a mis en garde devant les députés contre un « cataclysme humanitaire » et a annoncé qu'il se rendrait dans les prochains jours en Russie et en Iran, les deux principaux soutiens du président Assad. Mais sans réengagement américain, la mobilisation de Paris a très peu de chances de déboucher sur des avancées.

Lundi, présentant que les capi-

tales occidentales n'ont ni les moyens, ni même pour certaines la volonté, de s'opposer aux desseins du camp prorégime, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a suggéré d'appliquer à la Ghouta orientale « l'expérience de la libération d'Alep ». Incapables de résister à la poussée des forces loyalistes, les rebelles et leurs partisans dans cette ville avaient fini par être évacués par bus, sous la supervision de la Croix-Rouge, en direction d'Idlib, une province plus au sud, sous la coupe des djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham. Dans un rapport publié en mars 2017, l'ONU avait qualifié ce déplacement forcé de « crime de guerre ». ■

BENJAMIN BARTHE
(AVEC LAURE STEPHAN)

L'EXPRESS.fr 20 février 2018

Syrie: Erdogan continue son offensive et projette d'assiéger Afrine

Par L'EXPRESS.fr avec AFP, le 20/02/2018

Les forces turques devraient prochainement assiéger la ville d'Afrine, où la milice kurde du YPG se retranche, selon le président Recep Tayyip Erdogan.

Le président turque Recep Tayyip Erdogan a affirmé mardi que les forces turques assiègeraient prochainement la ville d'Afrine, chef-lieu de l'enclave où une offensive turque est entrée dans son deuxième mois pour en déloger une milice kurde.

"Dans les prochains jours et de façon beaucoup plus rapide, le siège du centre de la ville d'Afrine va commencer", a déclaré Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours devant les députés de son parti au Parlement.

Opération "Rameau d'olivier"

Baptisée "Rameau d'olivier", l'opération lancée par l'armée turque et ses supplétifs rebelles syriens vise les Unités de protection du peuple (YPG), alliées kurdes de Washington dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, mais considérées comme "terroristes" par la Turquie.

Bien qu'il ait reconnu avoir perdu 32 soldats, Ankara répète à l'envi que l'offensive avance "comme prévu". Les forces turques ont certes pris à ce jour le contrôle de plus de 30 villages, mais ces localités sont situées pour la plupart dans des zones frontalières du nord de la région d'Afrine.

"Comme nous agissons pour éviter de mettre en danger nos forces de sécurité et en tenant compte des civils, il peut sembler que nous avançons lentement", a convenu Recep Tayyip Erdogan.

Près de 240 combattants pro-Ankara et 200 membres des YPG tués

"Nous n'y sommes pas allés pour détruire et

brûler ce qui est devant nous. Nous y sommes pour créer un environnement sécurisé et vivable pour les centaines de milliers de (Syriens) qui vivent chez nous", a-t-il ajouté en se référant aux plus de trois millions de réfugiés syriens qui ont gagné la Turquie pour fuir la guerre civile dans leurs pays.

Les autorités turques affirment que l'offensive d'Afrine, et celle menée en 2016 plus à l'est, visent à sécuriser des territoires dans le nord de la Syrie pour permettre le retour de ces réfugiés dans leur pays. Quelque 240 combattants pro-Ankara et près de 200 membres des YPG ont été tués depuis le début de l'opération, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui fait aussi état de 94 civils tués, ce qu'Ankara dément.

Tensions entre Ankara et Washington

"Sur le terrain, la Turquie a du mal à avancer", estime Jana Jabbour, docteure associée au CERI/Sciences Po, notamment du fait de "la très bonne organisation des forces kurdes (des) YPG et (de) leur extrême combativité".

L'offensive fait l'objet d'un consensus en Turquie où partis politiques, médias et dignitaires religieux parlent à l'unisson, sur fond de rhétorique nationaliste matraquée par les dirigeants turcs, Recep Tayyip Erdogan en tête. Seul le Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, s'est dit opposé à cette opération. Au total, 786 personnes ont été arrêtées pour avoir manifesté contre l'opération ou "fait de la propagande sur les réseaux sociaux", selon le ministère de l'Intérieur.

Sur le plan diplomatique, l'offensive a renforcé les tensions entre Ankara et Washington, à tel point que la Turquie menace d'ores et déjà d'avancer vers Minbej, à une centaine de kilomètres à l'est d'Afrine, où sont déployés des militaires américains aux côtés des YPG.



Le président Recep Tayyip Erdogan a affirmé mardi que les forces turques assiègeraient prochainement la ville d'Afrine en Syrie. | AFP

Et avec Moscou et la Syrie

Outre ses désaccords avec Washington, la Turquie doit tenir compte des intérêts de la Russie, allié clef du régime de Damas et qui contrôle l'espace aérien dans le nord de la Syrie.

Moscou a beau avoir tacitement donné son feu vert à l'offensive d'Afrine, il n'a pas manqué de manifester sa mauvaise humeur à l'égard d'Ankara en fermant l'espace aérien à ses avions pendant plusieurs jours après qu'un appareil russe eut été abattu dans une zone du nord de la Syrie où des observateurs militaires turcs sont censés faire respecter une zone de désescalade.

Complicquant davantage la donne, le régime syrien a fait annoncer lundi par ses médias l'imminent envoi de forces pro gouvernementales à Afrine pour contrer l'offensive turque. "Nous barrerons la route à ceux qui viennent aider depuis l'extérieur la ville ou la région", a lancé mardi Recep Tayyip Erdogan dans une menace à peine voilée adressée à Damas. ■



21 FÉVRIER 2018

Afrin: accord entre l'armée syrienne et les Kurdes pour contrer la Turquie

Par RFI le le 21-02-2018 www.rfi.fr

En Syrie, des sources du régime, de l'opposition et des partis kurdes affirment qu'un accord aurait été conclu le 17 février entre le régime syrien et les milices kurdes. Il prévoit le déploiement d'unités de l'armée syrienne dans la région d'Afrin pour faire face à l'offensive turque.

Des zones d'ombre entourent les termes de l'accord en cours de négociation entre les Kurdes et le gouvernement syrien, ainsi que le temps de sa mise en œuvre. Un haut responsable kurde, Cheikho Bilal, a affirmé hier que l'ar-

mée syrienne pourrait se déployer dans l'enclave

L'information n'a pas été officiellement confirmée par Damas mais des sources proches du régime affirment que les négociations sont dans un stade avancé et qu'il ne reste plus à régler que des détails d'ordre technique.

RETOUR DE L'ADMINISTRATION SYRIENNE

Pour que les pourparlers n'échouent pas, les deux parties, qui négocient avec la participation de la Russie, auraient convenu de reporter les questions portant sur la gestion de l'enclave d'Afrin, actuellement dirigée par une administra-

tion mise en place par les Kurdes.

Dans un premier temps, l'accord porterait sur le déploiement de plusieurs milliers de soldats et de miliciens pro-régime sur les lignes de front, face à l'armée turque et aux rebelles soutenus par Ankara. Les militaires syriens viendraient de la région voisine d'Alep. Les combattants kurdes céderaient progressivement leurs positions aux troupes gouvernementales.

Dans un second temps, Damas enverrait dans l'enclave kurde des fonctionnaires qui gèreraient les affaires administratives dans les bâtiments publics et étatiques, où le drapeau officiel syrien sera hissé à nouveau. ●



Des Kurdes manifestent en soutien aux Kurdes d'Afrin, au nord de Beyrouth (Liban) le 5 février 2018. JOSEPH EID / AFP

TheNational FEBRUARY 22, 2018

Afrin: a multi-sided conflict where enemies are allies and allies are enemies

Northern battlefield's complexities mirror contradictions among warring states

Mina Aldroubi / February 22, 2018
www.thenational.ae

The northern Syrian region of Afrin has witnessed Turkish, Syrian and Kurdish military forces due to a diverse set of strategic interests.

And various contradictions among the different forces on the ground have arguably transformed the war from a fight between Syrian President Bashar Al Assad and rebels who want to overthrow him into a deeper conflict.

The Assad regime's goal is clear: restore government rule nationwide by the retaking of all Syrian territory.

Turkey, a NATO ally of the United States, was initially one of the biggest supporters of anti-Assad rebels. But in Afrin, a majority Kurdish region, it has shifted its main focus to driving out members of the People's Protection Units (YPG) away from its borders. Turkey sees the YPG as an offshoot of the PKK, a group of Turkish Kurds that has waged a three-decade insurgency against Ankara, initially seeking independence but now demanding autonomy.

However, the YPG and a broader Arab-Kurdish coalition known as the Syrian Democratic Forces (SDF) have won popular support from the West as being the most effective ground force in the battle against ISIL insurgents. Above all, the United States has backed the YPG with military support that is now in the arsenal being used against Turkish forces.

Last month, Turkey launched an air and ground offensive on Afrin, prompting Mr Al Assad to denounce the operation as a "blatant attack" on Syrian sovereignty.



A convoy of pro-Syrian government fighters flashing the victory sign upon arriving in Syria's northern region of Afrin, with a portrait of the Kurdistan Worker's Party (PKK) leader Abdullah Ocalan seen on a banner in the background. George Ourfalian / AFP

At the request of the region's Kurds, however, Mr Al Assad directed pro-governmental militias, to "support the locals against aggression waged by the Turkish regime."

Upon entering Afrin on Tuesday evening, militias came under shelling from Turkish forces, who said they had fired "warning shots" at the "pro-regime terrorist groups".

Pro-government forces and Kurdish-led fighters have fought each other elsewhere in Syria, and Damascus opposes the Kurds' demands for autonomy. But in Afrin they have a common enemy: Turkey.

"Groups aligned to the Syrian army came to Afrin, but not in the quantity or capacity to stop the Turkish occupation," YPG spokesman Nouri Mahmoud said.

The militias though could curtail Turkey's advance in the Afrin - the city has not yet been taken but Turkish President Recep Tayyip Erdogan has said his forces will - but it also creates the potential for more fighting and military miscalculation.

"The Syrian army must fulfil its duty... to protect Syria's borders." Mr Mahmoud said of the potential for major battles.

And Turkey has warned Mr Al Assad of "serious consequences" if his troops enter Afrin to help the YPG.

Kurdish forces, stuck in the middle between Turkey and Syria's army, want to claim their autonomy in the north, where they have set up ruling councils and held elections. They seek to prevent Ankara and Damascus from attacking their territory.

The complexities are underpinned by Mr Al Assad and the YPG both regarding Turkey as an enemy: Ankara was one of the biggest powers supporting the anti-Assad rebels early in the war.

Despite international calls to halt the Afrin operation, Turkey has said its forces could extend their offensive as far as Manjib in Syria's east. Doing so could take them perilously close to US forces, who are there to maintain an effort against a possible ISIL resurgence. ◆

AFP

Deux soldats turcs tués dans le Sud-Est par le PKK

Ankara, 21 février 2018 (AFP)

DEUX SOLDATS turcs ont été tués mercredi dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, dans une attaque attribuée aux rebelles kurdes, a annoncé l'armée.

Les deux soldats sont morts et un troisième a été blessé après l'explosion d'une bombe artisanale dans la province de Hakkari, à la frontière irakienne, explique l'état-major dans un communiqué.

L'attaque a été perpétrée par des "membres de l'organisation terroriste séparatiste", selon l'armée, qui désigne par ces termes le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le sud-est de la Turquie est en proie à des combats quasi-quotidiens entre forces de l'ordre et rebelles kurdes, depuis la rupture à l'été 2015 d'un fragile cessez-le-feu, qui visait à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Le nord de l'Irak voisin, où le PKK dispose de bases arrière, est régulièrement bombardé par l'aviation d'Ankara et les forces de sécurité turques y effectuent épisodiquement des incursions.

Ankara a lancé le 20 janvier l'opération "Rameau d'olivier" dans le canton syrien d'Afrine pour en déloger la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée par la Turquie comme une extension en Syrie du PKK, mais alliée des Etats-Unis. ●

LE FIGARO.fr

23 FÉVRIER 2018

L'armée turque bombarde un convoi à destination d'Afrin

Par Le Figaro.fr avec Reuters Mis le 23/02/2018

L'armée turque a bombardé un convoi qui entrait dans le secteur d'Afrin, théâtre depuis un mois d'un conflit armé opposant militaires Turcs à des miliciens kurdes, disant avoir visé des véhicules transportant des combattants et des armes. Selon les forces kurdes ce convoi acheminait des civils qui apportaient de la nourriture et des médicaments à destination des populations civiles.

Dans un communiqué diffusé aujourd'hui, l'armée turque explique que l'armée a visé un convoi composé de 30 à 40 véhicules appartenant aux Unités de protection du peuple (YPG) qui approchaient d'Afrin. Elle affirme que le convoi "transportait des terroristes, des armes et des munitions". Selon les miliciens kurdes des YPG, ces véhicules, arrivés jeudi soir à Afrin, trans-



portaient des civils. Leur porte-parole Birusk Hasaka affirme que le convoi transportait des centaines de personnes. Dix d'entre elles ont été blessées et un passager a été blessé. "Ce convoi venait exprimer la solidarité avec la population d'Afrin, amenant de l'aide alimentaire et des fournitures médicales", a-t-il déclaré à Reuters.

Ankara a réfuté ces accusations, disant que son armée s'efforçait d'épargner les civils. L'armée turque a lancé le 20 janvier une offensive contre l'enclave d'Afrin, frontalière avec la Turquie, pour chasser les YPG, qu'elle considère comme terroristes. ■

Le Monde.fr

25 février 2018

Le leader kurde syrien Salih Muslim arrêté à Prague

25.02.2018 Par Allan Kaval lemonde.fr/

Alors que dans l'enclave d'Afrin, l'armée turque et ses supplétifs issus de la rébellion syrienne poursuivent leur avancée contre les forces kurdes, Ankara peut se féliciter de l'arrestation à Prague d'une haute personnalité kurde syrienne. Salih Muslim, l'ancien président du Parti de l'union démocratique (PYD) qui domine les institutions mises en place par les Kurdes dans leurs territoires du nord syrien a été placé en détention dans la nuit de samedi 24 à dimanche 25 février par les autorités tchèques à la demande de la Turquie.

« Salih Muslim s'est rendu à Prague pour donner une conférence. On lui a signifié son arrestation peu après minuit » affirme au Monde Khaled Issa, le représentant en France des Kurdes syriens : «

Nous n'avons eu jusqu'à présent aucun problème avec la République tchèque. Nous espérons que Prague ne cédera pas aux pressions turques. » La présence de responsables kurdes syriens dans la capitale tchèque pour des contacts diplomatiques est fréquente. Les forces kurdes sont les partenaires de la Coalition internationale contre l'Etat islamique en Syrie et Salih Muslim qui voyage régulièrement en Europe avait été reçu en mai 2017 par le Président de la République François Hollande à l'Elysée.

Sur la liste « rouge » des terroristes en Turquie

Ressortissant syrien, M. Muslim, 67 ans, a été placé par la Turquie sur la liste dite « rouge » des terroristes les plus recherchés le 13 février dernier, soit trois semaines après le début de l'offensive turque sur Afrin. Le PYD dont

Salih Muslim a quitté la présidence en septembre 2017 tout en demeurant un de ses représentants les plus éminents est considéré par Ankara comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis 1984.

Lorsque le déclenchement, début 2013, d'un processus de paix avait permis l'arrêt temporaire des combats entre Ankara et le mouvement kurde, Salih Muslim s'était rendu officiellement en Turquie en qualité de président du PYD en 2013 puis de manière plus discrète en 2014. Depuis l'effondrement du processus de paix en juillet 2015 et la reprise d'affrontements entre les forces de sécurité et le PKK sur le territoire turc, la donne a cependant changé.



Le ministère turc de la justice a précisé dimanche qu'une demande d'extradition a été soumise aux autorités tchèques. Elle doit à présent, pour aboutir, être approuvée par un tribunal du pays et par le ministre de la justice. Dimanche le président turc Recep Tayyip Erdogan déclarait lors d'un discours dans la ville de Sanliurfa que « Notre espoir, si Dieu le veut, est que la République tchèque le livre à la Turquie. » Salih Muslim encourt 30 peines de prison à perpétuité s'il y est jugé. ■

Syrie : isolés, les Kurdes font appel aux milices pro-Bachar

REPORTAGE. La Turquie poursuit son offensive dans la région d'Afrin, où un convoi de civils a été bombardé. Des milices syriennes soutiennent les forces kurdes.

Par Jérémie André, à Afrin (Syrie)
le 24/02/2018 | Le Point.fr

Depuis sa ville d'origine Jezrah, située entre Raqqa et Deir ez-Zor, Salem el Khalif, un jeune Arabe de 28 ans, a fait 400 kilomètres en bus pour venir manifester contre l'offensive turque à Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie. Mais il ne verra jamais Afrin. En ce début de soirée, jeudi 22 février, il repose face contre terre sur une route en lacets, victime d'un bombardement de l'aviation turque. La frappe a fait au moins un mort - lui, Salem - et quatorze blessés, d'après l'hôpital d'Afrin.

Près du village de Basutê, à dix kilomètres au sud de l'agglomération (175 000 habitants en 2004, auxquels s'ajoutent des centaines de milliers de réfugiés), des tirs de sommation d'artillerie ont stoppé le convoi de plus de 130 véhicules - des bus, des vans, quelques voitures, des ambulances - remplis de civils venus de tout le nord de la Syrie pour protester contre l'offensive menée par la Turquie et des milices syriennes alliées. Puis une frappe est tombée au-dessus de la route. Les centaines de civils se sont réfugiés en panique dans le village en contrebas.

180 CIVILS MORTS EN 3 SEMAINES

Depuis le 20 janvier, l'opération turque « Rameau d'olivier » vise à prendre le contrôle de l'enclave d'Afrin, qui fait partie de la « Fédération du nord de la Syrie », une alliance initiée par les Kurdes syriens (le « Rojava », Kurdistan de l'Ouest), mais comprenant des communautés arabes, yézidiennes, turkmènes, chrétiennes... C'est cette entité qui, au travers de ses troupes, les Forces démocratiques syriennes (FDS), a expulsé l'État islamique de Raqqa et de la majeure partie du nord du pays. D'après un rapport diffusé samedi 17 février par la représentation de la Fédération du nord de la Syrie, citant l'hôpital d'Afrin, l'opération « Rameau d'olivier » a déjà fait plus de 180 morts civils et 413 blessés en 3 semaines, entre le 20 janvier et le 13 février.

Le convoi frappé jeudi était composé uniquement de civils, qui ont fait route depuis les principales villes du nord de la Syrie. Depuis Qamishlo, au nord-est, siège politique de la Fédération du nord de la Syrie, sur plus de 700



Combattants kurdes acclamant un convoi de miliciens syriens pro-régime dans la région d'Afrin, dans le nord de la Syrie, le 20 février. © GEORGE OURFALIAN / AFP

kilomètres, pendant deux jours entiers, l'ambiance était festive, malgré les innombrables barrages militaires, les cahots des routes défoncées, et en dépit de l'actualité tragique du pays.

« L'État turc veut occuper Afrin et y rester, pour en changer la démographie, pour remplacer les populations qui y habitent [principalement des Kurdes, NDLR] par des réfugiés syriens, des familles des groupes affiliés à l'État turc », alertait, à Qamishlo, Fawza Youssef, 45 ans, coprésidente de la Fédération. La Turquie, elle, justifie l'opération par la lutte contre le terrorisme. Elle vise le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, mouvement révolutionnaire originaire de Turquie, dont la guérilla contre l'État turc dure depuis plus de trente ans. Et considère les YPG (Unités de protection du peuple), la milice kurde syrienne et la principale composante des FDS, comme une émanation directe du PKK. « Les YPG et le PYD [sa branche politique] font partie des institutions du nord de la Syrie. Le reste est de la propagande turque », assure quant à elle Fawza Youssef.

« SYRIE UNIE ! »

La traversée des zones contrôlées par le régime n'avait pas entamé l'insouciance du convoi, les danses et les chants se poursuivant jusqu'à l'entrée dans l'enclave et les tirs de l'artillerie ennemie. Afrin est séparée du reste de la Fédération et du Rojava par une centaine de kilomètres de zones contrôlées soit par les milices alliées des Turcs, soit par le régime syrien. Isolées, les forces kurdes d'Afrin ont donc fait appel à l'armée de Bachar el-Assad, en espérant qu'elle réagirait à une invasion étrangère.

Violemment persécutés jusque dans les années

2000, les Kurdes n'ignorent pas la brutalité du régime, mais jugent, selon les termes d'un membre du PYD, qu'il est « le moins mauvais des choix pour atténuer la souffrance des gens d'Afrin ». « Le projet de la Fédération ne remet pas en cause l'État syrien », explique pour sa part Fawza Youssef. « Mais il n'y a pas de négociations pour remettre l'administration d'Afrin au régime. Elles ne concernent que la sécurité militaire. » À la suite de ces négociations, lundi, des milices syriennes chiites voisines d'Afrin sont venues prêter main-forte aux FDS. Dans les zones du régime, le convoi de civils était, lui, acclamé par les villageois et les forces syriennes loyales à Bachar el-Assad, aux cris de « La Syrie unie ! »

C'est ce sentiment national qui a poussé Muhammad Ahmed el Fannam, un vieil homme arabe de Jezrah - une zone sous contrôle des FDS, le même village que celui de l'homme tué dans le bombardement -, à se joindre aux manifestants. « Je suis venu pour montrer notre solidarité », se justifie-t-il, réfugié dans une vieille maison en pierre du village de Basutê. « Nous sommes passés dans les zones du régime et nous n'avons eu aucun problème. Dès que nous sommes arrivés ici, Erdogan nous bombarde. On veut une Syrie unie. On ne veut pas d'ingérence ! [...] On est venus en paix. Si le Conseil de sécurité de l'ONU ne fait rien, la Syrie va redevenir un bain de sang », explique-t-il, à l'aube au lendemain de la frappe. En fin de matinée, le convoi a fini sa route au compte-gouttes. Et les manifestations dans Afrin ont commencé. ■

Syrie : frictions entre Moscou et Damas

Bachar el-Assad a déployé des hommes auprès des Kurdes, alors que son allié russe veut ménager la Turquie.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Alors que le vote à l'ONU d'une trêve humanitaire de trente jours en Syrie a été, hier soir, repoussé à samedi, des forces supplétives de Bachar el-Assad continuent d'arriver à Afrine, dans le nord-ouest du pays. Elles vont prêter main-forte aux combattants kurdes que la Turquie bombarde depuis un mois. Mais ce déploiement de miliciens pro-Assad, d'abord approuvé par Ankara et Moscou, suscite désormais des tensions entre Damas et son allié russe.

Jeudi, Alexandre Lavrentiev, l'émis-saire de Vladimir Poutine pour la Syrie, a rencontré à Damas Bachar el-Assad pour parvenir à une position commune sur Afrine. Cette visite suivait celle, lundi en Russie, de Bouthaina Shaaban, la conseillère politique du président syrien, qui aurait exprimé « le mécontentement syrien » face au jeu russe dans le nord-ouest du pays. « Il y a quelques semaines, Moscou avait déjà demandé à Damas de suspendre ses opérations militaires contre les rebelles d'Idlib », relève un expert à Beyrouth.

Lorsque la semaine dernière, Damas et les Kurdes négociaient, sous l'égide de Moscou, l'envoi de renforts loyales à Afrine, Ankara n'y était pas hostile. Au contraire : dans l'esprit des autorités turques, mais aussi russes, ces miliciens chiïtes, venus des villes voisines de Nabl et Zahra, allaient permettre au régime syrien de reprendre le contrôle de l'enclave d'Afrine aux Kurdes, qui en avaient fait le laboratoire de leur autonomie depuis le retrait des forces syriennes en 2012, peu après le lancement de la révolte contre Assad.

Avec l'établissement d'une zone de sécurité le long de sa frontière en territoire syrien, dans laquelle la Turquie relogerait des réfugiés qu'elle abrite depuis des années, expulser les combattants kurdes de la ville d'Afrine est le second objectif de l'offensive militaire turque lancée le 20 janvier. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu. Lundi après-midi, alors que les premiers supplétifs pénétraient à Afrine, un communiqué syrien affirmait qu'ils étaient là, non pas pour affaiblir les Kurdes, comme Ankara et Moscou l'espéraient, mais pour lutter contre « l'agression » turque. Que s'est-il passé entre Russes-Turcs-Kurdes et Damas ? « Dans les ultimes négociations avec le gouvernement syrien, les Kurdes ont rejeté les conditions de Damas qui exigeait leur désarmement et la reprise



Un convoi de combattants du gouvernement pro-syrien arborant un portrait de Bachar el-Assad arrive dans la région d'Afrine, dans le nord de la Syrie. AHMAD SHAFIE BILAL/AFP

des administrations autonomes en échange de l'envoi de renforts à Afrine, révèle un diplomate au cœur du dossier syrien. Les Kurdes n'ont accepté que le déploiement des pro-Assad sur la frontière turque pour qu'ils s'acquittent de leur rôle de défenseur du territoire. À la demande du régime mécontent, les Russes ont alors mis la pression sur les Kurdes. Mais les alliés américains de ces derniers ont conseillé aux Kurdes de ne pas accepter plus qu'une présence syrienne sur la frontière, histoire d'empêcher toute confrontation entre l'armée turque et les Kurdes. Les choses n'ont pas marché comme Damas le pensait, ajoute le diplomate, mais le régime n'avait plus le choix » que d'épauler les Kurdes, d'autant que les Turcs durcissaient leurs frappes près d'Afrine, tout en ciblant les convois de miliciens qui arrivaient dans l'enclave.

Ces derniers jours, Damas a acheminé vers Afrine une petite unité d'élite formée par le Hezbollah libanais, mais pas l'armée. Assad a-t-il, pour autant, renoncé à tordre définitivement le cou à l'autonomie des Kurdes d'Afrine ? Pro-

« Moscou peut influencer mais pas imposer ses choix à Damas »

ROBERT FORD, EX-AMBASSADEUR AMÉRICAIN EN SYRIE

bablement pas. « Les résultats de la mission de Lavrentiev auprès du président syrien détermineront les actions prochaines », estime le diplomate précité. Mais les Kurdes, qui résistent face aux Turcs, paraissent déterminés. « Ils ne vont pas lâcher leurs armes en faveur du régime », assure le diplomate. Les supplétifs pro-Assad « n'ont aucun rôle dans la gestion

civile d'Afrine », répètent les porte-parole des combattants kurdes.

Que va-t-il se passer maintenant ? Aux yeux de nombreux observateurs, la Turquie peut difficilement cesser son offensive, avant d'avoir délogé d'Afrine le PYD - branche locale du PKK, considéré comme terroriste par Ankara - et sécurisé sa frontière grâce à l'établissement d'une zone tampon. Laquelle permettrait à Ankara de faire le lien entre un secteur à l'est sous le contrôle d'insurgés qui lui sont proches et la province d'Idlib, à l'ouest, la dernière tenue par des insurgés anti-Assad dans laquelle la Turquie vient de prendre le contrôle - en accord avec Moscou et au grand dam de Damas - de plusieurs points d'observation. Une offensive turque jusqu'à la ville d'Afrine paraît, en revanche, trop risquée pour Ankara, qui serait prêt à y voir le régime ou ses relais, parmi les insurgés syriens, remplacés ses ennemis kurdes pour le contrôle de cette ville. Une ville transformée en QG des rebelles kurdes, là où des vétérans du PKK venus de leur base irakienne de Qandil, régulièrement bombardée par Ankara, sont venus s'installer, après le départ des forces d'Assad en 2012.

Si l'issue du drame de la Ghouta paraît à terme claire - une reddition des rebelles et la reprise de la région par Assad - le sort de l'enclave d'Afrine reste en revanche incertain. Il sera l'un des principaux sujets au menu des rencontres de mars entre les ministres des Affaires étrangères russe, turc et iranien, voire du sommet d'avril entre les présidents Poutine, Erdogan et Rohani. Quoi qu'il en soit, comme le remarque dans la revue *Foreign Policy* Robert Ford, l'ancien ambassadeur américain à Damas, « la Russie peut influencer mais pas, au final, imposer ses choix à Damas ». ■



Le président Recep Tayyip Erdogan (à gauche, à côté d'un drone de fabrication turque), sur la base de Batman, en Turquie, le 3 février. TURKISH PRESIDENCY /MURAT CETIN/ANADOLU AGENCY

Erdogan, chef de l'entreprise de défense turque

LE PRÉSIDENT TURC EN EST SÛR : SON PAYS REJOINDRA LA LISTE DES DIX PLUS GROS EXPORTATEURS D'ARMEMENT D'ICI À 2023, DATE DU CENTENAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Depuis le coup d'Etat raté de juillet 2016, la Turquie n'a de cesse de vouloir renforcer ses capacités militaires. Avec une obsession : se passer de plus en plus de ses partenaires étrangers et développer sa propre industrie

MARIE JÉGO ISTANBUL - correspondante

Dimanche 21 janvier, au deuxième jour de l'opération militaire turque sur la région d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, une photographie faisait la « une » des médias progouvernementaux. Prise depuis le centre de commandement des opérations à Hatay, la région qui, au sud de la Turquie, jouxte l'enclave syrienne d'Afrin, elle montrait deux personnes en civil en train de suivre sur des écrans la progression des drones militaires en action.

Tous deux sont des membres de la famille du président Recep Tayyip Erdogan. L'un est Bilal Erdogan, son fils cadet, l'autre est Selçuk Bayraktar, son gendre, le mari de sa fille cadette, Sümeyye. Jeune ingénieur formé aux Etats-Unis, Selçuk Bayraktar était présent en qualité de directeur technique de Baykar Makina, l'entreprise fondée par son père qui produit des drones armés et non armés pour l'armée turque. Venu observer les performances de ses engins, il s'est réjoui sur son compte Twitter : « Nos nouvelles technologies, authentiques, ont entamé leur mission à Afrin. »

Partie de rien, l'entreprise familiale est devenue le principal fournisseur de drones pour l'armée qui les a utilisés dans le cadre de ses opérations au sud-est du pays contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis 1984, et elle continue de le faire à Afrin.

Le succès de Baykar Makina flatte les ambitions de Recep Tayyip Erdogan, soucieux de voir émerger une « nouvelle Turquie », offensive et sûre d'elle, moins dépendante de ses alliés occidentaux.

UNE AMBITION SANS LIMITE

La campagne militaire entamée le 20 janvier à Afrin contre les Unités de protection du peuple (YPG), milices kurdes cousines du PKK, sert de vitrine aux progrès de l'industrie turque de défense. Au lendemain de son lancement, les médias ont été invités par le premier ministre turc, Binali Yıldırım, à vanter l'utilisation « à plus de 75 % » d'armes et de munitions produites localement, patriotisme oblige.

La Turquie fabrique des chars de combat Altay, des obusiers T-155 Firtina, des lance-roquettes multiples T-122, des véhicules de transport blindés résistants aux mines Kirpi, des avions d'entraînement Hürkus, ainsi que des hélicoptères de reconnaissance Atak, fruit d'un partenariat entre Turkish Aerospace Industry (TAI) et la firme italienne AgustaWestland (groupe Leonardo). Avec cette production locale, la Turquie équipe une partie de ses troupes, mais s'assure également quelques débouchés à l'export, en Asie et au Moyen-Orient en particulier. Le marché turc demeure toutefois attractif pour les équipementiers étrangers avec lesquels des accords d'association sont régulièrement signés.

En matière d'industrie de défense, le président turc affiche une ambition sans limite : Recep Tayyip Erdogan en est sûr, la Turquie rejoindra la liste des dix plus gros exportateurs d'armement d'ici à 2023, date du centenaire de la fondation de la République. Pour y parvenir, il faudrait que les exportations du secteur de la défense atteignent l'équivalent de 25 milliards de dollars par an, or la Turquie est loin du compte, avec 1,7 milliard de dollars de recettes pour 2017.

Les exportations du secteur ont certes augmenté de 3,7 % par rapport à 2016, selon l'Assemblée des exportateurs de Turquie (TIM), mais il en faudra plus pour que le pays

rejoigne le haut du panier. En matière d'armement, Ankara importe toujours davantage qu'il n'exporte. La Turquie pointe au 6^e rang mondial pour les importations, et au 16^e pour les exportations, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

Depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, le président Erdogan a une obsession : renforcer les capacités de défense de son pays. Il lui faut son propre complexe militaro-industriel, vertical et intégré. « Le succès est impossible tant que Havelsan, Aselsan et TAI [les fleurons de l'industrie de défense turque] sont des entités hégémoniques et séparées. Nous devons les rassembler sous la même bannière », a-t-il affirmé mercredi 31 janvier alors qu'il présidait une réunion consacrée au développement du secteur de l'armement.

Décidé à mener ce chantier au pas de charge, Recep Tayyip Erdogan a pris, le 24 décembre 2017, le contrôle du sous-secrétariat à l'industrie de défense (SSM). Jadis placé sous l'aile du premier ministre, le SSM, dont le budget pour 2018 est proche de 11 milliards de dollars (environ 9 milliards d'euros), a la haute main sur les contrats d'armements.

Le président turc s'est également assuré de la présidence du comité exécutif de l'industrie de défense, qui décide des grandes orientations stratégiques et sécuritaires du pays. Et il règne désormais sur la Fondation des forces armées (Türk Silahlı Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı) et ses multiples holdings, soit 85 % de Aselsan, l'équipementier électronique, 54,5 % de TAI, chargée de l'aérospatiale et des satellites, 55 % de Roketsan, qui fabrique des missiles, des canons, des munitions, 99 % de Havelsan, une entreprise spécialisée dans les logiciels intégrés, et bien d'autres firmes encore.

C'est avec Aselsan et Roketsan, les fleurons du complexe militaro-industriel turc, que le consortium franco-italien Eurosam, contrôlé par le missilier européen MDBA et le groupe français Thales, est en pourparlers pour la fourniture, d'ici à 2025, d'un système

de défense aérienne de longue portée.

Faute de savoir-faire, l'industrie locale reste tributaire de ses partenaires étrangers pour les équipements complexes (systèmes antimissiles, avions de combat, sous-marins...) par le biais d'accords d'association avec des transferts de technologies à la clé.

Mais depuis le coup d'Etat manqué, l'homme fort de Turquie ne fait plus mystère de ses griefs envers ses partenaires occidentaux. « *Sauf urgence* », le pays ne se fournira plus militairement à l'étranger. Une industrie de défense « *authentique et nationale* » est en voie de prendre le relais, a-t-il affirmé, mardi 6 février. « *Cela prendra peut-être du temps, il faudra dépenser plus, mais nous sommes prêts* », a-t-il expliqué, bien décidé à en finir avec le « *chantage* » des fournisseurs étrangers.

Ce thème revient désormais en boucle dans son discours. « *A cause de nos mauvais partenaires, nous avons dû développer notre propre industrie* », a-t-il argumenté, mercredi 21 février, depuis son palais de Bestepe à Ankara. Un message adressé aux responsables politiques, qui, à l'étranger, sont prompts à réclamer le gel des livraisons d'armement vers Ankara.

Excédée par le recul de l'Etat de droit en Turquie, notamment par les arrestations d'une dizaine de ses binationaux sur le sol turc, dont celle de Deniz Yücel, correspondant du quotidien *Die Welt*, l'Allemagne a, par exemple, suspendu ses ventes d'armes à la Turquie et a reporté la modernisation des chars Léopard, lesquels sont utilisés à Afrin. Le 6 janvier, le ministre allemand des affaires étrangères, Sigmar Gabriel, avait par ailleurs placé cette question des ventes d'armes au cœur d'un autre dossier. Dans un entretien au journal *Der Spiegel*, Sigmar Gabriel avait annoncé que les ventes d'armes à la Turquie resteraient gelées « *tant que le cas de Deniz Yücel ne serait pas réglé* ».

ACCORD AVEC LA RUSSIE

Après un an et deux jours d'incarcération à l'isolement et sans acte d'accusation, le journaliste turco-allemand a finalement été libéré le 16 février après deux rencontres secrètes entre Recep Tayyip Erdogan et Sigmar Gabriel, l'une à Rome le 5 février, l'autre à Istanbul quelques jours plus tard. Quels arrangements ont été mis sur la table ? Le journaliste a-t-il servi de monnaie d'échange ?

Les relations sont également houleuses

avec les Etats-Unis. En septembre 2017, le Congrès américain a annulé un contrat de fourniture de pistolets automatiques Sig Sauer destinés à la garde personnelle du président Erdogan. Et l'administration américaine menace aussi de suspendre la livraison de 120 avions de chasse de type Lockheed Martin F-35, depuis que la Turquie a acheté le système russe de défense aérienne antimissile S-400 Triumph, incompatible avec ceux de l'OTAN.

Membre de l'Alliance atlantique depuis 1952, la Turquie a semé le trouble en signant, en septembre 2017, un accord avec la Russie pour la fourniture de système antimissile S-400, lequel a été perçu comme une preuve supplémentaire de sa volonté de s'éloigner de ses alliés traditionnels. M. Erdogan a voulu justifier cet accord en expliquant que la Russie avait consenti des transferts de technologies. Une version démentie par le Kremlin.

Qu'importe, avec cette affaire, le numéro un turc démontre l'importance qu'il accorde à ce partenariat stratégique avec Moscou tandis qu'il ne cesse de fustiger les Occidentaux, accusés de tous les maux depuis le coup d'Etat raté. ■

MARIE JÉGO

REUTERS

Kurdish YPG militia urges Syrian army to help it stop Turkey

February 22, 2018 BEIRUT/ANKARA (Reuters) -

THE SYRIAN KURDISH YPG militia said on Thursday that fighters backing the Syrian government were deploying on the front lines to help repel a Turkish assault, but that assistance would be needed from the Syrian army itself.

In a move that may ease one of the Syrian government's complaints about the YPG, the militia withdrew from an enclave it holds in Aleppo on Thursday, saying its fighters were needed for the battle in Afrin.

"Groups aligned to the Syrian army came to Afrin, but not in the quantity or capacity to stop the Turkish occupation," YPG spokesman Nouri Mahmoud told Reuters. "The Syrian army must fulfill its duty ... to protect Syria's borders."

Pro-Damascus militias arrived in the northwesterly Afrin region late on Tuesday in response to a request by the YPG to Syrian President Bashar al-Assad's government.

Hundreds of those fighters have deployed on front lines in Afrin battling Turkish forces, Mahmoud said.

But Assad did not send the army itself, a move that could have sparked a wider direct confrontation with Turkey.

Ankara, a pro-Assad commander and Kurdish officials have all said recently that Russia intervened to stop Damascus sending the army to defend Afrin after reports of a deal with the Syrian Kurdish forces.

While Russia is Assad's strongest ally in the war, it is also working with Turkey, which backs rebel factions, to negotiate a wider settlement to the conflict.

"NO DEAL"

On Thursday, Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said he believed there was no deal in place between the Syrian government and the YPG.

"We have information that they have not reached a deal," Bozdag said in a televised interview.

However, the YPG commander of a Kurdish-held enclave in Aleppo said the government had regained control over districts there after the militia pulled out to help relieve Afrin.

Earlier on Thursday, a witness and a war monitoring group said government forces had moved into the enclave.

Assad has repeatedly said he wants to take back every inch of Syria, but the



Turkish-backed Free Syrian Army fighters hold an ammunition belt near the city of Afrin, Syria February 21, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

state had tolerated Kurdish control over the Kurdish-majority Sheikh Maqoud area and nearby Aleppo neighborhoods that the YPG captured from rebels in late 2016.

The government and the Kurdish forces control more of Syria than any other side in the war, and any signs of deals between them are closely watched.

Both Assad and the YPG regard Turkey as an enemy. Ankara was one of the biggest powers supporting anti-Assad rebels early in the war, and is now targeting the Kurdish militia, which it sees as an offshoot of the PKK insurgency it is fighting at home.

Turkey launched its air and ground offensive on Afrin last month, seeking to drive out the YPG, which it deems a security threat along its border.

The offensive began slowly as Turkey and its allies struggled to gain ground in the hilly region, but it has begun advancing more quickly.

The Syrian Democratic Forces (SDF), a U.S.-backed alliance of militias of which the YPG is the strongest part, complained in a statement on Thursday of Turkish air and artillery attacks on the region. Turkey has also accused the YPG of shelling civilian areas. ●

KRG intelligence chief: Baghdad must give us our rights

Masrour Barzani, the son of former Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani, talks about the Kurds' thinking behind the Sept. 25 independence referendum and about what may happen next.



Amberin Zaman
February 25, 2018
www.al-monitor.com

Defying warnings from Baghdad, the United States and regional heavyweights Turkey and Iran, the Iraqi Kurds held a referendum on independence on Sept. 25, 2017, that was approved by an overwhelming majority of the Kurdish people. But what was slated to be a grand leap toward realizing the Kurds' long cherished dreams of statehood rapidly descended into a debacle as Iraqi troops moved against Kurdish peshmerga fighters in territories claimed by both sides, including the oil-rich province of Kirkuk. With oil fields in Kirkuk under central government control, revenue from crude sales has been halved.

In a bid to bolster his nationalist credentials ahead of parliamentary elections in May, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi signed off on shutting Iraqi Kurdish airspace to international flights and continues to withhold the Iraqi Kurds' share of the national budget. Many blame Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) who stepped down as president soon after the referendum, and his eldest son, Masrour Barzani, the powerful chancellor of the Kurdistan Region Security Council, because they were the main drivers of the referendum. But would the Iraqi army have regained full control over Kirkuk without the collusion of the KDP's age-old archrival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)? What if the United States had not sided so openly with Baghdad? Al-Monitor put these questions to Masrour Barzani, who is currently in Washington for meetings with senior Donald Trump administration officials, including national security adviser H.R. McMaster. Barzani was typically cautious in his responses, but the recurring theme was that the Kurds had been unfairly punished for exercising their democratic right to vote on their future.

The following is a transcript of the interview, his first with the Western media since the referendum, with slight edits for length and clarity.

Al-Monitor: Are your dreams of an independent Kurdistan over?

Barzani: Well, as a nation I don't think that dream will ever die out. We just have to be realistic about what is possible. We believed it was important for the world and the Iraqi government also should know what the desires of the Kurdish people are. This is why we did the referendum the way we did. We had some concerns about the future of our people. We wanted to make sure there would be no confrontation, that we would have peaceful and stable relations with Baghdad in whatever structure that we could agree on and based on mutual interests. Unfortunately, I believe the intentions of our people were deliberately misinterpreted because expressing a desire doesn't mean that it should necessarily lead to confrontation. And that is when things went wrong and we are not really responsible for the consequences.

Al-Monitor: Holding the referendum was signaling a clear intent for a popular mandate for declaring independence. That is what your father, Massoud Barzani, certainly said. Assessing the reaction you had from the main stakeholders, would you say the world is not ready for an independent Kurdistan?

Barzani: Well, obviously it wasn't. But expressing a desire for the will of a nation of how they want to live is not a crime. This is what our people did. Whenever there were negotiations about future relations between the Kurdistan Region and Baghdad, the response was that this [the view articulated by the Kurdish side] did not necessarily reflect the will of all the Kurds so it was necessary to know what the Kurdish people want. Now we do know what they want: 92% voted "yes" in favor of independence.

Al-Monitor: Do you believe you can continue as part of Iraq given how dysfunctional this relationship has been and seems to continue to be?



REUTERS/Azad Lashkari

Masrour Barzani, the head of the Iraqi Kurdistan Region's Security Council, casts his vote during the Kurds' independence referendum in Erbil, Iraq, Sept. 25, 2017.

Barzani: When a nation expresses its desire for the way of life they want to have and to secure and guarantee the future of their children, that is what matters above all else. But when the world doesn't accept this and reacts the way it did, this flies in the face of all the values and the principles and the charter of the United Nations that gives every nation the right of self-determination. The referendum was a peaceful and civilized exercise in democracy. I don't think the Kurdish people should be held responsible or punished for saying how they want to live.

Al-Monitor: If you were to assess the reasons as to why the referendum went horribly awry, how would you list them in order of importance? Resistance from Baghdad, Iran, Turkey, the United States? Kurdish disunity? Poor timing?

Barzani: We had many conversations with many countries, including the Iraqis, the United States, the West, our neighbors. We didn't hear any of them object to the principle of self-determination or that they were against independence per se. We heard concerns about the timing. We didn't believe the reasons put forward to us justified postponing the referendum. I am talking mainly about the United States and the Iraqis here and some European countries. Their concerns were mainly on three points. One was that they believed that the referendum would negatively impact the fight against the Islamic State [IS]. Second, that the current prime minister would have trouble getting re-elected. And third, that tensions in disputed territories may lead to military confrontation. We had our own answers to all three of these points. First of all, our determination to fight IS had nothing to do with our relationship with Baghdad. If you look back to how IS emerged to begin with, you can easily see that it was the failure of the political system in Baghdad that led to economic collapse, a security vacuum and the military collapse of 12 Iraqi divisions, with all of their weapons and equipment falling into the hands of IS. In less than a month IS became one of the strongest armed forces in the region. And when they turned against us it was the determination of our people and bravery of our peshmergas with the support of the coalition forces that stopped IS. Baghdad at the time objected to our being given heavy weapons and the salaries of our peshmerga were cut and our share of the Iraqi national budget has been frozen since 2014. The decision to fight IS was our own. No matter the state of our relations with Baghdad we shall always remain committed to fighting international terrorism. We were ready to sign an agreement with Baghdad and the coalition forces committing ourselves to continue to fight IS and to fully cooperate with them in this fight.

Al-Monitor: You mean during and after the referendum?

Barzani: Yes.

Al-Monitor: And they were not convinced?

Barzani: No. As to the second point, regarding Prime Minister Abadi's →

➤ re-election, we believe our influence to help re-elect anybody is very limited because the election system in place in Iraq is designed to assure the Shiites are a majority.

AI-Monitor: But your backing of one Shiite group versus another surely matters?

Barzani: Let me explain. The nomination of the candidate is the most important phase in this process. We know the next prime minister will definitely come from a Shiite bloc. If they are all united, the voices of the Sunnis and the Kurds combined would be irrelevant. If not, that is when, if nobody secures a clear majority, that the coalition building, the bargaining starts ... That's when we and the other voices come into play. We were ready even then to get into negotiations about choosing the best candidate, option for the future in line with the interests of the coalition, the West and above all the Iraqi people. So again the referendum did not prejudice this process or its outcome in any way. Finally, the point about the presence of peshmergas in the disputed territory leading to military confrontation with Iraqi forces — let me just remind you that the peshmergas were in those areas for a reason. It's because Iraqi forces failed to defend them from IS and left. We never said the referendum was going to draw borders between Kurdistan or the rest of Iraq. We were very clear that we were availing ourselves of our right enshrined in Article 140 of the Iraqi Constitution [providing for a referendum in the disputed territories].

AI-Monitor: It's often argued that had you left Kirkuk out of the referendum, we would not have been where we are today. Looking back, do you think it was a mistake to include Kirkuk?

Barzani: There were two views on that. Some believed that the referendum should solely cover the current administrative region of the Kurdistan Regional Government [KRG]. Others argued that since no definitive decisions about drawing, imposing new borders, were being made, it made no difference. If an Iraqi Kurd living in Germany or elsewhere can vote in the referendum, why would a Kurd living in the disputed territories be denied that right?

AI-Monitor: Another argument as to why Kirkuk had to be included was that if it were not the Patriotic Union of Kurdistan [PUK] would not have been on board for the referendum. But then we had Bafel Talabani [oldest son of the late PUK leader Jalal Talabani] come out just before the referendum and essentially declare in a video message that the status of Kirkuk could be deferred. Maybe that was a signal that needed to be heeded?

Barzani: There were many PUK leaders who insisted that Kirkuk should be included. People who were actually in the leadership and they were who we were negotiating with.

AI-Monitor: Why did the United States come out so harshly against the referendum?

Barzani: I don't know. You have to ask them. When we were weighing all their concerns we concluded there was nothing wrong with the referendum and would not have any negative consequences.

AI-Monitor: Had the United States not been so publicly vocal about its opposition to the referendum before and after it was held, do you believe the Iraqi government could have acted with the same degree of forcefulness and as you see it, aggression against the Kurds? Did Washington's policies embolden Baghdad?

Barzani: They were emboldened by the lack of response or actions by the international community and also of course the United States. If they had not accepted Iraq taking unconstitutional measures, and reacting disproportionately to the referendum, then probably the Iraqi government would not have felt encouraged to use military force to settle political differences with millions of people in a country called Iraq. The people voting in the referendum were Iraqi citizens. The United States could have ensured, and convinced Baghdad, that the results of the referendum would not automatically lead to a unilateral declaration of Kurdish independence. This was just a vote.

Why do the Kurds always have to please others, defer to the agendas of others? We want to live in peace.

AI-Monitor: The US response to that would be that Iraqi forces have every much of a right to be in the disputed territories, say like Kirkuk, as you do and that Iraqi forces did not attack you but rather moved in and that you then withdrew. That there was no confrontation between your forces and Iraqi government forces.

Barzani: That is not true. We said we were ready to negotiate with Baghdad before and after the referendum. The referendum was meant to give us a popular mandate to do this. We have always said that the fate of Kirkuk and the rest of the disputed territories should be decided according to Article 140 of the Iraqi Constitution. There was nothing done on our side to impose our will on the fate of those regions. Iraq used military force to drive the peshmergas out. It was an act of aggression against their own

people.

AI-Monitor: There seems to be some confusion as to what actually happened. Did you fight with Iraqi security forces?

Barzani: Of course. Prior to the fight there was a military buildup in those regions and Baghdad's intention was crystal clear. Despite all the calls from KRG officials and party leaders for peaceful negotiations, Baghdad's military buildup grew. Instead of negotiating with the KRG, some elements within Baghdad were talking to a faction within the PUK to cut a deal about how these troops should move in and the idea was [that] some of these forces should come to a military base called K1 and to the oil fields of Kirkuk. There was no talk of moving these people into the city itself. Apparently different deals were made.

AI-Monitor: Who were making these deals?

Barzani: A faction within the PUK. I don't like to personalize. But it is well-established who, and people know. [Author's note: Barzani is most likely referring to the PUK's Bafel Talabani and his mother, Hero Talabani]

AI-Monitor: Was another country involved?

Barzani: The Iranians, the Iraqis with the Popular Mobilization Units with a faction of the PUK. And they had some discussions with officials of both the United States and the United Kingdom and that's based on what they were saying. That they had already been consulting with the embassies and Baghdad.

AI-Monitor: Was Turkey involved in any of the deal-making for Kirkuk?

Barzani: Not that I am aware.

AI-Monitor: Do you think in the absence of Kirkuk you could still have a viable independent Kurdistan?

Barzani: The whole idea of independence is not just about a city or a region. It's the desire of a nation wherever they may be. Kirkuk is important and it's historically been a part of Kurdistan. Now it's disputed. But what did the Iraqi government do to implement Article 140 of the constitution since 2005? What a future Kurdish entity would include is subject to negotiation and we have a mechanism for settling what belongs to whom and where. But the notion of independence itself was rejected.

AI-Monitor: Now that you have lost all these territories, do you believe you enjoy the same level of leverage you did prior to the referendum? What incentive would any Iraqi leader have to negotiate with the Kurds at this point?

Barzani: Look at our history for the past hundred years. When Saddam was in power he controlled all of Kurdistan. Did we disappear? Didn't we come back? Of course. What belongs to Kurdistan belongs to Kurdistan. We will never give up our land or the well-being of our people.

AI-Monitor: Do you believe the current situation in Iraq makes it easier for IS to make a comeback?

Barzani: The whole world is making a huge mistake thinking that the military defeat of IS will eradicate its ideology. They lost territory and were militarily defeated but they were not eliminated. They are still out there and regrouping, attacking. You have to look at the root causes that lead to the rise of such terrorist organizations. Has there been any real attempt to address them? No. Discrimination, exclusion of different communities. Not accepting them as equal partners. Tell me where in Iraq is stable, is safe, where services are provided? Where is water, where is electricity? Where is all the money going? Iraq is a very rich country. It's the mismanagement of its wealth and resources and the discrimination against certain groups that fractured the country. Kurdistan was and remains by far the most secure and stable part of Iraq. Everyone who knows Iraq accepts this. But the military attacks against Kurdistan last year have cast a shadow and beg the question of why anyone would want to destabilize the most stable part of the country.

AI-Monitor: Does the threat of further Iraqi aggression against you exist?

Barzani: This whole thing was part of the same package: to undermine the rule of the KRG. A deliberate misinterpreting of the intentions of the Kurds in the referendum. It was just a vote. They tried to marginalize, undermine and isolate Kurdistan. Of course there were talks among the regional countries and Baghdad sent its own envoys to both Tehran and to Ankara and they agreed on how to react to the Kurdish referendum. Baghdad often talks about the sovereignty of the country, that they do not accept any interference from other countries, yet it was the Iraqi envoys who went to the neighboring countries and asked for their involvement and participation in coming to the aid of Iraq to deal with an internal issue within Iraq.

AI-Monitor: There is quite a bit of talk that Ankara and Baghdad are discussing a joint operation against the PKK [Kurdistan] ➤

→ **Workers Party] in Sinjar. Is one likely?**

Barzani: I don't know.

AI-Monitor: **What happens when a new version of IS re-emerges and the United States comes knocking on your door for help again, having failed to defend you against Iraqi forces?**

Barzani: Our commitment to fight terrorism has nothing to do with our political relations with any country. We will fight terrorism no matter what. Had we been fighting on behalf of somebody else when we were being deprived of weapons, then we would not have fought. We fought against an enemy that brought Baghdad to its knees. We saved the country.

AI-Monitor: **So the United States can continue to count on you as an ally?**

Barzani: Of course, we are allies even if we have disagreements on certain issues, but when it comes to the fight against terrorism, we are very important and active members of the coalition against terrorists.

AI-Monitor: **The Trump administration describes one of its top foreign policy goals as curbing Iran's influence. Do you agree with the view that the events that unfolded after the referendum, with Washington's acquiescence, some would call it cooperation, has had the opposite effect.**

Barzani: Let's just look at the facts. With all due respect to Iran and any other country rightly pursuing its own interests, this should not be interpreted as a statement against them. But since 2003 till the present, the influence of Iran in the region has definitely increased. Did they play their cards well? I think they did. Did they take advantage of the opportunities available to them? Yes, they did. They are very smart players and good at expanding their influence and that's what we see today. I am not speaking about the current or previous US administrations in particular, but every time they, say, declare their intents publicly, these are not matched by the realities on the ground.

AI-Monitor: **Is there a lesson here for Syria's Kurds?**

Barzani: The situation of the Kurds in Syria is far more complex. There are other internal issues in Syria and among the Syrian Kurds themselves. But overall there is no political agreement between the Kurds in Syria and any other country in the coalition against IS. The Kurds by nature are good fighters and I think the entire world gives them credit for that, be they in Syria or Iraq. The Syrian Kurds fought well against IS and so far they are just being supported to continue that fight. Whether or not there will be political relations between the Syrian Kurds and the rest of the world is another matter. We don't know and so far we haven't seen much movement on that front.

AI-Monitor: **Now they are fighting the Turkish army as well and we recently saw a parliamentary delegation from the KRG that included representatives from the KRG travel to Afrin to show solidarity. Is there a rapprochement between the KRG and the Rojava administration?**

Barzani: Let me be clear. The Kurds are not related to one particular party or group. Turkey is saying they are fighting one particular group and not the Kurds per se. The solidarity shown by the KRG has nothing to do with political disagreements or alignments with one group or the other.

There are huge numbers of civilians who are caught in the middle of this conflict. Many of these people have affiliations with us, sympathize with us [the Kurdistan Democratic Party of Iraq]. We have historical and political relations with them. We are one nation. The solidarity is shown with the Kurdish people. These innocent civilians need humanitarian support and we are ready to provide any assistance we can to ease their suffering. We are against war and issues that can be resolved peacefully should be addressed as such.

AI-Monitor: **Are you willing to mediate between Turkey and the PKK/YPG [Syrian Kurdish People's Protection Units]?**

Barzani: If there is anything we can do to save innocent lives we certainly will.

AI-Monitor: **In the past you used to say that you wanted the PKK out of Sinjar. Does that still hold true?**

Barzani: Yes, we believe that if any Kurdish group or faction is from a different country they should focus on their own problems in their own country. Exporting their problems to a different country will only make things more complicated.

AI-Monitor: **Does that apply to the Iranian Kurdish groups as well? We hear they are being told by KRG authorities to move away from their positions along the Iraq-Iran border.**

Barzani: The Iranian Kurds, relatively speaking, have been more quiet and have responded positively to the call of the KRG to not conduct military operations against Iran. I think it's a completely different situation with

them.

AI-Monitor: **We saw Prime Minister Nechirvan Barzani travel to Tehran recently and this spurred speculation about a recalibration of your relations with regional countries, neighbors. Is that happening?**

Barzani: We are surrounded by Iran, Turkey and Syria and of course in Iraq we have our own issues. We have no intention of fueling animosity between our people and these countries that are our neighbors. We have always extended the hand of friendship based on mutual respect and interests to them. As long as these countries do not pose a threat or undermine our constitutional rights we are ready to work with them to promote stability, prosperity and peace in the region.

AI-Monitor: **Is it true that your father was invited by Turkish President Recep Tayyip Erdogan to Ankara recently and that he refused to go because of the Afrin operation?**

Barzani: I haven't heard anything about that.

AI-Monitor: **How do you assess your relationship with Turkey in the aftermath of the referendum? What has changed?**

Barzani: Turkey has been a critical partner for the KRG. Economically it's been the corridor between Kurdistan and the rest of the world. Throughout the turbulence around the referendum Turkey never sealed its borders, and that helped prevent a humanitarian crisis in Kurdistan. It was a very important gesture. Sure, there are always tensions, ups and downs, in relations, but let's look at the bright future we have together.

AI-Monitor: **Do you think part of Turkey's opposition to the referendum was driven by President Erdogan's domestic agenda?**

Barzani: Yes, I think a lot of it was.

AI-Monitor: **Turning to your own domestic agenda, when are you going to be holding presidential and parliamentary elections?**

Barzani: The KRG was for early elections, at least the KDP, the dominant party, was calling for early elections even before the Iraqi [parliamentary elections on May 12] so that the Kurds would come out united and would have much more influence in Baghdad. Now that we are not allowed to be Kurds and need to be Iraqis we need to have full Iraqi rights, full constitutional rights and we needed to establish a united Kurdish bloc. This is what the KDP was pushing for. But unfortunately other parties in Kurdistan, some for political reasons, believing that creating their own coalition would win them more votes, created their own. And the PUK was not ready to take part in elections before the Iraqi ones because of their own internal issues. That is why they didn't come forward and they were a critical partner. They had to be on board for any decisions we made to hold elections. Now it's too late because the Electoral Board needs to be given advance notice before any elections are held and the deadline has expired. Right now the closest time to our elections would be the first week of September.

AI-Monitor: **Who is going to run for president? Do any candidates leap to mind?**

Barzani: The issue of the presidency is negotiable. This parliament is not ready to discuss. We need to elect a new parliament that will have a mandate to legislate the new structure of the government. This includes debating the role of the presidency and whether it's needed at all and if so how the president should be elected — directly by the people or by the parliament.

AI-Monitor: **So can the Kurds forge a common front ahead of the Iraqi parliamentary elections?**

Barzani: I think the Kurdish people expect leadership from the Kurdish parties. If any party tries to hold their own personal interests and agendas above those of the people, they will be held accountable. People expect the parties to set aside their quarrels and to come together. I think there is a real chance this could be achieved. There are ongoing talks and the environment is much more promising for unity than before. Even if they run from different slates or groups, there is a chance that they can form a common front. The most important part of these Iraqi elections will be post-election coalitions that are formed and there will be lots of people knocking on the Kurds' door.

AI-Monitor: **Finally, the economy, what is going on with the airports and how will you survive with the loss of Kirkuk oil revenue, among other things?**

Barzani: Shutting the airports was an unnecessary sanctioning of the Kurds. It was done out of revenge and spite, I believe. And it's unconstitutional because airports should not be shut down for political reasons. There have been negotiations to reopen Erbil and Sulaimaniyah airports between Baghdad and the KRG. There were talks about sharing data and information, as part of an integrated data system, and we agreed. Then there was the matter of immigration, visas and customs. The KRG agreed to go along with any demands from Baghdad that were constitutionally justified. But when Baghdad ran out of excuses for not reopening the airports, it →

came up with objections about security saying the airports were a national port of entry that fell under the jurisdiction of the federal authorities. The KRG accepted that the local units currently controlling and securing the airports report directly to the federal authorities. There are no more excuses left to not reopen the airports. It's all political and it's part of the government's election campaign so an entire nation is being penalized just for the sake of securing its victory at the polls by playing the Iraqi nationalist card. We met recently with Prime Minister Abadi and other officials and he promised that the airports would be open soon. We have heard the word "soon" used many times before. Let's see if they keep their promise.

In terms of revenue sharing from oil, etc., this is all laid out in the Iraqi Constitution and if Baghdad had honored its side of the deal we would not be where we are today. Every month that passes without Kurdish civil servants being paid their salaries by the central government, without the KRG's share of the national budget being disbursed, the question of where those funds are going becomes ever more pressing. Will that accumulated money be repaid to the Kurds? There is no escrow account. Has anyone

asked Baghdad where does that money, which has remain largely unpaid since 2014, go?

Al-Monitor: What about the internally displaced Iraqis, is the government not sending any funds to support them?

Barzani: No, they are not, and by the way, why are people still fleeing the rest of Iraq and still coming to live in tents, in camps in Iraqi Kurdistan? It's because of the continuing lack of services and security in their hometowns and villages. Because Kurdistan is still the safest, freest and most secure part of Iraq. ♦

Amberin Zaman is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016. She was a columnist for the liberal daily Taraf and the mainstream daily Haberturk before switching to the independent Turkish online news portal Diken in 2015. On Twitter: @amberinzaman



FEBRUARY 25, 2018

Suicide attack targets paramilitary troops headquarters in central Kirkuk

By Nehal Mostafa Feb 25, 2018, <https://www.iraqinews.com>

Kirkuk (IraqiNews.com) A suicide attacker has blown up himself near one of the headquarters of the pro-government paramilitary troops in central Kirkuk, a police source said.

Speaking to AlSumaria News on Sunday, the source said, "a suicide attacker, wearing a suicide belt, blew up himself in the morning, near a headquarter of al-Hashd al-Shaabi (Popular Mobilization Forces) in central Kirkuk. Human losses are still unclear."

"Security troops cordoned off the blast spot and imposed tight measures," the source, who preferred anonymity, added.

On Saturday evening, three policemen, tasked with guarding an oilfield in Kirkuk, were killed and injured in an attack by Islamic State militants against Khubbaz oilfield in Kirkuk.

Last week, IS claimed responsibility for killing twenty Iraqi security personnel in an ambush, southwest of al-Riyad town in Kirkuk.

Earlier this month, Kirkuk Governor Rakan al-Jabouri warned that Islamic State still poses a serious threat to the security of the province, saying that the militants are still active in Kirkuk's remote areas and



farms around villages.

In December, Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi announced full liberation of Iraqi lands, declaring end of war against IS members.

Iraqi forces, backed by a U.S.-led coalition and paramilitary troops, have been fighting since October 2016 to retake territories Islamic State had occupied. ●

MorningStar

February 28, 2018

Czech court orders release of Kurdish politician Salih Muslim

morningstaronline.co.uk

February 28, 2018

KURDISH politician Salih Muslim was released from detention in Prague today after the Czech capital's municipal court rejected a Turkish demand that he be extradited.

The court did not comment on its decision to order his release, which had been demanded by Kurdish solidarity and human rights activists worldwide following his arrest on Saturday.

Mr Muslim is a former co-chair of the

Democratic Union Party (PYD), the Syrian Kurdish group whose armed wing the YPG played a key role in defending the autonomous Rojava region from Isis terrorists and is now engaged in resisting Turkey's invasion of Afrin canton.

Ankara has offered a \$1 million (£700,000) reward for his capture as it seeks to hunt down Kurdish activists beyond its borders.

Turkish agents are suspected of having fired at Kurdish footballer Deniz Naki on a German motorway in January, as well as killing three



Police escort former PYD co-chair Salih Muslim to court this morning in Prague

women campaigners in Paris in 2013.

Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said the Prague court's decision to free Mr Muslim "amounts to support for terrorist groups." ●

Kirkuk not as liberated from IS as claimed

Because of the crisis between Erbil and Baghdad over Kurdish independence, increased attacks by the Islamic State in the Kirkuk province have gone generally unnoticed by the government.



Fazel Hawramy
February 26, 2018
www.al-monitor.com

SULAIMANIYAH, Iraq — For the last four months, as Kurds and the central government in Baghdad have been busy with their toxic rivalry over the Kurdistan independence referendum and over control of disputed territories, including Kirkuk, the Islamic State (IS) propaganda channels on the messaging app Telegram have been buzzing with reports of dozens of assassination attempts on Iraqi security forces, mainly in the Hawija area in southwestern Kirkuk province.

The litany of assassinations and warnings by some field commanders went generally unnoticed by the government in Baghdad, which is preoccupied with the upcoming elections in May.

The government inertia continued until the afternoon of Feb. 18 when an intelligence unit of the Popular Mobilization Units (PMU) was ordered to go to Saadouniya village near Hawija, 290 kilometers (180 miles) north of Baghdad. A group of IS militants had laid an ambush for the PMU unit, and within half an hour of the arrival of the unit near the village, the young PMU fighters who were mainly from Basra and unfamiliar with the area were decimated.

A video published on IS Nasher news Telegram channel allegedly of the ambush shows fierce fighting between the PMU fighters and IS militants armed with AK-47 and PKM machine guns and their ubiquitous GoPro camera with a number of vehicles on fire. Two weeks earlier, IS Nasher news released a photo story from Hawija labeled "The Life of a Mujahid" in which around half a dozen IS militants casually gathered around a campfire at night. The underlying message was that the group has a permanent presence in the area.

Many distraught families in Basra were startled to learn that IS could still stage such a daring raid in an area that Prime Minister Haider al-Abadi declared "liberated" in early October, and there were loud calls for a thorough investigation into the incident. How this group of PMU fighters fell into such an ambush and why no backup arrived on the scene to help them is not clear, but an investigation is underway and the government has launched an operation to clear the area of IS sleeper cells. It is not clear if this deadly attack is seen in Baghdad as a wakeup call to do something about the growing power of the IS militants in Hawija, which — on top of Erbil-Baghdad tensions — could bring further instability to the area.

While Iraqi officials have attributed the attack partly to poor weather conditions, the lack of a clear security strategy in Hawija area given the large number of government-backed forces — including Shiite and Sunni militias that have little coordination with each other and the destitution of the local population living still in camps for the internally displaced — could potentially turn Hawija into a staging ground for the re-emergence of IS and other armed groups.

"We requested several times to form a military committee in order to draw up a thorough plan for Hawija area to eradicate Daesh [IS] sleeper cells in the area," Mohammad Mahdi Bayati, the head of Badr PMU forces in the south of Kirkuk, told Al-Monitor. "But our efforts were fruitless." The Badr commander believes that there are still IS sleeper cells in the Hawija area



Iraqi mourn during the funeral of security members, who were killed by Islamic State militants ambushed near the northern Iraqi city of Kirkuk, in Basra, Iraq February 19, 2018.
REUTERS/Essam Al- Sudani

with heavy guns, and unless there is a concerted effort to deal with the issue, the group will continue to cause problems in the area. One local official from the area who does not want to be named because of his government position said it is becoming increasingly dangerous to venture out at night in Hawija, and many officials prefer to spend the night in Kirkuk for fear of attacks from IS sleeper cells.

Abadi announced the liberation of Hawija, the last urban stronghold of IS, on Oct. 5 — describing it in a televised appearance as a "victory not just for Iraq but for the whole world" — while the US-led coalition called the operation "a swift and decisive victory."

"There was haste in declaring the victory in Hawija because they wanted to announce the end of Daesh altogether," Satar Tamimi, another PMU operational commander in Kirkuk, told Al-Monitor. "But Daesh ceased to exist only in the center of Hawija [and not the countryside]." Tamimi said that this latest attack was expected and indeed it was a "big blow."

But there are fears that the response by the PMU to the Saadouniya massacre could alienate the local Sunni population, which is brutalized by three years of IS' bloody rule. The PMU has deployed a large force from its notorious, Iranian-backed Asaib Ahl al-Haq (League of the Righteous) to the area, which is certain to cause a further rift with the small Sunni population that has returned to the area. The day after the attack, a number of houses in the village of Saadouniya were blown up by the PMU on the pretext of belonging to IS members. One popular PMU Facebook page displayed images of severed heads of alleged IS militants and called for revenge.

Hawija has always been a flashpoint since the overthrow of Saddam Hussein in the 2003 Iraq War. Prior to the emergence of IS in Iraq, in the spring of 2013, the city was the scene of some of the harshest crackdowns by then-Prime Minister Nouri al-Maliki. This led to widespread resentment against the central government, which was seen increasingly as a sectarian government. The sense of powerlessness and marginalization by the Sunnis in the Hawija area was one of the main reasons why IS found a fertile ground and turned the city into one of its strongholds in a short amount of time.

Sheikh Ahmad Obeid — a member of the Hawija district council and the spokesman for a Sunni force in the Hawija area called Hashd al-Watani — believes the ultimate solution is to form a force consisting of all the ethnic groups in the area to maintain security. "We have been saying that only a force from the people of Hawija could maintain security, but we were accused of making election propaganda," Obeid told Al-Monitor, referring to the upcoming May national elections in the country. "But tell me who will answer now to the families of the 25 heroic Hashd fighters who were martyred?"

"No ethnic force can be successful in the Kirkuk area; the time has come to form a national force consisting of Arabs, Kurds, Sunni, [Shiite] and Turkmens supported by the government to maintain security in Kirkuk," Obeid told Al-Monitor. ♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy

Will the Syria Conflict Continue to Escalate?

Moscow, Washington, Tehran and Ankara are all jockeying for power.

Nadana Fridrikhson / February 27, 2018
<http://nationalinterest.org>

In early February, western media reported that the United States had led a strike on the Russian mercenaries of Wagner PMC. The number of casualties was constantly changing; Bloomberg News reported hundreds, the Russian Foreign Ministry announced a smaller number and noted that "Russian citizens" were injured.

Clearly, the battle was for oil and gas resources in the Deir-ez Zor region, which were not supposed to fall into the hands of the opposition and the Kurds in particular; this flows from the logic of restoring Syria under President Assad. Iran and Russia specifically are holding this position. This reasoning is understandable—the leadership of whoever controls these resources will set the tone for negotiations.

After the defeat of the ISIS militants, the United States made a far-sighted deal with the Kurds, although at the cost of relations with Turkey. The Kurds should become Assad's main opponent. Except worsening the fight against the Kurds is more dangerous than that with the ISIS militants. The Kurds were one of the major forces that fought against the terrorists. How can Damascus now raise its hand against them?

But now, with an open conflict underway, the Kurds are perceived by a number of parties as an integral part of the Syrian opposition. At the same time, Assad does not intend to leave the presidential post. And he cannot. He is the guarantor of the presence of Russian forces on the territory of an Arab country and of Iran's "Shiite Arc" project. In addition, the departure of the victorious president would undermine the morale of the army, and a new wave of escalation could tear the country to pieces. Indeed, the proud Syrian Army believes that its own role has been more important than that of Moscow or Tehran.

There is also another reason. Russia may be interested in establishing a military base in the Deir-ez Zor area to monitor the actions of the United States in neighboring Iraq and, at the same time, to keep a finger on the "pulse" of Iranian projects, among other purposes.

The tactical plans of Damascus, Moscow, and Tehran coincide with Ankara's position. Absorbed by the fight against the Kurds, Erdogan is ready to develop relations with Iran and Russia. And what choice does he have? Already entangled in this conflict, the Turkish leader cannot get out without disastrous consequences. Therefore, at this stage, he needs those allies who if they do not support his actions at least would not interfere and condemn. However, one must understand that once the sensitive issues are closed, the "paths" of these ad-hoc allies will part.

NOW WHAT?

Now there is fresh information about the apparent transfer of the new generation Russian fighters SU-57 to the Hemeimeem air base, at least Israeli intelligence indicates that this is the case. At the same time, the Rex News, referring to the Syrian media, reported that Russian fighters have already struck East Ghouta in Syria, which resulted in the deaths of U.S. soldiers who operated as so-called private military contractors. There are also unconfirmed reports that Saudi forces are under attack.

The information is not confirmed. The Syrian press can intentionally exaggerate. However, the transfer of jet fighters can indeed lead to serious consequences.

RUSSIA AND THE UNITED STATES ARE DOUBLING DOWN

In the meantime, it is obvious that the battle for Syria is in full swing. The Americans set the main mission: not to allow Iran to gain a foothold in the region with the help of Syria. Fears are clear. Relations between Washington and Tehran are far from improving. The strengthening of



Iran might cause a chain reaction in the region, provoking actions from Saudi Arabia and Israel. But most importantly, the strengthening of Iran can lead to unpleasant geo-economic consequences for the United States.

The European Union is very much open to buying Iranian oil and, in the main, gas. The U.S., in turn, is suggesting its European partners restrain their appetite and settle for American liquefied gas. In the case of Iran's "victory" in Syria, Brussels would quickly restart relations with Tehran.

That is why the European Union's view on what is happening in Syria is rather ambiguous. European leaders shifted from their chorus of "Assad must go" to more restrained rhetoric.

The United States cannot avoid worrying about Russia's strength if the Syrian crisis is resolved in favor of Moscow and Tehran, whose interest is in maintaining Assad as president. Russian military bases and Moscow's generally increased influence in the Middle East can seriously alter the established rules of the game.

Both Russia and the United States have interests at stake. In this case, direct confrontation between the Russian and American military is most improbable. Instead, bets will be placed on local forces, with their subsequent development as players within the framework of a big chess game. It will not be Third World War, but the disputes between various countries and forces could serve as its precursor.

WHO IS AGAINST WHOM?

At the moment, the nation that can create the most stable regional coalition of like-minded people can emerge the victor. Apparently, Washington is now actively working with Turkey. However, it is unlikely that the parties will establish better relations, since the U.S. is not ready to abandon the Kurds.

Saudi Arabia is also playing an important role. That is why the diplomatic struggle for Riyadh was taking place. Iran was offering to its long-standing antagonist a joint work in connection with Iraq. The Russian president discussed with Saudi King Salman the situation in Syria. However, if the information of the Syrian media about the fact that Russia has carried out a strike is true, then the pro-Saudi forces were affected by it as well. This would significantly change the compromise achieved with the kingdom.

As for Israel, it clearly marked its red line. On February 10, the Israeli Air Force attacked 12 Iranian and Syrian installations in Syria, including air defense systems. Pentagon spokesman Adrian Rankine-Galloway said that the U.S. fully supports the actions, but added that the U.S. was not involved in this operation.

In addition, a new wave of the Syrian crisis leads to the idea that it is quite possible that a sudden worsening of the North Korean problem would draw the attention of both China and Russia.

Ultimately, the Syrian crisis remains unstable and is provoking both an arms race and new conflicts in the world. Even if there is no direct conflict between Russia and the United States, such a chain of events could be quite unpredictable. Are we ready for such era? Maybe the leader or nation that is prepared to step back today in Syria will show not weakness, but wisdom? ♦

Nadana Fridrikhson is an independent journalist based in Moscow.



Syrie, pourquoi le conflit s'éternise

Avec de nombreux acteurs régionaux et internationaux, le conflit qui a débuté en mars 2011 a largement échappé aux Syriens

« L'alliance entre la Russie et l'Iran dépasse la Syrie »

entretien

Fabrice Balanche

Chercheur à la Hoover Institution (1)

— Pour le chercheur français, les Russes ne sont pas prêts au compromis en Syrie parce qu'ils pensent que les Américains seront amenés à se retirer.

La Syrie est en guerre depuis bientôt sept ans. Pourquoi le conflit s'éternise-t-il ?

Fabrice Balanche : Le conflit a très vite échappé aux Syriens pour devenir une confrontation régionale entre l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie avec deux outsiders, Israël et le Qatar. Le conflit n'a fait ensuite que se prolonger, à mesure que les États-Unis et la Russie sont revenus en force dans la région.

En 2011, l'axe sunnite Turquie-Arabie saoudite-Qatar, soutenu par les États-Unis, faisait face à l'axe pro-iranien visant à former un corridor jusqu'à la Méditerranée à travers l'Irak, la Syrie et le Liban. En soutenant les Kurdes contre Daech, les États-Unis se sont ensuite mis à dos la Turquie, la mainmise du Parti des travailleurs kurdes (PKK) sur le nord de la Syrie, à travers les milices kurdes YPG, étant inacceptable pour Ankara.

Par ailleurs, le maintien de la présence américaine au nord de la Syrie incite les groupes rebelles à continuer à se battre. L'Arabie saoudite soutient les rebelles dans la Ghouta orientale et le sud, la Turquie dans la province d'Idlib. Au fil du temps, la guerre est devenue la raison d'être de ces rebelles qui ne sont pas prêts à déposer les armes. De son côté, le régime n'est pas prêt à négocier, si ce n'est des amnisties limitées, mais en aucun cas une transition politique. ●●●

●●● Le cessez-le-feu dans la Ghouta n'empêche pas l'armée syrienne d'avancer à l'est de celle-ci, l'objectif étant de grignoter la banlieue agricole avant de négocier avec les rebelles leur départ vers la province d'Idlib qui serait partagée entre le régime syrien et la Turquie qui veut y créer une zone tampon avec des rebelles pro-turcs.

Quels sont les objectifs des principaux acteurs ?

F.B. : L'alliance entre la Russie et l'Iran dépasse la Syrie. Elle vise à diminuer l'influence américaine dans la région, à faire pression sur l'Arabie saoudite pour maintenir le prix du pétrole à un niveau acceptable et à susciter des tensions entre la Turquie et les États-Unis. Moscou laisse Ankara attaquer les Kurdes pour les obliger à demander protection à la Russie via le régime syrien et à rompre leur alliance avec les États-Unis. En échange de l'arrêt de l'offensive turque, les forces progouvernementales syriennes se déploieront

dans les territoires contrôlés par les Kurdes et partageront la souveraineté avec des milices kurdes affaiblies et reconfigurées.

De leur côté, les États-Unis veulent bloquer l'influence de l'Iran dans la région et c'est pour cela qu'ils restent dans le nord de la Syrie.

La Russie et les États-Unis n'ont-ils pas un intérêt commun à stabiliser la situation ?

F.B. : Les États-Unis sont dans une situation géopolitique inconfortable en Syrie avec le PKK comme allié unique et fragile. Le retrait des troupes américaines signifierait la victoire de l'axe Russie-Iran, un aveu de faiblesse que Washington ne peut pas se permettre par rapport à ses alliés dans la région.

Pour la Russie, en dépit de la mort récente de mercenaires russes, la Syrie n'est pas l'Afghanistan. L'armée régulière est solidement installée dans ses bases à Lattaquié et Tartous. La guerre ne coûte pas très cher, permet de tester le matériel militaire russe, en particulier les systèmes anti-aériens, et de promouvoir les ventes d'armes russes.

Les Russes ne sont pas prêts au compromis parce qu'ils pensent que les Américains seront amenés à se retirer. Les États-Unis n'ont que 2 000 hommes au nord, une zone où ils risquent de perdre leurs alliés kurdes et arabes et où les tribus locales souhaitent le retour de l'État syrien et des services. Après les élections irakiennes du mois de mai, le gouvernement qui sortira des urnes pourrait bien demander le départ des troupes américaines. Enfin, les élections de mi-mandat aux États-Unis risquent de réduire la marge de manœuvre de Donald Trump à l'international.

Le risque d'escalade sous la forme d'un affrontement entre Israël et l'Iran existe-t-il ?

F.B. : Le risque existe. Les troupes américaines seraient les premières cibles en cas d'intervention israélienne. Tant que les États-Unis ont des troupes sur le terrain, Israël devrait éviter de se lancer dans une telle opération. La pression sur les États-Unis au nord de la Syrie devrait augmenter dans les prochains mois, quand le régime syrien et ses alliés lanceront des offensives pour reprendre le terrain, après avoir acheté au préalable les milices locales et provoqué des tensions entre les Kurdes et les Arabes.

Quelle sera la réaction des États-Unis face à des attentats meurtriers contre leurs troupes? Le retrait, comme Ronald Reagan en

1984 au Liban ou, au contraire, un renforcement de leur présence militaire et des frappes contre les Iraniens? Moscou pourrait alors

jouer les arbitres entre Washington et Téhéran.

Recueilli par François d'Alançon

(1) Auteur de *Sectarianism in Syria's Civil War*, disponible sur le site www.washingtoninstitute.org

LA CROIX mardi 27 février 2018

Afrin, « le monde perdu » des Kurdes syriens

— Isolé du reste du pays, ce canton à majorité kurde du nord-ouest de la Syrie est la cible de l'opération « Rameau d'olivier », lancée par la Turquie le 20 janvier.

— Face à la seconde armée de l'Otan, les combattants kurdes résistent, mais jusqu'à quand?

Afrin
De notre correspondant

Entrer à Afrin, c'est comme explorer *Le Monde perdu* d'Arthur Conan Doyle. Sur un plateau festonné et enclavé, coupé de tout, survit une petite Syrie multiethnique, un vestige du brassage de Kurdes, d'Arabes et de yézidis qui a disparu des régions voisines. Cet univers fossile est lui-même aujourd'hui menacé. Au-dessus planent tels des ptérodactyles les avions et drones turcs, engagés depuis le 20 janvier dans l'opération « Rameau d'olivier ».

Au-dessus planent tels des ptérodactyles les avions et drones turcs.

Cette offensive turque vise à expulser de la zone les YPG (les Unités de protection du peuple), la milice kurde syrienne qui tient l'enclave depuis 2011. Situé à l'extrémité nord-ouest de la Syrie, le « canton » d'Afrin a acquis une autonomie de facto avec la guerre civile syrienne, comme le reste du Rojava, le Kurdistan syrien, mais il en est séparé par une bande de territoires. Autrefois aux mains de Daech, cet intervalle est passé sous le contrôle au nord des milices syriennes pro-turques, et au sud des forces du régime.

La ville d'Afrin a des airs de village troglodyte. Ses immeubles

grimpent en rangs compacts sur trois collines. Elle comptait 35 000 habitants (175 000 dans tout le district) en 2004, auxquels s'ajoutent aujourd'hui les centaines de milliers de déplacés de la guerre civile. Malgré le tonnerre des explosions de plus en plus proches et fréquentes, la vie continue, les klaxons résonnent, les hommes marchent, palabrent, les véhicules vrombissent, et ces jours-ci, pour protester contre « l'invasion », la rue danse, chante, scande.

Les drapeaux vert, jaune et rouge du Rojava flottent au vent,



comme ceux de couleur blanche de la Fédération du nord de la Syrie (l'alliance entre les Kurdes et les régions qu'ils ont libérées de Daech). D'immenses portraits à l'effigie d'« Apo », Abdullah Öcalan, l'inspirateur des YPG, et le fondateur du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), guérilla révolutionnaire kurde qui lutte depuis quarante ans contre l'État turc, ornent les rues.

L'épaisse moustache d'Apo est partout, comme dans le bureau du directeur de l'hôpital, Jewan Mohammad, 53 ans, qui tient le compte des victimes civiles : 188 morts, 620 blessés, après un mois et une semaine. « Nous sommes débordés », s'indigne-t-il. « Nous n'avons pas assez de lits, nous amputons sans l'équipement nécessaire. » Le 17 février, six patients venus du village d'Arinde ont été admis avec les symptômes d'une intoxication au gaz de chlore, après un bombardement.

Sur les routes en lacets, trois des 136 ambulances du docteur Mohammad ont déjà été endommagées par des éclats d'obus ou des

tirs. A 10 km au sud d'Afrin, dans le village de Basutê, dont les rues sont taguées aux noms du PKK et d'Apo, des mortiers obligent les habitants à se réfugier dans leurs caves. Et juste au-dessus du village, le jeudi 22 février en début de soirée, l'artillerie et l'aviation turque ont même frappé un convoi de civils, des manifestants venus du reste du nord de la Syrie. L'un d'eux est mort, le crâne défoncé par un éclat.

Pour prendre le contrôle d'Afrin, les Turcs doivent encore faire tomber les trois verrous du canton : les bourgs de Jandaris, Raju et Bulbul, proches de la frontière avec la Turquie. « Ils pensaient que la plaine de Jandaris serait une prise facile. Ils ont à peine pris un quartier », confie Gulê Jumo, « ministre de la défense » du canton. « Les arbres, les pierres, les collines se battent avec nous ! » Mais face à la seconde armée de l'Otan, il a bien fallu faire appel à d'autres forces : lundi 19 février, au nom de la défense du territoire syrien, des milices de Bachar Al Assad sont venues prêter main-forte aux Kurdes. « Pour l'instant, 300 à 400 miliciens syriens combattent avec nous », reconnaît Jumo.

Mais les négociateurs, tel Abdel Rahman Salman, 50 ans, membre du comité diplomatique du canton d'Afrin, craignent un cadeau empoisonné : « Les Russes utilisent les Turcs pour qu'Afrin soit sous le contrôle de Bachar Al Assad », pressent-il. Longtemps, des troupes russes basées à Afrin avaient été l'assurance-vie des Kurdes, jusqu'à leur retrait subit à la veille de l'offensive. « On veut bien négocier, mais d'égal à égal », s'offusque Abdel Rahman. « Pas question de se rendre sans conditions. »

Jérémy André

repères

Afrin, retour à la case départ

2011. Au début de la rébellion contre le régime de Assad, les Kurdes – environ 15 % de la population syrienne – étaient restés neutres.

2012. Après le retrait des forces gouvernementales syriennes de la zone, Afrin est devenue la première région kurde en Syrie à échapper au contrôle du régime de Bachar Al Assad et les autorités y ont installé une administration autonome.

2015-2017. Face à l'emprise

grandissante des djihadistes de Daech, les combattants kurdes – au sein de l'alliance arabo-kurde FDS (Forces démocratiques syriennes) – ont repris les fiefs djihadistes de Kobané (fin 2015) et Rakka (octobre 2017), signant la défaite de Daech.

20 janvier 2018. L'armée turque, appuyée par des rebelles syriens, a lancé une offensive terrestre et aérienne contre la zone d'Afrin pour en chasser les milices kurdes syriennes.

Février 2018. Des négociations militaires sont en cours pour un retour potentiel des forces progouvernementales syriennes à Afrin.

Syrie : Ankara déploie des forces spéciales pour "une nouvelle bataille"

<http://www.europe1.fr> / le 26 février 2018,

La Turquie continue de maintenir la pression sur le nord-ouest de la Syrie, où vivent de nombreux kurdes. Les zones urbaines pourraient bientôt être le théâtre de nouveaux affrontements.

Une "nouvelle bataille" en vue pour Ankara. Le gouvernement turc a annoncé avoir déployé des unités des forces spéciales de la police dans le nord-ouest de la Syrie en prévision d'affrontements urbains contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).

Les civils bientôt menacés ? "Le déploiement des forces spéciales se fait dans le cadre de préparatifs pour la nouvelle bataille qui approche", a déclaré le porte-parole du gouvernement turc Bekir Bozdog sur la chaîne d'information NTV. "Pour l'instant, les combats se concentrent surtout dans des villages, hameaux et zones rurales éloignées des villes", a-t-il poursuivi, "mais les affrontements glisseront vers les zones où vivent des civils au fur et à mesure que l'espace se réduit".

La région d'Afrine investie par les services turcs. Bekir Bozdog a déclaré que les unités déployées avaient acquis l'"expérience" des "combats antiterroristes en zone urbaine" lors des opérations d'Ankara contre des rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie et lors d'une première offensive turque en Syrie en 2016. Selon l'agence de presse étatique turque Anadolu, un nombre non précisé de membres des forces spéciales de la police et de la gendarmerie sont entrés dimanche soir dans la région d'Afrine, un bastion des YPG où Ankara mène une offensive depuis le 20 janvier.

La Turquie ne s'estime pas concernée par la trêve. Les dirigeants turcs



La Turquie veut prendre la main sur le bastion des forces kurdes d'Afrine, en Syrie. @ Nazeer al-Khatib / AFP

répètent que les forces turques assiègeront prochainement la ville d'Afrine, chef lieu de l'enclave, pour lequel Emmanuel Macron a demandé une trêve effective. L'annonce de ce nouveau déploiement est le signe que la Turquie ne s'estime pas concernée par la trêve humanitaire de 30 jours réclamée dimanche par le Conseil de sécurité de l'ONU en Syrie, en réaction aux frappes du régime sur le fief rebelle de la Ghouta orientale, près de Damas. ♦



27 FÉVRIER 2018

République tchèque: le responsable kurde en Syrie Saleh Muslim remis en liberté

Par RFI Publié le 27-02-2018 ://www.rfi.fr

Le tribunal municipal de Prague a remis en liberté ce mardi le responsable kurde de Syrie Saleh Muslim, refusant de le maintenir en détention après son interpellation de samedi, a annoncé à la presse son avocat, Miroslav Krutina. Selon l'avocat, Saleh Muslim a promis de collaborer à toutes les démarches liées à la procédure d'extradition, demandée par la Turquie.

Co-président jusqu'à l'an dernier du Parti de l'union démocratique (PYD), il avait été arrêté samedi à Prague, en vertu d'une demande d'Interpol émise par la Turquie le qualifiant de « chef d'un groupe terroriste ». Le juge, Jaroslav Pytloun, s'est refusé à commenter sa décision, vivement acclamée par plusieurs dizaines de Kurdes venus manifester leur solidarité à Saleh Muslim, devant le bâtiment du tribunal municipal, dans le centre de Prague.

Ankara avait « commencé les démarches en vue de l'extradition vers la Turquie » de Saleh Muslim, qui encourt 30 peines de prison à perpétuité s'il y est jugé, selon le ministère turc de la Justice. Saleh Muslim fait l'objet depuis novembre 2016 d'un mandat d'arrêt émis par les autorités turques, en lien avec un attentat commis à Ankara en février 2016 (29 morts), dans lequel il a nié toute implication.



Saleh Muslim, le dirigeant kurde de Syrie arrêté ce weekend à Prague a été libéré mardi, photo: TK

Le PYD est considéré par Ankara comme une extension du PKK, qui mène une guérilla en Turquie depuis trois décennies. Ce mouvement politique kurde syrien est aussi le bras politique des Unités de protection du peuple (YPG), la principale milice

kurde de Syrie, contre laquelle la Turquie a déclenché en janvier une offensive militaire dans l'enclave d'Afrin (nord-ouest de la Syrie).

Le ministre tchèque des Affaires étrangères Martin Stropnický a nié lundi tout lien entre l'arrestation de Saleh Muslim et l'emprisonnement en Turquie de deux ressortissants tchèques accusés d'avoir combattu en Syrie aux côtés des YPG. Miroslav Farkas et Marketa Vselichova avaient été condamnés l'an dernier à six ans et trois mois de prison. Certains médias avaient émis l'hypothèse qu'ils pourraient être libérés en échange de l'extradition de Saleh Muslim.

Le Premier ministre tchèque Andrej Babis s'est refusé mardi à commenter l'affaire: « C'est un tribunal tchèque qui en décide, je ne connais pas cette affaire », a-t-il dit au cours d'un point de presse à l'issue du conseil des ministres.

La Turquie s'est immédiatement élevée contre la décision de remettre en liberté Saleh Muslim. « Cette décision est une décision de soutien très clair au terrorisme », a déclaré le porte-parole du gouvernement turc, Bakir Bozdog, ajoutant que la remise en liberté de Saleh Muslim aurait « un impact négatif sur les relations entre la Turquie et la République tchèque ». (Avec AFP) ♦

Amid Turkish Assault, Kurdish Forces Are Drawn Away From U.S. Fight With ISIS

By ERIC SCHMITT and ROD NORDLAND
FEB. 28, 2018
/www.nytimes.com

WASHINGTON — The United States-led campaign to hunt down the last pockets of Islamic State militants in Syria has lost its most effective battleground partner in what American military officials fear will stall a critical phase of the offensive and leave open the door for hundreds of foreign fighters to escape.

Thousands of Kurdish fighters and commanders who make up the backbone of the Syrian Democratic Forces in recent weeks have diverted to defend Afrin, in Syria's northwest, where other Kurdish militia are facing sharp attacks from Turkish troops.

The Kurdish-led S.D.F. was the driving force last fall in routing the Islamic State from its self-proclaimed headquarters in Raqqa and chasing insurgents fleeing south along the Euphrates River Valley to the Iraqi border.

That fight now is largely reliant on Syrian Arab fighters who make up a majority of the S.D.F. but lack the Kurds' military organization and logistical prowess.

In congressional testimony on Tuesday, Gen. Joseph L. Votel, head of United States Central Command, described the S.D.F. as "the most effective force on the ground in Syria against ISIS."

"And we need them to finish this — to finish this fight," General Votel told the House Armed Services Committee.

Without the Kurds, the Arab forces and their American military advisers have largely been forced to halt clearing operations and taken up mostly defensive positions, United States officials said. That has left American air power to pick up the slack.

The development is another major consequence of the fighting that has rapidly unfurled in



Maj. Gen. Jamie Jarrard, left, of the United States Army, with Muhammad Abu Adel, commander of the Manbij Military Council, in northern Syria earlier this month. Mr. Adel's militia is among the Kurdish forces that have been key allies of the United States in the fight against the Islamic State in Syria. Credit Susannah George/Associated Press

recent weeks in Syria's tumultuous northwest.

It threatens not only to slow progress against several hundred Islamic State fighters who are hiding along the Euphrates River or in nearby deserts, but also could allow battle-hardened foreign fighters to escape deeper into western Syria and eventually into Turkey or Jordan — and possibly to return home to Europe or Africa to commit mayhem there, American commanders and analysts said.

Thousands of foreign fighters have already fled unfettered to the south and west through Syrian Army lines, these officials said.

"The campaign to defeat the Islamic State is at risk," said Jennifer Cafarella, a senior intelligence planner with the Institute for the Study of War in Washington. "The S.D.F. is unlikely to clear remaining ISIS-held areas of the Euphrates River and could even begin to take losses due to the shift in Syrian Kurds' main effort." ISIS is another name for the Islamic State.

The turn of events has the potential to upset a triumph that President Trump has held out as one of his administration's signature national security accomplishments so far.

"ISIS land has been largely recaptured — almost 100 percent," Mr. Trump said last week during a news conference with Prime Minister Malcolm Turnbull of Australia. "They are on the run."

Yet senior Trump administration officials and American commanders have been watching, with growing trepidation, as Kurdish troops and commanders divert from the fight against the Islamic State.

Initially, they sought to play down its significance. On Feb. 11, Defense Secretary Jim Mattis called the development "a distraction" and said it was "not a significant number right now."

Maj. Gen. Jamie Jarrard, the Special Operations commander for the American-led coal-

ition in Iraq and Syria, said in an interview in early February that the elimination of the entire caliphate was "very close."

"Anything that disrupts us or takes our eye off that prize is not good," General Jarrard said.

Mr. Mattis, Secretary of State Rex W. Tillerson and Lt. Gen. H.R. McMaster, the White House national security adviser, all have met with Turkish officials in recent days to seek an end to the clashes with Kurdish militia in northwest Syria and prevent the fighting from spreading.

But by last week, Heather Nauert, the State Department's spokeswoman, acknowledged to reporters on Feb. 22 that "we can no longer fight ISIS the way that we would fully like to be able to do."

Defense Secretary Jim Mattis, left, with the Turkish defense minister, Nurettin Canikli, in Brussels earlier this month. A Turkish incursion into Kurdish-held areas in northern Syria has diverted Kurdish forces away from the fight against the Islamic State. Credit Pool photo by Virginia Mayo

The diversion of Kurdish fighters and lower-level commanders, who play a pivotal role in directing battlefield operations against the Islamic State, has increased from a trickle to a torrent, according to five American military officials who are monitoring the situation and spoke on condition of anonymity. It is difficult to estimate precisely how many Kurdish fighters have withdrawn.

The Syrian Democratic Forces number about 50,000 Kurdish and Arab fighters throughout eastern and northern Syria, American military officials have said. Several thousand have been fighting the Islamic State in the Euphrates River Valley, with Arabs making up as much as 80 percent of that force, reflecting the demographics of the region.

But as they have elsewhere in the fight against Islamic State in Syria, the Kurds have taken on a disproportionate role in front line fighting and command skills, American officials said.

Now some of those gains against the Islamic State are in jeopardy. As of two weeks ago, Kurdish officials said more than 20,000 Kurdish defenders had rallied to Afrin to confront Turkish troops. That number includes fighters who were already there, as well as newly arrived reinforcements.

"The Turkish invasion to occupy Afrin has terribly influenced our fight against ISIS," Shahoz Hasan, co-president of the Syrian Democratic Union party, said in an interview on Monday. "After we managed to get ISIS in a choke hold," he said the Turks "are attacking our forces in that region."

For many Kurdish militia and their commanders, the call to defend family and friends in Afrin and a Kurdish enclave in the city of Manbij that is also threatened by Turkish troops has taken precedence over what many consider to be an American war against the Islamic State.

"Those fighters find it more urgent to be in their areas on the Syrian-Turkish border rather than on the front lines with ISIS," said Arin Sheikhmos, a Kurdish journalist based in Qamishli. The ➤



Defense Secretary Jim Mattis, left, with the Turkish defense minister, Nurettin Canikli, in Brussels earlier this month. A Turkish incursion into Kurdish-held areas in northern Syria has diverted Kurdish forces away from the fight against the Islamic State. Credit Pool photo by Virginia Mayo

► city is the de facto capital of Kurdish areas of northern Syria, which the Kurds call Rojava.

“To them, it is a priority to defend their land rather than liberating others’ land.” Mr. Sheikmos said.

The American-led coalition appears to have intensified airstrikes on the Islamic State in areas east of the Euphrates River to fill the battlespace the Kurdish fighters had left, Mr. Sheikmos said. The approach was not working, he said.

He said the Islamic State carried out a car bombing in Qamishli a few days ago, resulting in the deaths of four civilians, including a child. It was the first bombing in the city by ISIS in over a year, he said.

Shervan Derwish, a spokesman for the Manbij Military Council, said 250 Kurdish fighters had arrived in the ethnically mixed area in just the past few days. He said they came from Deir al-Zour, an Arab-majority city and former Islamic State stronghold in the Euphrates River Valley that is now contested by Russian-backed Syrian government soldiers and the American-backed Arab-Kurdish coalition.

“Unfortunately, our fighters who joined the

rest of S.D.F. on the front lines with ISIS in Deir al-Zour had to retreat to Manbij upon hearing the Turkish threats of attacking us here, doing ISIS a favor,” Mr. Derwish said. The military council is a Kurdish-led component of the Syrian Democratic Forces in Manbij.

As late as Feb. 8, there were still S.D.F. forces in Deir al-Zour, according to the coalition, which bombed pro-Syrian regime forces who had attacked an S.D.F. base and its American advisers there. The airstrikes, it later turned out, killed dozens of Russian mercenaries in the process, American officials said.

Some analysts, including Ms. Cafarella, have assessed that the Russian-backed attackers gave the Kurdish fighters safe transit to Afrin across government-controlled territory and exploited their departure to strike the less experienced Arab partners in the S.D.F.

Agid Ahmed, commander of the Northern Sun battalion of the Manbij council, said he and his fighters were ordered to return from the front lines in Deir al-Zour on Feb. 6. That, in turn, freed up other S.D.F. fighters defending Manbij to reinforce Afrin. Mr. Ahmed fought with American forces in 10 offensives in northern and eastern Syria, inclu-

ding retaking of Raqqa from the Islamic State.

Some of the S.D.F. and Manbij council leaders expressed disappointment with American forces for not preventing last month’s Turkish attack on Afrin.

“Americans on the ground do a good job and we learned a lot from them, data sharing, GPS techniques, but politically we’re not very sure about them. Especially since the situation in Afrin,” said Maher Al Ony, who has four Manbij council brigades — about 2,500 fighters — under his command. “We didn’t expect the coalition would allow the Turks to attack Afrin.”

Muhammed Abu Adel, the Manbij council’s top commander, insisted the commitment to fight the Islamic State remains strong, even as his forces have left Deir al-Zour.

“We sacrificed thousands of lives of our soldiers, we sacrificed so many to finish ISIS,” he said. “And now this, while fighting the most terrible terrorist group, and suddenly there is a state member of NATO come to fight you.” ●

Eric Schmitt reported from Washington and Rod Nordland from Manbij, Syria. Karam Shoumali contributed reporting from Berlin.



26 FÉVRIER 2018

Ankara poursuit son offensive en Syrie malgré la trêve votée à l'ONU

Par RFI Avec notre correspondant à Istanbul, Alexandre Billette. Publié le 26-02-2018

La Turquie a annoncé lundi 26 février l'envoi des forces spéciales dans la région d'Afrin, en Syrie. Dans le cadre de son opération militaire contre les forces kurdes à Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, Ankara a annoncé une « nouvelle bataille ». La Turquie ne se sent visiblement pas concernée par le cessez-le-feu voté par l'ONU. En plus de l'armée turque, ce

sont donc désormais les unités spéciales de la police turque qui sont entrées en Syrie. Objectif : prendre la ville d'Afrin aux mains des forces kurdes.

On les connaît en Turquie par leur acronyme : JÖH. Les forces spéciales de la gendarmerie, ce sont elles qui étaient notamment déployés dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde après la rupture du cessez-le-feu entre Ankara et le PKK, en 2015 et 2016.

On ne sait pas combien d'hommes de ces

forces sont maintenant à Afrin, mais l'annonce de leur déploiement dans le nord de la Syrie indique deux choses : d'abord que cette opération « éclair » voulue par les autorités turques est décidément bien longue puisque l'armée turque est sur place depuis maintenant plus d'un mois.

C'est aussi le signe que l'opération baptisée « Rameau d'olivier » va changer de forme : selon Ankara les zones frontalières de la Turquie sont désormais « sécurisées », c'est désormais vers la ville d'Afrin que ces unités spéciales se dirigent.

Un nouveau chapitre de l'opération qui s'annonce plus risqué, peut-être plus meurtrier aussi puisqu'il se déroulera en pleine ville. Ces forces de gendarmerie sont justement spécialisées dans le combat rapproché en zone urbaine. ◆



28 FÉVRIER 2018

Erdogan incite une fillette à mourir en martyre

Le président turc a suscité la polémique lors d'un discours de soutien aux troupes en Syrie. Il a souhaité à une enfant de devenir une martyre.

//www.20min.ch / 28 février 2018

Recep Tayyip Erdogan a déclenché l'ire de l'opposition turque le 24 février dernier, lors d'un congrès de son parti (AKO) à Kahramanmaras, dans le sud-est du pays. Alors qu'il prononçait un discours de soutien à ses troupes engagées en Syrie, le président turc a repéré une fillette habillée en uniforme militaire des forces spéciales dans le public et l'a invitée à venir sur scène.

«Voici nos bérets bordeaux», a

dit l'homme fort d'Ankara à la petite fille, au garde-à-vous. Visiblement intimidée, celle-ci s'est mise à pleurer. «Mais les bérets bordeaux ne pleurent pas», lui a dit le président qui a alors trouvé les mots pour la consoler. «Elle a son drapeau dans la poche. Si elle tombe en martyre, si Dieu le veut, elle sera enveloppée dedans. Elle est prête à tout.» Des propos largement acclamés par les personnes présentes.

UNE «GRANDE ERREUR»

Diffusée en direct à la télévision nationale, la scène a suscité de vives critiques de la part de l'opposition. «Faire venir une enfant sur scène devant des milliers de personnes et bénir la mort est une grande erreur. Aucun enfant ne devrait jamais avoir à être le visage de la guerre», a déclaré Veli Agbaba, vice-président du Parti républicain du peuple (CHO), au «New York Times».



Une opération de l'armée turque baptisée «Rameau d'olivier» est en cours depuis le 20 février dernier contre les Kurdes à Afrine, dans le nord de la Syrie. La région est sous le contrôle des Unités de protection du peuple kurde (YPG), considérées comme terroristes par Ankara. ◆

Syrie : échec des tractations secrètes sur la Ghouta

Jusqu'à la dernière minute, opposition, rebelles et Russes ont tenté de sauver l'enclave de la banlieue de Damas

BEYROUTH - correspondants

Depuis plus de six mois, à l'écart du champ de bataille syrien, de discrètes négociations se déroulent entre émissaires russes, personnalités de l'opposition syrienne et représentants des groupes armés anti-Assad, pour tenter de trouver une issue pacifique à la question de la Ghouta orientale.

Ces contacts, relancés ces derniers jours, à mesure que les bombardements se sont intensifiés sur cette banlieue rebelle de Damas, poursuivent deux objectifs. D'abord, transférer les combattants djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham – ex-Front Al-Nosra, un groupe issu d'Al-Qaïda, classé « terroriste » par l'ONU – présents dans la Ghouta orientale, vers la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays. Et conclure un accord de réconciliation entre les rebelles et le régime, les premiers baissant les armes en échange d'une forme d'autonomie.

Lundi 26 février, au surlendemain de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution appelant à une trêve d'un mois dans toute la Syrie, Mikhaïl Bogdanov, ministre adjoint des affaires étrangères russes, a encore rencontré au Caire le principal médiateur de ces tractations, Ahmed Jarba. Ex-président de la coalition de l'opposition syrienne, proche de l'Égypte et des Emirats arabes unis, ce dernier est aujourd'hui à la tête d'un petit parti, Suria Al Ghad (La Syrie de demain). Les discussions entre les deux hommes ont porté sur la conférence de Sotchi, grand-messe syro-syrienne organisée par Moscou à la fin janvier, sans guère de résultat, ainsi que sur la situation dans la Ghouta orientale.

« Nous n'avons pas fait de progrès, je pense que l'on se dirige vers une invasion totale », a confié au Monde sur un ton dépité Monzer Akbik, bras droit d'Ahmed Jarba. Autrement dit, une poursuite des bombardements, qui ont fait près de 550 morts depuis le 18 février, doublée d'une attaque terrestre

de l'enclave rebelle. Lundi, le ministre russe de la défense, Sergueï Choïgou, avait annoncé qu'une trêve humanitaire serait mise en place tous les jours, à partir de mardi, entre 9 heures et 14 heures, pour permettre l'évacuation des civils à travers des « corridors humanitaires », tout en prévenant

« Les corridors humanitaires doivent être mis en place avec le consentement de toutes les parties »

INGY SEDKY
porte-parole de
la Croix-Rouge à Damas

que « l'escalade » se poursuivrait. Une interprétation au rabais de la résolution onusienne, qui a été aussitôt critiquée par les capitales occidentales et les organisations humanitaires. « Cinq heures, c'est mieux que pas d'heures, mais nous voudrions que toute cessation des hostilités soit prolongée de 30 jours, comme l'a stipulé le Conseil de sécurité », a réagi le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. « Les corridors humanitaires doivent être mis en place avec le consentement de toutes les parties, de façon à ce que les personnes qui veulent partir puissent le faire en toute sécurité », prévient Ingy Sedky, porte-parole de la Croix-Rouge à Damas. Et celles qui veulent rester doivent être protégées contre toute attaque. »

Or, si le pilonnage du régime a baissé en intensité depuis dimanche, il n'a jamais cessé : 22 civils, dont sept enfants, ont encore trouvé la mort lundi dans des raids aériens et des tirs d'artillerie. Pour les opposants syriens, l'annonce russe constitue une sinistre répétition des derniers jours d'Alep-Est, en décembre 2016. Les forces loyalistes avaient déjà, à cette époque, promis des corridors humanitaires, tout en poursuivant leur attaque, qui avait abouti au départ forcé de 35 000 opposants, civils et com-



Un enfant victime d'une attaque, à Chafouniyé, dans la Ghouta orientale (Syrie), le 25 février. MOHAMMED BADRA/EPA/MAXPPP

battants mélangés. « L'offensive terrestre a déjà commencé, reconnaît un journaliste du camp pro-gouvernemental. Du temps a été donné pour des négociations afin d'éviter une violente bataille. Mais cela n'a pas abouti. »

Ces tractations ont culminé durant l'été et l'automne 2017, dans le cadre du processus de « désescalade » mené par la Russie. Au Caire au mois de juillet, des représentants de Jaych Al-Islam (l'Armée de l'islam), une formation salafiste proche de l'Arabie saoudite et qui est le groupe armé le plus puissant de la Ghouta orientale, avaient conclu avec les envoyés de Moscou, sous les encouragements d'Ahmed Jarba, un accord prévoyant un arrêt des combats et un acheminement d'aide humanitaire dans l'enclave alors assiégé depuis plus de quatre ans. Autre faction armée de ce territoire, Faylaq Al-Rahmane (La légion du tout-miséricordieux), patronné par le Qatar et proche des Frères musulmans, était parvenue à un accord similaire, lors d'une rencontre avec des délégués russes, au mois d'août à Genève.

« En plus du cessez-le-feu, Jaych Al-Islam a voulu convaincre les Russes d'octroyer à la Ghouta orientale un statut autonome, avec des garanties que l'armée syrienne ne pénétrerait pas dans leur fief », explique Sinan Hatahet, un

Le but des négociations : transférer les djihadistes vers Idlib et obtenir une forme d'autonomie pour les rebelles

analyste proche de l'opposition syrienne. En échange, les deux groupes armés s'engageaient à faire pression sur Hayat Tahrir Al-Cham, qui ne compte que quelques centaines de combattants sur place, sur un total d'hommes en armes estimé à 20 000 – pour qu'il évacue la Ghouta orientale.

« Soumission totale »

« En août et encore une fois en novembre, lorsque nous avons revu les Russes à Genève, nous leur avons dit que nous étions prêts à faire partir Hayat Tahrir Al-Cham », dit Wael Al-Olwan, porte-parole de Faylaq Al-Rahmane. En décembre, des sources au sein de l'opposition avaient signalé l'arrivée, au nord de la Ghouta orientale, des fameux bus verts auquel le gouvernement syrien recourt pour purger les zones qu'il reprend de ses opposants. Le signe d'un possible accord sur le départ des djihadistes.

Mais rien de tel ne s'est passé. Selon des sources convergentes, les négociations ont buté sur le groupe Faylaq Al-Rahmane, dont le régime exige aussi le départ, en

le présentant comme un allié de Hayat Tahrir Al-Cham. Mi-novembre et à nouveau fin décembre 2017, les combattants de Faylaq ont attaqué une importante base militaire en lisière de Hara, dans le nord-ouest de la Ghouta orientale. Une opération qui a coûté à l'armée syrienne de nombreux soldats et à laquelle Hayat Tahrir Al-Cham a participé, en couverture. Vu de Damas, Faylaq Al-Rahmane n'est pas un partenaire de réconciliation crédible,

alors que le maintien dans l'enclave de Jaych Al-Islam, dont l'idéologie est pourtant plus radicale, serait acceptable.

Côté opposition, on conteste la thèse d'accointances idéologiques entre Faylaq Al-Rahmane et Hayat Tahrir Al-Cham, en faisant valoir que les deux n'ont collaboré que de manière épisodique, surtout lors d'affrontements internes, contre Jaych Al-Islam. Les anti-Assad arguent aussi que les bombardements sur la Ghouta orientale,

après une légère diminution durant l'été 2017, ont redoublé de vigueur en novembre, et que l'aide humanitaire promise n'est jamais parvenue au territoire rebelle. « *Accuser Faylaq Al-Rahmane, c'est la vieille tactique du régime pour semer la discorde entre les rebelles, assure Sinan Hatahet. La vérité, c'est que le régime ne veut pas entendre parler d'autonomie, il veut une soumission totale.* »

Dans un ultime effort pour empêcher une offensive terrestre, les

deux principales factions de la Ghouta orientale ont envoyé, lundi 26 février, une lettre au Conseil de sécurité de l'ONU. Dans ce courrier que *Le Monde* s'est procuré, elles se disent prêtes à faire sortir les combattants de Hayat Tahrir Al-Cham « *dans les quinze jours suivant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu* ». Mais il est peu probable que cette initiative suffise à faire reculer le régime syrien et son allié russe. ■

**BENJAMIN BARTHE
ET LAURE STEPHAN**

THE HUBBINGTON POST

24 février 2018

Kamel Daoud: Lettre ouverte à Erdogan



HuffPost Algérie | Par Kamel Daoud
24/02/2018
<http://www.huffpostmaghreb.com>

Au nom de ceux que vous avez tués, emprisonnés, torturés, Erdogan, vous n'êtes pas le bienvenu !

Non Erdogan vous n'êtes pas le bienvenu en Algérie.

Nous sommes un pays qui a déjà payé son tribut de sang et de larmes à ceux qui voulaient nous imposer leur califat, ceux qui font passer leurs idées avant nos corps, qui ont pris en otage nos enfants, ont tué des esprits, des élites et des possibilités d'avenir. Et cette « famille qui recule » au nom de Dieu ou d'une religion, vous en faites partie, vous la financez, vous la soutenez, vous rêvez d'en être le chef international.

L'islamisme qui fait votre pain a fait notre malheur et nous ne l'oublions pas et vous nous le rappelez aujourd'hui. Vous offrez non seulement votre ombre et votre aile à ceux qui veulent notre pays à genoux devant votre « Porte Sublime », mais vous incarnez aussi l'esprit contraire de notre nation : vous détestez la liberté, l'esprit libre, vous aimez les parades, les fonds de commerce par la religion, vous rêvez d'un califat sur nos dos et d'un retour sur

nos terres.

Cela se fait en douceur aujourd'hui, en soutenant des partis islamistes chez nous, en offrant des cadeaux par le biais de vos entreprises, en noyant le tissu associatif, en contrôlant des mosquées. Vieilles méthodes de vos « frères musulmans » qui nous montrent le Ciel de Dieu d'une main en creusant nos tombes de l'autre.

Non Monsieur Erdogan, vous n'êtes pas un homme d'aide, de lutte pour la liberté, de principes ni de « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes » lorsqu'on voit à quels feux de mort vous soumettez les Kurdes, les opposants à votre dictature.

Vous pleurez avec la victime dans le Proche-Orient et vous signez des contrats avec son bourreau. Vous ne rêvez pas de notre dignité mais de votre califat. Nous gardons en mémoire vos répressions, vos listes de Turcs à traquer, vos sinistres prisons qui se remplissent chaque jour, votre justice à la botte de vos palais, vos insolences et vos vantardises.

Vous ne rêvez pas d'humanité à partager mais de jouer le remake des Ottomans et leurs seigneurs sanguinaires. L'Islam pour vous est un marchepied, Dieu une enseigne de commerce, la modernité une ennemie, la Palestine une vitrine et les islamistes locaux des courtisanes ébahies.

L'histoire retiendra de vous vos ruses pour garder le pouvoir, vos coups d'Etat clandestins, vos chasses à l'homme et aux différences, vos torturés et vos morts sur la conscience dans toutes les régions de la Turquie.

L'histoire retiendra vos bombardements, vos guerres punitives et votre incapacité à envisager le dialogue ou la dignité sauf pour votre personne et votre roman personnel. Le vote pour El Qods dont vous faites commerce ? Laissez-nous rire avec les Palestiniens : la Palestine est votre fonds de caravanier. Comme pour beaucoup. Vous savez tellement monter sur le dos des agenouillés !

En Algérie, on a souffert et on souffre encore de ceux qui se sont fait passer pour Dieu et ont décidé d'offrir et d'ôter la vie selon leur bon vouloir. Ils acclament votre venue, mais pas nous. Vous êtes l'idole des islamistes algériens et des populistes, incapables de penser la puissance sans mariage de jouissance avec un calife.

Nous sommes un pays de liberté rêvée, même remise en cause, un pays de dignité. Cela n'est pas votre ambition, ni votre vertu.

La belle Turquie vous en avez fait une prison et un bazar pour les vôtres, vos proches, une principauté. On espère pour cette belle nation qu'elle vous survivra, que survivront ses prisonniers, torturés, tués et enfants bombardés. Vous êtes une illusion, vous le savez et nous le savons.

Vous jouez sur l'histoire de nos humiliations, sur nos affects, nos croyances, pour vous présenter en sauveur et, en vérité, vous êtes le fossoyeur. D'abord de votre pays et ensuite de ses voisins. La Turquie est un miracle qui ne vous doit rien mais le doit aux libres femmes et hommes qui ont fait sa renaissance et son prestige. Dont Ahmet Altan que vous venez de condamner à la prison à vie.

Car comme tout islamiste, vous aimez voler les victoires des autres, attendre que murissent les révolutions pour les prendre en selle et vous désigner calife au nom de Dieu ou de l'histoire. Votre populisme perdra ce beau pays et vos prêches ne peuvent pas faire oublier vos crimes. Nos islamistes et nos populistes qui trouvent en vous, aujourd'hui, leur mécène après l'avoir trouvé chez les wahabites, ne sont pas nous, ne sont pas notre peuple. Ils sont juste votre harem idéologique.

L'histoire se rappellera des morts et prisonniers en Turquie, de la mise sous califat de ce beau pays, de vos purges et détournements, de vos avions de guerre et palais de justice selon votre justice. Des choses indignes de notre mémoire en Algérie. Il fallait vous le dire pour que vous ne reveniez pas chez nous en conquérant ottoman, en Barberousse libérateur. L'histoire des pirates qui se font passer pour des sauveurs nous la connaissons. Trop bien.

Nous rêvons d'une nation forte, libre, puissante, médiane et heureuse de ses racines et de ses récoltes. Acceptant les différences, la foi et la révolte, la religion comme choix, l'espoir comme devoir, la pluralité comme droit, le bonheur comme but.

Nous avons besoin d'amis et d'alliés aux mains qui ne soient pas tachées de sang. Votre ruse n'a pas chemin chez nous. Et vos agents ici n'ont pas de lendemain.

Vous n'êtes pas en terre conquise. Comme vos ancêtres qui nous ont colonisés, vous ne prendrez pas racine ici. Seulement une illusion de conquête. Comme tous les colons. ■

LE FIGARO

28 février 2018

Malgré la trêve, la Ghouta agonise sous les bombes



Les victimes d'une attaque au gaz sur un village de l'est de la Ghouta, dimanche.

MOHAMMED BADRA/EPA/MAXPPP

DELPHINE MINOUI [@DelphineMinoui](#)
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

ELLE GÉMIT. C'est tout ce qu'elle parvient encore à faire. Dans cet hôpital improvisé dans un sous-sol, la jeune mère de famille syrienne se penche sur le corps de son fils, accroché entre la vie et la mort. « *J'attends qu'il meurt, pleure-t-elle... J'étais en train de faire du pain quand le toit lui est tombé sur la tête.* » Elle s'interrompt, ravale un sanglot. Dans un dernier soupir, son enfant s'est éteint. Désormais, elle hurle : « *Il avait faim. Mais il est mort affamé. Au moins, il aura de quoi manger au paradis !* » La scène, filmée par téléphone portable, résume en un seul cri le sort des quelque 400 000 habitants de la Ghouta : bombardés, endeuillés, humiliés jusqu'à leur mort.

Mardi matin, le ciel s'est officiellement tu, sur décision de la Russie : une trêve quotidienne de cinq heures - de 9 à 14 heures - pour évacuer les civils et acheminer de l'aide dans cette banlieue de Damas assiégée par le régime depuis cinq ans. Mais le répit n'a guère duré. Au bout de quelques minutes, les réseaux sociaux bruissent de désespoir. « *Trois hélicoptères militaires rasent le ciel. Ils visent des zones civiles !* », déplore Abdullah Sun, un ambulancier, par message vocal. Sur sa page Facebook, le journaliste Firas Abdullah est en émoi. Dans un style télégraphique, il dresse le bilan des attaques matinales : sur Douma, dès 9 h 32 par canons, puis par missiles sol-sol à partir de 9 h 34. À Harasta, précise-t-il, trois mortiers sont tombés sur des zones résidentielles. « *Assad et la Russie sont des menteurs* », s'insurge-t-il. En fin de journée, le bilan est à la hausse. « *Vingt-cinq obus, raids aériens et barils d'explosifs ont été largués (par le régime) sur la Ghouta, tuant deux civils, dont un enfant* », déclare Rami Abdel Rah-

mane, le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme. L'agence officielle Sana accuse, elle, les rebelles d'avoir lancé des roquettes contre les couloirs humanitaires.

Plusieurs centaines de victimes

Samedi soir, à l'issue d'une semaine particulièrement mortelle - plus de 500 victimes en sept jours -, le Conseil de sécurité de l'ONU avait déjà tenté de suspendre les hostilités en adoptant une résolution réclamant un cessez-le-feu de 30 jours dans toute la Syrie. En vain. Si les bombardements ont baissé, se concentrant essentiellement sur la ligne de front, les habitants continuent à en payer le prix. Lundi, 32 civils - dont au moins 5 enfants - ont été tués dans des raids et tirs d'artillerie du régime. L'horreur sans fin qui s'abat sur la Ghouta trouve aussi son illustration dans de nouveaux soupçons d'attaques au gaz chimique. Selon l'Union des organisations de secours et soins médicaux (UOSSM), du « *chlore a été utilisé* » par le régime de Bachar el-Assad. « *Suite à des bombardements, 18 personnes ont été amenées à l'hôpital avec des signes respiratoires, des difficultés à respirer. Un enfant est décédé* », annonçait, ce lundi, Ziad Alissa, le président de cette association de médecins très active en Syrie.

Un venin tristement familier pour les habitants de la Ghouta : c'est dans cet ancien « poumon vert » de Damas, connu pour ses vergers fertiles, que les premières attaques chimiques de l'après-révolution firent des centaines de morts à l'été 2013. À l'époque, la tragédie imputée - preuves à l'appui - au régime poussa les capitales occidentales à envisager une intervention militaire. Mais la volte-face de Barack Obama, qui voulut consulter le Congrès, changea la donne. Faute d'unanimité sur les frappes, il fut finalement demandé à Damas de démanteler son arsenal

chimique, en vertu d'une proposition... russe. « *C'est la tragédie de notre révolution. Elle marqua un nouveau tournant. Faute de sanctions réelles, le régime n'a jamais cessé d'agir en toute impunité* », se désole un activiste de la Ghouta.

Deux ans plus tard, en 2015, l'appui militaire de Moscou à Damas a changé à jamais le cours des événements : complice passif des crimes du régime de Bachar el-Assad, Vladimir Poutine en est devenu l'allié actif. « *Dans les enclaves rebelles assiégées, avions russes et syriens se sont mis à bombarder aveuglément les marchés, les hôpitaux, les zones civiles, sous prétexte qu'ils visaient des "terroristes"* », poursuit le militant.

Une révolution assassinée

Près de sept ans après le soulèvement anti-Assad, la Ghouta est devenue le triste symbole d'une révolution assassinée. Encerclée depuis 2013, elle subit depuis début février une intensification des bombardements. Relayées sur Internet, les images qui parviennent de l'enclave sont à pleurer : des corps d'enfants - plus jeunes que la révolte - enveloppés dans des linéaux trop grands pour eux, des hôpitaux submergés de blessés, des immeubles éventrés, des rues jonchées de gravats. Chaque jour, la faim déchire un peu plus les ventres.

Depuis la destruction, l'été dernier, des tunnels par les forces loyalistes, les produits de base se font de plus en plus rares. Les médicaments aussi. Selon l'Unicef, plus de 1 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë. Si le régime s'acharne autant sur cette banlieue damascène, c'est qu'elle est l'un des derniers bastions de la résistance. Deux factions principales, Jeish al-Islam et Failaq al-Rahman, en assurent le contrôle. Beaucoup moins nombreux, les salafistes d'Ahrar al-Sham et les djihadistes de Hayat Tahrir al-Sham y sont également implantés, et refusent, malgré les demandes des opposants modérés, de rendre les armes. Saisissant leur présence comme prétexte, le régime et ses alliés russes et iraniens s'acharnent à mater les résistants par tous les moyens. À cours de mots pour décrire le drame, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, parle d'un « *enfer sur terre* ».

Mais les Syriens souhaitent de l'action, pas des mots - même si la fin de leur tragédie semble écrite d'avance. « *Ça sent le dernier acte* », concède le dissident de la Ghouta. Il se souvient de ses amis d'Alep-Est, de leurs illusions brisées. C'était à la fin de l'année 2016. À l'époque, les Russes avaient annoncé plusieurs trêves humanitaires dans cet autre fief de l'opposition anti-Assad. Des convois furent mis en place. Des civils, évacués. Le calme avant la tempête : quelques jours plus tard, une offensive militaire d'envergure mit fin au siège. Et à l'espoir de meilleurs lendemains. ■

Face au terrorisme, notre sécurité se joue à Afrin

Ecrivain engagé auprès des Kurdes de Syrie, Patrice Franceschi considère que, si l'Europe laisse faire le président Erdogan, elle restera une cible du djihadisme

Par PATRICE FRANCESCHI

Il y a déjà plus d'un mois que l'armée turque, violant toutes les lois internationales, a envahi le nord de la Syrie pour attaquer les Kurdes de l'enclave d'Afrin et s'emparer de leur territoire. Afin de justifier son agression, le président turc Erdogan a prétendu que ces Kurdes menaçaient sa frontière sud et n'étaient que des terroristes parmi d'autres. Question propagande, Goebbels n'aurait pas fait mieux pour nous pousser à abandonner nos meilleurs alliés dans la région et à jouer contre nos intérêts. Mais peut-on vraiment oublier que les Kurdes nous ont aidés à vaincre l'organisation Etat islamique – notre ennemi commun, responsable des attentats en France – et que nos soldats ont combattu à leurs côtés pendant trois ans ? Erdogan insinuerait-il que la France serait coupable de complicité avec des terroristes ?

Depuis un mois, la propagande d'Ankara se déchaîne pour salir et décrédibiliser les Kurdes, relayée jusque chez nous par des lobbys pro-Turcs d'une puissance insoupçonnée. C'est contre cette désinformation généralisée, cette maladie des « fake news », que je veux m'élever. Cela fait cinq ans que j'accompagne les Kurdes dans leur combat et je sais très bien de quel côté se trouvent les terroristes et ce que représentait Afrin avant cette attaque : une région restée totalement à l'écart de la guerre. On ne peut pas raconter d'histoire. Et si les Kurdes de Syrie sont des terroristes, alors, c'est à l'égal des résistants français que la Gestapo affublait du même vocable.

Tout ce que fait Erdogan est dicté par sa politique intérieure. Il y flatte aussi bien les islamistes radicaux que les ultranationalistes. A ce mélange détonnant, il a promis de régler très vite le sort de ces Kurdes qui les obsèdent tous par leur projet politique émancipateur, où la laïcité voisine avec l'égalité hommes-femmes – l'horreur pour des Frères musulmans. Il n'est donc pas certain qu'il se plie à la résolution des Nations unies qui vient d'ordonner un cessez-le-feu de trente jours.

Nous verrons. En attendant, les Kurdes lui résistent farouchement, épaulés par leurs alliés chrétiens et arabes des Forces démocratiques syriennes. Défendant leurs villages, leurs familles, leur terre, ils font piétiner la soldatesque turque. Résultat : Erdogan redouble de férocité dans la répression. Aviation, blindés, artillerie, tout est utilisé avec une violence inouïe pour écraser les Kurdes et faire plier leur volonté. Sans succès jusqu'à présent. Mais question crimes de guerre, Erdogan est désormais aligné sur Assad : Afrin pour l'un, la Goutha pour l'autre. L'histoire jugera un jour ces terrorismes d'Etat.

En attendant, les civils kurdes sont délibérément pris à partie par les bombardements des Turcs, qui visent les écoles comme les hôpitaux. On ne compte plus les victimes parmi les femmes et les enfants. Afrin, ce pourrait être Londres sous les bombes nazies en 1940. Dans cette affaire, une mention à part doit être faite pour les supplétifs islamistes de l'armée turque. Majoritairement issus des rangs djihadistes d'Al-Qaida ou de Daech, javelinés sous l'appellation fantaisiste d'Armée syrienne libre, ils n'en sont pas moins restés eux-mêmes, filmant leurs exactions pour s'en enorgueillir sur Internet. En cinq années de guerre, j'ai vu bien des horreurs perpétrées par Daech et ses sbires, de Kobané à Rakka, mais ce que mes camarades m'envoient aujourd'hui du terrain dépasse l'entendement.

En contemplant quotidiennement ces massacres de civils désarmés, ces tortures abominables de combattants capturés, ces égorgements de sang-froid de tous ceux qui ne plient pas devant l'islamisme prôné par le régime turc, je ne doute plus de ce que craignent les Kurdes : être les victimes du premier génocide du XXI^e siècle, cent ans après celui perpétré par les prédécesseurs d'Erdogan sur les Arméniens – tout un symbole.

Mais même si les Turcs s'arrêtaient à temps, il y aurait quand même drame absolu pour les Kurdes. Car Ankara a publiquement affirmé vouloir vider Afrin de sa population pour la remplacer par quelques millions d'Arabes réfugiés sur son sol. Damas ayant promis la même chose

s'il reprenait pied dans la région, les Kurdes vivent l'agression d'Erdogan – et leur prise en tenaille par Assad – comme une nouvelle guerre existentielle.

MANQUE DE FERMETÉ

Comment a-t-on pu en arriver là et laisser compromettre ce que nous venions de proposer intelligemment à nos alliés kurdes, à savoir la stabilisation durable des zones qu'ils avaient libérées de Daech pour en faire un bouclier contre le retour de l'islamisme ? La faiblesse de nos convictions et le manque de fermeté dans la poursuite de nos buts seraient-ils à l'origine de notre attitude timorée devant la brutalité turque ? L'histoire le dira.

Ce qui est certain, c'est que nous semblons encore englués dans les vieux schémas de la guerre froide qui faisaient d'Ankara un allié indéfectible – et nous prêtons une oreille trop complaisante aux réseaux pro-turcs installés de longue date dans les allées du pouvoir. Il est urgent de changer notre logiciel de pensée. En voie de réislamisation et de totalitarisme, la Turquie ne nous est plus du tout favorable, faisant crier « Allahou akbar ! » à son armée, rêvant de conquêtes et emprisonnant ses opposants. L'OTAN a désormais un cheval de Troie en son sein et celui-ci joue contre ses intérêts, soutenant des groupes islamistes qui sont ses ennemis déclarés. Il faudra bien en tenir compte un jour ou l'autre.

En attendant, notre équation sécuritaire demeure inchangée : abandonner les Kurdes équivaut au retour des islamistes dans le nord de la Syrie et ce retour favorisera la reconstitution des réseaux terroristes menaçant notre pays. Pas de manichéisme dans cette affirmation ramassée. Juste une vision sur le temps long. Pendant trois ans, soldats français et combattants kurdes ont lutté côte à côte contre les djihadistes et les ont vaincus ensemble. Cette victoire, les Turcs veulent nous la confisquer aujourd'hui en travestissant la vérité. Il nous faut colmater sans attendre la brèche qu'ils viennent d'ouvrir et reconstituer le rempart kurde contre l'islamisme. Y manquer serait une faute politique que nous paierions tôt ou tard par de nouveaux attentats en France. ■



Patrice Franceschi est écrivain. Il est notamment l'auteur de « Dernières nouvelles du futur » (Grasset, 224 pages, 19 euros)

In northern Syria, women are free, and armed

MANBIJ, SYRIA

Kurdish push for equality spreads to conservative areas with Arab majorities

BY ROD NORDLAND

Radwan, a 30-year-old Arab man, came with four male witnesses and a grievance with an ex-wife to a place called the Women's House here in Manbij, in northern Syria.

He had recently divorced his second wife, Amira, 17, and he wanted back the gold he had given her as a bride price, some three or four ounces at most — worth more than a few goats but less than a car.

The five men sat down with Amira and her mother, Isra, in a circle of plastic chairs around a stove to discuss the matter, with the mediation of several officials from the Women's House.

The conversation grew heated as Amira and her mother, who asked that the families' last names be withheld to avoid a tribal backlash against them, refused to return the gold. When the Women's House officials said that not only was Amira right to keep it, but that she was also entitled to a houseful of furniture in compensation for the divorce, Radwan began shouting.

Chairs were knocked over and voices raised before the women officials escorted the men out of the building politely but firmly, warning that the police would be summoned if they didn't go quietly.

Shilan Shermooz, the administrator of the Women's House, said the matter was not yet over. Once Radwan made the reparations, she said, they would send his case to court and see him prosecuted for beating and abusing Amira for the two weeks they were married. Radwan was also guilty of fraud, she said, because Amira agreed to the wedding not knowing he already had a wife and children.

"The patriarchy really is over," Ms. Shermooz said, sharing a laugh with two colleagues.

In the Kurdish-controlled areas of northern Syria, a push for gender equality has given women like Ms. Shermooz significant power to enforce women's rights. The authority wielded by women here — in the police, the courts and the militias — is patterned on the gender egalitarian philosophy of the Kurds' ideological leader, Abdullah Ocalan.



Above, women demonstrating outside Kobani, Syria, against a Turkish military offensive. By law, every government institution in Kurdish-controlled areas of Syria has a co-president or co-chairman of each sex; even Kurdish militias have women's units that partner with men's units on the battlefield. Below, a heavily bombed area in Kobani.

The founder of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., Mr. Ocalan is serving a life sentence in Turkey on terrorism charges, and his organization is a designated terrorist organization according to the United States and the European Union. But his philosophy is widely popular among Kurds, particularly in northern Syria and eastern Turkey.

After six years of control of most of northern Syria, Kurds have been able to put into practice gender reforms to an unprecedented degree. This is in contrast to Kurdish-majority areas of Turkey, where the Turkish government has cracked down on many of the women's institutions.

By law, every government institution in Kurdish-controlled Syria has a co-president or co-chairman of each sex, and most government boards and committees have to be equally mixed by gender as well — except for women's institutions, which are led by only women.

The Kurdish militias have separate Women's Protection Units, or Y.P.J., which have been important partners with men's units on the battlefield. When the Syrian Democratic Forces, an American-backed coalition, captured Raqqa from the Islamic State in October, the overall commander was a Y.P.J. woman, Rojda Felat.

"There are always men thinking that women are slaves, but when women are



an armed force, men are scared of them," said Arzu Demir, the Turkish author of a book on the Y.P.J. militias.

The Kurdish effort to enact gender equality has really been put to the test in places like Manbij, which is overwhelmingly Arab, and also conservative and tribal. The Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces took control here about 18 months ago, in a campaign supported by American Special Operations forces and air power. While the Manbij Military Council, which is now in charge, is a majority Arab force, the new government is organized on Mr. Ocalan's revolutionary principles.

Women were immediately given the right to divorce, previously a right reserved to men; to inherit property on an equal basis with men; and to keep their children and their homes in a marital breakup. Gone were long-observed Shariah law provisions that gave a woman's

testimony in court only half the weight of a man's.

Those changes were not without pushback. The Kurdish majority area of Kobani in Syria, for instance, outlawed the practice of men taking more than one wife. But when officials tried to apply that restriction to Manbij, anger from tribal leaders led to the granting of an exception here.

Still, the Women's House in Manbij right away began aggressively counseling wives whose husbands married a second time that they could divorce, and walk away with the children, the house and half of any property. The result has

Women have been given the right to divorce, inherit property and keep their children after a marital breakup.

been some 200 divorces in the past year, mostly in cases of polygamy and underage marriage, said Widat Hayat an Arab woman and a sociologist who heads the research department at the Women's House. It is an unprecedented number.

Many local men have found it difficult to reconcile the prosperity and stability the new government has brought with their own traditions.

Abdul Aziz al-Hassin, 45, an Arab shopkeeper who has 14 children, agrees that "a woman has the same rights as a man; she's not a slave or a servant." But he still intends to take a second wife, he

said, because his current one, also 45, can no longer bear children. How will she react to that? "I won't tell her," he said. "It's none of her business."

Attitudes like that die hard. "When we opened the Women's House, even we didn't believe this was going to work here," said Jihan Mustafa, one of the counselors who coach women on their rights, and help them through divorce, spousal abuse prosecutions and legal actions to force their husbands to better provide for their children. "Now as you see, it is always busy here."

At the Women's House in Manbij, the halls, waiting rooms and consultation rooms were crowded with men and women — with many of the men visibly angry.

Ms. Mustafa is a Kurd, as were the first women's activists here, but now other members of the Women's House are Arabs, and most of their clients are as well. "There is real acceptance for it, just 18 months after the liberation of Manbij," she said.

Acceptance is hardly universal, however, and many of those who are critical are also afraid to speak out publicly.

"To understand the current situation, think of ISIS, but at the other end of the spectrum," said Abdul, 37, a teacher who spoke on condition of anonymity for fear of repercussions from Kurdish officials. "They never stop trying to impose codes and teachings that contradict our cultural norms and conservative views," he said. "And they insist on having a female presence in everything, which has made

them hire unqualified females in posts they don't know how to handle."

Kurdish leaders are aware of the discontent, but say the changes they are bringing are long overdue and are gaining acceptance, especially among younger Arab women.

"Most men don't accept it, but we speak to women and try to make society understand why it is not good, for instance, to have more than one wife," said Isam Abdul Qader, an Arab member of the Manbij Women's Council, another organization that advocates women's equality. It also sends teams of women door to door in neighborhoods and villages, where they ask to come in and explain to the women their new rights.

"Many men don't let us in at first," said Hana Sharif, a Kurdish council member. "We just go back two or three times. Little by little, it is working."

Maja al-Ali, 25, is an Arab woman member of the council who said the new local government has changed her life. "Before I just stayed in the house and I couldn't even wake up in the morning," she said. "Now I have character and a role in society. Now I get up in the morning, I have meetings and do things, and I love life now."

At the request of local women, the council has started a driving school for them. Recently, some women in Manbij have asked the women's council to set up firearms courses to teach civilian women how to defend themselves.

"It is about time," Ms. Sharif said, "that we have all of our rights."

Erdogan slammed for telling sobbing girl she will be an honoured martyr if killed in Syria

Turkish president accused of child abuse after hailing child martyrdom at party conference.

259 people have been killed in Turkey's offensive against Kurdish forces in Afrin.

By Isabelle Gerretsen / February 26, 2018
www.ibtimes.co.uk

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan has been criticised for telling a young girl that she would be honoured if she died a martyr in Afrin, northern Syria, where Turkish forces have launched an offensive against Kurdish militia.

"Look what you see here! Girl, what are you doing here? We have our maroon berets here, but maroon berets never cry," he told the child, referring to the berets worn by Turkey's Special Operations Forces.

"She has a Turkish flag in her pocket too... If she's martyred, they'll lay a flag on her, God willing," Erdogan told the crowd, who loudly cheered "Chief! Take us to Afrin!", showing support for Turkey's offensive in northern Syria.

"She is ready for everything, isn't she?"

Erdogan asked. After the girl responded "yes", he kissed her face and let her go.

The Turkish president's comments sparked outrage, with people accusing Erdogan of "child abuse."

"It's a shame, it's very bad. She's just a child, you don't wish her dead and you don't say 'God willing' for that!" one Turkish man wrote on Twitter.

Opposition politician Meral Aksener, of the nationalist IYI Party (Good Party), likened Erdogan to a member of Hamas in his praise of child martyrdom.

"He is following Hamas. I am calling on Mr. Erdogan to stop being a loudmouth. Get serious," she said.

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) also condemned Erdogan's remarks. "The mindset that abuses children by promising them death will lose. We will win the struggle for the children's free and happy life!" the party said in a statement on Twitter.

It is not the first time the Turkish president has referenced martyrdom for political gain.

At the funeral of a soldier killed during the Syria offensive in January, Erdogan was accused of politicising the death, by directly referencing the military operation in his eulogy.

259 fighters, including 40 Turkish soldiers,



have been killed in operation 'Olive Branch' since it was launched, the Syrian Observatory for Human Rights said on Saturday (24 February).

Turkey launched the offensive against the People's Protection Unit (YPG), the armed wing of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), on 20 January. Erdogan views the YPG as an extension of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK). ●